MAY 17 1924

1e Année. N° 9. 1er Mai 1924.

PERIODICAL ROOM
GENERAL LIBRARY
UNIV. OF MICH.

LA REVUE DE PARIS

		Pages.
ord Crewe. . . .	*Les Études classiques en France*	5
an Giraudoux. .	*Juliette au Pays des hommes.* — I.	24
hilippe Barrès. .	*La Guerre à vingt ans* (fin)	46
acques Bainville.	*Vues politiques : Ordre et Autorité*	79
éon Blum	*Vues politiques : L'Idéal socialiste.*	92
. Merejkovsky. .	*La Fin d'Alexandre Ier.* — III	112
ouis Marlio . . .	*Un grand Français à Madagascar : Jean Laborde.*	147
arcel Dunan. . .	*Trois interviews d'hommes d'État autrichiens* . . .	183
enry Bidou . . .	Les Lettres : *M. Anatole France.*	206
lbert Flament. .	La Quinzaine : *Tableaux de Paris*	216
ndré Chaumeix .	La Politique : *Réparations et Rapport des Experts.*	231

Copyright 1924 *Revue de Paris.*

LA LIVRAISON DE **240** PAGES : **4** FR. **50**

PARIS

DIRECTION ET RÉDACTION : 85bis, FAUBOURG SAINT-HONORÉ

ADMINISTRATION, ABONNEMENT ET VENTE : 3, RUE AUBER

1924

La Revue de Paris publiera prochainement :

La Semence de la foi PAR EDITH WHARTON

CHRONIQUE BIBLIOGRAPHIQUE

Parmi les écrivains militaires de l'heure présente, il en est peu qui aient la volonté d'être originaux à un degré aussi éminent que le **lieutenant-colonel Mayer**. Ce désir, qu'on remarque dans sa conversation comme dans ses livres, l'a déjà conduit, avant 1914, à annoncer la possibilité, et presque la nécessité, avec l'armement moderne, de la guerre de tranchées sur un front calé à des obstacles infranchissables : conception qui d'ailleurs aurait pu très aisément ne pas se réaliser, comme le montre une étude attentive des événements des premiers mois de la campagne. En tout cas cet exemple montre de quelle utilité éminente est la tendance à ne pas se soumettre aux idées préconçues, ou simplement reçues, et à leur faire subir continuellement une attentive revision, malgré leur caractère souvent dogmatique, ou, pour mieux dire, en raison de ce caractère même. Dans son dernier ouvrage, la **Psychologie du Commandement**, le colonel Mayer s'explique sur un sujet à la discussion duquel les écrivains militaires se consacrent rarement d'une façon aussi complète; la plupart de ceux qui ont étudié la vie de tel ou tel grand chef n'ont jamais manqué de relever à l'occasion les procédés que le héros a pu employer pour forcer l'obéissance ou l'héroïsme de ses subordonnés; la réunion d'un grand nombre d'exemples et leur intégration dans un corps de doctrine n'ont été que bien rarement tentées. Le colonel Mayer le fait avec un rare bonheur et la façon dont il présente successivement chacun des aspects du problème lui permet d'en faire le tour à peu près complet. Il y a d'autant plus de mérite que la matière est aussi délicate que nouvelle et que, de tous les problèmes qui se posent à l'esprit du chef, celui de l'influence qu'il exercera sur ses subordonnés est le plus difficile à résoudre, tant les données en sont variables. Est-ce pour cela que son étude systématique est si souvent négligée ou qu'on s'en tient à des aphorismes traditionnels ou à des axiomes contradictoires? En tout cas on ne saurait contester que cette attitude négative et négligente est de moins en moins admissible, à mesure que l'armée continue à être de plus en plus démocratique, en ce sens qu'elle est chaque jour plus voisine du peuple en armes, ou, pour employer un mot qui ne ferait pas peur au colonel Mayer, d'une milice. Ce qui ressort avant tout de son ouvrage, c'est la nécessité pour les cadres de travailler continuellement pour rester dignes de leur mission : et il est intéressant de constater que le colonel Mayer arrive à cette conclusion pour des motifs tirés de la seule psychologie du commandement, au moment même où elle s'impose encore à tous les esprits réfléchis pour des raisons de pure technique. Cela seul suffirait à montrer combien le rôle de l'officier de carrière est encore appelé à grandir dans l'armée de demain, combien il importe par suite de prendre les mesures nécessaires pour assurer un recrutement d'élite de nos cadres. Sur la nécessité de cet appel à l'élite, le colonel Mayer est catégorique; son livre sera lu par tous avec le plus grand profit.

Le **capitaine de Gaulle** apporte à l'étude si délicate de l'organisation du commandement, dans son livre **la Discorde chez l'ennemi**, une contribution historique des plus importantes. Les détails encore mal connus de la conduite de la guerre dans l'un et l'autre camp au cours du conflit mondial ne permettent que des études fragmentaires portant sur des points choisis quelque peu arbitrairement. Dans ce choix, le capitaine de Gaulle a fait preuve d'une remarquable connaissance des faits déjà révélés au public; il présente les questions de commandement aux divers échelons de la hiérarchie : rapports entre militaires de grades différents (commandant d'armée et commandant en chef : Kluck et Moltke à la bataille de la Marne), —rapports entre commandement et gouvernement (controverses et luttes entre les diverses autorités allemandes à propos de la guerre sous-marine, campagne politique des militaires aboutissant au renversement de Bethmann-Hollweg), — rapports entre alliés (constitution d'un commandement unique des armées des empires centraux et de leurs associés). Sans être complet, l'exposé du capitaine de Gaulle fait bien revivre les personnages qu'il met en scène et constitue un tableau assez exact des événements. Cependant quelques-uns des jugements de l'auteur paraissent un peu hâtifs, et n'ont pas, semble-t-il, toute l'objectivité nécessaire.

Le Conseil général de la Loire-Inférieure avait décidé, peu de temps après la fin de la guerre, d'élever un monument durable à la mémoire des enfants du département morts pour la France. Leur nombre, hélas! très élevé (plus de 25 000), l'impossibilité de trouver un emplacement pleinement satisfaisant inspirèrent l'idée d'inscrire leurs noms dans un **Livre d'or** édité dans des conditions telles que chacun pût se procurer aisément les parties qui l'intéressent. Ce livre d'or a paru récemment et ne comporte pas moins de trois volumes in-quarto divisés en autant de fascicules qu'il y a de cantons. Un quatrième volume, dû à M. Gabory, archiviste départemental, intitulé **les Enfants du Pays nantais**, présente un tableau d'ensemble de la vie des soldats et des marins bretons et vendéens pendant la guerre : c'est un magnifique et pieux hommage rendu à la vaillance de nos courageuses populations de l'Ouest.

Dans un genre tout différent on lira avec fruit les **Gibernes d'artilleur** du **colonel Cambuzat** où sont présentés de façon à la fois savante et facile à lire les qualités et les défauts de notre artillerie pendant la guerre, ainsi que les enseignements qu'ont révélés, rappelés ou confirmés les opérations de 1914 à 1918.

La question de la guerre économique fait l'objet d'une très précieuse étude du **commandant Laurens** intitulée **Le blocus et la guerre sous-marine**. Ce travail très fortement documenté fournira au marin, à l'historien et à l'économiste une base de premier ordre pour l'étude des faits de la guerre mondiale et aussi pour la préparation aux conflits éventuels de l'avenir.

Signalons en terminant la nouvelle édition du **Qui êtes-vous?** qui ne comporte pas moins de 7 000 biographies de nos plus notoires contemporains. Ce livre, un des instruments de travail les plus utiles du journaliste à qui rien de l'actualité ne doit être étranger, rendra également des services aux gens du monde, aux industriels et aux commerçants.

J.-M. BOURGET

Gen.
Terg.

LES ÉTUDES CLASSIQUES EN FRANCE

C'est une insigne distinction que vous m'avez accordée en m'élisant Président de la *Classical Association* pour l'année [1], et c'est la conséquence, j'ose le croire, de l'honneur qu'on me fit en 1921, lorsque je fus nommé à la présidence de la Commission ministérielle d'enquête sur la place des études classiques dans l'enseignement du Royaume-Uni. Mais je n'en ai pas moins conscience des limites que m'imposent personnellement les circonstances et la voie que j'ai suivie dès ma jeunesse. Ce serait vraiment de la fatuité de ma part de me lancer, au sujet des classiques, dans des remarques comme vous pourriez en attendre du professeur Gilbert Murray, ou du genre de celles dont, l'année passée, le Dr Mackail vous donna le régal. « L'homme, a dit la plus haute autorité en cette matière, est par nature un animal politique », et à notre époque moderne les devoirs et l'intérêt de la politique tendent à absorber tout notre temps, à l'exclusion de bien des choses qu'on aimerait à entreprendre. Ce n'est pas d'ailleurs que la politique anglaise et les classiques ne soient de vieilles connaissances. On raconte qu'un jour, à la Chambre des Communes, Pulteney fit un pari d'une guinée, — en jetant

1. Lord Crewe, ambassadeur d'Angleterre en France, a été récemment nommé président de la *Classical Association*, et à cette occasion, au mois de janvier dernier, il a entretenu l'école de Westminster des études classiques de France : c'est le discours que nous sommes heureux de publier.

1er Mai 1924.

la pièce de l'autre côté de la table, — à propos de l'emploi d'un datif ou d'un ablatif dans un vers latin; et l'on connaît l'anecdote qui nous montre Charles Fox plongé dans la lecture d'Hérodote après une nuit désastreuse passée à jouer au pharaon. Et en fait on peut trouver aujourd'hui des hellénistes et des latinistes de marque sur les premiers bancs des partis dans les deux Chambres; mais de nos jours, plus remplis qu'autrefois, beaucoup de nos hommes publics courent le danger, du moins à cet égard, de ressembler à ce sycophante du roman de George Eliot, Mr. Lush, qui « avait passé jadis pour un érudit, et qui sentait encore son érudit quand il n'essayait pas de faire appel à ses souvenirs ».

Il se trouve que la charge que j'ai remplie l'an dernier m'offre l'occasion de parler des études classiques en France, en me plaçant à un point de vue d'observateur amical. Mon attachement pour ce pays me vaut le bonheur de pouvoir noter, et dans une certaine mesure étudier, hors du domaine des relations diplomatiques, nombre de formes intéressantes de son activité. En Angleterre, je crois, nous avons coutume d'associer l'idée de culture classique à celle du savoir allemand, plutôt qu'à celle du savoir français; la cause en est à la renommée quasiment historique des grands commentateurs allemands du siècle passé, et à la prédominance des éditions allemandes sur les rayons de nos bibliothèques classiques. Mais si l'érudition pure a surtout fleuri à l'est du Rhin, l'humanisme classique a toujours été chez lui en France, depuis le moment même où sa glorieuse littérature a donné ses premières fleurs, et la France s'est toujours considérée comme la plus ancienne héritière, entre les nations de l'Europe, de la tradition classique. Non que le Français instruit d'aujourd'hui croie appartenir à une race purement latine. Bretons, Normands et Lorrains s'enorgueillissent également du sang de leurs ancêtres qui à leur idée peut-être coule dans leurs veines plus viril ou plus pur; et tous s'accordent à penser que le mélange des races est un des secrets de la grandeur de la France. Néanmoins la France revendique la primauté entre les autres peuples, eux aussi d'origine très mélangée, dont la langue est issue de Rome et qui se prétendent les cohéritiers de la tradition romaine, que ce soit l'Italie ou

la péninsule ibérique qu'ils habitent, qu'ils occupent les hauteurs des Grisons ou les plaines de la Transylvanie. J'imagine que les historiens de la période qui s'étend du IVe au VIIIe siècle nous diraient que la flamme de la culture latine, bien qu'ayant assez faiblement brillé en Gaule pendant les sombres années que traversa l'Europe occidentale, fut moins complètement étouffée que dans d'autres parties de l'Empire romain. Et à la cour cultivée de Charlemagne les gens écrivaient en bien meilleur latin, nous apprend-on, que les dignitaires de la Papauté elle-même [1].

Eussé-je qualité pour m'attaquer à cette tâche, il ne répondrait pas aujourd'hui à mon dessein de m'étendre sur l'instruction au moyen âge. Elle se trouvait alors en France, comme en Angleterre, principalement dans les mains du clergé. Des dix-huit universités françaises qui à l'heure actuelle fleurissent à différents degrés, la moitié fut fondée avant le XVIe siècle, — à leur tête la noble Université de Paris, qui date de 1200; et c'est à partir du XVIe siècle que les cours d'enseignement commencent à être enregistrés d'une manière qui nous permet de concevoir, dans une certaine mesure, ce que les jeunes gens apprenaient alors, et comment ils l'apprenaient. Le latin n'était pas seulement la base du savoir; jusqu'à la dernière année d'école il formait littéralement le seul objet d'étude. Plus encore, il était interdit aux maîtres comme aux élèves de parler français, même en dehors des heures de classe. Les Jésuites seuls se distinguaient par la permission qu'ils accordaient de se servir de la langue maternelle pendant les récréations et aux jours de fête. L'Université de Paris jouissait alors de la journée de dix heures, dont six pour l'enseignement et quatre pour l'étude, et l'horaire devait évidemment comporter beaucoup de travaux écrits et de récitations de textes appris par cœur. Le grec devint naturellement après la Renaissance, un objet d'études approfondies, et il est à remarquer que Rabelais, en traçant le plan de l'éducation de Pantagruel, suivait, comme il le dit, le jugement de Quintilien, et en même temps devançait le rêve de certains savants d'aujourd'hui, en stipulant que le

1. D. G. Somervell, *Studies in Statesmanship*, p. 93.

grec devait être appris en premier lieu, puisqu'il fallait ensuite passer à l'étude du latin. Ainsi le style littéraire se formait d'abord sur celui de Platon, et ensuite sur celui de Cicéron[1]. Plus tard, Montaigne maugréait contre la règle, imposée par son père, qui bornait au latin le langage de son enfance, même à la maison, si bien qu'à treize ans il savait peu de français; mais les *Essais* montrent d'un bout à l'autre quel fervent adepte des classiques il fut jusqu'à la fin de sa vie.

Pendant tout le XVIe siècle les écoles de l'ordre des Jésuites eurent la haute main sur l'instruction en France. Comme nous pourrons le voir tout à l'heure, on en vint à considérer leurs méthodes comme trop étroites et exclusives — et elles l'étaient peut-être — mais dans leur organisation première les Jésuites ont été les pionniers de la culture hellénique, dont l'étude commençait par la grammaire, même dans la classe de sixième. Un emploi du temps de 1559 indique pour la quatrième une curieuse juxtaposition. Xénophon voisinant avec saint Jean Chrysostome en la compagnie de nombreux auteurs latins; et les élèves des classes supérieures étaient munis de tous les principaux écrivains grecs sauf les auteurs tragiques, ainsi que des œuvres de la plupart des Pères de l'Église. Ils expliquaient aussi Cicéron, César, Tite-Live, et toute l'*Énéide*, sauf le quatrième livre. Il ne fallait pas en effet que l'esprit des jeunes gens fût troublé par le triste récit des amours de Didon.

Les écoles des Oratoriens et celles des Jansénistes furent crées dans la première moitié du XVIIe siècle, et parmi les premières réformes de Richelieu on ne doit pas oublier celles qui mirent en honneur l'usage du français comme la langue dans laquelle se donnait l'enseignement. Le cardinal devançait en cela les méthodes de Port-Royal, et, de notre point de vue, il est intéressant de comparer les programmes d'Antoine Arnauld avec ceux des Jésuites, cinquante années auparavant. La liste des ouvrages étudiés est plus étendue, comprenant comme elle le fait le quatrième livre de l'*Énéide* (l'anathème!), Tacite, et un choix des Satires de Juvénal.

1. Octave Gréard, de l'Académie française, *Education et Instruction*. Cet ouvrage est une mine de renseignements sur tout le développement de l'instruction en France.

Le grec est l'objet d'une grande attention dans les classes supérieures; l'étude des Pères de l'Église peut être remplacée par celle de l'Évangile selon Saint-Luc en grec ou celle des *Dialogues* dé Lucien. On laissait là un choix étrange, tout au moins peut-on croire que tous les *dialogues* ne figuraient point au programme.

Cependant, à l'apogée de la faveur et de la renommée se trouvait Corneille, un des auteurs dramatiques les plus élevés, profondément classique dans le choix de ses sujets, mais qui ne les traite pas précisément à la manière sobre et directe des classiques. C'était le temps où, en France aussi bien qu'en Angleterre, Lucain allait au moins de pair avec Lucrèce ou Virgile. Aujourd'hui, peut-être, il n'est pas de poète de renom dans la littérature d'aucun pays qui soit aussi peu lu que Lucain, ni plus souvent cité. Dans les deux pays au XVIIe siècle la poésie d'inspiration classique résonne bien plus fréquemment des échos de Stace et de Lucain que de n'importe lequel de leurs illustres précurseurs.

Mais l'époque de la tolérance approchait de sa fin. Quelque trente ans avant la révocation de l'Édit de Nantes, en 1685, avait commencé la persécution des Huguenots, et, peu de temps après, la querelle des Jésuites et des Jansénistes donnait naissance aux *Lettres Provinciales*. Une des conséquences de ce changement fut sans doute de restreindre les programmes des écoles des Jésuites dans l'intérêt de l'orthodoxie. On entend parfois affirmer aujourd'hui que les Jésuites détournaient leurs élèves de l'étude du grec, dans la crainte qu'il ne leur devînt possible de lire le Nouveau Testament dans le texte original, mais les critiques de l'enseignement catholique ont peut-être exagéré la force de cette crainte particulière lorsqu'ils ont essayé de rendre compte de l'indiscutable décadence des études grecques qui s'est fait sentir jusque dans la dernière partie du XVIIIe siècle.

Parmi les grands écrivains du règne de Louis XIV, Racine était profondément classique, dans un sens plus raffiné même que Corneille. *Andromaque* est, à mon avis, la plus purement sophocléenne des pièces modernes, bien que son auteur, comme pour *Iphigénie* et *Phèdre*, soit ici plus directement redevable à Euripide. L'estime où Molière

tient les écrivains dramatiques de Rome est évidente et sincère, et, s'il est le premier de tous les auteurs comiques, c'est en partie parce que Plaute et Térence ont été ses maîtres. On lui a fait la réputation d'avoir traduit le *De Natura Rerum*, mais j'imagine que cet exercice de débutant n'a pas été retrouvé. Et l'art merveilleux de La Fontaine ne fut nullement indépendant de l'inspiration classique, bien que d'autres influences aient joué un rôle dans sa formation. Les grandes figures de la chaire, sauf Fénelon, et, dans un certain sens, Bossuet, ne donnent pas à un étranger l'impression d'avoir hérité de la tradition classique, et ce que cela voulait dire pour la France peut se juger à la remarque Thomas de Quincey sur la naissance tardive de l'éloquence publique en Europe : « Jusqu'à la Révolution française aucune nation de la Chrétienté, sauf l'Angleterre, n'avait fait pratiquement l'expérience de l'art oratoire en public; je veux dire l'éloquence des assemblées délibérantes, par exemple, toute sorte d'éloquence du forum qui était rendue publique, d'éloquence démocratique des réunions électorales, ou toute forme de rhétorique publique en dehors de celle de la chaire [1]. »

Durant la plus grande partie du XVIIIe siècle, le flambeau de l'antiquité n'a jeté que de faibles lueurs. Il n'y avait pas lieu de se plaindre qu'on ait rudement écarté la prétendue nécessité de puiser dans l'antiquité les sujets poétiques, ni que la spéculation philosophique ait engagé sur des voies nouvelles maints esprits parmi les plus délicats de leur génération. Voltaire et Montesquieu, les encyclopédistes, les physiocrates et J.-J. Rousseau occupent tout un premier plan, mais non comme soutiens d'une tradition classique quelconque. Port-Royal était mort, et les théories en matière d'éducation prirent une tournure utilitaire. « Un peu de latin et pas de grec », voilà ce qu'on commençait à dire, et il existe un programme des Collèges de Paris datant environ de 1765, dans lequel l'étude des langues, y compris le grec et le latin, semble être limitée aux basses classes. D'un autre côté, pendant les deux années de « philosophie » qui terminaient la scolarité, c'était en latin que devait se donner l'enseignement.

1. *Essai sur le style*, 1re partie, vol. 10, p. 163.

Avec la Révolution on en vient à la conception d'écoles primaires et secondaires, graduées et à base nationale; c'est à cette époque aussi que l'idéal de la vertu romaine se substitue à la tradition chrétienne, sans qu'on puisse y voir le moins du monde une renaissance classique. En effet Condorcet, dans son rapport de 1792, déconseillait les études supérieures de latin, la science elle-même, et non pas l'histoire des sciences, étant l'objet essentiel de l'enseignement; les langues anciennes ne devaient donc être autorisées que dans les hautes classes de ce qu'on appelait alors les Instituts, et qui sont maintenant les lycées et les collèges; et encore ne devaient-elles figurer que dans les « matières à option ». Mais tout cela prit fin en même temps que la brève existence d'une autre victime de la Terreur, André Chénier, dont le nom se détache en couleurs vives et claires au milieu de ce classicisme quelquefois factice et parfois décevant de la Révolution. Fils d'une mère grecque, il était peut-être plus profondément imprégné de culture classique que n'importe quel écrivain anglais de valeur sauf Landor et, dans certaines de ses productions, Swinburne. Comme Sainte-Beuve l'a dit de lui, Chénier marche de pair avec Étienne de la Boétie, l'ami de la jeunesse de Montaigne, et Vauvenargues, le jeune soldat à l'âme haute, en avance d'un demi-siècle sur son temps. Chateaubriand, en 1802, a traité Chénier de Théocrite français; et M. Louis Barthou, dans un article récent, nous a rappelé un commentaire frappant de cette remarque, écrit précisément par Victor Hugo à l'âge de dix-huit ans; c'est que Chénier était « un classique entre les romantiques » tandis que Théocrite était « un romantique entre les classiques ». L'admiration de Chénier pour l'Anthologie grecque produisit maints de ses plus séduisants poèmes, et la tentation serait grande de parler de son œuvre avec plus de détails.

« Ce qu'on peut appeler la littérature officielle de l'Empire appartenait à la décadence classique ou à la tradition néo-classique », écrit le professeur Dowden [1]. Napoléon refondait et centralisait tout le système d'instruction nationale; dans les lycées, au début du XIXe siècle, le latin était une matière

1. *Littérature française*, p. 342.

fondamentale; le grec n'était en aucune façon déconsidéré, mais on ne l'imposait nulle part. Plus tard, en 1809 et 1811, il y eut un cours obligatoire de cinq années pour tous les élèves, avec un équilibre délicat entre les sciences et les humanités; mais après la Restauration, en vertu de la loi de 1821, le latin devint obligatoire pour l'ensemble des huit classes, tandis que le grec l'était pour les quatre plus hautes. Puis suivaient deux années de « philosophie », y compris les mathématiques et la chimie, sans aucun enseignement des langues anciennes. Après la chute de la vieille monarchie en 1830, le grand triumvirat universitaire formé par Guizot, Victor Cousin et Villemain, — historien, philosophe et critique, tous les trois professeurs et ministres, — domina le monde des lettres et de l'éducation pendant toute une longue et fructueuse période. L'enseignement scientifique insistait sur ses droits : « On ne tire pas de sucre de betterave des alexandrins », disait un critique; mais Villemain et Cousin, au milieu d'une tempête de reproches, supprimèrent les sciences dans les petites classes, et l'impression qui prévalut généralement fut que les autorités attachaient de l'importance aux langues anciennes, et à elles seules. Toutefois Cousin, après examen des méthodes allemandes et hollandaises, comprit la valeur d'un enseignement général au début, suivi un peu plus tard par la spécialisation, le latin commençant en cinquième, et le grec en quatrième.

Dans le royaume des lettres, au milieu du triomphe de l'école romantique, je ne citerai que deux auteurs de la première moitié du siècle : Paul-Louis Courier, presque aussi athénien que Chénier, et Alfred de Vigny, dont on peut dire que personne n'a eu l'esprit plus divinement classique. Il me faut passer sous silence quelques-uns des grands noms de la littérature, qui ne rentrent pas dans le cadre de cette étude; Hugo, Lamartine, Musset, Balzac, et George Sand.

Les années d'agitation politique de 1848 à 1852 n'étaient guère favorables à l'examen de théories de l'éducation, ni des expériences pratiques; mais après cette dernière année le nouveau régime fit de sérieux efforts pour réformer l'organisation de l'enseignement secondaire. On chercha à y parvenir, en premier lieu, par la « bifurcation », comme

on disait, à partir de la classe de quatrième; une route menait au baccalauréat ès sciences, l'autre aux lettres. A ce système s'ajoutaient beaucoup d'excellentes mesures destinées à améliorer et à vivifier l'enseignement; mais ce dernier fut ruiné, dit-on, dans la pratique par le nombre de règlements mesquins dont on l'encombra [1].

J'ai déjà fait remarquer qu'après le premier quart du XIXe siècle, on assista, en France et en Angleterre, à une recrudescence de demandes en faveur d'un enseignement technique plus développé, et d'une augmentation de crédits pour les études modernes et scientifiques. Les nouvelles et constantes applications de la science à l'industrie, avec l'accroissement de richesse et de confort matériel qui en résultait, semblaient indiquer le besoin de modifier les anciens *curricula* dans un sens plus utilitaire; l'amélioration des moyens de communication et l'expansion du commerce paraissaient faire de l'étude des langues vivantes une nécessité, et en plus un enseignement de luxe. Victor Duruy, qui fut ministre de l'Instruction publique sous le second Empire vers 1860, est souvent pris pour le précurseur du mouvement moderne. Il n'était pas l'ennemi de l'antiquité, car il a écrit une longue *Histoire des Romains* ainsi qu'une *Histoire de la Grèce Ancienne*; mais fondateur de l'*École Pratique des Hautes-Études*, il fut le premier à étendre les langues vivantes, comme discipline distincte, à tout l'enseignement secondaire. Vers la fin du siècle, cette tendance s'affirma davantage, sans toutefois impliquer, en règle générale, aucune dépréciation de l'enseignement classique, en tant que tel. Mais de temps à autre des critiques se faisaient entendre. Maupassant, dans son livre de nouvelles *Sur l'eau* cite élogieusement la fameuse dédicace de Jules Vallès : « *A tous ceux, qui, nourris de grec et de latin, sont morts de faim.* » Le dessein de Victor Duruy était d'affranchir les élèves qui ne voulaient pas apprendre les langues mortes en organisant pour eux un enseignement « spécial », qui en 1881, obtint le couronnement du baccalauréat. Il en résulta, a-t-on prétendu, l'existence d'un « bachot

1. O. Gréard, *op. cit.*, p. 3.

au rabais », et l'accès de l'enseignement supérieur fut ainsi accordé à des candidats sans valeur. Selon la formule de la loi de Gresham, reprise par Jaurès, le grand *leader* populaire, qui brilla autant dans le domaine du savoir que dans celui de la politique, « la mauvaise monnaie a chassé la bonne ». Mais bien que la création d'un « baccalauréat sans larmes » — comme l'a depuis appelé M. Léon Blum, professeur à l'Université de Paris, dans un remarquable article de la *Revue de Paris* paru au mois de mai dernier, auquel je dois beaucoup — entrainât une rivalité redoutable pour les bonnes humanités, ces dernières ne furent ni attaquées directement, ni supplantées. Ce fut grâce aux efforts de Jaurès et de ses partisans qu'échoua, en 1896, une tentative faite en vue de placer les humanités modernes sur un pied d'absolue égalité avec les anciennes.

Mais, en 1902, l'établissement par M. Georges Leygues de « l'égalité des sanctions » pour l'enseignement classique et le moderne amena une véritable révolution. On voulut aussitôt y voir deux atteintes portées — sur deux points distincts et néanmoins connexes — au régime consacré de l'instruction en France. C'était d'une part le rejet des humanités dans une position inférieure; de l'autre, c'était l'emploi de certaines méthodes dans l'enseignement des langues mortes, quand du moins on les enseignait. Dans un cas comme dans l'autre, on essayait, disaient les critiques, une mauvaise copie du système allemand. Aussi, au cours de la longue et assez âpre discussion qui s'ensuivit, les défenseurs de la tradition classique insistèrent-ils constamment sur l'imitation servile des méthodes et de l'idéal allemands que d'après eux on se proposait d'entreprendre. L'arme puissante du préjugé était là toute prête; mais il n'est que juste d'ajouter que les champions du classicisme s'efforcèrent de fonder leur défense plutôt sur l'histoire et l'ἦθος national que sur le terrain plus facile de l'animosité de race. On faisait observer, à vrai dire, qu'il existait un lien indiscutable entre la capitulation de Metz et « notre système actuel d'études classiques », mais il s'agissait d'un argument destiné à battre en brèche la conviction que le système d'éducation nationale suivi par les vainqueurs de 1870, devait nécessairement être le meilleur pour la nation vaincue. On signalait le fait que l'Allemagne excellait depuis

longtemps dans le champ de la pure érudition et de la philologie, et l'étude de cette dernière, que Renan dans ses jeunes années avait nommée « la reine des sciences », exerçait dès 1848 une fascination particulière sur quelques étudiants. C'était cette science que l'on considérait alors comme l'unique objet de l'enseignement supérieur, tandis que la « rhétorique », la philosophie, dans le sens de la large culture, et l'histoire ancienne étaient généralement regardées de travers par les autorités qui régnaient alors en Sorbonne.

Vers 1910, la guerre battait son plein sur le front de la presse quotidienne et hebdomadaire, et dans les revues mensuelles; lutte homérique, où se trouvaient entraînés les principaux chefs de file et des professeurs d'université, comme M. Alfred Croiset, alors doyen de la Faculté de lettres, M. Lavisse, qui était à ce moment directeur de l'École Normale supérieure, etc., en même temps que des hommes portant des noms aussi connus que ceux de Leroy-Beaulieu, Émile Boutroux, René Doumic et Émile Faguet. Un des principaux champions des anciens errements fut un écrivain de valeur de la jeune école, qui adopta le pseudonyme d'Agathon, d'après le héros du *Banquet*, et réunit finalement en un volume intéressant la plupart des éléments de la discussion. Jusqu'à un certain point le débat ressemblait à celui qui s'éleva en Angleterre entre les sciences et les humanités, et dont nous entendîmes tant parler chez nous, surtout par ceux qui n'avaient pas directement affaire à l'enseignement. En France on croyait absolument que, dans l'enseignement secondaire, aussi bien que dans les Facultés, les humanités étaient sacrifiées à de fallacieuses théories d'instruction scientifique, empruntées à l'étranger. La décadence de la culture classique fut ainsi étroitement associée à « la crise du français », comme on disait, et dans maintes publications de l'époque ces deux questions tragiques étaient presque confondues dans une même discussion.

Sans vouloir tenter une esquisse générale de l'histoire de l'instruction en France, il me sera permis de rappeler que les réformes de 1902 étaient considérées comme s'inspirant des méthodes suivies dans le *Realgymnasium* et la *Realschule* germaniques. Elles instituaient, en effet, des sections latin-

sciences ou latin-langues et sciences-langues qui pouvaient donner accès, l'une et l'autre, aux universités. Les plus ardents défenseurs des idées nouvelles admettaient naturellement qu'on encourageât l'étude du grec et du latin, comme celle du sanscrit ou de l'hébreu, mais pour la moyenne des garçons et des filles les « études modernes » devaient devenir la règle. Il ne fallait plus, comme par le passé, sacrifier l'élève ordinaire à la culture de l'élite : « Nous avons passé le temps », écrivait l'un des novateurs, « où l'homme parfait nous paraissait être celui qui, sachant s'intéresser à tout sans s'attacher exclusivement à rien, capable de tout goûter et de tout comprendre, trouvait moyen de réunir et de condenser en lui ce qu'il y avait de plus exquis dans la civilisation. Aujourd'hui, cette culture générale, tant vantée jadis, ne nous fait plus l'effet que d'une discipline molle et relâchée. »

A des hommes pénétrés de semblables idées, il paraissait désirable qu'on se spécialisât de bonne heure, et il n'est pas étonnant que dans le système de 1902 il fallût opter entre dix et douze ans, soit pour la Division A, enseignement classique avec latin obligatoire, et grec facultatif; soit pour la Division B., avec sciences, français et langues vivantes.

Les défenseurs de l'antiquité ne montraient pas moins d'énergie. Ils distinguaient justement entre l'esprit scientifique et l'application invariable des méthodes de la science. On courait le risque de supprimer l'intuition qui, après tout, a été la source de quelques-unes des plus fécondes inventions de la science; on décourageait la réflexion personnelle, en accumulant les simples matériaux de l'histoire et de la philologie; les documents devraient être nos serviteurs, et non nos maîtres. « On ne donnait pas une nourriture, mais une liste de nourritures. » Les railleries s'exerçaient aux dépens de ces vastes collections de « fiches » — résultat d'un labeur formidable, d'où l'on ne tirait parfois que de minces résultats. « Cet obscur et terrible fatras érudit », c'est ainsi que quelqu'un en parlait; et l'on se faisait une joie de citer les attaques de Nietzsche contre les universités allemandes qui réduisaient à la disette l'esprit des étudiants. Je me souviens que, dans notre Commission d'enquête sur les langues anciennes, on

se divertit fort de l'anecdote suivante : le professeur Krumbacher, lorsqu'il écrivait son histoire de l'Architecture byzantine, dut essuyer les remontrances d'un pédant de ses amis, arguant que rien ne pouvait véritablement offrir un intérêt quelconque dans une période où l'on employait ἀπό avec l'accusatif !

M. Faguet, dans un article brillant, prit une position intermédiaire, où le désespoir se mariait à l'espérance, Il se refusait à condamner la Sorbonne et la Faculté des Lettres[1]. « Il est tout à fait exact » écrivait-il, « de dire que personne aujourd'hui ne sait le français ; mais la faute en est à l'école, et non à l'université ». L'abandon du latin, explique-t-il, est une des raisons. On peut apprendre le bon français dans Bossuet, Rousseau, Chateaubriand, ou dans Brunetière, mais pas aussi bien que chez Tite-Live ou Cicéron. Mais de nos jours les écoliers ont trop à faire, et la *quatrifurcation* en fait des spécialistes à quinze ans. Et puis ils ne lisent que les journaux, dont la première page est écrite « approximativement en français », le reste étant simple barbarisme. Il n'y a pas « crise du français », mais une véritable décadence. Les historiens ont aussi leur part de responsabilité : ils sont hantés par l'ombre de Michelet[2]. Ils hochent la tête en disant : « Ce jeune homme a l'esprit littéraire, il ne fera jamais un historien ». Néanmoins la tendance française va vers les idées générales et l'éclat de l'expression. N'ayez donc point l'effroi de la philologie et de la recherche des faits. Il se produira une rechute plus tard, et cette étude vous aura grandement profité.

Vers la même époque, la troupe des classiques se réjouit de recevoir du renfort d'un côté où elle ne l'attendait point. A l'examen d'entrée de l'École Polytechnique on accordait une majoration de points aux candidats qui avaient passé avec latin la première partie du baccalauréat. Cet avantage fut supprimé à l'automne de 1910, et le président du Comité des Forges envoya une lettre de protestation au ministère de la Guerre, auquel s'adressa aussi et dans le même sens une Association d'anciens élèves. M. Guillain fondait sa demande

1. *Revue des Deux Mondes*, 15 septembre 1910.
2. Un Anglais, je suppose, aurait peut-être dit Macaulay, ou, pire encore, Froude.

de rétablissement de la majoration sur l'argument, qui en Angleterre nous est familier, que « nos jeunes ingénieurs sont pour la plupart incapables de tirer profit de leurs connaissances techniques par suite de l'impuissance où ils sont d'exposer leurs idées dans des rapports bien écrits, bien composés, et rédigés de manière à donner un aperçu intelligible des résultats de leurs recherches, ou les conclusions tirées de leurs observations ». La lettre des anciens élèves était dans le même ton. Il y eut une double réponse. D'abord, qu'aucun ordre d'études particulières ne devait être avantagé — c'est un point dont j'aurai à dire un mot tout à l'heure — et deuxièmement, que les réformes de 1902 n'avaient pas encore eu le temps de produire de résultats. En réplique à ce dernier argument on fit valoir que le déclin des humanités se faisait sentir depuis une vingtaine d'années. Les programmes de 1902 furent aussi combattus par plusieurs Chambres de commerce, et par M. Henri Poincaré, un des plus grands parmi les purs mathématiciens, qui considérait ouvertement l'éducation classique comme la porte qui devait donner accès aux régions supérieures de la science — d'accord en cela avec l'exemple précédemment donné par Marcellin Berthelot, que sa tendresse pour le grec n'empêcha pas de devenir le plus grand maître en Europe de la chimie synthétique.

Mais il ne convient pas de s'attarder à cette controverse. La guerre est venue, qui a brutalement balayé tout cela. Maîtres et étudiants ont ensemble rallié le drapeau, et leurs noms s'inscrivent par milliers sur la liste glorieuse des Morts pour la France. Il me revient à la mémoire un vers d'un vieux poète latin : *Spernitur orator bonus, horridu'miles amatur* — mais je ne suis pas bien sûr que, depuis, l'*orator bonus* n'ait pas pris sa revanche dans les deux pays.

Cependant, depuis deux ou trois ans, nous assistons à un réveil du débat, qui n'est pas sans intérêt, et il faut vous en toucher quelques mots. M. Léon Bérard, l'éloquent et distingué ministre de l'Instruction publique, a affronté le problème des études classiques avec courage, et discernement. Il a eu l'amabilité d'informer notre Association de ses projets concernant les lycées et les écoles secondaires,

qui, pour employer ses propres paroles, sont le centre vital de l'instruction en France : je n'entrerai donc pas à ce propos dans un examen approfondi. Mais l'essence de la réforme consiste dans le retour pour tous les élèves aux quatre années de latin, dont deux comprennent aussi le grec. On en est arrivé en dernier lieu à cette proposition après des débats parlementaires qui, avec des intervalles, se sont prolongés pendant deux années, et non sans avoir plusieurs fois consulté le Conseil supérieur de l'instruction publique. Devant la vive opposition rencontrée par ces projets, on essaya différentes transactions, mais le poids des classiques fit nettement pencher la balance en faveur des réformes, réformes dont des parlementaires de toutes nuances — depuis les royalistes jusqu'aux socialistes — se montrèrent partisans. M. Maurice Barrès, dont on déplore profondément la fin récente, ne dut qu'à une cause fortuite de ne pas pouvoir prendre la parole. Il y a un an, le Conseil Supérieur procéda à une nouvelle délibération, et ses membres se montraient prêts à sacrifier le grec en faveur du « latin-langues »; il sembla un moment possible que cette suggestion dût être acceptée, au grand regret de lettrés tels que le député Léon Blum. Ce fut lui qui décrivit les vicissitudes de cette langue ancienne, depuis la fondation par François Ier d'une chaire de grec au Collège de France, son déclin au XVIIIe siècle, et la renaissance de l'hellénisme à la Révolution française. « Aujourd'hui », fit-il remarquer, « la plupart des étudiants ne comprendraient pas *la Belle Hélène*; » et il ajouta que le latin est aussi inintelligible sans le grec que les lettres françaises le sont sans l'une ou l'autre des deux langues anciennes.

La tradition classique a trouvé l'un de ses plus puissants soutiens en M. Henri Bergson, l'illustre philosophe. Dans sa communication faite l'an dernier à l'Académie des sciences morales et politiques[1], il insiste sur l'importance particulière de l'étude des anciens pour l'esprit français; sa longue expérience de l'enseignement lui a révélé la supériorité de l'éducation classique; et il continue ainsi : « En règle générale, je doute qu'on puisse comprendre et sentir parfaitement la littérature française si l'on ignore la littérature latine, si

1. Parue dans la *Revue de Paris* du 1er mai 1923.

l'on n'a pas été initié à la littérature grecque et même, un peu, à l'art grec . . .

. . . . . .

Allons plus loin. Cette étude ne nous aide pas seulement à apprendre notre langue et à comprendre notre littérature. D'une manière générale, elle forme et développe l'intelligence, on l'a dit bien des fois. Mais il n'est pas inutile de le répéter, et surtout d'indiquer *comment* elle forme l'intelligence, dans quel sens elle la développe. C'est dans le sens même où se développa jadis la pensée grecque. Ordre, proportion, mesure, justesse et souplesse d'une forme qui s'adapte exactement à ce qu'elle veut exprimer, plénitude et rigueur d'une composition qui rend le tout immanent à chacune des parties, mais dessine nettement chaque partie dans le tout, tels sont les traits qui frappent d'abord dans ce que les Grecs ont fait. Ils caractérisent ce que j'appellerais l'*esprit de précision*. C'est une grande erreur que de voir dans la précision une qualité naturelle ou naturellement acquise, je veux dire un degré de perfection où l'intelligence humaine se fût haussée de toute manière, en suivant simplement les indications de la nature. Une analyse attentive des facultés intellectuelles nous montre qu'elles ont été faites, avant tout, pour les besognes courantes de la vie : or, pour ces besognes, un *à peu près* suffit. La précision a été une invention. Comme toute invention, elle a surgi en un certain lieu, à une certaine date; et elle aurait pu ne pas être. Elle n'aurait peut-être jamais paru dans le monde, si les Grecs n'avaient pas existé. Aujourd'hui encore, elle est le privilège d'une certaine partie de l'humanité; on assure que l'intelligence orientale, si brillante soit-elle, reste imprécise tant qu'elle n'est pas entrée en contact avec la nôtre. » Et plus loin : « Un professeur allemand disait jadis à Émile Boutroux : « Nous pourrions, à la rigueur, ne plus enseigner le grec et le latin; ce serait à la condition de faire plus de place au français dans nos écoles, et à la condition aussi que vous, Français, vous fussiez plus que jamais attachés à l'étude du grec et du latin. »

Je passe maintenant à une ou deux considérations générales qui dominent les discussions récentes. C'est d'abord l'idée que l'éducation classique est la prérogative d'une classe.

L'argument n'est pas nouveau, car c'est sur lui que s'est toujours fondée la théorie de l'égalité de sanctions. Les enfants des classes aisées sont privilégiés à cet égard, et tout avantage accordé au grec et au latin vers la fin des études réagit défavorablement sur les élèves pauvres. M. Bérard a fait observer au cours du débat parlementaire, que les riches, qui ont des bonnes ou des gouvernantes étrangères, prennent au moins autant d'avance en langues vivantes, et que les améliorations apportées au régime de l'enseignement secondaire publique doivent permettre de répondre à ces objections. Cette difficulté d'ailleurs n'a pas échappé à notre propre Comité d'enquête. Un élève qui en Angleterre commence ses études dans une bonne école de préparation et entre ensuite dans une grande *public-school* a un avantage marqué dans les concours de bourses classiques à Oxford ou à Cambridge, sur celui qui a passé de l'école primaire dans une école secondaire, si excellent que puisse y être l'enseignement. Mais, comme nous avons été heureux de le constater d'après les témoignages de la Société d'instruction des Travailleurs (Workers' Educational Association) et d'autres encore, le charme et les avantages pratiques de l'éducation classique sont largement et de plus en plus appréciés dans le pays tout entier. Il y a une centaine d'années le thé coûtait encore cher, et restait un luxe que seuls les riches pouvaient se permettre. Le remède n'était pas d'interdire le thé et de forcer tout le monde à boire de la bière, mais d'abaisser le prix du thé et de le mettre à la portée de tous. Une politique de ce genre peut répandre la connaissance du grec et du latin dans les deux pays. En France les traductions d'auteurs anciens sont très en faveur, et les Français sont fiers qu'une version latine soit le plus bel exercice possible dans leur propre langue. Comme M. Pierre Lasserre l'a fait remarquer, il y a quelques années, les traductions de l'allemand et même de l'anglais perdent en vigueur et en intensité, tandis que celles du latin sont plus françaises [1].

Il y a un point sur lequel le latin se heurte quelquefois en France à un préjugé inconnu de notre côté de la Manche.

1. *La Doctrine officielle de l'Université*, p. 139.

Certains esprits, qui n'aimeraient guère passer pour timorés, redoutent le latin en tant que « langue cléricale », et voudraient interdire à la jeunesse le parler de Lucrèce. Une des conséquences de la guerre a été la disparition de l'hostilité systématique contre l'Église de la part de ceux qui n'acceptent pas sa doctrine. Sans doute la conduite héroïque des membres du clergé sur le champ de bataille y est-elle pour quelque chose. De plus toutes les antipathies systématiques ont pris fin sauf à l'égard des adeptes de l'idéal prussien. On peut par conséquent compter que ce préjugé n'aura pas d'effet grave sur l'enseignement classique.

Encore un mot. Dans cette esquisse imparfaite j'ai constamment appelé langues le grec et le latin, mais il ne faut pas oublier que pour un Français la langue française est classique au sens le plus plein du mot. Il est en effet habituel, en matière d'éducation, de parler sans affectation des « trois langues classiques ». Dans la brillante introduction du rapport de la Commission présidée par Sir Henry Newbolt sur l'enseignement de l'anglais en Angleterre, on fait remarquer, et l'on déplore le fait que la langue anglaise ne soit pas pour les Anglais en général une source de joie et d'orgueil. Après cette condamnation officielle, il ne serait guère équitable d'appliquer à l'attitude des trois peuples envers leurs langues respectives le mot bien connu de Heine : « L'Anglais aime la liberté comme sa femme, le Français comme sa maîtresse, et l'Allemand comme sa grand'mère »; mais en tout cas un Anglais arrive rarement à la dévotion chevaleresque envers sa langue maternelle, dont maints Français, même parmi ceux qui ne sont pas extrêmement cultivés, font preuve. Quelques-uns, parmi nous autres Anglais, répugneront peut-être à admettre qu'aucun moyen d'expression écrite puisse l'emporter en beauté ou en dignité sur certains passages de la Version autorisée de la Bible, et de certaines Collectes de livre de prières, ou encore de citations choisies d'Addison, de Bolingbroke, et de Burke, pour ne rien dire des écrivains postérieurs. Mais nous reconnaissons cordialement que la langue française coule à travers les âges comme un fleuve majestueux, sans effort, alimenté de temps à autre, comme toutes les langues supérieures doivent l'être, par des rivières nées à des sources

pures, et qui ajoutent la force des conceptions et des découvertes nouvelles au volume régulier du cours d'eau. Les générations qui se succèdent peuvent y verser les archaïsmes qu'elles font revivre, les termes précieux qu'elles élaborent, et les mots d'argot qu'elles inventent; la plupart flottent à la surface pour un temps, puis coulent au fond et tombent dans l'oubli. Nous autres étrangers ne pouvons que nous tenir le long des rives du fleuve et admirer : quant aux maîtres de la prose française, qui se sont baignés dans ses eaux depuis leur enfance, et qui aujourd'hui d'une main vigoureuse manient sur ses flots l'aviron, ils savent bien qu'il faut laisser la voie ouverte et libre jusqu'aux *integrifontes* d'Athènes et de Rome : sinon le flot perdrait de son ampleur et finirait par n'être plus qu'un filet d'eau bourbeux se perdant dans les sables. C'est ce destin que les grands écrivains de la langue française sont décidés à lui épargner.

CREWE

Ambassadeur d'Angleterre en France.

JULIETTE
AU PAYS DES HOMMES

I

Le ruisseau soudain ne coulait plus. Les vergnes ne bruissaient plus. Les champs où les glaneurs avaient laissé un seul épi avaient l'odeur du pain. Les carrés de vigne où le raisin était encore vert sentaient le pressoir. Parfois un nuage couvrait le soleil. Alors, pour cette seconde d'éclipse, le ruisseau coulait à nouveau; les vergnes bruissaient. Un merle se perchait et aspirait l'air comme un homme... Mourir, en pêchant les écrevisses!

Gérard, qui dormait, après avoir tendu ses balances, ouvrit les yeux. Les faveurs divines, les grâces efficaces éparses dans ce gazon furent soudain pour lui les égales de bonheurs que ses ascendants et lui-même s'étaient, par le travail de vingt générations, préparés à grand frais. Il se trouvait sucer une paille, — et, jouissance exactement égale, il avait deux cent mille francs de rente. Il portait une ombre de merle sur le front, une ombre qui ouvrait le bec, — et, pesée équivalente sur toute l'âme, la silhouette d'une fiancée riche, pure, et dénommée Juliette. Son pied était attaqué par un chatouillement exquis, ou plutôt par un eczéma incomparable, ou plutôt encore par une adorablement délicieuse gale, — et il descendait de Guizot. Sa main couvait un chardon. Il suffisait de la contracter pour se sentir assailli intérieurement par un porc-épic, de l'ouvrir pour avoir le cœur libéré

d'une châtaigne en coque, — et il avait une Hispano Suiza. Puis flambèrent des éclairs de bonheur trop fulgurants pour susciter leur équivalent dans un autre domaine de la joie : un martin-pêcheur, un autre martin-pêcheur, oiseaux intraduisibles. Puis, troisième stade du réveil, l'équilibre s'établit au contraire entre les merveilles de la nature et les avantages secondaires de sa vie courante : il avait à sa droite le soleil couchant, et à sa gauche un fond de bouteille d'absinthe; il possédait l'été, — rien à faire, l'été était à lui, — et il possédait aussi, dans la faible mesure évidemment où les objets nous appartiennent, un moulinet Graham pour les truites... Mourir, en vivant ainsi cent ans, mille ans!

Les derniers coups de feu retentissaient dans cette campagne dépeuplée en paysans, surpeuplée en chasseurs, et qui n'avait gardé d'invariable que son contingent de poètes. En sécurité près de Gérard, les petits animaux familiers lui adressaient ces signes de confiance qu'il leur faut bien, en temps d'ouverture, réserver aux pêcheurs. Les grives, les râles, les oiseaux qu'engraisse l'automne se posaient près de lui sans que leur jabot les fît encore basculer. Un ramier voleta au-dessus de sa tête, et lui apprit toutes les modulations de la langue la plus tendre, la seule que son aïeul n'apprit point aux apôtres, celle des ramiers :

— O coulomb! ô palombe! — lui criait Gérard, dans le dur langage des hommes.

Il était temps d'aller lever les balances. Déjà, sauvées par cette sieste trop longue, la génération des jeunes écrevisses non méfiantes avait mangé son saoul et se retirait devant les prudentes et rabâcheuses, désormais rassurées. Du geste dont le scorpion qu'agacent les enfants retourne vers soi sa queue, enfonce en sa tête son dard, et immole son heureuse vie de scorpion, Gérard éleva son bras gauche, l'arrondit, porta contre ses yeux sa montre bracelet, et tua sa plus belle minute. Il se dressa sur son séant, et ce mouvement suffit pour que rien en lui ne s'équilibrât plus, paille et fiancée, soleil et absinthe. Il se recoucha : on ne retrouve pas deux fois son empreinte dans le bonheur, le chardon était maintenant sous sa tête. Il se leva... C'est par un effort de ce genre, voilà vingt mille ans, qu'un de ses ancêtres,

ancêtre aussi de Guizot, avait arraché sa conscience à celle de la nature... Les prés, l'eau fugitive, cette distribution d'amarante à chaque arbuste figurant, donnèrent soudain à Gérard ce qui ne lui était venu jusqu'à ce jour que par la vue des grands mariages : l'orgueil de sa condition d'homme. Par un de ces calembours qui articulent hypocritement tous les traités de métaphysique, il passa de cette minute divine à rien moins qu'à sa divinité. Il ne put s'empêcher de sourire à l'idée qu'un dieu, penché sur un ruisseau, allait pêcher des écrevisses, les accommoder au retour lui-même en court bouillon, avec du laurier, des carottes, les manger...

Mais Juliette arrivait.

Juliette était maussade, car elle venait de s'éveiller, au contraire de Gérard, avec l'impression que notre planète est encore en travail de contraction, et l'homme une sorte d'insecte. La terre surtout lui semblait tremper encore dans le bain primitif; les sources, les ruisseaux n'étaient que sérum. Elle avait dû pousser une barrière fraîchement peinte, lutter en pleine crise de confiance avec la terre contre une série d'objets ridicules dont les noms même ne sont que des diminutifs, chevillette, portillon, et elle arrivait vers Gérard dégoûtée, comme aucun humain ne le fût avant elle, des vêtements, des loquets, et de la parole articulée. Si bien que tout ce que purent les fiancés fût de diriger la conversation sur les écrevisses, dont Gérard se considérait le frère par orgueil, elle la sœur par humilité, et ils levèrent les balances, — d'où la génération des écrevisses prudentes, maintenant rassasiée, achevait de disparaître sous la pression des étourdies, affamées derechef, et vouées d'ailleurs, par définition, à la mort. Juliette, pour je ne sais quelle enquête chimique, conduisait Gérard sans qu'il s'en doutât aux places les plus ensoleillées ou les plus sombres, écoutait sa voix, observait ses gestes, non sans y éprouver aussi par la même occasion le diamant de sa bague de fiançailles. Alors qu'elle-même se sentait ce soir de nature interstellaire, elle trouvait à la parole de Gérard un timbre terrestre qui le situait aussi impitoyablement sur cette planète qu'un accent bordelais vous situe à Bordeaux. Rien de plus terrestre aussi, cet été, que les vestons à martingale. Impossible avec ce veston de loger Gérard sans scandale

dans aucun de ces espaces où elle, Parisienne du firmament, pouvait indifféremment circuler. Impossible de situer ces chaussettes dans Sirius, cette moustache dans l'étoile du matin. Certes l'astre sur lequel Gérard convenait encore le mieux, avec sa ceinture à initiales, ses boutons de manchette à blason, c'était celui des lapins russes, de Guizot, de Thiers, et de la Tour Eiffel. Juliette eut le sentiment qu'elle allait épouser, qu'elle aimait, l'homme le plus provincial de l'infini, et deux pleurs coulèrent sur son visage où rien n'avait été prévu pourtant pour l'écoulement des larmes.

— Quel bel air sec! disait Gérard.

— Il est ridicule pour deux fiancés, — se disait Juliette, — d'avoir leur premier malentendu à propos de l'humidité de la terre. Mais tant pis. Gérard l'a voulu. Je réalise mon projet. Vous dites, Gérard?

— Quel bel air sec!

— Comme je suis inconséquente, — pensait encore Juliette. Je me sens en ce moment en dehors de toute loi divine et humaine, et Gérard m'irrite en contrevenant aux décrets des gardes champêtres, en ne rejetant pas au ruisseau les écrevisses inférieures à la taille légale, en pêchant avec des balances à filet étroit. Voilà qu'il chave! Pourquoi cet accroc aux lois préfectorales me meurtrit-il le cœur!... Tu dis, Gérard?

— Il y a de la poussière sur ce ruisseau!

Maintenant ils revenaient, Juliette par la route, Gérard par l'accotement, et c'était seulement les pas de celle qui pesait si peu ce soir sur le monde que l'on entendait. L'oiseau le plus silencieux d'Auvergne, le râle d'eau, poussait sa plainte hebdomadaire; l'arbuste le plus rigide du Massif Central, le genièvre, frissonnait. Gérard savourait cette résonance inhabituelle de sa campagne, dans laquelle d'ailleurs les fleurs inodorantes embaumaient ce soir, le dahlia, la marguerite, et où brillèrent soudain les objets ternes par nature, granits et troncs d'arbre. Grâce au fracas des chouettes, aux effluves du bleuet, à la transparence des ardoises, le bonheur montait dans son âme par des chemins neufs, et il n'était pas loin de se croire de nouveaux sens, ouverts aux places de son corps les moins sensibles, gras de son bras, ou clavicule. Jusqu'à son squelette qui prenait à son compte les mouvements des

poumons et du cœur. Gérard se sentait ému d'une angoisse qu'il n'avait connue qu'à la veille des baccalauréats, car chaque lueur, chaque bruit l'appelait comme une convocation, à laquelle il n'avait pas toujours le sentiment de répondre par l'émotion juste. Des chauves-souris s'engouffraient entre eux deux, revenant, puis repassant, ne cherchant pas d'autres arches à cette nuit que des arches humaines. Gérard songeait que les braconniers cachés dans les joncs, entendant leurs deux voix et le seul pas de Juliette alourdie par les filets, pouvaient croire qu'elle le portait dans ses bras. De sorte, aussi silencieux qu'un fiancé nageant le long de la digue où se promène sa fiancée, qu'il nageait dans la nuit, dans l'estime du monde, dans l'honneur humain, et un désir de beau mobilier, de vaisselle de style, et de pièces de forme l'inondait. Toute pression du soir, chant de rossignol, bétail éclairé dans l'étable par une lanterne, ouvrait en lui un casier où étincelait, en porcelaine du XVIIIe siècle surtout, un magnifique objet usuel. Toutes les étapes successives de la lutte de Paris, de Sèvres, de Vincennes à la recherche de la vraie pâte tendre, il les parcourut sur un chemin sentimental et parallèle, à l'aide de ce crépuscule, avec parfois un attendrissement subit et déréglé pour les monogrammes dans le Vieux Rouen... Bref, c'était un jeune homme vieux de vingt ans, près d'une jeune fille jeune de vingt mille ans; c'était la province.

L'oncle de Juliette attendait les pêcheurs à l'entrée du parc, assis sur le banc d'où il tirait tout gibier et qu'on repeignait à la hâte dans les trois seuls jours de l'année où aucune chasse n'est permise. Il donna à leur vue tous les signes que doit provoquer un passage de fiancés. Il les visa de sa canne, il s'embrassa bruyamment la main. L'oncle de Juliette, dont il ne sera plus jamais parlé ici, était un de ces personnages à peine épisodiques, qui ne jouent dans les romans aucune espèce de rôle, mais qui, bien plus que les héros, inspirent le désir irrésistible de connaître la date exacte de leur naissance, tous leurs prénoms, leurs principaux vices, et naturellement, avec plus de détails encore, tous les faits, gestes et signes particuliers de leurs ascendants. L'oncle de Juliette était de la ville de France où les chapeliers fixent de petites glaces au fond des chapeaux pour que le possesseur, en visite, puisse

corriger sa toilette. Né le 21 février 1857, quand il était privé de son chapeau, il avait pris l'habitude de regarder la paume de sa main. L'oncle de Juliette ne bégayait pas, ne zézayait pas, ne zozottait pas. Confirmé le 12 juillet 1869, du doigt léger de Mgr de Falloux, sur la joue encore rouge où son oncle... (l'oncle de l'oncle de Juliette, autre personnage plus épisodique et plus insignifiant encore, mais ne nous laissons pas entraîner), il n'avait d'autre originalité que son affection pour les traîtres célèbres. Il leur avait réservé son parc. La plupart des allées en étaient dénommées d'après ceux qui ont trahi avec quelque éclat le devoir, la patrie, Calvin, et chaque année il élevait dans quelque rond-point, choisi au prix de gros sur le catalogue d'un marbrier funéraire, un monument. A droite du banc des bécasses c'était, par exemple, la stèle brisée de Jean de Ligny, qui livra Jeanne aux Anglais. Dominant la cressonnière, le monument de Judas, petit obélisque en granit des Vosges, à oreillettes de fonte auxquelles il attachait son chien. Sur l'île, entre les ifs, le bélier égyptien dédié au Connétable de Bourbon, le plus respecté et le plus choyé, car il était originaire du pays. A part Judas, en somme, et Talleyrand, presque tous des militaires. Le long du canal, quelques colonnades vouées non plus aux traîtres, mais aux traîtrises et félonies, aux abstractions, renversement des Alliances, conduite des Saxons à Leipzig, dissolution du cabinet Leygues. Sous tant de sarcophages, pierres et buttes, ne reposait qu'un seul corps, celui d'un paysan du bourg, insoumis, mais revenu mourir au pays et que le curé avait expulsé du cimetière. Le parfum de l'enfer flottait sur ce clos mi-bourbonnais mi-auvergnat, inscrit entre le sombre Puy Chopine et le plomb de Chantelle, et qui correspondait exactement par ses locataires à l'un des cercles de Dante; mais, au lieu des âmes incolores des réprouvés, volaient des faisans, que l'oncle félicitait d'avoir trahi les Indes, des paons, infidèles à la Perse, et plusieurs fois l'an l'oncle de Juliette, président de philharmonique, y faisait jouer des polkas et mazurkas de sa composition intitulées Waterloo ou Azincourt... Car les défaites étaient pour lui des trahisons du sort. Tel était l'oncle de Juliette, personnage épisodique s'il en fut, qui réclamait, fidèle à ses traîtres, d'être enterré

dans son propre parc, dont je puis donner les dates complètes d'état civil, puisqu'il vient de mourir au début de cette année, le 7 janvier 1924, et dont il ne sera plus jamais parlé, et nulle part.

L'oncle de Juliette, quand le dîner eut pris fin, l'accompagna jusqu'à sa chambre, séparée de la sienne par la bibliothèque. Ainsi tous deux dormaient chaque nuit, écoutant les soupirs de l'autre, chacun à travers ce qu'il croyait son affection et qui était un peu ses lectures, elle à travers une cloison de Racine, de Beaumarchais, de Baudelaire écoutant les rêves d'un vieillard, et lui ceux d'une jeune fille à travers Eugène Sue, Voltaire et Pixérécourt. Juliette se mit à sa fenêtre, tout juste au-dessus de Gérard, qui de son balcon, à la vue de la Voie Lactée, avait soudain l'idée des inflexions futures du Lunéville. La campagne était assez silencieuse pour que le vol des hiboux y devînt perceptible. Arrêtés pour la nuit dans la migration qui les avait amenés en moins de deux mille ans du Limousin, les châtaigniers, la dernière racine encore levée, portaient sur eux-mêmes leur ombre, car la lune était montée aussi haut que peut monter la lune. Tous les diamètres entre les constellations étaient d'ailleurs cette nuit-là tendus à craquer. La route aussi était tendue d'Aigueperse à Randan, et tout chariot, toute bicyclette qui s'y risquait, y résonnait, y grésillait, attaquait le cœur. Repoussant ses volets doucement, comme Noé les volets de l'arche le jour où les eaux commencèrent à baisser, accoudée sur les jasmins de la barre d'appui dont les branches poussaient cette nuit-là assez vite pour s'enrouler peu à peu autour de ses bras et de sa tête, inondant Gérard, précisément à chaque mouvement d'humeur contre lui à la fois de leur pollen et de leur parfum, Juliette voyait l'Auvergne s'élever, — et, à travers Paul-Louis Courier, entendait l'oncle craquer des allumettes sous son lit, non par peur, mais pour en chasser les mouches qui s'y cachaient le jour comme des voleurs. Le clair de lune caressait la terre qui semblait sortir d'une de ses crises de l'Ancien Testament, et dont l'aspect biblique tournait au néo-alexandrin. Lasses d'avoir bondi comme des agneaux, les collines dormaient comme des génisses; fières d'avoir bondi comme des béliers, les montagnes luisaient comme des taureaux. Une jeune

fille ne peut guère soutenir au clair de lune un duel avec la terre. La planète traversa soudain le cœur de Juliette comme une balle.

Mais c'était trop tard. Sa décision était prise.

Car tout ce bonheur qu'elle avait, cet oncle qu'elle avait, ce fiancé, ce Baudelaire qu'elle avait, ce beau domaine, tout cela lui semblait depuis quelques jours un point d'arrivée, pas un point de départ. Il lui semblait, tant elle était ce soir insensible, qu'elle avait à délivrer, elle ne savait où, la vraie Juliette qui viendrait redonner du goût à cette nuit et à cette nature. Il y avait à délivrer Juliette de tous ceux qui la tenaient, sans le savoir d'ailleurs, emprisonnée. Ou plutôt il lui fallait rassembler pour la nuit de noces toutes ces Juliettes données par elle à des passants, à des inconnus, à des jeunes gens dont quelquefois elle avait entendu seulement le nom, parties d'elles à ces heures de demi-clarté ou de demi-désir propices aux matérialisations. Elle pouvait les retrouver, elle était soigneuse; c'était la jeune fille qui avait perdu le moins de mouchoirs en sa vie; elle avait noté sur un carnet les possesseurs de tous ces doubles d'elle-même laissés comme un manteau à des mains étrangères et qu'elle sentait parfois réunis sur elle à la veille des semaines tristes, comme les mille peaux sur l'oignon quand l'hiver va être froid... Ainsi celle qui poursuivit Hélène avec le plus d'amour et de raison, en Troade, en Égypte, fut Hélène elle-même. Ah! qu'il serait doux dans un mois de retrouver Gérard, qui au-dessous d'elle maintenant dormait, aussi paisible et content que Pénélope, alors qu'Ulysse n'avait rien dit encore des images de lui-même qu'il avait déjà projetées chez les filles de Lycomède, chez Circé, et chez Calypso.

De sorte que le lendemain, alors que Gérard faisait sa barbe, après avoir au réveil équilibré ses joies comme après sa sieste, (il avait deux orteils qui se voulaient du bien, et une maison en Provence; il avait un moineau pris dans les rayons du volet, et une fiancée riche et pure nommée Juliette), il trouva sous la porte le billet suivant :

— *Adieu pour un mois, Gérard. Je prends le train de* 8 *heures* 10. *Je t'aime et dans un mois je serai ta femme.*

On ne saurait croire quelle grande peine peut équilibrer un simple coup de rasoir maladroit. Le premier soin au monde, même quand siffle le train qui emmène votre fiancée, ce n'est pas de courir à la fenêtre, c'est de courir à la glace et de sécher votre sang.

II

La série des montagnes du Morvan, puis les collines du Gâtinais maintinrent dans la direction du Nord la voie ferrée, et les alpilles de Montgeron, puis le contrefort de Charenton la dirigèrent irrévocablement sur Paris. Dans le wagon Juliette relisait la première page de son carnet. Jamais depuis son enfance elle n'était passée près d'un carrefour de sa destinée sans en noter les abords. Jamais elle n'avait laissé disparaître sans se ménager un recours l'humain qui aurait pu, le cas échéant, devenir son mari. Le carnet lui permettait, pendant qu'il était temps encore, d'approcher, de voir, de toucher les sept ou huit existences qui eussent été sans Gérard ses existences possibles. Depuis quinze ans, d'une écriture qui avait changé mais d'une encre invariable (car il y a deux pensions mais un seul papetier à Aigueperse), Juliette avait noté tous les points de repère qui lui permettraient de retrouver un homme à peine entrevu. Astucieusement, en se rendant invisible et modeste, au lieu de suivre l'exemple des myopes qui ôtent leur lorgnon dans le voisinage d'une jolie femme pour paraître plus beaux, et se privent ainsi de la voir, elle avait tout observé, tout transcrit, et il lui semblait partir pour lever dans Paris, des balances tendues depuis son enfance...

« *Je suis,* disait la page 21 du carnet, *au théâtre de Vichy. Les deux dames mes voisines, pendant le spectacle, se sont mises à rechercher l'homme le plus parfait qu'elles aient connu. M. Fallières est dans la salle. L'une est très âgée. L'autre est jeune, et revient d'un voyage au Turkestan. Voici l'entr'acte, et soudain, les mille spectateurs disparaissent, me laissant seule avec ces sorcières qui vont me donner le secret de ma vie. Si l'on excepte le duc de Massa et un petit chef de gare russe nommé Samov, l'être le plus parfait est un jeune homme qui*

n'a quitté que d'hier, leur hôtel. Je le manque d'un jour. Une nuit à été la cloison entre nos deux existences. Il s'appelle Rodrigue. Il est milliardaire. Il a une automobile Bollée. Il continuera, disent-elles, l'élevage des bêtes bizarres qu'élèvent ses parents. Je n'ose regarder la dame jeune, mais j'apprends par cœur le visage de la dame âgée. »

Encore malhabile, Juliette marquait les croisements de sa destinée de repères bien volages ou bien périssables, présence d'un Président de la République, d'une voiturette Bollée, d'un visage voué à une mort prochaine. Toute la description du visage de la vieille dame suivait, en effet, avec chaque ride, chaque bijou, — description passionnée, car Juliette croyait décrire ainsi le transparent d'un visage aimé et inconnu. Suivait même la description de certains chardonnerets, car elle avait rencontré la jeune dame le lendemain au parc, près d'un massif où nichaient des chardonnerets moins jaunes que les autres, aux œufs plus ovales, avec des crêtes vertes, dont elle avait recherché la variété dans le Larousse, écouté le cri, et qu'elle aurait reconnus ainsi les yeux fermés... Tel était le hasard qui avait lié Juliette, plus que toute autre jeune fille, aux animaux féroces. Tout le long de ses études secondaires, à cause de Rodrigue, le tigre, le jaguar avaient trotté comme les animaux de Perrault le long de ses études primaires. Cher mari, qui au lieu d'avoir recours à notre système métrique comptait par bonds de jaguar, par foulée d'hyène, par longueur de boa! Cher amant, qui, au lieu d'équations et de monômes, intervertissait dans les cages l'ordre du loup et des panthères! Les premières leçons d'art, de peinture, de sculpture servirent seulement pour elle à embellir, à fortifier dans son imagination les formes, les fourrures et les griffes de fauves. Toute la nourriture généreuse que lui donnait la pension Formot profitait à une ménagerie immense. Toute cette pression de science qui élargit aux yeux des élèves Balzac, Hugo et Napoléon, pour elle gonflait à éclater les onces de Néron et le lion d'Androclès. Tout oiseau un peu coloré qui l'effleurait, tout chat un peu tendre qui sautait sur elle, étaient un message, étaient échappés à son premier amour. Cher René, qui pouvait à la minute, simplement en poussant la porte de son jardin, contrôler sur les intéressés

le sophisme de la tortue, le daltonisme du buffle! Quelles réponses vigoureuses et naturelles elle faisait aux inspecteurs généraux, qui croyaient son cerveau hanté de la lymphatique ménagerie scolaire, sphinx, griffons, ou licornes. Ils s'étonnaient, ils ne savaient pas que l'étalon de vitesse était pour cette jeune auvergnate le goéland, de force le grizzly. Tel était celui qu'elle avait, au seuil de l'enfance, marqué avec Fallières et des chardonnerets, et dont elle essaya, dès l'après-midi, de découvrir l'adresse à la Société protectrice des animaux.

Le secrétaire était là, qui brossait une dépouille d'oiseau de paradis et la collait sur un mannequin. Il la maintint des deux mains, pour que la colle prît, comme jamais ne fut maintenu oiseau de paradis vivant, après sa prise au piège.

— Éleveur d'animaux bizarres? — répéta-t-il. — Expression bizarre, mademoiselle! J'ai vu des hommes bizarres. Jamais une seule bête, si vous appelez bizarre, comme moi, l'être qui agit en non-conformité avec sa nature, qui dénonce le contrat conclu avec l'espèce. Un banquier, par exemple, est bizarre, qui accepte qu'on le paye en papier, au lieu d'or. Je vous serais vraiment obligé, mademoiselle, de me citer des bêtes bizarres.

— J'avais pensé, — dit Juliette, — des tapirs, des agoutis...

— Vous me répondez, mademoiselle, par ce chien de Saintes qui va matin et soir tirer la cloche de l'église. On en fait grand bruit, parce que Saintes est la première paroisse où ait été sonné l'Angélus. Moi je trouve bizarre, non le chien, mais le curé.

— Mais enfin, — dit Juliette, — un tatou est un animal bizarre, on ne peut pas dire le contraire!

— Un banquier, oui, mademoiselle. Pour le tatou vous tombez mal: je suis inspecteur de la Société et visite les fêtes foraines; depuis six ans je vois une fois par semaine le couple de tatous qui creuse sans arrêt le sol pour fuir sa lampe d'acétylène, regagner le soleil des Incas, et que l'on présente comme deux animaux qui recherchent les trésors, affolés par tous ceux que recèle Pantin et la Roquette. Ils ont eu la semaine dernière un fils. Toutes les petites encoches de son test pour scier le schiste mexicain sont déjà là. Tout son vertex pour écarter la fourmi colombienne est déjà constitué. Les bouclers de ses lombes sont déjà articulés pour écraser

le manioc bolivien. On peut déjà le lâcher impunément dans le continent pour lequel il fut créé. Je défie n'importe quel banquier de Paris de me montrer un fils aussi rapproché de l'archétype. N'insistez pas, mademoiselle. Vous êtes jeune. La bizarrerie des hommes vous réserve des surprises. Savez-vous ceux qui chantent le plus chez les hommes?... J'ai habité près d'un orphelinat, — ce sont les orphelines...

Il se leva. C'était un vieillard, qui n'avait pu, au cours d'une longue vie, apprendre à s'habiller. Ou plutôt il paraissait habillé de l'intérieur; ses chaussettes mordaient sur ses pantalons, qui eux-mêmes mordaient sur le gilet. Comme il saluait Juliette, ses bretelles cassèrent. Ah! comme les vêtements seraient plus commodes et ajustés si, au lieu de les enfiler, on les collait au corps avec la colle adoptée dans les succursales de la Société Protectrice pour les dépouilles d'oiseaux de Paradis!

Il est doux, pour une âme bien née, de gravir pour la première fois les pentes de Sainte-Geneviève, et de découvrir, ombragées de branches profanes qui dépassent de vieux murs et connaissent tout de la vie dans la rue alors que le tronc de l'arbre lui-même vit au milieu des séminaristes, les sources tranquilles de ces lignes d'autobus qu'on ne connaît généralement que bruyantes et gorgées par leurs affluents. Juliette allait à l'École Normale Supérieure, sur les conseils du Secrétaire. Aux alentours du Panthéon tous les lycées ou pépinières où l'on élève ceux qu'on enterrera sous ce dôme étaient ouverts et leurs pensionnaires en vacances. Pas un seul futur sauveur de la patrie, pas un futur inventeur de rythmes, pas un seul futur parrain de métal et d'astre, qui ne fût en ce moment jusqu'au cou dans la mer, ou attaché à un guide par une ficelle. La girouette du Panthéon n'indiquait guère qu'à J.-J. Rousseau, qu'à Berthelot que le vent soufflait du sud. Aux terrasses des tavernes, de beaux Anglais regardaient Juliette. Par un réflexe de sa coquetterie, n'ayant jamais mis de rouge, ni de poudre, ni sur son visage de fausse indifférence, ne sachant trop comment répondre aux regards de désir, c'étaient ses sentiments que Juliette fardait. Jamais bel Anglais n'avait regardé âme plus poudrée, pudeur plus distinguée, dévouement à la vie mieux sanglé. Juliette allait,

engourdie par le soleil, dans l'incapacité absolue, — tant le fait de n'être pas gaucher prime tout sous le regard des jeunes Anglais, — de ne pas prendre la première rue qui s'offrait à sa droite. Bien lui en prit. Tourner à gauche l'eût menée à Polytechnique, alors qu'elle trouva soudain Normale sous ses pas.

L'École Normale était entr'ouverte, comme le sont aussi, la nuit et le dimanche, le Palais et le Quai d'Orsay, la République exigeant que tout citoyen puisse se jeter à quelque heure que ce soit dans la science, la justice, et la politique étrangère. Après avoir traversé une première cour carrée où tout passant était épié par les soixante bustes des grands hommes qui surent le mieux observer, Lavoisier, Cuvier ou Chevreul, puis un jardin bordé par la rue Claude-Bernard et où tout promeneur était épié, plus scientifiquement encore, par soixante concierges, Juliette parvint à l'enclos où l'observation semblait cette fois personnifiée par un jeune homme, qui étudiait au microscope, sous l'auvent d'une baie ouverte, et qui riait. C'était le préparateur en sciences naturelles de l'École, et l'homme dont le rire était commandé par la tragédie la plus minuscule de la création, quoique la plus longue en durée, car il surveillait sur un fragment d'étamine le mariage de l'*Ardisia crispia*, qu'il faut deux ans pour féconder. Juliette lui posa sa question sur les éleveurs d'animaux bizarres, mais il essaya de la détourner vers le règne végétal, feignant d'entendre par animaux bizarres les animaux les moins mobiles, comme le brochet ou l'huître, et, par analogie, les végétaux migrateurs. C'est ainsi, lors de son agrégation, que son maître l'avait lui-même détourné de la zoologie vers la botanique, et il tenta de convaincre Juliette. Que ne lui raconta-t-il pas des plantes? C'est chez elles seules, affirmait-il, que Juliette trouverait l'étrangeté. Elle ne pouvait imaginer à quelles opérations les fleurs peuvent se livrer et complaire, infidèles s'il en fut aux promesses faites à l'espèce. Avec son cinématographe, il montra à Juliette l'éveil des étamines chez les végétaux dioïques, l'alliance avec lui-même du Zinnia. Il sortit d'une serre la plante la plus sensible qui existe, la *Cephalea lolana*, qui jette par ses fleurs un jet d'eau quand on la tourmente, la plante qui pleure. Aucun contrat de l'espèce pourtant n'a jamais obligé

une plante à pleurer. Il la chatouilla d'une paille, les larmes vinrent à ses propres yeux. Il lui décrivit aussi la criée des dahlias à Booskop, en Hollande, l'aiguille se mouvant sur un cadran avec des numéros éclairés par les lampes rouges qu'actionnent les acheteurs, tout cela dans le silence, comme si les dahlias s'achetaient eux-mêmes. Il s'emporta. Tout ce qu'on peut dire pour inspirer à une jeune fille le dégoût des êtres qui boivent des bocks, qui mangent de la blanquette à l'ancienne, et surtout, quelle impuissance! qui marchent, et l'amour des êtres qui communiquent entre eux non par des cris, mais par des lianes, non par des serrements de main, mais par des mélanges d'ombres, le dégoût des vésicules, des ventricules, l'amour des tissus, des pollens, fut avancé par ce jeune homme, d'ailleurs agréable, et dont les yeux, une fois privés de microscope, semblaient des organes exclusivement destinés à voir chez le prochain les qualités végétales et morales. Tout ce que peut dire en faveur des petits cynips, ces insectes qui se chargent de tout dans le mariage du figuier, un homme qui voit que vous êtes franche, bonne, indomptable, avec des tendances à la sensualité, fut dit par le préparateur et il alla jusqu'à couper pour Juliette, en disant d'ailleurs que c'était la fleur qui fleurit tous les siècles, la fleur qui fleurit tous les lustres. En vain : Juliette se leva, non sans la pensée qu'il serait doux, dans une dizaine d'années, de rechercher, de retrouver ce jeune et charmant botaniste. Elle nota son nom sur le carnet, s'arracha au petit jardin avec l'énergie du premier animal quand il cessa d'être plante, et partit, surveillée de loin par le préparateur de minéralogie, aujourd'hui sans aucune, sans aucune chance.

Le soir était venu, Juliette redescendit la colline. Peu voyageuse, elle n'avait pas le sentiment de contempler Paris, mais d'être contemplée par lui et par chacun de ses édifices. Devant chaque coupole, chaque clocher, comme devant des microscopes géants, elle se sentait traversée et jugée par un siècle, une vertu, et son squelette, et les parties stables de son âme étaient différents pour chacun de ces radiums. Même devant les monuments dont elle attendait le moins qu'ils l'intimidassent, l'Institut océanographique, la Tour Eiffel, — la Tour Eiffel surtout, d'un œil qu'elle s'apprêtait

à colorer pour la nuit, — Juliette sentait sa vie et ses secrets à vif. Elle essaya de jouer au plus fort. Comme l'alouette qui n'a d'autre recours que de se poser sur le canon du chasseur, elle alla se placer au centre même du Panthéon, puis devant le tombeau de Pascal lui-même; elle allia une minute, pour résister à cet examen des édifices illustres, sa jeune vie inconnue aux fantômes de tous ceux qui avaient en France répondu personnellement au créateur, et qui allongés maintenant dans la crypte semblaient (au contraire de ceux de Saint-Denis, issus d'un seul ancêtre) les ascendants d'un monarque encore à naître. Elle erra parmi ces grandes ombres, chaque vertu et chaque talent en elle décoloré par leur formidable vertu et talent correspondants, sa pauvre sincérité par celle de Rousseau, son petit talent d'impromptu par celui de Voltaire, son habileté à l'aquarelle par celle de Puvis, et elle se sentait un pauvre insecte translucide. Certes, elle avait conscience de posséder une vertu irréductible, qui était la vie. Mais, par modestie et par pitié, elle évitait devant les sarcophages tout geste qui eût pu la montrer trop vivante, et elle sortit du caveau à l'anglaise, comme si, venue pour toujours, elle avait oublié là-haut son sac ou son mouchoir.

Elle y avait oublié le soleil, le Luxembourg. Elle s'assit dans le jardin. Chaque vivant, chaque passant redonnait à son âme l'opacité première. Elle retrouvait avec amitié ces plantes jadis indifférentes, ces arums, ces ricins, ces fuchsias rencontrés tout à l'heure à l'École Normale et qui ne la transperçaient d'aucun regard, — à part un camélia — en quoi un camélia est-il un édifice? — sur lequel elle dut poser sa main comme sur les yeux d'un curieux. Les semences jetées dans son âme par le petit préparateur germaient d'ailleurs déjà : de grands platanes avaient poussé pour elle depuis son dernier passage, des rosiers enbaumés. La garde républicaine avait terminé son concert, et la foule se distribuait, selon l'effet qu'a sur elle la musique militaire, entre les statues et les eaux. Ce fut l'heure où Juliette, trompée depuis vingt ans par la manie de son oncle et qui n'imaginait plus qu'un obélisque ou une stèle fussent consacrés à d'autres qu'à des traîtres, effleurant une statue d'un regard machinal, vit un visage souriant, s'approcha pour voir l'inscription, et lut

Théodore de Banville. Ce n'était pas Iago, ce n'était pas Ganelon, c'était Théodore de Banville. Elle se leva. Elle caressa le premier visage de pierre qui personnifiait pour elle une vertu; elle parcourut libérée ce jardin où les félons s'appelaient Zénaïde Fleuriot, Ferdinand Fabre. La race des hommes de pierre était soudain régénérée. La race des hommes de chair y gagna. Chaque être vivant assis ou debout sur la terrasse parut un petit monument élevé à lui-même. Confiante à nouveau, Juliette descendit à grands pas vers la Société d'Acclimatation.

M. Guillet, le vice-président, était assis devant son courrier du soir. Les lettres étaient nombreuses, car il venait d'être guéri miraculeusement d'une péritonite et les correspondants des sociétés d'acclimatation du monde entier le félicitaient. Chacun, en cadeau de convalescence, lui annonçait sa dernière trouvaille en animaux, en insectes, ou en légumes inconnus. L'univers, en l'honneur de cette fistule, avait jusqu'à ce soir pavoisé trente-cinq nouvelles variétés d'êtres, dont douze comestibles. De chaque continent s'élevait, à la gloire du vice-président Guillet, une saveur nouvelle, des cris inédits. Aux îles Samoa, aiguille avalée le siècle précédent, le serpent Baya disparu des Indes depuis Dupleix était ressorti de la planète. Du flanc meurtri de M. Guillet, pour le paradis des naturalistes, avaient ainsi surgi l'*Hydropotos parisiensis*, le *Cervus Guilleti*, la *Lymphea peritonitanea*, et que ne surgirait-il pas, pensait mélancoliquement le convalescent, de la terre remuée au jour prochain de sa mort! Il écrivait justement au tableau tous ces noms latins nouveaux, ces litanies qui n'avaient jamais encore été ni chantées, ni même prévues pour aucun personnage divin. Juliette avait une rose à son corsage. C'était une rose commune. M. Guillet la regarda un moment comme une rose nouvelle. Cela lui était arrivé d'ailleurs toute la journée pour les œillets, pour la salade. Quelle forme nouvelle de la vie cette jolie fille apportait-elle? Il vint l'écouter de tout près, comme si elle allait lâcher un écureuil. D'ailleurs il y avait des grillages aux fenêtres ouvertes, non pas que M. Guillet eût des enfants en bas âge, mais rares étaient les humains qui pénétraient dans ce local sans un petit jaguar dans un panier ou un oiseau dans leur poche.

Juliette expliqua quel jeune homme elle recherchait, et donna les repères fournis par les deux dames, initiale du prénom R, du nom B, parents célèbres dans l'art d'élever les animaux bizarres. Juliette se défiait des hommes; elle ne se sentait pas sûre au milieu des animaux; d'où vient qu'elle se trouvait tellement à l'aise au milieu de ces hommes voués aux animaux? Car M. Guillet n'était pas seul. Il y avait avec lui les trois êtres humains dont les empreintes digitales peuvent se rencontrer le plus fréquemment sur les bêtes malades, herbivores ou carnivores. Il y avait là le Secrétaire de la Société de Protection, du corps duquel venait de jaillir un nouveau vêtement, encore pris dans le faux-col et le caleçon, un pardessus à boutons cousus à l'envers. Il y avait là M. du Loas de Ray de Marne-Xaintrailles, ruiné mais épanoui, affamé mais gras, qui signait maintenant Duloasderay-Demarnexaintrailles, car son nom était le miroir de sa vie, qui n'avait guère été qu'une longue série d'apocopes, qui avait été la contraction misérable d'autant de beaux sentiments qu'il avait de titres; et, à mesure, faute d'argent, de chance et d'amour, que sa loyauté fusionnait avec son goût pour la bonne chère, son courage avec le non-ressemelage de ses souliers, il laissait le nom de son aïeul Loas, ami de Blanche de Castille se fondre avec le Ray de l'Ogre, et celui du compagnon de Jeanne d'Arc avec le Marne de Pépin. Il en était aujourd'hui à se demander s'il n'écrirait pas son nom en un unique mot, car sa vie éculée, sa misère uniforme correspondait assez à Duloasderaydemarnexaintrailles. Et il y avait aussi là un vieillard, qui n'avait pu se venger sur son nom des infortunes de sa vie, car il s'appelait By, auquel des malheurs particulièrement choisis, mort d'une femme adorée, mort du fils unique, avaient laissé seulement l'apparence d'un être accablé de menus et légers accidents, bousculade, tuile sur l'épaule; et les plus épouvantables malheurs l'avaient seulement marqué de plâtre et de cambouis. D'une timidité telle que lorsqu'il avait demandé un numéro au téléphone, on ne le voyait plus, il devenait plusieurs heures invisible. Tels ils étaient tous quatre, qui se croyaient réunis par l'amour du canari huppé, et qu'assemblait en fait l'amour pour les trois autres, l'amour pour ce qu'il y a de plus digne

dans l'humanité et de ce que la vie a traité le plus indignement. Ils s'étaient réunis aujourd'hui pour protester contre l'usage fait par les spirites des canaris huppés, race spécialement résistante, dont Eusapia et Eva comprimaient un représentant dans leurs mains et le délivraient, quand elles prétendaient ramener leur corps astral des Indes ou de Madagascar. Béni soit le canari huppé, qui avait été prendre chacun sur le quai de l'Horloge, l'un d'eux même, M. By, bien plus près de la Seine, et les avait guidés par ses vols jusqu'à cette salle, dernière enclave au monde du Paradis, où se continuait par des croisements entre le canari et le bouvreuil la besogne interrompue par Dieu. Le Secrétaire prenait part à la conversation par des phrases qui n'avaient aucun rapport avec elle, mais qui cependant, mieux qu'un résumé textuel et ainsi que l'argument des chants dans les poèmes épiques, exprimait le ton général et le niveau des âmes. C'est ainsi qu'après l'exposé de M. Duloas contre Eusapia, il avait dit :

— Un Abbé, qui a beaucoup voyagé, — avait-il dit, — m'a dit : « La mer, c'est comme la confession, terrible ou fastidieux! »

— Évidemment, — avaient répondu ses trois amis, et c'est alors que Juliette était entrée, guidée par un canari invisible.

Je ne vous dirai pas tous les détails de la rencontre, ni comment Juliette en les quittant fut amenée à les embrasser tendrement. A leur vue, elle avait éprouvé cet accès de confiance que l'on n'a guère qu'une fois dans sa vie, et encore à l'égard de personnes peu susceptibles de se moquer des secrets ou de les trahir, l'océan, la première étoile, ou la chanson de l'oiseau dans *Siegfried*. Un accès de confiance tel que le secret à confier n'en a plus d'importance, cède le pas à des descriptions de meubles anciens ou à des histoires de chasse, et disparaît dans une plénitude de sympathie pour l'univers comme le soleil d'été dans son rayonnement.

Eux aussi, mis en confiance, lui racontèrent pourquoi ils avaient manqué leur vie.

— J'ai manqué ma vie par ma faute, — dit M. By. — Il m'eût suffi peut-être, pour être heureux, de consulter les statistiques. Avec une femme anémique, j'ai accepté un poste dans

le département où meurent le plus de pulmonaires. Avec un fils audacieux, j'ai sollicité mon changement pour le département où l'on compte le plus d'accidents de montagne. Maintenant par ironie j'habite la ville où il y a le plus de centenaires. Je sais tout cela depuis peu... La statistique m'a vaincu... J'ai fait l'itinéraire Nice-Grenoble-La Ferté alors que mon bonheur exigeait Pau, Tours, et le Chemin des Dames.

— J'ai manqué ma vie, — dit M. Guillet, — parce que je n'ai jamais traité un seul être au monde comme il l'aurait fallu. J'ai traité par exemple les hommes comme on traite les femmes, et inversement. Je croyais les hommes sensibles, ardents, nerveux, de santé faible, je les menais à la musique, je les comblais de prévenances, de flatteries; je croyais les femmes réservées, musculaires, non susceptibles. Je leur disais leur fait, je les réveillais tôt... De là vient que ma vie est perdue... J'ai traité les chats comme on doit traiter les chiens, j'essayais de les convaincre, je les raisonnais, et j'ai été au contraire plein de réserve et de hauteur pour des chiens qui sans nul doute m'ont adoré. J'ai fait le malheur de ma vie... Celui qui ne sait pas se conduire exactement vis-à-vis de chaque espèce est perdu. Vis-à-vis des antilopes seulement j'ai conscience d'avoir réussi. Elles me suivent, elles me lèchent. Tout cela a commencé le jour où, au lycée, j'ai embrassé le pion qui dormait. Heureux ceux qui ont embrassé la bonne!

— Dans les Répertoires des vies de héros depuis Saint Louis, — dit à son tour M. Du Loas, — je crois que les Loas revendiquent le plus fort pourcentage. Mais ils ne peuvent être que héros. Dès qu'un Loas admet un rythme moins rapide, ou une conception moins tendue de l'existence, il doit se rendre au Mont de Piété et donner des leçons. Seuls les héros et les Saints dans ma famille ont réussi à garder leurs diamants. Seuls les Loas martyrs ont été décorés. J'ai essayé de suivre leur exemple, mais l'intensité d'honneur, de témérité, de vertu qu'il m'a fallu porter et maintenir au rouge pendant trois mois, simplement pour passer mon baccalauréat, m'a découragé pour toujours... Et vous, M. le Secrétaire?

Le Secrétaire prit son temps.

— Quand meurt, — dit-il enfin, — quand meurt une

personne aimée à laquelle vous devez une lettre, si vous êtes égoïste, vous vous en réjouissez. Si vous êtes bon, vous n'aurez de tranquillité qu'après avoir écrit cette réponse!

La phrase du secrétaire, transition nécessaire entre les trois discours et les désirs de Juliette, amena M. Guillet à chercher dans l'annuaire de la Société le jeune homme parfait. Deux collègues répondaient au signalement. Même âge, mêmes initiales : le fils Delvoir et le fils Blanchemarine.

— Je connais le fils Delvoir, — dit M. Du Loas. C'est le contrôleur pour le *Harper's Magazine* de toutes les histoires d'animaux. Vous vous rappelez que Roosevelt s'était désabonné après y avoir lu un conte du Pasteur Burke, d'après lequel les renards se feraient mutuellement des pansements, et Harper ne souffre plus qu'il soit publié sur aucun animal d'affirmation invraisemblable. Le fils Delvoir m'envoie chaque trimestre le recueil des passages qu'il est contraint d'échopper ou de corriger dans les auteurs français. Ceux-ci passent dans les pays anglo-saxons pour connaître aussi peu les bêtes que les enfants. L'idée que se fait Bourget de la simple chèvre dépasse vraiment l'imagination. Harper cherche d'ailleurs un censeur analogue pour les actions des hommes. L'idée que se fait d'eux Jules Laforgue le stupéfie.

— Son prénom? — demanda Juliette.

— Romuald, — dit M. Guillet.

Ce n'était pas cela.

— Alors, — dit M. Guillet, — votre futur mari est le fils Blanchemarine, dont les parents tiennent au Brésil la ferme des serpents venimeux élevés pour les Instituts Pasteur. Être charmant, habitué à saisir les bothrops, qui vous touchait d'une main hardie, et juste à la place du bras où la pression vous rendait inoffensif. Pour arrêter l'ami qui médisait, la femme qui commençait à haïr, Blanchemarine les saisissait doucement, et renaissaient l'amitié et l'amour. Il voyait du premier coup d'œil si vous étiez de ceux que l'on calme par le cou, ou par la taille, ou par l'épaule. Une recherche excessive peut-être dans ses souliers et ses chaussettes, car c'est à la jambe qu'il attendait la mort, piqué à la cheville comme presque tous ses aînés. Les agrafes de ses jarretelles étaient d'or garni de brillants.

— Son prénom? — demanda Juliette rougissante.

— Une fois, — dit le secrétaire, — l'un de mes ancêtres emmena à la Guerre de Sept ans un petit fox nommé Friquet. Il l'y perdit. Quelle ne fut pas sa surprise, la guerre achevée, de voir arriver un beau jour, d'Allemagne, le petit Friquet à sa maison de Touraine!

— Son prénom? — insista Juliette.

— Friquet, — dit le secrétaire. — Mais il revint avec un collier qui portait en caractères gothiques Bellauf.

— Il s'appelle Rodrigue, — dit M. Guillet.

Juliette ferma les yeux. C'était bien son nom. Rodrigue et Juliette. Elle répéta ces deux prénoms. Elle répéta Roméo et Armide, Béatrice et Pétrarque, ô quatre coins des grandes amours, Desdémone et le Cid. Ils étaient enfin mariés, ces prénoms que tout romantisme, tout classicisme, que le génie semblait à bout de bras avoir écartés pour toujours! Avis aux écrivains. Une nouvelle gravitation pour les cœurs était créée.

— Ou plutôt, — dit M. Guillet, — ah, mademoiselle, quel chagrin je cause! Ou plutôt, il s'appelait Rodrigue.

Il s'appelait... A la menace de cet imparfait terrible, tous les couples dépareillés se reformèrent avec fracas. Béatrice et Dante, Desdémone et Othello reprirent, avis aux Annales leur perpétuel accouplement.

— Car je trouve dans ce dossier, — continua M. Guillet, — la lettre suivante qu'on m'envoie du haut Paraguay et que mon opération m'a empêché de lire.

Monsieur Guillet,

Cette semaine a été funeste, car nous avons eu la douleur de perdre notre ami Rodrigue Blanchemarine. Vous savez combien il aimait nos convoyeurs Guarani. Il nous forçait à apprendre leur langue, car il n'y avait aucune chance qu'ils apprissent la nôtre, leur langue qui n'emploie que des mots d'amour et parfois si excessifs que le chargé d'affaires de France au Paraguay dut retirer sa fille de l'école, à propos du simple vocabulaire de la leçon de couture. Les repas, la chasse aux orchidées, la pêche du poisson ferrugineux que l'on attire hors de l'Orénoque avec des aimants, tout n'était ainsi pour nos Guaranis et pour nous que

des opérations amoureuses. Soleil, lune, singes trouant le plafond de ces orchidées qui poussent dans les premières fourches de troncs lisses jusqu'à quarante mètres, tout n'était qu'organes et qu'instruments d'amour, et quand il nous arrivait de parler français entre nous, nous éprouvions ce froid qui saisit le corps quand on sort d'un fleuve tiède. Songez, M. Guillet, que l'adjectif guarani se place au cœur même du mot, l'article au cœur de l'adjectif, l'apostrophe au cœur de l'article. Nous voyions quelquefois de loin nos Guaranis caresser des indigènes, les embrasser : c'est qu'ils discutaient, c'est qu'ils demandaient le gué. Une seule femme guarani était avec nous, qui servait à doubler encore la volupté de notre vocabulaire, car chez les Guaranis la langue des femmes et celle des hommes sont différentes. Un de nos chasseurs d'orchidées se fit une entorse à la plus haute fourche d'un acajou, et Rodrigue s'offrit pour le descendre. C'est alors, hélas! que nous eûmes à employer le mot guarani le plus tendre, celui qui désigne la mort. Ah! qu'il nous fut pénible de mettre au centre de ce mot le prénom du petit Blanchemarine et chacune de ses vertus. Car il ne voulut pas à mi-hauteur de la corde à nœuds lâcher le blessé qu'il tenait à deux mains et arrêter dans son élan le serpent minute qui le suivait sur le tronc depuis le faîte. Chaque Guarani, quand il fut mort, suça la piqûre pour qu'il pénétrât guéri dans leur ciel, adora la jarretelle défaite, étendue près du mollet comme un serpent divin à yeux brillants né du sacrifice, et nous avons hissé, selon leur coutume, le cercueil au faîte du plus grand des arbres et au-dessus même des fleurs.

Le secrétaire pleurait.

— Bien des gens, — trouva-t-il la force de dire, — croient que le mot Bayonne est la forme la plus ancienne pour désigner la ville. Erreur profonde! Elle s'appelait Labourdum!

... C'est ainsi que la faune du monde fut écartée de la vie de Juliette. C'est ainsi que par la mort de Rodrigue, — de même que l'ami intime de Citroën, du jour où il s'est brouillé avec Citroën, voit l'univers sillonné, non plus de messages amicaux, mais de voitures à suspension douteuse, — s'éteignirent en l'âme de Juliette toutes ces parentés qu'elle croyait avoir avec les bêtes.

JEAN GIRAUDOUX

(A suivre.)

LA GUERRE A VINGT ANS[1]

L'acheminement vers le secteur d'attaque.

... Une nuit et puis une autre nuit de marche : Sommevesle, Suippes, Souain, — qui distingue les villages traversés dans les ténèbres ? La colonne « monte », comme tant de fois. Mais quand la pause suspend le bruit des pas et le grincement léger des voitures à mitrailleuses, au lieu du silence de la nature, on entend un grondement diffus comme la rumeur d'une foule ou d'un flot, et l'on devine que des charrois et des colonnes montent de toutes parts dans l'ombre.

A l'officier « de renseignements » qui passe, à cheval, Alain demande sans élever la voix : « On attaque ? — Sais pas. » Mutisme irritant pour ceux qui seraient si fiers de savoir!

... Les compagnies se sont arrêtées sous les pins. Chacun s'est laissé glisser à terre et s'endort. Seul Alain est tenu en éveil par le froid. Étendu sur le sol et légèrement enfiévré par l'effort, il éprouve une sorte de vertige entre deux immensités : des abîmes de terre sous lui, mondes noirs de matière inconnue, et sur lui l'abîme glacé de l'espace.

Soudain, une voix commande : « Debout! il y a erreur, ce n'est pas ici le bivouac! »

Dureté de ces contre-ordres imprévus qui frappent l'être dans l'abandon du sommeil! Chaque esprit secoue son corps, comme le cavalier, son cheval épuisé qui pâture depuis une seconde, et la colonne repart le long des pistes incertaines. Dans une côte, elle croise une cuisine roulante, en panne, que des soldats essayent vainement de démarrer. Spontanément,

1. Voir la *Revue de Paris* des 15 mars, 1er et 15 avril.

Desindiennes et Cutard se détachent de leur section et poussent à la roue, épaule contre épaule avec ces hommes dont ils ne distinguent même pas les visages. Deux kilomètres plus loin ils rejoindront la colonne, hors d'haleine et s'excusant : « Pauvres gars, on pouvait pourtant pas les laisser! »

... L'aube grise trouve le bataillon couché au nord-est de Souain, dans la friche que le brouillard argente. Enfin, on le sait « officiellement » : une grande attaque se prépare.

La pluie et le vent moirent la prairie de leur longue caresse rapide, et déchaînent dans les pins et les genêts un chant qui grandit, s'apaise et reprend. Les toiles des tentes claquent, Alain est trempé et glacé, mais il chante tout seul, d'ardeur devant la vie. Le flot français s'amasse, il va déferler, et j'en suis!... Joie sombre et si vraie que si on lui offrait de quitter ces limbes pour le golfe de Naples, il refuserait sans effort. Plaisir d'égaler ceux qu'on admire! Il la connaîtra donc, cette ivresse dont rayonnait Garros, quand, ses ailes étendues devant la Méditerranée, il levait la main, sans se retourner, d'un geste chargé de fierté pensive : « Lâchez tout! »

... Des ombres battent la semelle autour des « roulantes » grises, et la chevelure de quelques feux se déroule dans la brume. Au pied d'un pin, le jeune capitaine dort encore, étendu sous son manteau comme les gisants sur les tombeaux du moyen âge. Son grand cheval rêve près de lui, croupe au vent et tête basse. Cependant, çà et là, sous les petites tentes bises, des voix interpellent gentiment Alain : « Bonjour mon lieutenant... Ca ne va pas mieux! — Brr... ça pique... — Vivement la guerre, qu'on se tue! — C'est pas encore ici que je viendrai m'établir après la paix... » Chers amis, songe Alain, nous avons bien peu de choses à nous dire, hormis ces lieux communs, mais que nos pensées sont unies et pleines! Debout dans la tranchée, ou couchés sur la terre, nous avons si longtemps tenu nos visages au niveau du sol français que nous savons combien il est grand, combien nous sommes petits, et que le moindre champ est tout un monde digne de nous voir mourir.

... A mesure qu'ils se réveillent, des chasseurs viennent se ranger au bord de la route voisine, et regardent les camions,

les caissons, les pièces, tout ce qui « monte », en se hâtant à cause du jour. Ils échangent des cris avec les passants, apprécient et se renseignent. « C'est égal, si les boches voient ce matériel ils doivent pas être collés! »

Le jeune capitaine s'amuse à tourner la soupe, et Alain esquisse une danse avec le chien de la liaison qu'il tient par les pattes, crotté et flatté. La bienveillance souriante des hommes entoure les officiers. « Il y a du moral. »

Après-midi, on complète les effectifs, et Alain reçoit un engagé de la classe 1919, arrivé en renfort du dépôt. Dix-neuf ans : Fillette. Que ce nom attendrissant lui va! Il est pâlot, un peu dodu, avec une grâce imperceptiblement tarée et animale. Debout en face d'Alain, il se tait.

— Il y a une tirée depuis la gare. Vous êtes fatigué ? — demande le jeune officier.

Mais le petit se dandine, un peu faraud :

— Oh! non.

— Vous vous êtes engagé... C'est très bien. Et qu'est-ce qu'on dit chez vous ?

— Des bobards... Ils sont tous piqués...

— D'où êtes-vous ?

— Fontenay-aux-Roses...

Il a prononcé ce nom avec l'accent traînant de la banlieue parisienne, et aussitôt comme un enfant :

— Vous connaissez ?

Alain affirme pour lui plaire :

— C'est joli.

— Oh! joli, — fait Fillette avec modestie, — c'est un trou. Vous savez où est la rue des Archers?... Je reste près de là.

Alain conduit Fillette vers la section. Ils vont, côte à côte, dans le silence du soir; le conscrit attentif, et le jeune chef tout vibrant du sentiment d'être le frère aîné, l'ami survivant des Robic, des Bacon, des soldats de 1915, qui va, demain, apprendre à son cadet de 1918 à se battre.

... Au soir de cette journée, sous la pluie, une partie de football organisée entre des chasseurs et d'autres soldats s'achève. L'aigre sifflet coupe la brume, les hommes soufflent,

« se plaquent » dans la boue; et Alain se demande s'ils dépensent simplement, en cette veille de combat, une prodigieuse ardeur animale, ou s'ils jouent un beau rôle de flegme et d'énergie longtemps prémédité.

Quand l'ombre a chassé les joueurs, Alain entend, dans les baraques où ils sont maintenant réunis, leurs jeunes voix qui plaisantent. « Ils rient, pense-t-il, en attendant que je leur dise : venez ! » Malgré la pluie et le vent qui siffle, il reste à vingt pas de cette cabane, seul et brûlant d'amitié pour ces êtres.

Le dernier repas avec le commandant.

Dans une baraque voisine, les officiers se réunissent pour le repas du soir : trois bougies vacillent plantées sur des bouteilles; leurs lumières font palpiter les visages, l'air du dehors s'engouffre entre les bois disjoints, et un phonographe répète longuement son bavardage.

La table du commandant, préparée au bout de la table des officiers, fait un grand effet de somptuosité. Alain aime le contraste des deux services, sa cuiller en fer et ses frites, à côté de l'argenterie et des plats plus rares. Le luxe du maître est beau parce qu'il est visiblement indifférent, en soi, au maître : il n'est qu'un signe de hiérarchie. Et ces dîners à la lueur des bougies, ont toujours un air d'office, étrange et solennel.

Ce soir, la table du commandant est encore vide et son couvert intact a quelque chose de prestigieux qui fait songer à la vie des templiers, des chevaliers de Malte, des communautés guerrières d'autrefois. Seul, le phonographe déchire cette atmosphère. Mais, soudain il se tait, tous les officiers se lèvent : le commandant est sur le seuil.

« Bonsoir Messieurs » et d'un geste correct et bref : « Asseyez-vous, je vous prie. »

A la fin du repas qui s'est passé en silence, quand le maître se lève et que tous l'imitent et vont se retirer, il les retient : « Messieurs... » — Les gestes se figent — : « S'il en est d'entre vous que je ne dois pas revoir, je tiens à vous remercier tous, ce soir, et à vous serrer la main. »

Alors, il passe le long de la table où tous se tiennent debout; à chacun il serre la main en lui disant un mot personnel, avec

cet étonnant regard auquel on promet sans effort le sacrifice.

Ah! la puissance d'un homme pour ennoblir et pour donner de l'âme! Après cet adieu du chef chacun se dit : « A moi, maintenant, d'avoir de l'aile, et de trouver la force d'élan. Les ordres écrits, clairs et glacés, que je recevrai désormais, c'est à moi seul de leur donner vie. »

La grande affaire, c'est que l'ennemi n'évente pas les préparatifs de l'attaque. Aussi, les innombrables troupes, les canons, les voitures qui affluent vers les lignes, et les trains eux-mêmes, bien loin à l'arrière, ne manœuvrent que durant la nuit, de manière que, chaque matin, les saucisses allemandes inspectent un pays qui leur semble vide, mais où chaque touffe et chaque trou dissimule une volonté attentive.

Cette nuit-là, le bataillon s'avance encore plus près des lignes, dans les bois de Souain, et s'y cache pour la journée suivante. Chacun, à sa place dans le mouvement d'horlogerie, participe à son lent déroulement.

Au matin, allègre et le menton savonné, Alain se rase au pied d'un pin. Le soleil et le vent se jouent sur la prairie toute parfumée d'herbe et de rosée. Indéfinissable charme de ces coins de nature où l'on arrive et qu'on quitte de nuit par des voies confuses, et que jamais on ne saurait nommer ni retrouver plus tard! Côte à côte sous un toit de branchages, les hommes dorment encore. Alain les considère, abandonnés dans leurs attitudes innocentes, et il songe que pour plus d'un, il n'y aura plus, entre ce sommeil et la mort, qu'une brève période de lucidité et de vie.

— ... Puis-je quelque chose pour ces braves enfants?

C'est l'aumônier de la division, venu à bicyclette, qui offre la confession. Alain interroge les dormeurs.

— Est-ce qu'il dit une messe? — demandent-ils.

— Non...

— Alors quoi? — et ils se replongent dans le sommeil.

Le bon prêtre a confessé seulement deux ou trois petits chasseurs. Il semble attristé, et Alain cherche à adoucir son chagrin.

— Leurs âmes sont excellentes, monsieur l'aumônier, mais ils sont si las!

Ce dernier messager envoyé par le monde est reparti. Et seul auprès de ses frères étendus, Alain sent monter leur commune pensée, le mot de Manfred mourant à qui on prodigue les vaines consolations humaines : « Vieil homme, ce n'est pas si difficile de mourir! »

Maintenant, vienne le soir, et le bataillon franchira la dernière étape pour gagner la tranchée de départ. Là, plus attentif à se cacher que jamais, à quelques mètres de la ligne allemande, il attendra tout le jour, et puis la nuit prochaine, l'heure H.

Vers la ligne de départ.

Les hommes vont, par deux, au bord du chemin, pour laisser place à la longue procession des tanks qui grondent. Comment ce tapage n'éveille-t-il pas les lignes ennemies d'où s'élève cette fusée si proche? et si elles l'entendent, pourquo leur silence? que médite l'Allemagne?

Une limousine d'État-Major passe dans un souffle; un avion rôde, et d'immenses lueurs rouges s'allument mystérieusement vers l'Ouest. La colonne monte avec cette démarche souple et harassée propre à « l'active », aux soldats aguerris qui mesurent leurs gestes en prévision d'un long effort. Parfois, un territorial, ou un « artilleur lourd », sorti de l'ombre, murmure avec une fièvre contenue : « La coloniale?.. » puis aussitôt, sans faire de nuance : « Non... les chasseurs. » Ceux-ci passent sans un mot, la gorge serrée.

Pureté de cette nuit! Devant eux, sur les pays envahis, l'étoile polaire brille. Tous les cœurs sont émus par cette innombrable marche à l'étoile. Derrière eux s'élève la sourde rumeur de toutes les forces amassées du pays qui les pousse. La piste monte; ils dépassent un bois fantomatique, tourmenté, rabougri; de longs obus égarés brillent en travers du chemin. Attention! L'homme enjambe cette foudre endormie. De nouveau c'est le monde sans garde-fou, où chacun se conduit au mieux, dans la violence.

Au milieu de ces avertissements du destin, plus d'un éprouve l'anxiété du joueur heureux jusque-là, et qui, de nouveau, tente l'aventure. Alain murmure en souriant : « Pas bavards ce soir!... » Une voix grave lui répond doucement,

du ton de qui connaît les choses : « Non. Ça travaille. »

Et on arrive à la région des balles. Il faut prendre le boyau, la ruelle blanche, tragique sous le ciel noir. Voilà son relent familier, sa résonance, et les murmures des soldats : « Attention au fil... au fil! » Les souffles, le cliquetis, la puérile inquiétude quand l'homme qui vous précède disparaît; la course à travers les zig-zags étourdissants, et soudain les longues pauses, tous bruits éteints, où la pensée se perd au-dessus des parapets vers les centaines d'étoiles...

Vieilles sensations rehaussées cette nuit par l'idée qu'on approche du dénouement : « Nous montons par ce boyau. Mais ceux qui redescendront marcheront à la grande lumière sur la route libre, les yeux pleins de visions qui sont le secret de demain. »

« Section Alain, voilà votre abri. » Au clair de lune, la tête de file renâcle à l'entrée d'un trou : « Misère... tous là-dedans? — Vas-y... c'est que pour un jour.. — Et t'le regretterasdemain! »

L'attente sur la ligne de départ.

Maintenant, le bataillon, la division entière, tous les corps de l'attaque sont dissimulés sous la ligne de départ. Seul des siens, Alain est resté en plein air, hors de la sape, dans le désordre des trous d'obus. A cent mètres devant lui, blanc comme la crête d'une vague, il devine l'ourlet de la première ligne allemande. Au delà, dans la plaine obscure, le mystère. Il frissonne de froid et d'une prodigieuse anxiété. Tout se tait, d'Auberive à l'Argonne, devant nos lignes bondées de soldats, où le tir des grosses pièces allemandes pétrirait autant de chair que de terre, et l'immense espoir français. Parfois un 150 boche s'annonce et s'abat. Son fracas et sa fumée roulent comme les signes d'une énorme puissance qui veut dire : « Je suis toujours là! » Des graviers se détachent de l'escalier ébranlé de la sape où reposent les soixante hommes. Puis le silence se refait. Une fusée palpite au loin, vers Reims. « Ce soir, se dit Alain, il est des guetteurs, dans la tranchée en croissant, à la Pompelle, qui n'attaquent pas. De jeunes êtres immobiles murmurent, tournés vers nous, comme l'an passé je murmurais : « Ah, là-bas, sans moi, l'assaut, la gloire! » Cette fois je suis au cœur de notre effort. »

Ainsi songe Alain, et des images exaltantes assiègent son imagination. Quelle compagnie, de quel régiment, criait en franchissant le parapet devant Craonne : « La fourragère! »

Le frisson de l'aube le chasse au fond de l'abri, où, parmi ses hommes, il glisse dans un lourd sommeil.

Dans cet abri, il faut encore passer une journée et une nuit, vingt longues heures avant de s'élancer. De ce matin qui se lève, jusqu'au prochain matin, ils resteront cachés et entassés dans ce coin de tranchée, près des grands entonnoirs de mine. Quel silence et quel désert! Rien sur ces longs terrains dévastés, qu'une douce lumière de septembre, et toujours ce sentiment des forces incalculables accumulées derrière eux en secret. Parfois ils se hasardent dehors, pour distinguer si l'on voit quelque chose vers l'arrière français — mais rien, qu'un fouillis d'ouvrages, une crête et le ciel.

Chez les Allemands, même chaos immobile, même silence. Sans doute ils n'ont pu ignorer le bruit croissant qui s'élève depuis trois nuits mais c'est trop tard pour eux, maintenant, d'agir. Ils n'ont plus qu'à attendre et à dire comme les Français diront, cette nuit, au premier éclair : « Ça y est! »

A deux bonnes figures tapies au ras du parapet, Alain montre le terrain que le bataillon devra conquérir à l'aube prochaine. Devant eux, ce glacis criblé de fils de fer où l'on distingue encore un sentier qui, en atteignant la crête, se dédouble, c'est le lieu dit « la Fourche du Trou Bricot ». Au delà de cette crête, et masquée par elle, s'étend une longue étendue de cinq kilomètres que le bataillon devra parcourir pour gagner son objectif, pour enlever là-bas cette chaîne claire et rosée, à peine émergente : la ligne de Souain — Tahure et du Mont-Muret.

C'est là-bas, au pied de ces côtes, qu'il y a trois ans aujourd'hui, jour pour jour, le 25 septembre 1915, le dernier élan de nos camarades est venu mourir. Et nous, demain, partant de cette même tranchée d'où ils partirent, nous dépasserons leurs cadavres et nous réaliserons leurs espoirs.

La nuit venue, Alain va prendre les derniers ordres auprès du capitaine. Dans son abri, tout en mangeant un morceau, à la lueur d'une bougie, le jeune officier récapitule avec lui

cette masse de notions générales et de précisions techniques qui forment le bagage intellectuel du combattant. Attaque sur tout le front de la 5e armée avec Vouziers pour objectif final. Objectif pour le bataillon, le Mont-Muret. Tenir là-bas jusqu'à ce que les unités suivantes aient repris la marche vers Orfeuil. Progression jalonnée sur le plan directeur. Vitesse du barrage roulant, 100 mètres en quatre minutes. Que personne ne s'arrête auprès des blessés, quels qu'ils soient. Ne pas oublier d'envoyer des comptes rendus même pour dire que tout va bien... L'énumération se prolonge, et enfin le capitaine rompt :

— J'espère que vous êtes content d'avoir cette première vague. Menez-la rondement. Nous allons avoir une préparation d'au moins cinq heures. Vous avez le temps de dormir. Et alors mon vieux... si on ne se revoit pas... au revoir là-haut.

— Au revoir là-haut, mon capitaine.

Alain regarde, une seconde, le visage de son chef aimé. Il se rappelle ce soir de 1915, où, sur la place claire d'un village de Champagne, il le rencontra pour la première fois, armé de la même grâce sérieuse et du même sourire. Tourné vers l'ordonnance, un vieil ami de Robic, il serre une large main, et il sort dans la nuit, profondément satisfait par ces instants extrêmes où il lui semble respirer à fond et trouver l'emploi de ses forces les meilleures. Edith, vous êtes bien lointaine, c'est pourtant dans ces rudes moments qu'Alain se sent le plus proche de votre grâce.

... Tout un labyrinthe pour regagner la première ligne. Alain parcourt des tranchées mi-comblées, raboteuses, où des ronces le happent. Des étoffes macabres pendent aux parapets, et son ombre, une ombre de folklore du nord, sautille derrière lui sur la craie blanche. Que le monde est vaste autour des hommes! Il suit des boyaux, grimpe sur le bled, tombe dans une tranchée vide, et finalement s'arrête au bord d'un gouffre : un entonnoir de mine éblouissant et froid et prodigieusement sinistre, pareil à ces cratères qu'on distingue sur la lune. D'essoufflement, il s'arrête. « Fatigué? mais rien n'est fait encore. Il me reste à mener ces amis là-haut, à vivre ou à mourir. »

De la plaine vers le ciel, monte ce bruissement qui semble

la voix même de la solitude. Sur la pente de l'entonnoir, deux croix de bois projettent leurs ombres nettes. L'une d'elles retient un crâne blanc, et ce petit objet donne un caractère au paysage tout entier... Horreur cachée dans un repli de la plaine, et qui semble, dans le silence absolu, s'étendre et planer sur toute chose!... Edith, comme vous fuiriez ce profil court, ce nez réduit, ces orbites immenses, ce rire divaguant et fixe, que l'âme enfuie a oublié. Hélas, que ne révèle-t-on en mourant un squelette digne du cœur qui l'anima! La mort serait légère ainsi.

La mitrailleuse boche du bois du Togoland égrène cinq coups, puis c'est le silence glacé des décombres sous la lune.

On continue à ignorer l'heure H, où l'attaque sortira. Les agents de liaison ne l'annonceront qu'au dernier moment. Du moins sait-on que le tir français, commencera dès onze heures trente. Et Alain reste dehors pour attendre ce grand spectacle nocturne du déclenchement.

De quel extraordinaire prestige est chargée l'aiguille phosphorescente de la montre, à mesure qu'elle franchit les dernières minutes! Il semble que ce soit elle qui doive déchaîner par son contact avec ce chiffre, le cataclysme en suspens.

Onze heures trente! Et dix secondes encore se passent en silence. Est-ce donc un contre-temps désastreux? Mais vers la droite une lueur parcourt le ciel, une rumeur lui succède, puis la plaine est balayée par un souffle, qui n'est peut-être qu'un frémissement de l'esprit d'Alain. Un suspens. Et alors une autre lueur, une autre rumeur. Trois, quatre, cent, dix mille lueurs et rumeurs! Ca y est! Ils sont dévoilés, tous les mystères de la guerre nocturne! Les éclairs des départs, drus comme des vibrations de tambour, inondent le pays d'une lumière crue de magnésium. Tous les objets hétéroclites du champ de bataille apparaissent : un tank, de ceux que les Anglais perdirent à Thiepval et qui servirent aux Allemands, repose éventré dans le bled; un crâne rit; un godillot baille; un rat fuit; chaque piquet et chaque monticule jettent une ombre tremblante comme une ombre de cinéma. Et par-dessus tout, le bruit prodigieux de cette mer d'acier qui déferle énivre l'âme d'Alain. Toute cette force jaillit selon sa pensée, et porte ses espoirs. Est-il debout

sur un char, stimulant cent mille chevaux qui piétinent l'ennemi? est-il David, depuis quatre ans aux pieds de Goliath, et qui trouve soudain la force d'accabler mille Goliath?... Il semble à Alain que le Tout-Puissant épouse sa cause. Noyé dans cette tempête si forte qu'elle spiritualise et volatilise tout l'être, du sommet du plus haut monticule qu'il ait pu atteindre, il contemple avec enthousiasme l'invasion allemande assommée d'explosifs.

Assommée? Pas encore! Devant lui un volcan noir s'ouvre : un obus allemand qu'il n'entend guère dans le tumulte, mais dont il éprouve un ébranlement de tout l'être. « Bigre, se dit-il, n'anticipons pas; attendons notre heure d'agir. » Et il se glisse au fond de l'abri. Là, pendant des heures, parmi les hommes qui reposent entassés dans la nuit, il écoute l'énorme fracas dont la terre résonne comme un pont sous la course d'un train. Étendu sur une couchette, le visage contre le coffrage du plafond, environné de corps, de sacs et de fusils, il s'applique à se répéter en esprit le parcours que, dans quelques heures, il devra suivre en menant sa vague. Quand un détail lui échappe, il éclaire d'un coup de lampe, le plan qu'il tient à la main. Ainsi, étape par étape, il traverse les lentes phases de l'assaut : il s'agit d'abord, quelques minutes avant l'heure H, de gagner, depuis l'abri, par les boyaux, la tranchée de départ; et à l'heure H, en avant à cent mètres derrière la première vague d'assaut! Alors ce sera la montée vers le Trou Bricot, le passage de la crête, et la descente dans la région inconnue qu'elle domine. A deux kilomètres de la tranchée de départ, au Bois des Perdreaux, passage de ligne; c'est-à-dire qu'Alain et ses amis, sa vague, dépasseront la première vague qui aura mené l'attaque jusque là, et deviendront eux-mêmes première vague, seuls alors, avec toute la France derrière eux! Il se voit au fond d'une longue étendue sans abri, au fond d'un « billard », abordant la tranchée où l'on prévoit la résistance allemande. Est-ce là que la vague fondra sous le crépitement des mitrailleuses? Qu'ils passent, et c'est la tranchée Albertini, puis le fond de Jouroie dominé de toutes parts, et où traînera l'ypérite. Qu'ils en sortent, et ce sera la montée au flanc du Mont Muret, parmi les réseaux, les fondrières, et enfin la

crête! De là, quelle joie de voir tout à coup, à contre-pente, le dernier objectif; la tranchée d'Altona et le boyau de Wurtemberg, les terrains criblés de sapes où peuvent se cacher des réserves dix fois plus fortes que la vague d'assaut. Est-ce là que celle-ci, après six kilomètres, viendra mourir, et que les corps passionnés des hommes deviendront tout à coup des masses solidaires de la terre? ou bien salueront-ils avec ivresse le passage des vagues fraîches et des tanks qui poursuivront leur effort vers Orfeuil et Vouziers?

De temps en temps, un chasseur demande : « Quelle heure? » Alain répond, deux heures, trois heures. Chaque fois, la voix familière murmure : Merci mon lieutenant, et Alain pense : Est-ce la dernière fois que j'entends cette voix?

A quatre heures du matin, l'agent de liaison apparaît : l'heure H est fixée à cinq heures cinquante. Le Général en chef fait dire aux soldats que toutes les armées attaquent de la mer du Nord à la Suisse.

Alain vérifie qu'il a encore une heure avant d'éveiller les hommes assoupis; il ferme son âme sur ces grandes images d'espérance; et bientôt lui-même ne résiste plus au sommeil.

Quand il ouvre les yeux, quelle angoisse! La plus violente sûrement qu'il ait jamais connue : aurait-il laissé passer l'heure? Non, cinq heures dix! Un quart d'heure pour gagner la tranchée de départ, c'est plus que suffisant. Mais son inquiétude a été telle, qu'il est, durant une seconde, ébloui de bonheur. Puis, s'étant ressaisi : « Allons, mes amis, il va être l'heure; allumons pour nous réveiller. »

Il parle plutôt qu'il ne commande, avec, au fond de lui, une ardeur et une peine, avec le respect qu'il aurait pour des morts. Les chasseurs allument des bougies. Sur la grandeur secrète de tout cela, dans cette cave ébranlée par ce roulement énorme, parmi ces êtres engourdis, flotte un lourd malaise de réveil en wagon; mais quelle grave douceur des âmes!

Faute de place les hommes ne peuvent pas s'équiper tous en même temps; les uns restent étendus, tandis que les autres passent leurs courroies.

— Vous entendez, — leur dit Alain, — il n'y a que nos pièces qui tirent. Dans un quart d'heure, nous ferons notre

part d'une attaque qui s'étend sur tout le front, de Dunkerque à la Suisse; cette fois on va les avoir.

Ils suspendent leurs gestes ébauchés; leurs visages, sous la lueur des bougies, sont couverts de grandes ombres.

On doit les avoir!... Oui, on doit... — murmurent-ils en posant sur leur chef la flamme intraduisible de leurs regards.

« Comme il vous faut peu, songe Alain : un seul cœur, une seule vie dans la balance, pour que tous vous donniez votre cœur, votre vie. Soldats français, élite humaine, ce n'est pas vous qui eussiez crucifié Jésus. »

Fillette, dans un coin, murmure :

— Desindiennes, vieux, prends mon portefeuille... je sais pas... je crois pas que j'en reviendrai.

Verbrugge pousse des cris : on lui a pris son porte-monnaie.

— Quel est le salaud qui m'a fait mon argent?...

— Ça c'est du crime!...

Le sublime et la farce voisinent; nulle forme humaine ne perd ses droits. Alain rit de l'une et s'émeut de l'autre simultanément, comme dans un rêve.

L'attaque (26 septembre).

— Allons, gagnons la tranchée de départ.

A la sortie de la sape sont entassés des sacs de grenades. Ce n'est pas assez que chaque homme soit chargé du fusil, des cartouches, des vivres, il faut encore qu'il porte là-haut un de ces sacs si lourds. Eh bien Alain ne se retourne pas, ne compte rien ni personne, il sait, que le dernier homme passé, pas un sac ne restera.

Longue file sombre, la compagnie glisse entre les entonnoirs de craie éclatante. La fumée, le bruit, les éclairs noient le monde, et un surhumain plaisir soulève Alain qui marche sur le parapet. Derrière eux, l'horizon français gronde, et, par-dessus leurs têtes, pilonne le monde ennemi vers lequel ils marchent.

Mais qu'est-ce donc? Dans le boyau la colonne s'arrête. Il y a du monde devant... Oh rien, seulement les hommes de la première vague qui tardent à s'écouler. Une couple de gros obus s'écrase. Son souffle frappe les figures qui résistent ou qui s'émeuvent selon leur force, comme les arbres dans la forêt. Fillette lève vers Alain un visage blanc. Le Seigneur

doit voir, quand il regarde la terre, des millions de visages ainsi levés vers lui. « Courage vieux, ça va aller! » Mais nouvelle inquiétude : à cent mètres, dans le brouillard, une ligne d'éclatements écrasants se dessine, dont l'énorme bruit domine le tumulte général. Le barrage allemand se déclenche-t-il? Alors, quel désastre! L'assaut serait assommé dès le départ. Tous les chasseurs regardent. Mais, bonheur! la barre d'éclatements s'éloigne, c'est le barrage roulant français et dans sa fumée, sans doute, la première vague en marche. Tout va bien. Cinq heures cinquante! Alain gravit le parapet, et tous ses hommes avec lui.

Partis! Ils foulent un pays éventré, brûlant encore, où rien n'a ni forme ni vie. Le sol tremble. Trois boches surgissent, les bras levés, puis un bœuf. Sans doute cette bête était venue là pour apporter du matériel. Boches et bœuf affolés disparaissent comme des cloportes dont on a soulevé le caillou. Alain foule la terre âcre, labourée d'explosifs, et à toute minute il consulte sa boussole et son plan directeur. Mais plus une de ces lignes que porte le papier n'apparaît sur ce chaos. Il s'avance, assez soucieux, quand une heureuse déchirure du brouillard lui révèle sur sa droite, vers le Bois du Paon et l'Argonne, un immense déploiement de petites troupes grises, pareilles à la sienne et qui s'avancent d'un seul mouvement. L'attaque progresse. Le flot français remonte sur la France! A sa gauche, Alain distingue le jeune capitaine arrêté sur un tertre, qui surveille le mouvement des vagues dans la fumée. Derrière lui, les hommes de liaison, signaleurs, téléphonistes, et le gros colombophile tenant la cage en osier des pigeons semblent tendus dans la contemplation d'un prodigieux spectacle mystique. Puis la brume, à nouveau, voile tout.

Les cent crécelles des mitrailleuses allemandes claquent et s'entremêlent, les balles sifflent au hasard, presque douces parmi les voix des obus. Le barrage avance lentement, le talus d'un boyau serpente à gauche, l'aiguille de la boussole oscille, les hommes pâles ne s'arrêtent pas de marcher. Une gigantesque colonne de cristal s'abat tout près d'eux, dans la brume : un 155 français trop court! « Couchez-vous! » crie Alain. Mais ils restent immobiles comme des moutons sous

l'orage. Encore une masse de cristal! Les éclats sifflent, chaque corps tendu attend de ses nerfs la nouvelle : touché? non? oui? Le claquement d'un éclat sur un casque!... Qui? On se regarde. Boël tournoie et tombe. Alain crie « En avant! »

Quelques formes se penchent sur Boël. « Non! » dit Alain durement, et la masse reste seule dans l'herbe.

Pour éviter ces obus « courts » qui se succèdent, Alain fait suivre à sa troupe le boyau. Ils y rencontrent des mitrailleurs de la première vague, des brancardiers auxquels ils disent « il y a un blessé » et qui s'élancent vers Boël. Puis ce sont des blessés qui redescendent, Fillette regarde avec une curiosité douloureuse ces hommes livides.

— Qu'est-ce que tu as? — dit-il à l'un d'eux.

— Eh tu vois bien qu'il a le filon! — s'écrie Cutard.

Le capitaine Jouquette passe, très pâle et la tête sanglante, soutenu par deux chasseurs. Tous s'effacent en silence devant lui.

— Ça va, — dit-il, — les Boches prennent. Bonne chance!

A deux cents mètres, le barrage semble s'être fixé derrière des arbres déchiquetés et poudrés de craie. Cet arrêt du barrage est prévu sur la lisière la plus éloignée du Bois des Perdreaux. Le voilà donc le Bois des Perdreaux? Oui, dit joyeusement le capitaine qui surgit. Il répète à Alain les ordres : traverser le bois et aller jusqu'à la voie de soixante où la première vague est arrêtée.

Alain, d'un regard, mesure, sur son plan, l'espace déjà parcouru : le premier quart! Il plie cette partie de sa carte avec la joie d'un écolier qui a bien terminé une page, et qui en aborde une nouvelle. Ils traversent ce bois des Perdreaux qui est éventré par les tranchées et les projectiles, enchevêtré de fils de fer, d'oursins, de chevaux de frise. Toujours, au-dessus de leurs têtes, les obus français hurlent, la fumée est plus impénétrable que la nuit. A chaque pas le claquement des mitrailleuses ennemies, le souffle et le fracas se font plus violents. Les hommes s'avancent avec cette hâte des marins qui courent leurs derniers pas sur la grève en lançant leur barque à la mer.

Enfin voici, par terre, quelques chasseurs poudreux, tournés vers l'avant.

— Vous êtes la première vague? — leur demande Alain.
— La première.
— Il n'y a pas de Français devant?
— Personne.
— Où est le centre de la ligne?
— Sais pas.

Il faut pourtant se débrouiller, pour reprendre l'axe de marche qu'on a dû perdre à cause de la brume; et dans quatre minutes le barrage va de nouveau rouler en avant. Alain court le long de la ligne, en trouve le centre et rassemble son monde. Spontanément le peloton de réserve du lieutenant Dastrée se groupe près de lui. Bonne idée, car dans ce nuage de fumée et de brume il faut marcher en bloc, sinon c'est l'égrènement de l'attaque. Seuls les mitrailleurs n'ont pas rejoint. Alain s'élance pour persuader leur chef : il traverse à nouveau le bois, ses réseaux et ses fondrières.

— Nous allons sûrement nous perdre dans ce coton, — lui dit-il. — Marchez avec nous pour qu'aussitôt sur l'objectif, nous puissions nous établir ensemble fortement.

— J'ai ordre de vous suivre à deux cents mètres.

— ... Par temps clair, mais le dispositif doit être modifié dans ce brouillard.

— Que voulez-vous, mon cher...

Alain voit, fermé et dur, ce visage qui lui souriait, hier, à la popote, tandis qu'ils remontaient le phonographe. Et il se souvient, avec un violent plaisir tragique, des mots du capitaine Lafargue dans ces récits d'assaut qu'il lisait avec passion à ses débuts dans la tranchée; « l'égoïsme farouche du champ de bataille... » Ah! se dit-il en rejoignant ses hommes, l'âpre plaisir d'épuiser les expériences de la vie!

Le barrage « décolle ». Un signe au camarade du peloton de gauche, et en avant! Toute la troupe s'ébranle, passionnément désireuse de vaincre, et secouée par la fureur des choses autour d'elle, comme la barque qu'entraînent les rames et qu'assomment les paquets de mer.

D'abord, selon le règlement, Alain pousse devant lui une escouade, mais après quelques pas, incapable d'accepter cette humiliante sagesse il passe en tête. On ne voit pas à dix mètres. Le barrage avance et les culots d'obus éclatés durant les

minutes précédentes fumaillent entre les pieds des chasseurs. Quelle musique vaut cette rumeur? quel encens vaut cette fumée? Ils marchent enivrés par cette voix de la France qui les couvre. Quels hauts représentants du pays sont aussi magnifiquement investis de sa grandeur et de sa puissance? A vingt ans, sans longue carrière, Alain connaît, fastueuse, et tout ennoblie par le risque, la marche brûlante du conquérant.

Ce réseau barbelé qui sort de la brume, est-ce la tranchée de résistance allemande? Alain s'engage dans les ronces, les yeux fixés devant lui, sur le brouillard. Les chasseurs pataugent à sa suite. Après ce réseau, un autre réseau. Alain qui s'y débat distingue à sa droite un rectangle noir. Cet objet d'abord incompréhensible, s'entoure d'une masse blanche de craie et de ciment pour devenir un beau créneau de mitrailleuse. Quatre enjambées encore pour franchir le réseau! Enjambées du plus vif intérêt! Mais ce blockhaus reste muet : la tranchée est vide. Tandis que chacun la franchit, on entend, vers la droite, miauler des grenades.

— Pas vernis comme nous, les types qui passent là-bas!

La petite troupe poursuit sa marche, plus pressée après cette chance. Le beau jeu que la guerre quand elle ne vous accable pas du premier coup!

Une troisième tranchée, une quatrième, et toujours personne!

— Il y en a pourtant là-dedans, des Fritz! — crie Fillette.

— Oui, mais comme nous collons au barrage ils sortent trop tard et ils sont aveuglés par la fumée.

— C'est bon, si tu tombes sur un « moulin » tu les verras!

En effet, à l'aveugle, sur tout le front, les mitrailleuses allemandes tirent dans la brume. Alain va, sans quitter du regard la boussole et sa montre. Huit heures! Dans deux heures, il faut qu'ils soient au but, sinon ils n'y arriveront jamais : car dans deux heures le tir d'obus fumigènes cessera, le barrage se ralentira, et le brouillard et la fumée, en se dissipant, les livreront au tir ajusté des mitrailleuses. « En avant! »

Une balle brûlante siffle devant ses yeux, il en a senti le vent et la chaleur sur sa pupille. Enthousiasmé de voir encore, il songe, qu'aveugle, il se fût brûlé la cervelle aussitôt. Ah

les états de vigueur passionné, si francs, et qui reculent les limites des timidités humaines! L'âme semble, à chaque instant, prête à se détacher de sa tige corporelle et à flotter librement dans l'air.

Soudain, dans son bref champ de vue, vingt boches accourent, les bras levés, en tendant leurs montres et leurs pipes, avec d'étranges figures de chat-tigres terrifiés par la flamme, et une humilité sardonique de fuyards mongols. Ce diable de Cutard leur donne de grandes bourrades. « En avant! »

Maintenant le terrain monte. Alain s'en assure avec une profonde émotion. C'est donc la côte du Mont Muret. A moins que, trompés par la brume, ils ne se soient égarés sur celle de Souain ou sur celle de Tahure? Rien à faire, en tout cas, que pousser devant soi! Ils peinent à travers des tranchées profondes, l'œil fixé sur les trous noirs des abris, d'où peut toujours jaillir la flamme courte. Comme les hommes surchargés vacillent, Alain les arrête un instant. Ils posent leurs fardeaux, et se recueillent. C'est dans l'immobilité qu'il faut du courage. Comme ils sont seuls! Dix mitrailleuses Maxim coassent derrière eux. Toutes leurs liaisons avec les camarades de droite, de gauche et de l'arrière sont perdues, et le barrage roulant qu'il ne faut pas lâcher continue d'avancer dans les lignes allemandes. « Eh bien, suivons. — Si on est entourés on résistera! » Les plus belles pages d'héroïsme se présentent à eux de plain-pied, simples et accessibles comme les meilleurs procédés techniques du métier qu'ils exercent. Ils montent, en se hélant passionnément dans la brume.

Chaque pas qui les élève sur la côte les rapproche de la nappe d'obus allemands et français qui tapisse le ciel, et les précipite vers l'instant décisif. Ah quel désir de la crête les anime! Tout à coup, en un grandiose coup de théâtre, le vent dévoile devant eux un sommet. Comme sur les images d'Épinal, deux obusiers bâillent parmi les décombres. Alain, en tête, se met à courir; et par une magnifique forfanterie les hommes veulent s'aligner derrière lui. A ses pieds, des bonnets plats filent dans une tranchée; une grenade éclate; le petit Fillette, hors d'haleine et toujours déférent, crie : « Mon lieutenant, faut-il mettre la baïonnette? » Alain désigne, à droite, un observatoire camouflé, et Vautrin, qui le suit au

plus près, tire à ses oreilles quelques coups de Lebel assourdissants. Il court toujours. L'acier et les regards brillent derrière lui. Il va gagner la crête. Là, si nul claquement ne retentit, s'il ne tombe pas fauché en débouchant, c'est le succès...

Il court passionnément vers une certitude. La vue s'étend. Il passe! C'est trop de bonheur : un boyau à gauche, une tranchée en face, un blockhaus au milieu... Wurtemberg! Altona! L'objectif! c'est là! c'est là! Et au delà, au pied de la montagne, voilà les bois, les plaines, les étangs, tout le pays français, caché depuis quatre ans, et qui s'étale vers Vouziers au soleil de la victoire. Les chasseurs saluent de cris, que le fracas recouvre, l'accomplissement de leur mission.

Vingt d'entre eux s'égaillent en avant, dévalent la colline, en fouillent les abris. Alain reste au sommet, et son âme chante dans le vent. Épanouissement d'une vie! Tous ses rêves d'enfants lui reviennent à l'esprit, et ces brefs instants de Quennevières, de Chaulnes, de la Pompelle où déjà il se sentit un élément de la vague française dressée devant l'ennemi... A cette minute un grand officier en manteau verdâtre, un chef de bataillon allemand surgit de terre, sans armes, et range, pour les lui présenter, ses officiers. Le vent qui balaie le plateau emporte la voix des vaincus, et les chasseurs rient. Ils rient, les petits Français en qui la fierté d'une race, l'impatience de quarante-huit mois, la rancune de quinze cent mille morts, l'ivresse de la victoire palpitent!

Au même moment, ils aperçoivent à leur gauche, sur la butte de Souain, une silhouette bleue qui atteint le sommet. Une nouvelle bouffée du sentiment de la victoire soulève Alain. Dressé sur le blockhaus, retenant ses cris vains et ses gestes auxquels ces camarades de Souain auraient cherché un sens technique, il rejette sa capote pour qu'ils reconnaissent les chasseurs. Deux autres silhouettes apparaissent derrière la première. Hourrah! Mais un geyser jaillit et une silhouette tombe. Une autre court. Deux geysers encore, et cette fois plus rien ne bouge sur la butte de Souain. Devant ce triomphe si rapidement éteint, devant le paysage vide à nouveau, Alain éprouve un profond sentiment de la cruauté de la vie.

Dans la plaine, quelques Allemands courent au Nord, vers les bois, parmi les flaques et les geysers jaillissants, et tour

à tour ils s'abattent. Il n'en reste plus qu'un, qui court lourdement en zigzag... Cutard étreint son fusil-mitrailleuse, et la boue gicle en petites touffes, là-bas, autour du Boche, qui lève les pieds comme s'il pataugeait dans la mer. Il tombe. Alain, que ce spectacle peine, cherche un prétexte pour retenir Cutard. « Ne gâchez pas de cartouches sur des isolés! » lui crie-t-il. Mais au même instant un gros obus les couvre tous de terre, et Alain songe : « Quelle sottise me prend, et pourquoi priverais-je peut-être ce brave de son dernier plaisir? » Cependant, comme un insecte étourdi s'obstine, le Boche se relève et repart. La boue jaillit à sa droite, à sa gauche, devant lui. Il tombe à plat. Maintenant les voilà tous immobiles, les hommes verdâtres, tournés vers les bois qu'ils n'ont pas rejoints, devenus des morceaux de la plaine. Seuls, sur leur montagne qui vole en fumée, les chasseurs vivent encore.

Et pendant ce temps, que devient la vague qui devait les suivre et prolonger leur effort? Que font les tanks? C'est le tragique flottement des fins d'attaque, quand l'artillerie, à bout de souffle et déréglée par un long effort, semble divaguer, quand le vainqueur halète sur le terrain couvert par lui, mais incomplètement conquis. La première vague est passée dans le souffle prestigieux du barrage, mais celles qui la suivaient pour la recouvrir à la fin de sa course ont-elles trouvé les mitrailleuses allemandes réveillées? doivent-elles, à cette heure, se glisser par les tranchées bouleversées où s'usent leur temps et leur force?

Sur la gauche, cependant, le mouvement du 149e d'infanterie s'exécute; ses vagues descendent de la butte de Souain dans la plaine allemande. Quel chagrin pour les chasseurs qui atteignirent, à l'heure fixée, ces côtes, de songer que ces frères se plaignent peut-être d'eux. Alain interroge derrière lui la crête où rien n'apparaît. Le temps passe, les batteries boches s'animent, leurs éclairs brillent, et sous leurs coups mêlés aux coups trop courts des canons français, la montagne s'enlève en colonnes de poussière. Chez Alain et ses amis l'optimisme exalté fait place à une fièvre pensive.

Si les vagues qui doivent poursuivre l'attaque tardent davantage, la ligne allemande, crevée ce matin, va se ressaisir. Enfoncées après quatre ans, les portes du Nord vont-elles se refermer?

« ... Allongez le tir! Allongez le tir! ce sont des Français qui tiennent ici! »

Dans le ciel, bien plus haut que ne vole la terre, entre deux nuages, un avion français glisse. S'apercevra-t-il que le Mont Muret est pris, que le tir est trop court, que l'attaque piétine? Verra-t-il, sur la terre tourmentée, ce petit frémissement de bras et de visages qui l'appellent? Dressés dans l'air où l'acier siffle, les chasseurs étalent hâtivement les minces « panneaux de signaleurs » que le vent emporte, ils agitent les bras sans savoir si leurs gestes seront coupés par quelque invisible hache. Mais les geysers accablants voilent le ciel. C'est la scène éternelle du radeau et de la voile qui passe. Ici, toutefois, derrière le sort des hommes du radeau, oscillent d'immenses destinées.

L'avion s'est éloigné, et les obus tombent toujours. Sous le feu de leurs ennemis et de leurs frères, ces êtres infimes se débattent.

— Descendez tous à l'abri, sauf un fusil mitrailleur qui restera dehors avec moi! — crie Alain.

— C'est vrai, — dit Muguet, — pas la peine d'y être tous du même coup.

Quelques-uns obéissent avec gêne, mais Cutard reste auprès de son fusil-mitrailleuse; Fillette, son pourvoyeur, s'attache à lui comme son ombre; Desindiennes ne veut pas descendre parce qu'Alain reste dehors, et Muguet, parce qu'il est sergent.

A cet endroit la tranchée d'Altona fait un coude autour d'un « merlon », et une sape débouche, dont les planches de coffrage, trop longues, forment une sorte d'auvent. Les quatre hommes restés dehors se groupent devant ce faible abri, auprès du fusil-mitrailleuse pointé vers la lisière des forêts. Alain s'est adossé à la face du merlon. Ainsi il voit, à sa droite la longue tranchée vide qui court vers Tahure, à sa gauche ses amis, et devant lui, la plaine. Sous la menace des obus dont il guette l'arrivée, il appelle fiévreusement une divination qui lui permette de sauver ses frères.

En voici un tout près! Il arrive! Des images sanglantes s'imposent à l'esprit, cependant repoussés dans une crispation d'espoir. Il passe! sa fumée, sa rumeur et la joie des hommes emplissent le ciel.

Joie brève! Encore un obus! Il s'annonce, approche. Cette fois ? Eh bien non, pas encore! Un pan de terre s'éboule! ils dégagent leurs jambes, et remettent le fusil d'aplomb. Cutard, le vieux soldat, a cet air de tristesse que l'attente sous le feu donne aux plus aguerris; il a un visage fin, spiritualisé, sans âge, un visage de Golgotha; Fillette, le novice, est retombé au cœur de l'enfance; il a l'air d'un faon sous la foudre; Muguet, le jeune sergent séminariste, semble prier dans son cœur...

Encore un! Ah, cette fois, ça y est! Comme une trombe, arrivent la lueur, le coup, l'étouffement âcre, et juste avant que le vague d'inconscience ne submerge tout, le spasme de sauvage regret.

Avec une lente stupeur, Alain constata qu'il pensait encore. Il ne souffrait pas, il était engourdi. Le visage contre terre, un œil aveuglé, il s'efforçait de soulever sur ses coudes sa tête et son buste prodigieusement lourds. Enfin il y parvint. Du sang mouillait sa joue et son œil tuméfiés. Il se tâta, et soudain ses quatre doigts entrèrent dans son casque fendu sur sa tête. « C'est fini, se dit-il, l'esprit fonctionne encore par un hasard étrange, mais si je bouge, tout va s'éteindre brusquement comme une lampe en court circuit. » Alors quelqu'un en lui cria : « Je ne veux pas glisser à la nuit, je ne veux pas mourir; restons immobile, et gagnons des secondes! » Mais une voix de joueur fier dit : « Je veux savoir ». Il arracha son casque, et s'aperçut qu'il pensait toujours.

... Il est tombé dans la tranchée vide, à la droite du merlon. Sur l'autre face, celle où se tenaient les hommes, règne un silence dont la gigantesque animation de la canonnade ne couvre pas l'horreur. « Ils sont tous écrasés! » songe Alain. Puis, malgré lui, frémissant à l'idée de voir leur agonie : « Pourvu qu'ils ne bougent plus! » Pensée repoussée aussitôt qu'apparue. Terrible remous de la sensibilité et de la fatigue, unies pour dégrader l'âme. En s'appuyant à la terre, il franchit l'angle de la tranchée; et de son œil unique où dansent des taches de couleur, il découvre le désastre immobile : ses quatre camarades, mi-ensevelis, prennent déjà l'aspect terrible de poupées du Musée Grévin.

Avec un prodigieux besoin de voir de la vie, il se penche sur la sape où sont les autres. Elle est bouchée! Eh bien, il ira chercher de l'aide à la section de soutien qui doit être établie derrière la crête.

Borgne, fouetté par la voix des obus, Alain parcourt à nouveau, seul, cette fois, les espaces qu'il franchit le matin avec ses camarades. Le boyau de Wurtemberg est tout parsemé de lettres que les Allemands ont déchirées en se rendant. Un corps à demi décapité encombre le passage; il n'est pas mort; son bras gauche trace perpétuellement un faible geste de nage, sa main gratte le sol. Alain l'enjambe. Dans un trou, farcis d'acier, les yeux vitreux, les cheveux fous, trois boches ballonnés sont renversés comme des quilles. Alain passe. Tonnerre! Un geyser surprenant monte du parapet, se déroule sans hâte, obscurcit le soleil. Enfin il atteint la crête. Va-t-il découvrir, dans la plaine, les mille petites colonnes bleues s'avançant avec une lenteur si puissante, et si douce à son cœur ? Derrière une rafale, il grimpe sur le terre-plein. Le vent l'assaille. Il a le vertige à voir soudain si loin, mais le paysage n'offre rien à son espérance, que la frange des ballons inertes qui jalonnent la lointaine ligne de départ.

Alors, au milieu des obus qui sifflent, et des blocs de terre qui tournoient, Alain sent sa déception éclater en fierté; il se voit seul, blessé, luttant sur cet extrême promontoire français. Un long quart d'heure, il erre dans ce désert, et enfin il aperçoit un chasseur.

— Section Dastrée, — répond cet homme à sa question. — Le lieutenant nous a mis à l'abri dans cette sape.

Au bas de l'escalier, Alain trouve son camarade occupé à crayonner un compte rendu pour le capitaine.

— Dites-moi, Dastrée, j'ai des enterrés, et sans doute des morts à la tranchée d'Altona, pourriez-vous me faire aider ?

— Oui, et vous êtes bien sonné pour votre compte, mon vieux, — dit Dastrée avec une expression amicale et grave, — étendez-vous.

Et sifflant dans l'escalier, il donne à son sergent des ordres rapides.

— Vous, Alain, couchez-vous, — répète-t-il.

— Mais je vous assure que je n'ai pas grand'chose, —

répond Alain en réprimant un rire nerveux qui le gagne.

... Cependant, quand Dastrée eut écrit, pour les transmettre au capitaine, les renseignements qu'il lui donnait sur la première ligne, Alain, pris de froid, s'étendit. L'odeur boche dont était imprégnée la paille dans la niche profonde, l'écœura. « Bon, songea-t-il, je ne suis pas si mal en point, puisque je sens encore ces choses. » Il se remit sur pied, assez lourdement, et gravit l'escalier vers le jour infernal. A chaque marche, le bruit des obus grandissait. Soudain, Alain heurta violemment sa tête nue contre le coffrage, et la souffrance de ce coup enfiévra encore le respect que depuis sa blessure il portait à la douleur. Il sortait avec effort quand il reçut, comme un coup en pleine poitrine, l'image de Desindiennes que deux chasseurs rapportaient.

Mort?

Non! Dans la fumée, atone, poudreux, il respire encore. Un chasseur essoufflé dit d'un signe :

— C'était le seul.

— Il faut le descendre à l'abri, — crie Alain.

— Pas la peine...

C'est Desindiennes qui a parlé. Les yeux noirs s'ouvrent, sous les cils poussiéreux, dans le petit visage où s'étend la laideur magnifique de la mort.

— Au revoir, mon lieutenant...

La douceur, la douceur lointaine, dans le vent, de cette voix!

— Desindiennes, mon vieux!

Alain se penche pour l'embrasser, et puis s'arrête. Tragiques silences de ces instants suprêmes, où chacun tait l'émotion qui, exprimée, romprait les digues du courage!

Désindiennes ne gémit pas : « J'ai mal », ou « qu'on se hâte », ou « c'est affreux »; il ne s'en prend à personne autour de lui; et ce qui lui arrive, il l'a toujours su possible. Alain se dit : « Mon frère meurt; son doux héroïsme, sa jeunesse, notre amitié durant ces heures prodigieuses, tout cela retombe au néant... »

A cette minute, dans sa douleur, Alain méprise cette montagne conquise au prix de cette âme qui s'en va. La victoire lui paraît trop coûteuse. Après les Robic, les Bacon,

les Pratz, les Gui, les Virgile, devant cette détresse d'un être d'élite que rien ne vient assister, il se sent rétracté sous le ciel implacable.

Qu'est-ce donc que la vie? et qu'est-ce donc que Dieu?

Sans espoir, et par seule gêne de se taire en face des yeux de son ami, il murmure :

— Les barrages se calment, les brancardiers arriveront bientôt.

— Ah oui! — dit le blessé.

Cette fois, c'est un accent déchirant, une voix d'enfant, la voix du neveu de Guillaume d'Orange, aux Alyscamps : douceur ardente, et regard perdu au loin. » Ah oui! »

Sans tourner la tête, Alain reprend le chemin d'Altona. Un obus encore, tout près! Mais à peine, d'un mouvement, a-t-il caché son visage : l'image de Desindiennes lui fait tout mépriser. Il franchit à nouveau la crête; il revoit le Boche qui nageait, et qui maintenant ne bouge plus; voici la plaine et ses morts verdâtres; il arrive à l'endroit du désastre, et le retrouve comme un cauchemar refroidi : la tranchée est vide de morts et de vivants. Loin à gauche, vers les Monts, une énorme contre-attaque roule dans l'ombre naissante, prestigieusement accompagnée d'un grand souffle d'orage et d'une barre de nuages noirs. Est-ce le sursaut de la gigantesque nation ébranlée ce matin? la ruée du Walhalla?

Le jeune officier dut s'étendre contre la terre. Les bruits et les images lui parurent s'amortir. Son esprit flottait. Terrassé par une angoisse physique médiocre comme celle du mal de mer, il sentait pourtant la grandeur de sa misère. Étourdissement et solitude, le mal des sommets!

Pour la première fois depuis l'aube, l'image d'Édith lui apparut. « Si elle se penchait sur ce trou, maintenant, songea-t-il, elle éprouverait pour moi l'amitié que je souhaitais. Et je pourrais lui dire sans qu'elle sourie : vous êtes, avec mes frères attelés à la gloire française, ce que j'ai le plus aimé. »

La faiblesse le rendait puéril. Pour garder un témoignage à offrir à Édith, il tendit la main vers son casque crevé qui reposait dans la poussière. Il ne l'atteignit pas. Son geste faiblit, sa volonté s'émoussa comme le plomb à la flamme, le mont Muret, en chavirant, lui sembla coiffer le monde, et

tout s'éteignit. Alain oscillait sans conscience entre la mort et la vie.

OÙ IL SURVIT

C'est le 11 Novembre au soir; les coups de canon qui annoncèrent l'armistice achèvent à peine de résonner sur Paris soulevé d'une rumeur de 14 juillet gigantesque. Dans une salle de thé animée comme une grande volière, Alain, sorti de l'hôpital, attend Édith.

Les clameurs de la rue se mêlent aux rires de la foule frivole qui l'entoure, et il songe à ce que toute cette joie a coûté. Le dernier jour de guerre! Ce mot est si lourd, et d'une portée si vaste qu'on ne peut en concevoir le plein sens. Comme une vanne, en tombant, divise un fleuve, ce mot enferme définitivement dans le passé les souvenirs parmi lesquels Alain continuait à vivre. Visages d'amis et d'ennemis, jours, nuits, hivers, étés, horreur et douceur, tout un sombre et sublime univers, où l'esprit approcha du fond des choses, s'évanouit. Un jour d'allégresse, sans doute, ce 11 Novembre; mais aussi, le début de quelle nostalgie! Que Desindiennes est loin! Le visage de Bacon s'estompe, avec ceux des Robic, et une foule de civils chante, comme si le meilleur du monde n'était pas enseveli!

Gui, Pratz, Virgile! Ils ne sont pas auprès d'Alain, en ce jour de leur triomphe, pour qui ensemble ils ordonnent leur vie comme si souvent ils l'ont rêvé. Dans cette foule, Alain se sent le survivant d'une espèce disparue : un dernier Mohican. Hé oui! C'est le dernier moment d'une époque où il eut sa tâche et son troupeau. Il va falloir qu'il retrouve quelque but auquel il prenne intérêt, et qu'il soit capable d'atteindre. Mais lequel? Pareil à ces chevaux dont on coupe les traits, en plein travail, et qui s'arrêtent, déconcertés par l'évanouissement d'un effort qui était aussi leur appui, Alain promène son esprit désorienté sur cet univers où la paix le ramène. Seule, Édith s'y dresse avec tout l'attrait d'une lumière amie.

— Seule, Édith? — Hé oui! Que lui reste-t-il au monde, hormis cette fleur?

Alain a grandi, comme nous tous, entre un tableau noir

et un violon. Le violon, c'est la source indéfinie des sentiments, et sur le tableau viennent s'inscrire les décrets de la raison, les principes des sages... Alain sortait de l'enfance, et tout en écoutant avec passion les musiques, il suivait d'un œil docile les premiers signes qu'on traçait pour lui sur la planche noire, quand l'obus la pulvérisa, livrant l'élève radieux aux seules inspirations de ses chants.

Alors, ce règne merveilleux qui comprenait déjà des paysages avec leurs légendes, l'amitié vivante de Virgile et d'Isaure, et tous les rêves pour l'avenir, s'élargit à l'infini. Il submergea l'âme de l'enfant qui descendait dans la tranchée, et qui connut l'allégresse de remplir sa tâche sans effort, entraîné par un instinct plus fort que lui-même. Ce furent les Robic, Gui, Alan Seeger, et la lointaine vision d'Édith, tout un monde emporté dans le grand sentiment de la France en péril; d'une France qu'on touchait, respirait : la terre des tranchées, c'était sa chair, la voix du 75, c'était sa voix, il y avait un peu de son regard — ô muette Marseillaise, si vraie — dans les yeux des camarades qui franchissaient le parapet.

Quels ferments d'enthousiasme et d'action! Quel début dans la vie! Se voir confier la plus haute tâche, et, pour en être digne, n'avoir besoin que d'aimer! Mais ce règne des forces du sentiment, les seules forces de la vingtième année, ne devait pas être éternel. Il semble qu'avec le péril français disparaisse la fièvre magique. Alain se retrouve en face d'un tableau noir où des inconnus élaborent de mornes réussites. Comme il appelle ses musiques! Hélas, les Robic et les Seeger sont tombés au cours de la guerre, et voici que leur chant lui-même, qui persistait dans le chant français, s'éloigne, s'envole avec lui pour se fixer au firmament de la victoire, comme une formule sublime, mais froide, mais dépouillée d'humanité.

Seule des amis qui accompagnaient Alain, et du romanesque si vrai qui l'entraîna, seule de toutes ses musiques, Édith conserve la chaleur charmante de la vie. En elle, il retrouve le thème principal de Seeger, et, parce qu'elle est une jeune femme enfantine, elle rejoint l'infériorité apparente des Robic. En elle, les caractères extrêmes des compagnons de cette grande époque s'allient : raffinement et simplicité. Et puis

sa grâce est un fragment des trésors de douceur qu'avec la France ils ne voulurent pas laisser effacer de la terre. Aussi, quel élan porte Alain vers elle!

La voici! Radieuse apparition qui rappelle le jeune soldat à la surface de ses pensées. Elle le cherche des yeux, et lui la regarde avant d'aller à elle. Ainsi, cette merveille va s'animer en l'apercevant, le rejoindre et lui consacrer son sourire! Divines secondes, où il adore son bonheur suspendu sur lui! Et quand ce bonheur déferle, Alain est sans parole, comme si toute la douceur du monde l'étouffait. Car elle l'a vu, elle se glisse vers lui, insolemment jolie, avec son audace de petit garçon et sa douceur angélique. Toute beige et dorée, dans un tailleur bourru, sous un petit chapeau de zibeline, elle semble une de ces figures délicates et emmitouflées qui voltigent sur la neige derrière Queen Mab, ou la plus jolie fée des dessins de Rackham, étincelante, futée, avec la vive couleur d'une tunique rouge qu'on voit à peine sous la jaquette, et sur sa gorge pure les perles qui semblent emprunter à son teint leur éclat d'ambre rose.

Un instant, l'un et l'autre s'observent, étourdis de se rejoindre de si loin, et intimidés par trop grand souci de se plaire.

Mais devant les traits d'Alain, pâli par tant d'émotions successives, Édith murmure avec une inquiète tendresse :

— Alain ne semble pas heureux?

— Si, Édith, de vous!

Faiblement, elle sourit :

— Trop mince motif de joie!

— Pourquoi donc? Par-dessus les tombes, nous verrons encore de beaux jours. Je vous montrerai la Provence et Capri. Vous me mènerez à Seekmore, et nous apprendrons tout l'un de l'autre, sur le visage de nos pays préférés.

— Pas cette année, Alain, car je pars demain.

— Vous, partir?

Ah! ces obus de plein fouet sur l'abri, si terribles qu'on ne sait comment la charpente leur résiste! Ainsi, Alain s'étonne que sa raison survive à ce coup.

— Mais oui, Alain. La vie de tous va se réorganiser. Je dois repartir dans mon pays. Et vous, entouré de votre monde,

vous allez vous développer, sourire de vous et de moi. Laissez mourir doucement une féerie.

Dans son esprit, Alain se rendit à l'évidence qu'il n'avait jamais voulu envisager : il devait perdre Édith. « Mais au moins elle m'aura compris », cria-t-il de tout son cœur absurde. Un monde de pensées endormies au plus profond de lui-même s'éveilla. Il voulut expliquer en une minute à Édith tout ce qu'il s'était promis de lui prouver. Et, avec la candeur du désespoir, il plaida.

« Non, Édith, il n'y a pas de monde, et on ne rompt pas avec une amitié comme la nôtre sans qu'elle s'éternise en douleur. Entendez-moi. J'en appelle à la jeune alpiniste. Vous avez vu, au flanc des montagnes les traces de la vie s'amincir, puis disparaître et faire place à la roche, puis à la neige, mortes sous l'immensité du ciel? Vous avez eu cette impression qu'au-dessus des régions où nous respirons avec nos plantes, ces sommets baignent dans les espaces mortels qui entourent notre petit monde? Vous avez senti le choc que ces aspects matériels de l'infini impriment à notre âme? Alors, vous allez me comprendre. Le soir, quand vous redescendiez des Grands Charmoz, exténuée et glorieuse comme une jeune héroïne, vous avez regardé à vos pieds, joujoux minuscules, les maisons de Chamonix; revenue au village, vous avez souri du chagrin de l'épicière qui avait cassé un coquetier; à l'hôtel, pendant le dîner, vous avez souri de la coiffure classique de votre tante. Ce monde, le vôtre, vous étouffait. Vous brûliez de retrouver, là-haut, l'espace, l'isard, vos guides; du moins vous auriez voulu prendre la vieille dame par la main, l'entraîner à la baie vitrée d'où l'on aperçoit les sommets, lui faire sentir que, vu de là-haut, le « Palace » est une miette, lui montrer l'aiguille d'où l'audacieux tomba. Hélas, tout était vain! Ces images n'éveillaient nulle émotion chez elle. Désolée, vous avez ri.

» Je suis comme vous, alors, Édith. Mais votre sourire dédaigneux s'est effacé de votre joli visage, et notre rire méprisant persistera dans nos figures tôt vieillies. C'est que nous sommes montés souvent, et ceux qui tombèrent nous étaient près du cœur. »

Pleine de bonne volonté, Édith hochait la tête. « Mais tu

vas choisir une carrière qui te sera, comme aux autres hommes, un but dans la vie? »

« Sans doute, mais de quel secours me sera cette besogne, si nul mirage ne l'éclaire? Là-bas, sur nos Charmoz, sur cette pointe avancée du monde, loin des soucis habituels, nous avons respiré le vent même des espaces où voguent les astres et la terre. Il est devenu nôtre, cet esprit qui ne pouvait autrefois être que celui des savants et des grands artistes. Comme eux, et mieux encore, nous avons senti l'étroitesse des soucis des hommes moyens, dans l'immensité des choses. Nos cerveaux étaient jeunes, peu exercés, nous avions peu d'idées, mais nous avons touché bien vite aux deux points extrêmes de l'horizon humain : durant les jours et les nuits nos pensées ont erré du mouvement monstrueux des peuples et des astres aux pulsations de notre cœur. Et voilà notre sentiment de la vie : nourri de ce qui est mystérieux, irrésistible, et de ce que nous aimons.

» Entre ces deux pôles, entre ce qui nous glace d'étonnement et ce qui nous touche d'amour, entre le monde cosmique, et vous, des domaines s'étendent qui sont un néant pour nous. Je pense aux rires qu'avaient mes frères, revenus du bled de Chaulnes, quand ils voyaient, au village du cantonnement, dans la salle de la justice de paix, l'âpreté des plaideurs se disputant avec acharnement des objets misérables... »

Et peu à peu oubliant la jeune femme, il poursuivait pour lui-même : « Est-ce notre faiblesse ou bien notre force? Nous apprécions tout en considération de l'infini. La guerre m'a empêché d'achever mes études, mais elle m'a appris ce que nos maîtres ne m'enseignaient pas. Quands ils racontent aux enfants l'histoire de la Gaule, ils ne leur disent pas : à cet endroit où nous sommes, il y eut autrefois l'Océan, et l'Océan pourra revenir. On ne retient pas leur esprit sur ceci, que cette boule de la terre n'est sans doute qu'un fragment détaché du soleil détaché lui-même... On veut surtout leur montrer la grandeur de l'œuvre humaine, et en leur cachant ses bases précaires on diminue cette grandeur. De même, dans le petit cycle où l'esprit des enfants se trouve ainsi enfermé, s'ils lisent Racine, on ne leur répète pas : nous avons perdu des douzaines d'Eschyle, Alexandrie a brûlé, et combien de villes en Asie

avant elle, comme peut-être un jour Paris brûlera. Aux enfants la conviction que la pierre est immuable et faite pour perpétuer leur souvenir, le chevreuil pour qu'ils le mangent, la guenon pour les distraire, et l'étoile pour les éclairer. La lente expérience de la vie leur ouvrira-t-elle l'âme? Pour moi, je remercie les obus qui m'imposèrent, dès la vingtième année, des notions si chargées de vérité, de poésie, et dont pourtant je ne nie pas le péril...

» Qu'est cela, au prix de l'éternité? Avons-nous appris à dire des choses humaines que nous étions si menacés de perdre. Cette pensée fut l'ange du champ de bataille. Dans la vie pacifique, elle devient notre démon. Et rien ne lui résiste, Édith, si ce n'est vous. »

« Pourquoi, vainement, me rendre triste? » dit-elle, les yeux pleins de larmes. Et Alain, tout à l'heure si ardent à émouvoir son amie, se désola de la voir pleurer.

Il tremblait de fièvre. Peu à peu, une affreuse impression d'échec l'envahit : il avait fait preuve de solidité à la guerre, et voici qu'il s'effondrait lamentablement à son premier contact avec la vie. « Après trois ans de formation stoïque, se dit-il amèrement, quel résultat! Avoir connu des heures d'une vie si large, et d'une pensée si généreuse : l'angoisse à la mort d'un frère, l'élan à l'appel de la fusée lointaine, cet amour unanime du pays, aux heures où son sort chancelait, et où chacun rêva mourir dans le suprême élan français, — tout cela pour venir s'enferrer sur ce romanesque ».

Ce romanesque, pour un peu, il l'eût maudit comme une tare.

Tout à coup, vers l'Arc de Triomphe, une rumeur retentit : un bataillon débouchait dans l'avenue, en sonnant la Sidi-Brahim.

Les chasseurs!

Alain se redressa. Avec cette cadence, tout le fier passé réenvahit son cœur. Les soldats casqués ont cette dureté de légionnaires, ces yeux lointains, ces lèvres minces, ces poings serrés, ces souffles courts, signes brûlants d'un état qu'il connaît si bien : cette médiocrité du corps, et cette impétuosité de l'âme! Au-dessus d'eux, telle qu'il l'a longtemps suivie, la grande image familière de la France lui réapparaît, éveillant

chez lui l'admiration, la tendresse, un tumulte de dévouement.

« Voilà, se dit-il durement à lui-même, qui va rétablir l'ordre des valeurs. »

Mais cette gloire qui passe n'accable pas Édith. Bien au contraire! Alain n'a pas l'impression d'être auprès d'Édith, et que, tous deux, ils regardent ensemble, humblement, cette Marseillaise. Lui seul est humble, et il considère l'apparition et la jeune femme, comme deux figures abstraites qui dominent sa destinée. Quel rapport mystérieux lie donc ce fleuve et cette fleur? D'où vient que ces deux formes, malgré leur prodigieuse différence de stature, semblent jaillies d'une même nappe secrète?

Alain s'interrogeait. Et tout naturellement, il se reporta au temps de sa plus haute expérience. Il revit ces nuits où, perdu dans la terre, devant l'ennemi, chacun évoquait les objets qu'il aimait, les foyers lointains de sa vie. Aussitôt, les enveloppant tous, l'image du Pays sortait du brouillard, baignée d'une lumière émouvante comme le regard d'une sœur divine entrevue au milieu du désert. Et les plus abattus retrouvaient le courage de vivre, pour voir cette lueur; et pour l'empêcher de s'éteindre, ils se sentaient le courage de mourir.

Halo d'une image aimée, étonnant appel qui mettait en mouvement les profondeurs de l'être! Et voici qu'aujourd'hui Alain en distingue un reflet sur le visage d'Édith.

Alors, pour la première fois, il reconnaît la force qui, depuis si longtemps, l'entraîne. Cet éclat magnétique qui transfigure d'une même manière des objets si différents; dont la France fut le centre unique durant la guerre, qui lui fit cruellement défaut à la fin de la guerre, et qu'il s'émeut de retrouver sur les traits d'une jeune femme, c'est le rayonnement d'une beauté adaptée à son âme. Avec ivresse, Alain voit l'unité et la dignité des impulsions qui l'animent et, parfois, le tourmentent. Il tient son trésor, il dégage sa petite sagesse de la masse d'expériences enchevêtrées que la guerre lui offrit :

« Devant un peuple furieux qui nous révéla le monde, dès notre enfance, sous un aspect cruel, noir d'évocations du néant, nous avons appris à adorer la beauté claire. Cet amour

est notre joie, il est notre force, et nous voulons hausser la beauté sur nos têtes, passionnément. »

Conduit par cette imagination, que va-t-il devenir? Je ne sais. La même musique tue Jean, et sauve Pierre. Mais que vaut cette musique?

Ce qui fait la confiance d'Alain en la valeur d'une sensibilité qui peut paraître frivole, c'est la certitude qu'il ne l'eût pas reniée en mourant, et c'est la conviction que toute son espèce, vivante ou morte, la comprendrait.

N'est-il pas frappant qu'à leur modeste degré, tout humiliées par la médiocrité de la vie retrouvée, les réactions d'Alain, revenu à la vie, ce 11 Novembre, s'accordent encore avec ce cri d'un soldat Lemercier, sur la côte de Lorette, en 1915, au voisinage sublime de la mort :

« Pour qui sait lire la vie, les événements actuels ont déchiré toute habitude de pensée, mais ils laissent entrevoir mieux que jamais la beauté et l'ordre éternels. »

Voilà qui semble nous mener loin hors du cercle un peu voluptueux, ou, du moins, esthétique, d'Alain et de Seeger; pourtant, c'est bien la même pensée, la même défense contre le désespoir, chez un esprit plus vieux et plus abstrait.

Tous les combattants connurent, avec les nuances de leurs natures diverses, ce bouleversement de l'âme et puis ce retour aux parties les plus primitives de l'émotion et de l'élan. Se peut-il qu'ils aient été les jouets d'un vain mirage, tous les hommes douloureux qui se penchèrent vers ces sources? Non. Je distingue autre chose qu'un effet dans cette tendance unanime : un grand moyen. Et de même que les enthousiasmes d'un Alain et d'un Virgile, enfants, dans leur paradis, devaient trouver un jour leur emploi, je sens qu'aujourd'hui ce romanesque né de la guerre porte, pour des êtres affligés par un tel drame, l'énergie d'un redressement providentiel.

Exaltons la beauté, peuvent-ils dire avec Alain, tous ensemble, pour ranimer devant nos yeux la lueur pâlie de l'espérance.

PHILIPPE BARRÈS

ORDRE ET AUTORITÉ

Il y a des hommes qui se trompent sur leur vocation. Peut-être y a-t-il aussi des peuples qui se trompent sur leur nature et sur leurs besoins.

Le peuple français aura passé pendant longtemps pour le plus révolutionnaire de l'Europe et même du monde entier. Un grand seigneur russe, qui, depuis, a péri de la main des bolcheviks, disait, il y a quelques années, comme on admirait les œuvres d'art qu'il avait amassées dans sa maison : « Je n'ai pas voulu laisser tout cela à Paris, parce que, voyez-vous, en France, on n'est jamais sûr de rien avec les révolutions. » On avait cette idée-là dans beaucoup de pays qui sont aujourd'hui au régime du socialisme le plus rouge ou qui ont passé par des convulsions dont l'équivalent ne se conçoit même pas chez nous. En 1916, un ministre du tsar, qui était opposé à l'envoi de troupes russes sur le front français, disait à Nicolas II : « Mettre nos soldats fidèles en contact avec les Français, Votre Majesté n'y pense pas! » Dans une Europe presque tout entière monarchique, la France républicaine, la France coiffée du bonnet rouge, formait une exception. On la croyait encore révolutionnaire. Les Français se croyaient aussi les plus avancés de tous les Européens, et les uns en tiraient de l'orgueil, tandis que les autres s'en alarmaient.

Le vaste ébranlement de la guerre a renversé ces images. A la place de puissantes monarchies ont surgi des Républiques. Et quelles républiques! Les Soviets à Moscou. A Vienne, il a fallu que la Société des Nations intervînt pour sauver l'Au-

triche d'une ruineuse démagogie. De vastes parties de l'Allemagne étaient sur le point de passer au communisme, après un règne de la social-démocratie qui a causé plus de ravages qu'on ne croit, lorsque le général von Seeckt et la Reichswehr sont entrés en scène. Et les vainqueurs eux-mêmes n'ont pas été tous épargnés. L'Italie glissait à l'anarchie pure et simple lorsque la réaction fasciste est survenue. Cependant la France se distinguait par son calme au milieu de ce vaste gâchis pour lequel elle montrait sa répulsion.

Avait-elle donc changé? Le peuple français était-il devenu conservateur? Il l'était bien avant. Il l'était dans les moelles. Il l'était naturellement, tandis que d'autres peuples avaient besoin d'être maintenus dans l'ordre par une discipline extérieure. Et comme nous n'avons pas de goût pour développer des paradoxes, c'est à l'histoire que nous allons demander de justifier cette affirmation.

***

Il est constant que l'histoire contemporaine est celle qu'on connaît le moins et le peu qu'on en sait est obscurci par les passions de la politique. Les origines du régime sous lequel nous vivons aujourd'hui ne laissent pourtant aucun doute. La République, après deux essais malheureux, s'est acclimatée en France quand elle a prouvé qu'elle pouvait être un régime d'ordre, tandis qu'elle se confondait jusque-là avec l'anarchie et le désordre.

Le 4 septembre 1870, l'Empire s'effondre. Que voit-on le jour même? Des républicains de gouvernement qui s'efforcent de soustraire le pouvoir à l'émeute et qui recommencent une sorte de substitution, comme en 1830, non plus au profit d'un autre Louis-Philippe, mais au profit des bourgeois et des « classes dirigeantes ». Néanmoins le pays se méfie. Le sage Grévy avait dit, dès 1848 : « Je ne veux pas que la République fasse peur. » En 1871, elle faisait peur. C'est pourquoi, aux élections de 1871, la France nomma une Assemblée composée d'hommes d'ordre qualifiés, monarchistes des deux nuances, la légitimiste et l'orléaniste, les mêmes hommes que Napoléon III avait mis en prison le jour du 2 décembre.

Cette fois ce fut Thiers qui les mit dans sa poche. Et comment? Grâce à la Commune. Si la Commune avait duré quelques mois et non quelques semaines, si la répression avait été molle ou si elle avait été manquée, il est plus que probable que la réaction des classes moyennes et des ruraux aurait été violente. La Commune a permis de fonder la République, mais tout autrement que M. Briand ne l'a dit un jour à la Chambre. Loin de servir d'avant-garde au régime républicain, le parti de la Révolution a dû être abattu d'abord et son cadavre a servi de piédestal à la démocratie républicaine. M. Anatole France s'est trompé aussi lorsqu'il a écrit qu'il fallait que la République fût un régime bien fort pour avoir chargé ses débuts d'autant de sang : la République n'est devenue forte que par ce terrible baptême. Il n'y a pas, dans l'histoire moderne, de répression plus farouche, mieux organisée, ni plus impitoyablement conduite que celle de la Commune. Il n'y a pas d'exemple d'une armée entrant avec cette fureur, les glaives au poing, dans une ville révoltée. Le lendemain, la République, jusque-là provisoire, était vraiment fondée parce qu'elle était apparue comme un régime à poigne, un régime brutal au besoin. Cette énergie avait séduit les masses françaises. Et les monarchistes de l'Assemblée, qui avaient cru habile de différer la Restauration pour ne pas souiller les débuts d'un règne d'une aussi sanglante opération, s'aperçurent trop tard qu'ils avaient fait un mauvais calcul. Quand ils voulurent renverser la République, la France était tranquillisée. Elle n'avait plus besoin de personne pour mater la révolution. La République s'était chargée de la besogne. L' « ordre moral » ne voulait plus rien dire puisqu'il y avait l'ordre dans la rue. Et ce furent au contraire les conservateurs qui apparurent comme des révolutionnaires, à tout le moins comme des « trublions ». Après le 16 mai, lorsqu'ils voulurent ressaisir le pouvoir, ils furent écrasés d'un mot, celui que Gambetta, converti à l'opportunisme de Thiers, avait trouvé : « On veut lancer la France, pays de la paix, *de l'ordre* et de l'épargne, dans des aventures. » Quelle formule bien construite, où l'ordre est à sa place, à la base et au centre! En effet la France a horreur des aventures et la République avait cessé d'en paraître

une. Loin de faire peur, elle rassurait, comme Jules Grévy, avec son bon sens paysan, l'avait désiré en 1848. Elle rassurait parce qu'elle venait de prouver avec vigueur qu'elle se séparait du parti révolutionnaire. Et lorsque Grévy devint président de cette rassurante République, qui avait écrasé la Commune et saigné à blanc la Révolution, son premier soin fut d'annoncer une politique « vraiment conservatrice ». Avant Thiers, avant Gambetta, avant bien d'autres, celui-là avait compris la France. Si la République conservatrice que Thiers avait promise était une « bêtise », c'était seulement en ce sens qu'un régime républicain ne pouvait pas rester aux mains d'hommes qui ne l'étaient pas, mais, dès 1871, la République allait vers la conservation et l'on commença vite à ne plus être « conservateur » si l'on n'était républicain.

Ce régime, ce sont pourtant des monarchistes qui l'ont fondé et consolidé. On peut soutenir qu'ils l'ont fondé deux fois. D'abord, comme nous venons de le dire, en retardant la Restauration, en laissant les grandes responsabilités à d'autres et en permettant à la République naissante de foudroyer l'anarchie. Ensuite en donnant à cette jeune République des institutions par lesquelles la démocratie s'est singulièrement tempérée.

Si l'on aime l'histoire de ce qui aurait pu être, l' « uchronie », comme l'appelait Renouvier, on n'a qu'à se demander ce qui serait advenu au cas où la Constitution de 1875 aurait été l'œuvre de la gauche au lieu d'être celle du centre droit, si le père de cette Constitution avait été Louis Blanc au lieu d'être le droitier Wallon. Le deuxième des services que les monarchistes de l'Assemblée nationale ont rendus involontairement à la République a été de lui épargner les risques de la démocratie directe. « Ne pouvant faire la monarchie, disait alors le comte de Paris, il faut faire ce qui s'en rapproche le plus. » Ce fut une Constitution « orléaniste » en effet. Les radicaux l'ont assez souvent dénoncée et attaquée, jusqu'à ce qu'ils l'aient trouvée commode et bienfaisante à leur tour. Si M. Millerand, qui en a été jadis l'adversaire, lui reproche aujourd'hui quelque chose, c'est de ne pas rendre le pouvoir exécutif assez fort. Cette idée a fait des progrès. A tel point qu'on a oublié que la Présidence a été créée faute de pouvoir

rétablir la royauté, que le premier Président fut élu pour sept ans, en attendant que la restauration devînt possible, et qu'en somme ses successeurs tiennent toujours la place du roi.

Qu'on se demande ce qui serait arrivé si la République, comme la véritable doctrine démocratique le voulait, n'avait eu qu'une seule Chambre dont l'exécutif n'eût pas été distinct. Cette République sans freins ni modérateurs, « toute en voiles» comme disait Macaulay d'une autre Constitution, eût été vouée aux extravagances et aux périls des Assemblées uniques. Elle eût ressemblé à l'Assemblée d'Angora, car ce sont les peuples les plus primitifs qui sont les plus pressés de sauter à pieds joints en pleine démocratie. Cette République-là, telle que l'eussent voulue les véritables républicains, qu'il fallut supplier à genoux de voter l'amendement Wallon, elle eût peut-être fini comme la Convention. Elle eût en tout cas inquiété le pays. Tandis que, sous le régime des deux Chambres, avec un Sénat (conservateur en ce sens que son mode de formation l'oblige toujours à retarder), avec un chef de l'État élu pour sept ans, les heurts ont été faibles, et l'ordre, du moins l'ordre matériel, celui auquel la masse tient le plus, parce que c'est celui qui se voit, n'a pas été sérieusement troublé.

***

On doit convenir cependant que cette Constitution avait de grandes faiblesses et qu'avec un peuple moins paisible, moins bien équilibré, moins foncièrement conservateur que le peuple français, elle n'eût peut-être pas donné les mêmes résultats. Ces faiblesses étaient accrues par la conscience qu'avaient les républicains d'avoir hérité d'institutions monarchiques. On a tout dit sur la répugnance des présidents de la République à se servir de leurs pouvoirs, à user du droit de dissolution et même du simple droit de message. Le spectre du 16 mai a épouvanté jusqu'à nos jours les successeurs du maréchal de Mac-Mahon qui s'était pourtant tenu dans la plus stricte légalité. Les radicaux ont longtemps demandé la suppression du Sénat et de la Présidence. Le « revisionnisme » a été long-

temps une idée de gauche. Il était démocratique et radical avant de devenir légèrement, ou plutôt profondément réactionnaire, et d'être dirigé dans le sens d'un renforcement de l'autorité. Le « revisionnisme » de gauche n'a pas abouti, il s'est démodé, parce que les institutions élaborées par les monarchistes de l'Assemblée nationale, à peine retouchées, ont duré et ont suffi.

A tous les points de vue, en effet, il a été facile de gouverner la France pendant toute la période qui s'est écoulée depuis 1871 jusqu'à maintenant. Ni à l'extérieur, ni à l'intérieur de très graves problèmes ne se posaient. Pourvu qu'on ne courût d'aventures ni au dedans ni au dehors, le pays était content. Des formules aussi simples que « ni réaction ni révolution » satisfaisaient le plus grand nombre. Les ressources de la France étaient abondantes, les impôts supportables et c'est à peine si un peu de gaspillage se sentait. « Nous prenons notre bien en patience », disait une grande dame au temps du ralliement.

Toutefois, une inquiétude perçait lorsqu'on se demandait ce qui se passerait au cas d'une secousse sérieuse, d'un de ces conflits européens que redoutaient les savants et les sages, mais auxquels la foule refusait de croire, dans l'illusion qu'on n'a pas la guerre si on ne la veut pas. M. Gabriel Hanotaux, pesant le fort et le faible de la Constitution de 1875 dans son *Histoire de la France contemporaine*, interrogeait l'avenir avec une certaine anxiété. « *Quid* en temps de crise? » écrivait-il. Et il ajoutait : « Qu'arriverait-il, soit dans la paix, soit dans la guerre, si, soudain, tous les ressorts de la nation devaient être tendus en un effort suprême pour couvrir la frontière ou sauver l'âme du pays? »

La réponse à cette troublante question a été donnée entre 1914 et 1918. Cette réponse a coûté fort cher : l'invasion, la vie de quinze cent mille Français. Toutefois si nous essayons, après avoir noté la part de l'imprévoyance et de l'impréparation, de résumer ce « temps de crise » s'il y en eut, nous constatons que les institutions ont résisté à la tempête, si bien résisté que, contre une attente presque générale (espoir d'une chute dans l'anarchie avoué par les Allemands, crainte des généraux victorieux chez beaucoup de républicains), elles

se sont retrouvées intactes après une aussi rude épreuve. Il est vrai qu'il y a eu ce que M. Charles Maurras appelle la « Mon-archie » de la guerre. Le salut public était devenu la loi suprême, le régime républicain a été en partie suspendu. Une stricte discipline avait été acceptée dès le premier jour de l'agression, moitié librement, moitié par nécessité, l'esprit national ayant, d'une part, réagi contre toute tendance dissolvante, tandis que, d'autre part, la machine militaire serrait le plus grand nombre des citoyens d'une étreinte irrésistible, que la liberté de la presse était abolie et que la démocratie elle-même entrait en sommeil puisque le droit de vote cessait de s'exercer et que le peuple, réputé souverain, n'a été consulté ni sur la guerre ni même sur la paix. Toutes sortes de conditions matérielles et morales étaient donc remplies pour empêcher une défaillance. A la tête de l'État, l'influence de M. Poincaré, patriote républicain et lorrain, se faisait sentir et, malgré les scrupules constitutionnels qui retenaient le Président, témoignait en faveur de la fonction et de son utilité. D'ailleurs, le réseau d'alliances dans lequel la France était prise et la classique ténacité de l'Angleterre ne laissaient guère de chances aux partis qui penchaient pour la paix prématurée et le moindre effort et qui ne répugnaient pas au désordre. Il n'en est pas moins vrai que, la fatigue venant avec la prolongation de la guerre, puis une certaine démoralisation avec l'exemple de la révolution russe, l'année 1917 marqua un affaissement certain et apporta la menace d'une dissolution générale. C'est alors que se produisit un redressement politique qui tint à ce que la Constitution n'avait pas prévu, à ce qu'elle avait même pris soin d'écarter, car, ainsi que M. Gabriel Hanotaux l'a très bien montré, les constituants de 1875 avaient horreur du pouvoir personnel. Ce redressement tint à un homme. Au moment où l'autorité s'en allait, elle fut ressaisie par Clemenceau. Les Allemands, parce que la haine est clairvoyante, ont dit que ce redressement-là avait été aussi décisif que celui de la Marne et ils se sont plaints eux-mêmes de ne pas avoir été capables d'en produire l'équivalent.

On a longtemps répété un mot célèbre : « France, méfie-toi des individus. » C'est un individu qui, alors, a sauvé la France, par son tempérament, peut-être aussi par sa tradition jaco-

bine. En tout cas, il était comme attendu et il fut suivi. Le peuple français avait de vastes disponibilités d'amour pour un chef, quel qu'il fût. Il avait ouvert un large crédit à d'autres avant de rencontrer celui-là. Clemenceau a mené la France d'une main ferme jusqu'à la victoire, et, si elle l'a mal récompensé ensuite de lui avoir donné les bienfaits de l'autorité, c'est peut-être parce qu'il l'a déçue par la paix, peut-être aussi parce qu'il n'a pas su, ou que, dans son cœur républicain, il n'a pas voulu se servir de son prestige. Mais qui a prouvé, mieux que ce vieux démocrate, qui donc a démontré avec plus de force, même par ses fautes, que le pouvoir, étant conduit par des personnes, était toujours et inévitablement « personnel »?

***

L'ordre avait encore été sauvé. Il avait résisté aux ébranlements de la guerre. Cette fois, il n'y avait même pas eu les éléments d'une Commune. Et les élections du 16 novembre 1919 vinrent révéler que l'ordre restait le plus grand besoin des Français.

L'expression de cet instinct fut favorisée par les circonstances. L'image de la révolution était apparue comme une réalité vivante et repoussante dans plusieurs pays européens. Le spectre des Soviets épouvanta et la menace du communisme fut prise au sérieux et rejetée avec décision par un peuple de propriétaires, assez indulgent en temps calme au socialisme considéré comme une simple enchère électorale et comme la forme la plus avancée de la démocratie politique. Mais ce peuple de terriens croit à l'héritage. Il hait toujours les partageux. Il n'en fallut donc pas plus pour faire pencher la balance à droite. Et l'on vota pour « les gens bien ».

Le nouveau mode de scrutin favorisait aussi l'expression de ce sentiment. A la vérité, depuis les origines de la République, la portion nettement conservatrice du pays n'avait guère changé. Sous différents noms, avec différentes étiquettes, elle reconnaissait toujours à peu près les siens et se tenait à quelques centaines de milliers de voix de la portion plus démocratique ou plus gouvernementale. Thiers, en 1873,

soutenait qu'il n'y avait pas en France plus d'un million et demi de républicains de doctrine, mais qu'ils étaient le sel de la terre et que, pour fonder le régime, ce chiffre suffisait. Peut-être les élections du 16 novembre ont-elles prouvé qu'entre les deux groupes de droite et de gauche, solides sur leurs traditions et leurs principes, une masse flottante, attachée surtout à la sécurité du lendemain, pouvait, en toute occasion, se porter d'un côté ou de l'autre. La représentation proportionnelle, plus sensible à ces mouvements, les accusant par la prime à la majorité, a révélé la puissance de l'instinct de conservation.

Est-ce à dire qu'il sera durable? Il s'endort facilement dans le calme et dans le repos. Il faut une inquiétude pour le réveiller. On tient moins à l'ordre quand le désordre ne fait plus peur, de même qu'il y a des moments où la liberté est ressentie comme un plus grand besoin et désirée comme un plus grand bienfait que l'autorité. C'est le rythme de toute notre histoire et ce n'est pas celui de la nôtre seulement. De son temps, Louis XIV l'avait dit en fort bons termes, prévoyant que la réaction dont il avait profité après les troubles désastreux de la Fronde aurait une fin et qu'on s'offusquerait de nouveau d'un pouvoir fort. Ce n'est d'ailleurs pas de la force du pouvoir que les Français peuvent s'offusquer en ce moment. Ce qui pourrait plutôt arriver quelque jour, ce serait qu'ils en sentissent la faiblesse.

D'ailleurs, nous ne hasardons pas de pronostics. Nous cherchons à analyser une situation. Si l'expérience a coûté cher, les institutions que nous avons se sont bien comportées, elles ont résisté à l'épreuve de la guerre par le concours de circonstances que nous avons dit. Que faut-il penser de l'après-guerre? C'est là peut-être que le plus difficile les attend.

***

On a pris l'habitude de se moquer des économistes, à peu près comme on se moque des médecins. Pas plus qu'eux ils ne sont infaillibles, mais on ne peut pas négliger leurs observations. Le spéculateur ou l'homme d'État qui aurait médité

à temps une certaine page du *Traité de la Science des finances*, y aurait puisé des inspirations profitables. S'appuyant sur des exemples anciens et des expériences répétées, Paul Leroy-Beaulieu montrait, il y a déjà longtemps, qu'en cas de grande guerre, et si longue que soit cette guerre, les plus graves difficultés d'argent ne surviennent pas pendant mais après. Étant donné ce que nous avons vu depuis l'armistice, on reconnaît qu'il est difficile de mieux dire. Pendant la guerre, on dépense, on emprunte. On fait flèche de tout bois. C'est une sorte de paroxysme où l'effort est à peine senti. Après, il faut revenir à la normale, il faut liquider et ce n'est pas sans lutte ni sans avoir à franchir de redoutables obstacles qu'on y arrive. C'est alors que les vraies crises commencent. Et ce qui est vrai des finances l'est également de la politique, et simultanément, car, lorsque les problèmes financiers deviennent très graves (ce fut le cas à la fin de l'ancien régime et à la veille de la Révolution, M. de Fels en a apporté la remarque ici même), ils dégénèrent et s'enveniment très vite et ils deviennent des problèmes politiques dangereux, parfois mortels.

La question est aujourd'hui de savoir, faisant abstraction même des périls qui peuvent survenir à l'extérieur et des tâches que nous a léguées une paix imparfaite, si des institutions démocratiques, électives et parlementaires, sont compatibles avec le relèvement des finances publiques, inséparable du relèvement de l'État. En excluant du gouvernement toute influence socialiste, les élections du 16 novembre avaient rendu le service de permettre une sorte de stabilisation qui est encore loin de la guérison. Cette Chambre elle-même, la meilleure qu'on pût avoir, n'a pas toujours résisté à la démagogie. Elle y est parfois tombée, surtout, signe grave, à la veille d'affronter l'électeur. Il suffit de se demander ce qui se fût passé avec une majorité plus accessible aux arguments démagogiques, une majorité dont, comme avant la guerre, l'extrême gauche aurait fait partie. Il suffit même de regarder les pays qui, sans avoir comme nous dix départements en ruines à restaurer, avaient la reconstruction de leurs finances à entreprendre, où la social-démocratie a été pendant plusieurs années prépondérante, pour se rendre

compte de la rapidité avec laquelle peut survenir le désastre : gaspillage, inflation, anéantissement de la monnaie légale, ruine des classes moyennes, misère de l'ouvrier, déchirements, troubles sociaux, jusqu'à ce que survienne le dictateur à visage découvert comme Mussolini, masqué comme le général von Seeckt, ou le curateur international, le podestat étranger, comme à Vienne le bourgmestre hollandais Zimmermann.

Nos finances ne seront pas rétablies sans un très long, un très grand effort. L'équilibre en est précaire. Un rien peut le détruire. Les sacrifices qui doivent et qui devront être demandés à tout le monde, engendreront des souffrances, des conflits entre les différentes catégories d'intérêts, et, selon toutes les lois de la nature humaine, du mécontentement. Par les privations imposées, ils exciteront le besoin de jouir. Circonstances propices pour la démagogie des élections et tout ce qui peut s'ensuivre. Il faudra que les pouvoirs publics veillent comme des dogues autour du Trésor. Mais les pouvoirs publics sont l'expression de la démocratie. Aurons-nous une démocratie de saints et d'ascètes fiscaux? Je me contente de poser la question en ajoutant un exemple. On a annoncé des réductions dans les services administratifs. Aussitôt, il s'est formé une ligue des fonctionnaires menacés. Et nous nous souvenons qu'à Prague, il y a deux ans, un ministre des finances réformateur est mort en héros, assassiné par un fonctionnaire congédié. Symbole des tâches qui attendent les gouvernements...

Les peuples qui ont voulu échapper au gaspillage démocratique, sortir du règne de la consommation pour revenir à celui de la restriction et de l'épargne, ont aussi, par une pente insensible, été conduits aux pleins pouvoirs. Nous n'en sommes encore qu'aux décrets-lois, mais c'est une tendance qui s'accuse. Comme nous le disons aux dernières pages de notre *Histoire de France* (si l'on veut bien nous permettre de nous citer nous-même), la République, sous le plus ferme des républicains, a dû en venir au régime des décrets-lois et il n'est pas sûr qu'il soit suffisant. Il n'est même pas sûr qu'il soit appliqué. Qu'une majorité repousse ou renverse ce régime, renouvelé de l'Empire napoléonien, il faudra renoncer à des finances régulières et courir les risques

d'un grand désordre, ou bien, au nom du salut public, nier les droits de la majorité.

Cependant, et c'est un symptôme qui a sa valeur, les décrets-lois ont été acceptés par le pays. Les protestations de la gauche, qui a crié à la dictature, sont restées sans écho. C'est un journal étranger qui l'a constaté, avec une certaine surprise : « Il n'y a pas le moindre indice, écrivait le *Times* il y a six semaines, d'une grande inquiétude en France à l'égard des décrets-lois, dénoncés par l'opposition parlementaire comme une atteinte à la Constitution républicaine. » On peut donc croire que des mesures de salut public, une fois prises, ne trouveraient pas de résistance dans le pays. Ce qui est plus chanceux, c'est de consulter les intérêts particuliers sur l'intérêt général, en d'autres termes de livrer l'intérêt général aux hasards de l'élection.

On nous dira peut-être ici : « Pourquoi la démocratie ne se tirerait-elle pas d'affaire toute seule? Pourquoi ne se sauverait-elle pas elle-même? Pourquoi des institutions qui ont triomphé, à un haut prix, si vous voulez, de si rudes épreuves, et démenti, même coûteusement, tant de pronostics pessimistes, ne résisteraient-elles pas à un autre genre de difficultés? »

Nous ne prétendons pas que ce soit impossible. Nous disons seulement que, jusqu'ici, cela ne s'est jamais vu. Ce serait la première fois qu'on le verrait. Aucune situation n'est entièrement nouvelle. Celle où nous sommes a de nombreux précédents dans notre histoire. Dans notre histoire et dans celle de tous les pays. Jusqu'à présent, toute période de relèvement a été une période d'autorité et de gouvernement soustrait à la foule, d'exception à toutes les formes de la démocratie. S'il en va autrement dans notre siècle et en France, alors on nous trouvera prêt à reconnaître que la nature humaine et les lois de l'histoire ont changé. Nous inscrirons seulement, en manière de réserve et par doute méthodique, une parole qui est, sauf erreur, de M. Gabriel Hanotaux et qui s'étend à tout le domaine de la politique : « La France ne peut pas être sûre d'offrir au monde une victoire de la Marne tous les dix ans. »

***

De l'ensemble de ces remarques, on ne peut donc guère tirer qu'une conclusion provisoire. Si nous essayons de résumer, nous obtenons ceci. La France, telle qu'on la voit depuis plus de cinquante ans, est un pays qui a le goût de l'ordre, qui ne l'a jamais eu aussi fort au cours de son histoire, semée naguère de révolutions, et, en remontant plus loin dans les âges, tissée de ligues, de Frondes et de guerres civiles. Ce goût de l'ordre est devenu un véritable instinct. La révolution n'a vraiment que de très faibles chances chez nous. A côté de cet élément subjectif, d'une importance extrême, on découvre un élément objectif : le besoin d'autorité dans l'État. La situation demande un renforcement de l'autorité. Elle exige aussi de la suite dans les desseins et de la continuité dans les vues. C'est ce que le premier magistrat de la République, en plusieurs circonstances, a lui-même marqué.

Instinct de l'ordre, besoin d'autorité : que produira la rencontre de ces deux éléments, rencontre qui, elle non plus, n'est pas nouvelle? « S'il faut prophétiser... » disait un jour Joseph de Maistre. Nous ne nous hasarderons pas à prophétiser.

JACQUES BAINVILLE

L'IDÉAL SOCIALISTE

On m'a conté qu'un des premiers propagandistes du marxisme en Angleterre — il s'appelait Hyndman — avait un soir proposé à quelques amis, socialistes comme lui, et, comme lui, d'origine « bourgeoise », ce petit jeu de société : retrouver et décrire le fait initial, la première secousse du sentiment ou de l'esprit qui les avait orientés vers le socialisme. Quand on dépouilla les réponses, on s'aperçut que, pour chacun des amis d'Hyndman, l'événement moteur, celui qui avait déclenché l'observation critique et la réflexion constructive, puis, par un progrès plus ou moins lent, la conviction finale, était d'ordre différent : c'était, pour les uns, la considération soudaine d'une injustice ou d'une misère par trop unique, pour les autres quelque formule brusquement évocatrice d'écrivain ou de poète, pour d'autres la méditation sur quelque texte sacré, tantôt le spectacle des choses, tantôt l'influence persuasive d'un homme...

Je puis retrouver, moi aussi, dans mes souvenirs, l'impression première qui me dirigea vers l'idée socialiste, ou plutôt qui commença de créer chez moi la disposition de pensée latente et diffuse à laquelle, quelques années plus tard, les deux hommes qui furent mes maîtres, Lucien Herr et Jean Jaurès, devaient fournir une forme précise. Je me revois, à quatorze ans, dans la sombre bibliothèque du Lycée Charlemagne, dont un proviseur bienveillant nous ouvrait l'accès pendant la récréation de quatre heures. Et soudain, dans un livre ouvert au hasard, quelques phrases me frappent,

font en moi trait de lumière. Ce livre, imprudemment laissé entre les mains d'un adolescent, c'était tout bonnement... le *Théâtre* d'Émile Augier, et les phrases révélatrices n'étaient autres que quelques répliques de Giboyer au troisième acte des *Effrontés*. Dans un esprit de gratitude bien naturelle, je me plais à les citer encore aujourd'hui.

GIBOYER. — Le peuple français ressemble à ce monsieur qui avait eu huit rhumes de cerveau en un mois et qui les avait tous guéris, excepté le premier. Achevez la Révolution de 89, et vous n'en aurez plus à redouter.

LE MARQUIS D'AUBERIVE. — Achever 89? — Ça n'est donc pas fini?

GIBOYER. — Ce n'est que le commencement, le travail de démolition... on a fait table rase des abus; il reste à reconstruire une société, c'est-à-dire à organiser la résistance contre la force des choses en créant une aristocratie en dehors de l'argent.

LE MARQUIS. — Mais sur quoi la fonderez-vous dans ce pays démocratique?

GABOYER. — Sur le principe même de la démocratie, sur le mérite personnel.

Et comme le banquier Charrier survient sur ces entrefaites et déclare, avec une calme assurance, que le vœu de Giboyer est réalisé dans la société présente, comme le directeur de journal Vernouillet ajoute, à l'appui de Charrier, que la fortune, étant le résultat du travail, fournit l'étalon le plus exactement approximatif du mérite, Giboyer réplique à Vernouillet :

La fortune ne s'acquiert jamais que par le travail et l'intelligence, je le veux bien; les facultés nécessaires à l'enrichissement sont de première catégorie; c'est convenu... tu vois que je suis bon prince! Mais il reste un tout petit point qui détruit ton étalon de fond en comble : c'est que la fortune est héréditaire et que l'intelligence ne l'est pas...

Sur quoi, le vieux marquis d'Auberive conclut, avec son sourire méphistophélique :

Touché! Et savez-vous, messieurs, où aboutissent vos théories révolutionnaires, si vous voulez être logiques? A l'abolition de l'héritage? vous ne vous en tirerez pas autrement.

Isolé par ma naissance de « bourgeois » — de très petit bourgeois — puis, par mon éducation, du spectacle de la

vie ouvrière, c'est à ces quelques répliques de comédie que j'ai dû mon premier trouble, mon premier arrêt critique devant les lois présentes de la société. Ma candide intelligence d'enfant ne trouvait rien à répondre au simple et massif argument de Giboyer, et, encore aujourd'hui, mon intelligence d'homme, bien que mieux exercée, n'y découvre pas de réplique. Et peut-être est-ce de l'antinomie posée par Giboyer, entre le caractère individuel du mérite, et le caractère patrimonial de la propriété, que l'on peut tirer la définition la plus simple, la plus clairement accessible de « l'idéal socialiste ».

***

Que disaient, en effet, il y a cent trente ans, les hommes de la Révolution française? Ils disaient : fils de noble, fils de bourgeois, fils de serf ou de manant, les hommes naissent tous libres, tous égaux, pétris du même limon. La société doit consacrer leur égalité naturelle. Plus de distinction tirée de leur origine, de ce qui devance la manifestation de leur utilité personnelle... Les hommes de la Révolution avaient cru achever leur œuvre en confondant tous les ordres de l'ancienne société. Ils ne se doutaient pas que, dans la société moderne, la même iniquité reparaîtrait, sous une forme moins supportable encore, par la formation et la distinction des classes sociales.

On nous répondra : La société distribue à chacun de ses membres le rôle, la tâche qui convient à ses facultés. Il faut bien que l'un commande et que l'autre obéisse, que l'un dirige et que l'autre exécute, que l'un travaille de son cerveau, l'autre de ses bras. Il existe nécessairement comme une hiérarchie d'emplois sociaux, auxquels une société policée pourvoit selon la différence des aptitudes, c'est-à-dire de l'intelligence et de la culture. Soit, mais où trouverons-nous l'assurance que le fils du possédant fût plus digne du commandement que le fils du prolétaire? L'un est plus instruit que l'autre? C'est qu'un premier privilège, une première distinction arbitraire les a séparés, dès que leur conscience s'éveillait à la vie. Les fils de possédants ont eu leurs écoles à eux,

où l'instruction n'a pour ainsi dire pas de fin, où le plus médiocre esprit, à force de temps et de sollicitude, finit par usurper un semblant de connaissances. Les fils d'ouvriers et de paysans ont les leurs, où l'étude est limitée dans ses programmes et dans sa durée, et que les plus aptes doivent quitter bien vite pour apporter à leur famille un complément de subsistance, pour entrer à leur tour dans la servitude du travail salarié. Si l'on prétend réserver aux plus dignes les emplois de direction et de commandement, qu'on commence donc par donner à tous la partie égale! Que l'instruction soit commune entre tous les enfants, semblable pour tous, qu'elle devienne entre eux un moyen de sélection exacte... et alors nous verrons bien à qui le prix du mérite reviendra. D'ici là, on aura justifié un privilège par un autre, rien de plus.

On nous répondra encore, comme dans les livres de morale : « Il ne tient qu'aux fils d'ouvriers. Qu'ils soient laborieux, sobres, économes, et, peu à peu, d'échelon en échelon, ils pourront devenir à leur tour patrons ou propriétaires. Il n'existe plus, dans notre société actuelle, de caste fermée dont l'entrée soit interdite. Parmi les patrons d'aujourd'hui combien sont fils de prolétaires, combien ont débuté dans la vie sans le privilège héréditaire du capital, avec le seul don de leur énergie et de leur intelligence... » Nous le concédons encore. Il est vrai que, parmi les patrons d'aujourd'hui, et quelquefois parmi les plus puissants, tous ne le sont pas par droit de naissance. Les sociétés modernes font une terrible consommation d'hommes. Il y a chez elles, disette de talent, tout comme il y aura un jour pénurie de charbon. Elles ne peuvent s'embarrasser sur le choix ou discuter sur l'origine. Réfléchissons cependant. Si les enfants d'ouvriers et de paysans étaient tous également sobres, économes, laborieux, pourraient-ils devenir tous, en récompense de leurs vertus, patrons ou propriétaires? N'est-il pas évident que la classe privilégiée est, par sa nature même, une sorte d'oligarchie, une classe à effectif nécessairement limité. Combien y a-t-il de soldats qui, de leur giberne, doivent faire sortir le bâton de maréchal?

Que prouveraient d'ailleurs ces élévations isolées? Si les

privilégiés d'aujourd'hui sont nés un peu partout, les privilèges n'en sont pas moins iniques. S'il n'existe plus entre les classes sociales de cloisons étanches, si leurs limites sont indécises, elles n'en heurtent pas moins rudement leurs intérêts antagonistes. Il se produit des échanges entre elles. Mais dans le hasard de ces échanges nous ne pouvons voir que des accidents, non pas le jeu normal d'une loi. Là n'est pas la véritable égalité. Quand bien même dans la société présente — et cela n'est ni vrai ni possible — il existerait une harmonie entre les privilèges sociaux et les qualités individuelles, si ceux qui commandent étaient les plus dignes du commandement, si les plus riches étaient les plus dignes de la fortune, nous nous heurterions encore à l'argument de Giboyer : que le capital se transmet indéfiniment alors que nulle qualité du corps et de l'esprit n'est nécessairement héréditaire.

La véritable égalité consiste dans le juste rapport de chaque individu, d'où qu'il soit né, avec sa tâche sociale. Certes, le socialiste ne nie pas cette donnée brutale; l'inégalité naturelle, l'inégalité de la force, de la santé, de l'intelligence entre les individus. Il n'entend pas faire passer sur eux le rouleau compresseur pour les réduire tous au même niveau, pour les confondre tous dans une sorte de moyenne humaine. La tâche qu'il veut assumer est plus lourde cent fois que celle de la société actuelle, puisqu'il veut exploiter au mieux cette terre, tirer le plus riche rendement des ressources de la nature et de l'industrie, les produire avec la moindre dépense de travail humain, les répartir selon le juste équilibre des besoins. Donc, plus encore que la société actuelle, et parce que son œuvre comportera des besognes de direction plus complexes, il attache du prix à l'intelligence. Nous comprenons clairement que nous n'accomplirons l'œuvre immense qui nous est remise par le destin, qu'en plaçant chaque travailleur à son poste exact de travail, à celui que lui assignent ses facultés propres, judicieusement reconnues et cultivées par l'éducation commune. Mais ces affectations nécessaires, nous les réglerons par la seule considération des aptitudes personnelles, au lieu de les abandonner follement, comme le régime actuel, aux accidents de la naissance.

***

Ainsi, par une révolution semblable à celle qu'ont accomplie nos pères, nous voulons installer la raison et la justice là où règnent aujourd'hui le privilège et le hasard. Dans la République du Travail, point de distinctions sociales, mais seulement des répartitions professionnelles. Ces affectations auront pour fondement unique l'aptitude personnelle, propre à chaque individu, naissant et s'éteignant avec lui. La société présente au contraire repose essentiellement, selon nous, sur la division en classes : classe des possédants, classe des prolétaires, et cette division a bien pour principe le capital, puisqu'elle apparaît avec la possession du capital, puisqu'elle se transmet et se perpétue, dans la généralité des cas, avec le capital lui-même.

Le capital, qu'est-ce donc que ce talisman magique dont la présence ou l'absence transforme aujourd'hui notre condition, notre état, notre vie entière? Comment se présente-t-il à nous, quelle est son origine, sa raison d'être, de quoi est-il fait? Il existe une première catégorie de capitaux, métaux précieux, numéraire, titres mobiliers que le socialisme ne reconnaît pas comme des richesses réelles, où il ne voit que des signes conventionnels, des moyens d'échange, de transmission, de représentation des richesses vraies. Nous pensons qu'on pourrait retirer du monde, sans l'appauvrir, toute sa fortune d'or et de papier, alors qu'on n'en saurait retirer, sans paralyser sa vie, un seul jour du travail unanime des hommes. Quand on répète, comme l'ont fait les plus hautes autorités de ce pays, qu'en dépit de sa faillite financière et monétaire, et du fait que sa capacité de production est demeurée intacte, l'Allemagne n'a rien perdu de sa richesse vraie, c'est notre proposition socialiste que l'on confirme par cet exemple. Les capitaux réels, notre patrimoine réel, notre richesse authentique se composent de la terre, de son sol et de son sous-sol, des forces qu'elle recèle, des bâtiments qui la couvrent, des engins de toute sorte dont l'industrie humaine l'a peuplée. Ces capitaux-là ne sont pas moins indispensables à notre vie que le travail des hommes vivants. Tout ce dont l'humanité a besoin pour vivre est fourni par l'application

de son travail présent, à ces richesses communes de la terre, et si l'avenir peut nous promettre de plus en plus de bien-être, de plus en plus de sécurité et de confort, c'est par leur exploitation de plus en plus exacte, de plus en plus savante.

Mais s'il en est ainsi, comment concevoir que ce qui est nécessaire à la totalité des hommes demeure la propriété exclusive de quelques-uns? Le capital utile du monde est, pour une part, le don gratuit de la nature, d'autre part, l'héritage du travail séculaire de l'humanité, car toutes les générations qui se sont succédé sur cette terre y ont tour à tour ajouté leur part. Or, nous avons tous la même vocation aux richesses naturelles. Nous en sommes tous, en naissant, propriétaires égaux et indivis comme de l'air et de la lumière. Nous y avons tous le même droit, comme le même devoir, le devoir de les entretenir et de les accroître dans la mesure de nos forces. Quel jour les déshérités de la société actuelle ont-ils, suivant l'image de Lamartine, vendu comme Esaü leur part de l'héritage? Et quant a ce qu'a incorporé à la nature, depuis des centaines et des milliers de siècles, depuis que l'homme a paru sur cette terre, le travail accumulé des générations, comment une minorité d'heureux s'arrogerait-elle le pouvoir d'en détenir, à elle seule, le profit et l'usage? C'est à tous les hommes que doit revenir le bien créé par tous les hommes. C'est la collectivité présente qui est la seule héritière légitime de la collectivité indéfinie du passé.

Dans les temps d'autrefois, les formes individualistes du travail ont pu justifier, ou même engendrer la propriété individuelle. Mais depuis cent cinquante ans, les grandes industries et les grandes agglomérations d'hommes se sont formées. L'exploitation des richesses naturelles n'est plus remise à l'effort morcelé des individus. Les besoins accrus du monde ne peuvent plus être satisfaits, la population multipliée du monde ne peut plus subsister par la totalisation de tâches distinctes et indépendantes. L'univers a pris de plus en plus la figure d'une usine immense et unique dont tous les rouages solidaires concourent à une même fin. Bientôt les nécessités mêmes de la vie du monde obligeront de soumettre à des directions d'ensemble — non seulement nationales mais universelles — les fabrications et les cultures, la distribution des

matières premières et la répartition des produits. Il le faudra pour parer à la disette des produits, à l'insuffisance de la main-d'œuvre; il le faudra pour assurer l'équilibre entre la production globale du monde, et la croissance continue de la population et des besoins. Le capitalisme lui-même, sous la pression de cette nécessité, avait dû s'orienter, pendant les vingt années qui ont précédé la guerre, vers l'organisation centralisée de l'industrie. Mais ce corps unique, dont dépendra ainsi la vie du monde, qui donc a qualité pour en régler les fonctions essentielles, qui donc doit en diriger les mouvements, qui donc doit recueillir le fruit de son activité universelle? Quelques privilégiés? Non certes, la collectivité entière et universelle des hommes. Et ainsi, les formes collectives de la production moderne viennent ajouter une justification de plus, imposer comme une nécessité de plus, aux formes collectives de la propriété.

La propriété, dans la légalité capitaliste, c'est l'absorption totale et éternelle de la chose appropriée, c'est le droit d'en user à son gré, de la transformer, de la transmettre, de la détruire. Le propriétaire d'un stock de blé peut le brûler, s'il lui plaît, quand le pain manque à la ville voisine. Le propriétaire d'une usine peut la laisser chômer, s'il lui plaît, quand des outils de première nécessité manquent à l'industrie ou à la culture. Peu importe l'intérêt commun, la chose est à lui. Le jeu de la concentration, de la capitalisation, de l'héritage pourra rassembler dans les mains d'une centaine d'hommes, à la rigueur dans les mains d'un seul — Wells a fait ce rêve — toute la propriété utile du monde. Peu importe l'esclavage universel, la propriété reste sacrée... Peut-être, mais c'est l'instinct de conservation qui doit alors, à lui seul, légitimer la révolte. Songeons que la propriété individuelle a déjà subi quelques atteintes, que le progrès matériel et moral des sociétés a déjà arraché au propriétaire quelques-uns de ses attributs séculaires. Un Romain était propriétaire de ses enfants comme de ses animaux de somme; il pouvait les vendre ou les tuer. Un planteur des Antilles était propriétaire de ses esclaves comme de ses champs de canne à sucre. Mais la conscience humaine a élevé son cri et ces formes de la propriété sont tombées. D'autres tomberont à leur tour,

qui sont nées de la même conception déviée et exorbitante du droit. Ce que nous disons aujourd'hui, c'est qu'un homme ne peut demeurer maître absolu, maître unique, maître éternel par sa descendance, de ce que l'effort passé des hommes a jadis recueilli ou créé, de ce qui conditionne aujourd'hui la vie présente des hommes. Le bien des hommes appartient collectivement à tous les hommes; le travail des hommes — les vivants et les morts — doit profiter collectivement à tous les hommes. Chacun doit son plein effort à l'œuvre commune; chacun doit recueillir sa part du travail commun. En ces quelques formules si simples tient l'essentiel de « l'idéal socialiste ».

***

De grands penseurs ont attendu de la science le renouvellement des sociétés humaines. Ils avaient raison et ils avaient tort. La science accroît et accroîtra sans mesure le rendement du travail, mais, si le pacte social demeure vicié dans son essence par une clause inique, en accroissant les richesses, nous n'aurons fait qu'accroître l'iniquité. Si la règle du partage est injuste, l'injustice augmentera avec la masse des produits à partager... C'est grâce au socialisme que la science deviendra vraiment bienfaitrice, et l'on peut dire en ce sens que socialisme et science sont vraiment le complément l'un de l'autre. La science développe les richesses de l'humanité; le socialisme en assurera l'exploitation rationnelle et la distribution équitable. Chaque découverte de la science, quel que soit le domaine spécial où elle se manifeste, se trouvera en quelque sorte étalée sur l'ensemble du corps social pour déterminer en lui une amélioration correspondante : augmentation du bien-être si la somme des denrées est augmentée, augmentation du loisir si la somme du travail nécessaire pour les produire est réduite. Inversement, l'instauration du régime socialiste implique comme un appel ardent et constant au secours de la science. En utilisant aussitôt, pour le bien commun, chaque conquête de la science, nous en provoquerons incessamment de nouvelles; sans cesse nous mettrons au point son programme de recherches, tout en déve-

loppant autour d'elle l'atmosphère de désintéressement et de confiance dont elle a besoin.

C'est ainsi que le socialisme seul, résolvant cette contradiction mortelle, peut replacer la société déviée sur la véritable route du progrès. Je me garderai bien de tracer un tableau paradisiaque de l'état de choses qu'il veut créer. Je sais trop que, dans ce monde, la nature elle-même introduit des causes irréductibles de souffrance. Nous ne supprimerons pas la maladie, la mort des enfants, l'amour trompé ou méconnu. Mais nous essaierons de réduire la souffrance naturelle — comme l'inégalité naturelle — jusqu'à son résidu incompressible. Imaginez le groupement humain, une fois débarrassé de ses entraves artificielles. Supposez que, par une sélection judicieuse, tous les individus se trouvent distribués dans les divers quartiers de l'activité sociale; supposez que chacun, sans exception, donne à la société chaque jour quelques heures de travail utile, j'entends du travail qu'il aime, car l'intérêt commun concorde ici, comme en toutes choses, avec les conditions du bonheur personnel. Supposez que, dans l'univers entier, la production soit organisée de façon à obtenir le meilleur rendement des ressources naturelles, chaque terroir ou chaque groupe fabriquant ou cultivant ce qu'il peut créer avec le plus d'abondance, de perfection ou d'économie, toute concurrence nationale ou internationale supprimée, les méthodes et les outils les plus récents venant sans cesse au service du travail. Supposez que tout le travail humain soit ordonné comme une usine unique, où la tâche particulière de chaque atelier, de chaque ouvrier, vient s'assembler dans un programme d'ensemble, constamment revisé selon les ressources et les besoins. Supposez que ce programme se limite aux productions vraiment utiles, et ne gaspille plus tant d'activité laborieuse pour satisfaire — ou même pour créer — des besoins factices, des modes d'un jour. Ne croyez-vous pas que cet effort discipliné suffirait pour assurer à chaque homme ce que l'humanité lui doit de naissance : le bien-être, sinon le bonheur?

— Vues médiocres, misérables, nous dira-t-on. Théories qui n'invoquent et ne veulent satisfaire en l'homme que l'appétit purement matériel!... Ce serait déjà beaucoup que

le satisfaire. Ce serait quelque chose d'avoir purgé la société des maux qui la déshonorent, et qu'un cœur pitoyable, un esprit droit ne peuvent contempler sans révolte et sans honte : la misère, la faim, tout leur lamentable cortège de maladies, d'abêtissements, de dégradations. Mais il n'est pas vrai que nous nous adressions à l'animal humain, à la bête humaine. Nous nous adressons, non pas à l'envie, qui est le plus bas des mobiles humains, mais à l'esprit de justice et à la pitié, qui sont les plus nobles. Dans l'esclave opprimé, nous voulons susciter cette moralité nouvelle qui s'éveille avec la liberté.

La liberté du corps entraîne celle du cœur et de l'esprit. En brisant la servitude du travail, nous entendons briser toutes les servitudes. Le socialisme transformera, renouvellera la condition de la femme, la condition de l'enfant, la vie passionnelle, la vie de famille. Il comporte comme une libération, comme une épuration universelles. En créant et en organisant le loisir pour tous les travailleurs, — loisir vrai où l'activité persiste, et non pas repos accablé après le surmenage d'un labeur excessif, — il permettra l'accession de tous aux plus nobles occupations humaines; il ouvrira tout grands à tous les trésors de la science, des lettres, de l'art. Je me rappelle ce mot profond d'un philosophe : « Tout dans l'arbre veut être fleur... » Dans l'humanité aussi tout aspire à la floraison, au plus riche épanouissement de l'esprit et de l'âme. Cet instinct, refoulé jusqu'au tréfonds de la conscience par toutes les contraintes, par toutes les misères sociales, c'est le socialisme qui saura lui rendre sa force et sa splendeur.

Vues chimériques, viendra-t-on nous dire encore. Beau rêve généreux, mais auquel s'oppose la nature de l'homme plus encore que la nécessité des choses. Certes nous n'ignorons pas que nous attendrons et peut-être longtemps encore, avant que notre « idéal socialiste » soit devenu une réalité. Mais nous avons patience, parce que nous avons confiance, et nous savons regarder au delà du proche horizon. Le socialisme pourrait adopter pour devise le précepte du Zarathoustra de Nietzsche : « Que l'avenir et les plus lointaines choses soient la règle de tes jours présents. Ce n'est pas l'amour du

prochain, c'est l'amour du plus lointain que je te conseille... » Mais Karl Marx nous a enseigné que la nécessité des choses travaillait pour nous, que les lois internes de son développement inclinaient fatalement la société présente vers la société nouvelle que nous concevons, que le régime de la propriété collective est préformé dans le régime capitaliste comme l'enfant dans le ventre de sa mère. Et Jaurès nous a instruit, à son tour, que le socialisme répondait aux exigences profondes de la nature humaine, à tous ces sentiments aussi vieux que l'homme, mais si souvent blessés par la vie, comprimés par les sociétés, qui composent la moralité universelle. Non pas chimère, mais nécessité, et nécessité bienfaisante; lointaine peut-être dans son échéance, mais fatale.

Au surplus, que les incrédules se reportent à six ou sept ans en arrière. N'a-t-on pas vu, pendant la guerre, des nations entières se plier à la même discipline? N'a-t-on pas vu toute l'activité des hommes réellement ordonnée sur un plan commun, vers un but unique? La guerre a prouvé qu'une nation en péril devait recourir, pour son salut, aux principes mêmes dont le socialisme procède : affectation de chaque citoyen au poste de combat ou de travail le plus avantageux pour la collectivité, organisation nationale et internationale de toutes les productions, de toutes les industries. Le capital et le travail universels, mobilisés pendant quatre ans pour détruire, pourraient l'être aussi bien pour créer.

***

Je pourrais montrer comment, plus récemment encore, presque toutes les nations de l'Europe continentale ont vu s'accomplir sous leurs yeux, une sorte de révolution qui pouvait sembler aussi utopique que la nôtre. Des catégories entières de capitalistes ont été totalement ou partiellement expropriées, même en France, sans nulle indemnité préalable. Car il y a expropriation chaque fois qu'une banque d'émission fait circuler des billets non couverts par son encaisse métallique et son portefeuille, chaque fois qu'un État emprunte à court terme sans être sûr de rembourser à l'échéance, chaque fois qu'il émet des rentes dont le service excéderait

ses ressources budgétaires exprimées en or. Expropriation réelle, mais le plus souvent brutale et inique celle-là, sans aucune compensation pour ses victimes, sans aucun profit pour l'ensemble de la société, et que des millions d'hommes ont pourtant subie comme un phénomène naturel. Mais je ne veux point insister sur ces troubles morbides du régime actuel, qu'on peut considérer, en un sens, comme les anticipations sur notre idéal socialiste, et qui m'apparaissent plutôt comme sa déformation ou sa parodie. Je préfère, avant d'achever, me souvenant que j'écris à la veille d'une consultation électorale, montrer quelle conduite notre « idéal socialiste » nous inspire dans les affaires essentielles du temps présent, c'est-à-dire dégager les règles directrices de la « politique socialiste ».

Je les enferme volontiers en deux formules très simples : solidarité internationale, prédominance de l'intérêt collectif sur les intérêts particuliers — et ces deux formules d'action, qui se tirent logiquement de mon exposé théorique, je voudrais aussitôt les défendre contre les préjugés dont je sais tout le poids. « Solidarité internationale », voilà qu'est apparue l'épithète redoutable dont on nous accable. Le socialisme « international », les « internationalistes »...! ces mots s'interprètent volontiers comme si tout socialiste, du jour où il a adhéré à son parti, s'était volontairement retranché de la communauté nationale, et de là, l'esprit de polémique aidant, il n'y a plus grand chemin à faire pour considérer tout socialiste comme l'ennemi volontaire ou inconscient de la nation, comme celui qui, en toute matière, et comme un éternel obstacle, s'oppose aux intérêts de la nation, qui, fût-ce à son insu, agit en avocat ou allié des nations adverses. Seules ainsi, une ignorance ou une stupidité allant jusqu'à nous rendre irresponsables nous sauveront d'une accusation de haute trahison. On sait que je noircis à peine ces calomnies et l'on sait aussi quel en fut parfois l'effet. C'est ainsi que l'on a essayé de dresser contre nous le sentiment patriotique et même une sorte d'instinct de conservation. Quand je parle du conflit de l'intérêt collectif et d'intérêts particuliers, je me heurte, je le sais, à des préjugés et à des calomnies du même ordre, car l'idée qui intervient ici dans l'esprit du lecteur c'est celle

de lutte de classe, les images qui apparaissent à ses yeux, c'est l'oppression, au nom de la collectivité, de certaines catégories de citoyens, c'est la guerre civile et peut-être la terreur sanglante.

Le socialisme est international en ce sens que sa réalisation est impossible dans le cadre d'une nation unique et isolée : l'exemple de la Russie suffirait à le prouver. Il s'ensuit que, pour assurer entre toutes les nations du monde une sorte de préparation isochrone, comme pour intégrer ensuite chacune d'elles dans l'harmonie totale du régime, l'entente et l'organisation internationales des travailleurs sont nécessaires. Mais jamais aucun de nous n'a conçu la société future indépendamment des caractères nationaux. Nous savons qu'une organisation collective, quelle qu'elle soit, n'est jamais vivace et puissante qu'en respectant la diversité, l'originalité des unités qu'elle rassemble. La société future doit englober les nations, mais sans les supprimer, et au contraire en se nourrissant d'elles; nous les voyons assises au foyer commun « comme des sœurs autour de l'âtre », chacune avec son génie propre et son visage familier. Dans la pratique des affaires courantes comment se manifeste notre « internationalisme »? Consiste-t-il vraiment, comme l'insinue la calomnie, à donner tort à notre pays, toujours, de parti pris, par la seule raison qu'il est notre pays? S'il en était ainsi, notre internationalisme ne serait à vrai dire qu'un chauvinisme retourné, puisque le caractère distinctif du chauvinisme est précisément de donner systématiquement raison à notre pays, toujours, en toute matière, par l'unique raison que notre pays ne saurait avoir tort. Si un chauvin peut légitimement penser ainsi de la France, un *jingoe* de l'autre côté de la Manche a le même droit vis-à-vis de l'Angleterre, et ainsi, ni la méfiance de peuple à peuple, ni les conflits, ni la guerre, n'auront jamais de fin. Mais nous ne pratiquons pas plus le chauvinisme à rebours que ce chauvinisme-là.

Notre internationalisme consiste tout simplement dans la volonté d'appliquer aux affaires où la nation est intéressée, comme à toutes les autres affaires humaines, un effort d'observation critique et de réflexion impartiale. Il consiste surtout dans la conviction, constamment confirmée par cet effort

même de la raison, qu'en l'état présent de l'évolution des sociétés, les intérêts vrais d'une nation quelconque, ses intérêts profonds et durables, ne sauraient longtemps se séparer des intérêts de toutes les autres nations du monde, ni par conséquent des intérêts généraux de l'humanité. Je ne veux pas illustrer par des exemples ces propositions, d'ailleurs bien banales. Personne n'a plus le pouvoir de limiter à une ligne de frontière le contre-coup des faits économiques; des phénomènes comme l'état des changes, la surproduction ou la sous-consommation, du chômage, la durée du travail, le taux des salaires, souvent soumis eux-mêmes, d'ailleurs, à des conditions politiques, ne demeurent pas enclos dans le cadre d'une nation; les ondes qu'ils émettent embrassent le monde. La prospérité d'une nation entière pourra dépendre de l'état de mésentente ou de concorde qui règne entre deux nations voisines, ou lointaines; le sort d'une industrie anglaise peut être lié tantôt aux vicissitudes de la Révolution en Chine, tantôt à la maladie d'un arbuste aux États-Unis. La solidarité entre les nations est un fait; elle est engendrée par la nécessité même des choses et non pas conçue par un caprice de l'esprit. Ainsi, comme l'a proclamé Jaurès, il y a longtemps, patriotisme vrai et internationalisme vrai se confondent. Quand nous demandons que la notion de solidarité serve de règle première à la conduite des affaires internationales, nous servons l'intérêt vrai de la notion française, son intérêt matériel et presque égoïste, autant que son intérêt moral.

C'est dans cet esprit que nous avons essayé de résoudre les problèmes les plus ardus de l'heure actuelle : Réparations, Rapports avec l'Allemagne, Sécurité, et les hommes avertis savent que nos solutions n'eussent pas été moins favorables à l'intérêt particulier de la France qu'à la prospérité de l'Europe et à la paix. C'est dans cet esprit que nous essaierons de protéger la paix du monde, que seul le socialisme fondera sur des bases inébranlables en supprimant les causes mêmes de la guerre, par l'organisation internationale du contrôle des armements, des garanties mutuelles entre les États, de l'arbitrage, des sanctions éventuelles. Nous proposons, entre les nations, au nom du même principe, une solidarité fiscale

qui se traduirait par des conventions internationales sur le régime des valeurs mobilières, sur le contrôle des banques, sur la police et la répression des fraudes, sur l'extradition des capitaux évadés, une solidarité monétaire et financière dont l'effet serait de généraliser et d'étendre à l'Europe entière les méthodes curatives que la Société des Nations a pratiquées en Autriche et que le Rapport récent des Experts propose d'introduire en Allemagne : Instituts internationaux d'émission, Système international d'avances et crédits aux pays incapables de consommer ou de produire, peut-être une monnaie internationale gagée sur des emprunts ou des impôts internationaux, solidarité économique, qui trouverait son expression, non seulement dans cette législation internationale du travail dont Albert Thomas entretenait récemment les lecteurs de la *Revue de Paris*, mais dans un système de distribution internationale de la main-d'œuvre et des matières premières.

Quand nous parlons de solidarité internationale, nous ne nous posons donc pas en ennemis de la patrie, mais en amis de l'humanité, en amis de la civilisation et de la paix. L'ai-je assez fortement fait sentir? Ai-je dissipé, chez le lecteur impartial, une prévention aussi injuste que funeste? Je le souhaiterais, et je voudrais montrer avec la même netteté ce que nous entendons en théorie comme en pratique, quand nous parlons de l'antagonisme de l'intérêt collectif et des intérêts privés, de la prévalence nécessaire de l'un sur les autres. Lutte de classe est une des formules essentielles du socialisme. Elle signifie que le régime actuel de la propriété crée une contrariété d'intérêts inévitable entre ceux qui disposent des moyens de production et ceux qui ne disposent que de leur force personnelle de travail, c'est-à-dire entre les « capitalistes » et les « prolétaires ». Elle signifie que le régime nouveau de la propriété, celui que nous voulons instaurer, ne nous sera pas offert en don gracieux, en quelque nuit du 4 août héroïque, par ceux dont il détruisait le privilège, mais que le prolétariat devra le conquérir par son action propre, par son action « de classe ». Mais si la classe ouvrière ne compte que sur ses seules forces pour construire la société nouvelle, elle n'a jamais entendu l'aménager à son seul avantage. Elle ne veut pas tirer représaille, par une injus-

tice renversée, de la longue injustice qu'elle a subie. La victoire sera obtenue par elle seule, non pas pour elle seule. C'est la société actuelle qui a créé l'antagonisme des classes; la société future devra la faire disparaître, assembler toutes les activités humaines dans la même tâche, cultiver cet héritage unique qu'est la terre pour le profit, pour le bien-être et, s'il se peut, pour le bonheur de tous les hommes.

Toute mesure qui, dans l'état présent des choses, s'inspire du bien collectif, fût-ce aux dépens de quelques privilèges particuliers, nous rapproche de cet idéal. C'est en ce sens que nous réclamons un ample système d'éducation nationale, assurant à chaque homme le plein développement de ses qualités individuelles, assurant à la collectivité le meilleur rendement de chaque individu. C'est en ce sens que nous proposons, comme travail de première urgence, un plan d'hygiène sociale, de protection de l'enfant contre la mortalité, de l'adulte contre la maladie. Nous exigeons, pour le travailleur, un logement sain, une nourriture abondante, des conditions de travail qui n'épuisent pas prématurément sa force, qui lui permettent de profiter de son loisir, qui ne l'obligent pas à adjoindre à son salaire celui de sa femme et des enfants, qui garantissent la sécurité de sa vieillesse. Tous ces progrès ne peuvent s'accomplir que par la limitation de certains profits et la compression de certains privilèges. Ils supposent d'autre part une fiscalité un peu brutale, mordant peut-être rudement sur la fortune acquise. Mais ils répondent à l'intérêt suprême de la société qui est de protéger, d'entretenir, de perfectionner son matériel mécanique. C'est encore en ce sens que nous cherchons à développer toutes les institutions qui, dans la société présente, devancent et préparent la société future, comme les syndicats et les coopératives, ou que nous voulons faire participer tous les travailleurs, qu'ils travaillent de leur cerveau ou de leurs mains, à la gestion des services publics et même des entreprises privées. Car l'intérêt commun exige — dès aujourd'hui — que le travail ait sa part et sa responsabilité dans la direction de l'économie nationale.

Voilà comment l'idée de classe se traduit dans notre politique positive. Certes, nous demeurons un parti révolution-

naire, en ce sens que des réformes totalisées ne parviendront jamais, selon nous, à transformer ce qui est l'essence et le cœur de la société actuelle, c'est-à-dire le régime même de la propriété; nous pensons qu'à un moment donné, et après une évolution plus ou moins lente, une sorte de solution de continuité s'établira fatalement entre la société présente et la société future. La Révolution c'est ce *saltus* que la nature ne fait pas, suivant Leibnitz — et encore serait-il peut-être contredit sur ce point par les théoriciens les plus modernes de l'évolution des espèces — mais que les communautés humaines ont déjà fait à quelques reprises dans l'histoire. Professant une doctrine de fraternité humaine, nous souhaitons ardemment que cette révolution soit amiable et pacifique. Plus que tout autre parti, le socialisme a l'horreur de la violence et du sang.

Nous souhaitons également que la transformation sociale — ce qui est le vrai sens pour nous du mot de Révolution — puisse s'accomplir par les procédés légaux, par une victoire du suffrage universel par exemple. Mais, à cet égard, les leçons de l'histoire nous rendent quelque peu sceptique. Nous ne sommes pas bien sûr que la légalité, comme cela est arrivé déjà dans l'histoire, au jour précis où nous pourrions l'invoquer à notre profit, ne nous fasse pas défaut. Nous ne sommes pas bien sûr que les représentants et dirigeants de la société actuelle, au moment où ses principes essentiels leur paraîtraient trop gravement menacés, ne sortent pas eux-mêmes de la légalité pour entrer dans ce qui leur paraîtrait le Droit. Cela est arrivé au 2 Décembre; cela est arrivé beaucoup plus récemment, très près de nous. Un coup de force qui protège le régime social profite généralement de beaucoup de sympathie. Si le socialisme se liait définitivement par le respect juré de la légalité, il risquerait de jouer un jeu de dupe. Qui pourrait d'ailleurs nous en faire reproche?

Les Républicains, même modérés, n'ont pas oublié, je pense, les origines de la République dans ce pays. Jamais la République n'a été proclamée, en France, par la vertu d'un vote légal rendu dans les formes constitutionnelles. Au 10 août 1792, en février 1848, au 4 septembre, elle fut installée par la volonté du peuple, insurgé contre la légalité existante.

Nous avons aujourd'hui le suffrage universel, mais il existait au 4 septembre, il existait, à peu de chose près, au 10 août. Il n'était alors qu'une fiction; mais est-il aujourd'hui une pleine réalité? L'influence du patron et du propriétaire ne pèse-t-elle pas sur les électeurs, avec la pression des puissances d'argent et de la grande presse? Tout électeur est-il libre du suffrage qu'il émet, libre par la culture de sa pensée, libre par l'indépendance de sa personne? Et pour le libérer, ne faudrait-il pas précisément une Révolution.

***

Il me serait aisé de montrer que l'idée même de Dictature du Prolétariat dont on a fait contre nous un si horrifique usage, nous vient aussi, par héritage direct, de la tradition révolutionnaire du XIXe siècle. Le régime socialiste, une fois organisé, se fondera sur les règles pleinement démocratiques. Mais, ainsi qu'il advint, par exemple, aux Républicains de 48, nous ne pourrons éviter une période d'intervalle, de transition, entre la suppression des institutions anciennes et l'instauration des institutions nouvelles. Et cette période extra-légale, ou inter-légale, sera, par définition, une période de Dictature, ce qui ne signifie nullement une période de terreur. Mais je n'insiste pas davantage. Il me déplairait que cette controverse polémique contre les objections ou les préventions dont notre action est sans cesse entourée me détournât de ce qui a été mon vrai dessein.

Ce dessein, ce fut avant tout, comme le titre même de cette série d'articles me l'imposait, de montrer le socialisme sous sa forme idéale, de faire sentir à quoi il tend, et sur quelle qualité de sentiments ou d'aspirations il repose. Certes, je n'entends pas soutenir que tous les sentiments généreux de l'âme humaine ne se sont manifestés dans le monde qu'avec les doctrines socialistes. Ils sont plus anciens, s'ils ne sont pas éternels. L'instinct de justice, de moralité, de solidarité humaine qui trouve aujourd'hui son expression dans le socialisme, a, tout au long de l'histoire. affecté d'autres formes et porté d'autres noms. C'est cet instinct qui a fait la force des religions modernes qui, à la naissance, dans leur

première phase de prosélytisme populaire, se sont tour à tour adressées à lui. Sans remonter si loin, un disciple de Rousseau, un jacobin de la Convention, un démocrate de 1848 étaient probablement mus par les mêmes sentiments qui font aujourd'hui le ressort et la force vive de notre action. Mais — là est le point essentiel — la foi socialiste est la seule forme de cet instrument universel qui s'applique exactement aux conditions actuelles de la vie sociale, de la vie économique. Toutes les autres sont discordantes ou retardataires. Toutes les autres ont été dépassées par le cours des temps.

Voilà ce qui explique que tant de grands esprits aient pu passer à côté d'elle sans l'entrevoir, comme jadis les navigateurs, sans s'en rendre compte, passaient au large de continents inconnus. Seul, le développement économique des sociétés permet à l'humanité de s'élever ainsi, de degré en degré au niveau de certaines idées — si claires cependant, si impérieuses qu'il semblait qu'elles dussent s'imposer aussitôt à toute raison. Un Platon n'a même pas soupçonné l'effroyable iniquité du droit de conquête et de l'esclavage. Un Rabelais, un Pascal, n'ont même pas entrevu les principes moraux et politiques que la Révolution de 89 a publiés dans le monde et que la raison humaine ne discutera plus... Et, pour beaucoup d'hommes de ce temps, le socialisme commence seulement à dépouiller son apparence de chimère, d'aberration ou de folie.

J'ai essayé de le présenter sous sa figure vraie. J'ai essayé de formuler les vérités inévitables qu'il recèle en lui. Même si on le combat, le déteste ou le redoute, encore vaut-il mieux le connaître tel qu'il est. Et peut-être, mieux connu, éclairera-t-il d'une lumière imprévue certains aspects de la société et de la vie. Peut-être attirera-t-il à lui quelques sympathies nouvelles, car il n'en rebute aucune, et il a encore ceci de commun avec les religions qu'il profite de toutes les occasions et de tous les lieux, pour continuer sa chasse aux âmes de bonne volonté.

LÉON BLUM,
Secrétaire du groupe socialiste à la Chambre des députés.

LA FIN D'ALEXANDRE Ier [1]

VIII

Le camp de Lestchine se trouvait à 15 verstes de la grande route postale qui allait de Jitomir à Berditchev, et la 8e brigade d'artillerie campait dans le village de Mlinistchy, à 3 verstes de Lestchine. Toutes les chaumières de paysans étaient bondées; aussi, la plupart des officiers logeaient-ils sous des tentes et dans des baraquements.

Dans une des baraques étaient couchés sur des lits de camp deux sous-lieutenants d'artillerie de la 8e brigade : Sacha Frolov, un jeune homme de dix-neuf ans, et Micha Tchernoglasov, son aîné de peu d'années. Étendu sur le dos, les jambes croisées très haut et fumant une grosse pipe, Micha chantonnait d'une voix qu'il s'efforçait de rendre rauque :

J'aime le combat sanglant,
Je suis né pour le service tsarien.

La baraque, construite en branchages enduits d'argile, ressemblait à un grenier; sur le plancher de terre, étaient entassés les lits de camp; il n'y avait pas de fenêtres, la lumière pénétrait seulement par la petite porte. A cette heurel elle était fermée et il faisait sombre dans la baraque; un seu, rayon de soleil glissait à travers une fente de la toiture, au-dessus du lit de Sacha et dessinait sur le mur un petit tableau vivant, renversé, comme il s'en produit dans une chambre noire : en bas, le ciel bleu avec des nuages blancs tout ronds;

1. Voir la *Revue de Paris* des 1er et 15 avril.

en haut, le chaume jaune, les arbres verts, les moulins à vent, les tentes blanches et les menus soldats marchant les pieds en l'air; par moments, ce petit tableau se troublait, se disloquait, puis de nouveau redevenait lumineux et répandait dans l'obscurité un demi-jour irisé, féerique. Sacha se délectait à le contempler. « Que ce serait beau, pensait-il, si tout était ainsi en réalité, sens dessus dessous! Ce serait effrayant et charmant! »

— Allons chez les Slaves, veux-tu? — dit Tchernoglasov.

S'il avait dit : allons chez les Tsiganes, ou « chez ces demoiselles », Sacha aurait compris; mais ce que signifiait : *les Slaves*, il l'ignorait; cependant, il ne voulait pas le laisser voir, il avait honte d'ignorer ce que tout le monde sait, ce que doit savoir tout homme qui veut passer pour un fier gaillard.

— Non, Micha, on joue au pharaon aujourd'hui chez le capitaine Pykhatchev, il faut que je prenne ma revanche; l'autre jour, après la dernière coupe, j'ai joué de malheur et je fus décavé, — répondit-il avec une nonchalance affectée, puis il se mit à chantonner, en jetant alternativement une jambe sur l'autre, exactement comme Tchernoglasov, car il le singeait en tout :

Je me saoulerai comme un cochon,
J'y laisserai mes épaulettes et ma bourse.

— Pykhatchev ne sera pas chez lui : il est chez les Slaves.

— Eh bien, allons alors à Jitomir, au théâtre; il y a là une petite choriste gentillette...

— Au diable le théâtre! Allons plutôt chez les Slaves, — répliqua Tchernoglasov.

— Quels Slaves? — demanda enfin Sacha, ne pouvant plus retenir sa curiosité.

— Tu ne sais donc pas? Tout le monde le sait. Seulement. c'est un grand secret....

— Que me chantes-tu là? Un secret, et tout le monde le sait?...

— Mais oui, secret seulement pour les autorités, mais les camarades sont informés. Les Slaves, ce sont des conjurés...

Sacha se souleva sur un coude et ses yeux s'arrondirent de surprise :

— Des conjurés? Des francs-maçons, peut-être?

— Non, pas des francs-maçons, mais une société secrète d'hommes bien intentionnés, qui ont juré d'améliorer la destinée de leur patrie, — déclara Micha, comme s'il lisait un placard, puis il se tut, plein de mystère.

— Mais est-ce bien vrai? Tu blagues!

— Pourquoi blaguer? Allons-y : tu verras de tes propres yeux.

— Mais est-ce qu'on peut s'y présenter comme ça? Personne ne m'y connaît.

— Cela ne fait rien. Je te servirai de parrain. Tous les nôtres sont là. Il est grand temps que tu y paraisses en bon camarade. Aurais-tu la frousse? Certes, cela pourrait tourner mal. Que diraient papa, maman?... Alors, ami, si tu as la frousse, il ne faut pas y toucher, et que le bon Dieu te bénisse.

Sacha sentit ses joues s'enflammer sous l'offense, et ses yeux se remplirent de larmes.

— Et tu n'as pas honte, Micha? Est-ce que jamais j'ai refusé de suivre les camarades? C'est entendu, allons-y!

La conférence des Slaves et de la Société du Midi était fixée à sept heures du soir, chez le sous-lieutenant Andreïevitch cadet. L'endroit était isolé : une maisonnette dans une sapinière tout au bout du village, au bord d'une falaise dominant une petite rivière. Les conjurés, qui arrivaient à cheval du camp de Lestchine, laissaient leurs montures dans le village et traversaient la forêt à pied et isolément, afin de ne pas éveiller de soupçon.

Tout avait pris un aspect nouveau, un aspect de conjuration, lorsque Sacha et Micha s'approchèrent de la maisonnette où logeait Andreïevitch. Dans les ténèbres de la soirée suffocante, dans le silence du ciel et de la terre précédant l'orage, un souffle glissait par moments, faible comme un soupir, et les cimes des arbres se parlaient bas, mystérieusement; puis, tout redevenait silencieux, impénétrable...

Lorsque les deux jeunes officiers entrèrent dans la chaumière, les figures pourtant familières des camarades parurent étrangères à Sacha. « C'est donc ainsi que sont les conjurés », pensa-t-il. Et les chandelles de suif sur la table longue jetaient une sinistre lueur vacillante, et les murs blancs semblaient

dire : prenez garde, les murs ont des oreilles ; et par les sombres fenêtres, les éclairs passagers clignotaient dans un mystérieux zigzag comme si des conjurés célestes faisaient des signes aux conjurés terrestres.

La séance n'avait pas encore commencé. Tchernoglasov présenta Sacha à Pierre Ivanovitch Borissov, à Gorbatchevsky et au commandant du régiment d'infanterie de Penza, Spiridov, qui venait d'être élu médiateur des Slaves et des conjurés du Midi.

— Soyez le bienvenu, — dit Gorbatchevsky. — Dans quelle Société désirez-vous entrer : la nôtre ou celle du Midi?

Sacha ne savait que répondre.

— Dans celle du Midi, — trancha nettement pour son compte Tchernoglasov.

— Prenez alors connaissance des buts de la Société, — dit Gorbatchevsky en lui tendant un mince cahier dans un cartonnage bleu foncé, sur lequel on lisait : Canon d'État, extrait succinct de la *Vérité Russe* de Pestel pour les nouveaux membres de la Société.

Sacha s'assit à table et se plongea dans cette lecture. Mais il comprenait mal ce qu'il lisait, et cela l'ennuyait. Il ne s'était jamais intéressé à la politique ; il ne savait pas bien ce que signifiaient les mots de constitution, révolution, république. Mais il saisit quand il lut : « Le but de la Société est d'établir en Russie le régime républicain à l'aide de la révolution militaire avec l'anéantissement des membres de la famille régnante. »

« Oui, il pourrait nous en cuire », pensa-t-il, et soudain, il se sentit plein d'entrain, de terreur et de joie.

Feignant de lire, il écoutait et observait. Quantité de chefs : des commandants de compagnie, de bataillons, de régiments. D'un seul regard de ces hommes, quand il se trouvait dans les rangs, dépendait le sort de Sacha ; chacun d'eux pouvait le réprimander, le brusquer, le malmener, le mettre en jugement ; ils le pouvaient *là* ; ils ne le pouvaient *ici* : ici, tous sont égaux, comme si la république était un fait accompli ; ici, tout présente un étrange aspect : les supérieurs sont devenus les inférieurs, les inférieurs, les supérieurs. Tout y est autre, tout y occupe un ordre inversé, comme dans ce petit

tableau que le rayon du soleil dessinait sur le mur de la baraque : la terre en haut, le ciel en bas. La tête tourne, mais que c'est beau, terrible et séduisant! Il ne regrette pas d'avoir renoncé aux cartes, au cirque et au théâtre.

— Viens, maintenant, boire l'eau-de-vie, — lui cria Tchernoglasov.

Ils s'approchèrent du guéridon aux hors-d'œuvre.

— Tous les hommes qui pensent noblement ont décidé de secouer le joug de l'autocratie. On a assez souffert, enduré d'humiliations, — pérorait d'une basse grasse et autoritaire le colonel du régiment des hussards, Artamon Zakharovitch Mouraviov, gratifié d'un gros bedon et d'allure apoplectique, tandis qu'il dévorait un morceau de hareng déjà précédé d'un verre de vodka. Il énumérait tous les grands dignitaires en ajoutant tous les deux ou trois noms :

— Des protocanailles!

Et la basse grasse ronflait, la pomme d'Adam tremblait, le gros cou s'injectait de sang, tout comme, dressé devant les rangs, lorsqu'il criait à ses hussards : « Septième peloton, protocanailles! Êtes-vous en veine de vous endormir? Gare, si je me mets à vous réveiller! »

Ici, il pestait contre tous, surtout contre le souverain. Soudain, sur le compte de ce dernier, il lança quelque chose de si malsonnant que Sacha en demeura tout interdit. Sacha se souvint qu'au bal du pan[1] Polianovski, le même Artamon Zakharovitch, faisant grand cas des sentiments d'amour du peuple russe pour le Tsar et la patrie, avait répété ces propres paroles, soi-disant prononcées à la bataille de Borodino : « Quand je serai tué, faites ouvrir ma poitrine et vous verrez sur mon cœur l'empreinte de l'aigle impériale avec le chiffre « *A. P.* » (Alexandre Pavlovitch). Et maintenant, voilà ce qu'il en dit! D'ailleurs, cela n'étonnait pas Sacha; il n'était pas plus surpris de cela qu'il ne l'avait été par le paysage inversé montrant les hommes les pieds en l'air.

— Vedeniapotchka, ma jolie, verse-moi un petit verre de cette bonne eau-de-vie de poivre, — cria Artamon Zakharovitch en s'adressant au sous-lieutenant Vedeniapine

1. Gentilhomme en polonais.

avec qui il venait à peine de faire connaissance et qu'il tutoyait déjà.

Il but, fit claquer sa langue, mangea un agaric salé et passa insensiblement de la politique aux femmes.

— L'autre jour Hedvige Sigismondovna disait qu'à Paris on a inventé des chemises transparentes : quand on se revêt d'une pareille chemise, on voit tout à travers...

Et en illustrant cette nouvelle d'une anecdote obscène, il éclata d'un gros rire qui évoquait le fracas d'un lourd chariot passant sur des cailloux.

Tchernoglasov présenta Sacha à Artamon Zakharovitch; au bout de cinq minutes, celui-ci le tutoyait, lui tapait sur l'épaule, le régalait de petits verres d'eau-de-vie.

— Tu n'es encore qu'un jouvenceau, et cependant tu sacrifies ta vie pour le bien de la patrie! Ah, jeunesse, jeunesse, je t'aime, ma foi! Buvons sec, Sachenka!

Et le voilà assommant Sacha de ses embrassades. Il puait la vodka, le hareng et l'eau de lavande dont il se parfumait copieusement; ses ongles étaient sales, ses doigts ornés de bagues, dont les pierres paraissaient fausses; et tout son extérieur avait quelque chose de faux. Mais Sacha croyait qu'un conjuré devait avoir cet air-là.

— Cette brute obèse me déplaît horriblement, — fit une voix sur un ton si élevé que Sacha se retourna; mais Artamon Zakharovitch n'entendit pas ou feignit de ne pas entendre.

Athanase Dmitriévitch Kouzmine, membre de la Société du Midi, ou, en jargon soldatesque, Nastassey Mitritch, ou, encore plus familièrement, « Nastassiouchka », était un gaillard bourru, échevelé, hirsute, aux moustaches relevées en pointe, aux favoris en désordre, comme si un vent violent se plaisait à les hérisser; ses yeux noirs, affectés de strabisme, accentuaient encore cet air féroce; c'était un vrai « brigandeau de Mourome [1] », autre surnom que lui donnaient ses camarades avec, cependant, un sourire plein de bonhomie, et dans ce sourire le doux sobriquet de « Nastassiouchka ».

Auprès de Kouzmine se tenait un jeune homme élancé, au beau visage pâle, rappelant lord Byron. Il était lieutenant au même régiment, et se nommait Mazalevsky.

1. La forêt de Mourome, connue de longue date comme repaire de brigands.

Lorsque Artamon Zakharovitch, faisant mine de ne pas entendre, se remit à parler politique, Kouzmine lui jeta obliquement un regard féroce et dit plus haut encore :

— Bravache de rien du tout!

— Allons, du calme, Nastassey Mitritch, — supplia Mazalevsky en s'efforçant de l'apaiser; et il lui flattait la tête de sa main douce, comme on le fait à un chien en fureur. — Quel ourson sauvage tu fais! Pourquoi donc t'attaquer aux gens, brigandeau de Mourome?

— Fiche-moi la paix, Mazilka! J'ai horreur des vantards...

— Saviez-vous, messieurs, que notre Nastassiouchka avait failli occire un homme, — se mit à conter Mazalevsky. Évidemment, il parlait ainsi dans le dessein de détourner l'attention et d'éviter une rixe. — Voici le fait. S'étant imaginé que la révolution allait éclater au plus prochain jour, Kouzmine rassembla sa compagnie et lui révéla le but de la conjuration. Les soldats, qui lui étaient dévoués, firent serment de le suivre partout où il les mènerait. Puis, se présentant à l'assemblée de la Société, il déclara que sa compagnie était prête et attendait seulement l'ordre de marcher. « A quand donc est fixée la révolution? » demandait-il à tous. « Personne n'en sait rien, tu as tort de te presser », lui répondit-on. « C'est dommage, et moi qui pensais commencer aussitôt; les bavardages ne mènent à rien. D'ailleurs, mes lapins savent garder bouche close, il n'y a que le sous-officier Bogouslavsky qui pourrait nous trahir! Je l'ai envoyé à Jitomir avertir les nôtres de l'imminence de la révolution. — Qu'as-tu fait! clamèrent tous les autres. Bogouslavsky est un sot et un bavard : il raconte tout à son oncle, le chef de l'artillerie du 3e corps. Nous voilà perdus! — Eh bien, c'est facile à arranger. Demain, vous le trouverez mort dans son lit! » déclara Kouzmine, et il se précipita hors de la chambre. Tout le monde courut à sa suite, on le rattrapa, mais on eut bien de la peine à lui faire entendre qu'il convenait d'épargner la vie à un imbécile, à qui on pouvait aisément faire accroire que tout cela n'était que mystification.

— Et je le tuerai! S'il ose souffler un mot, je l'assomme! — gronda Kouzmine quand Mazalevsky eut achevé le récit.

— Tu n'assommeras personne, ma Nastassiouchka, car tu es une bonne fille.

— Allez tous au diable! — s'écria Kouzmine furieux. — Si la date de la révolution n'est pas fixée aujourd'hui même, je prends ma compagnie et je marche seul!

— Mais de quel côté marcheras-tu?

— Sur Pétersbourg, sur Moscou, chez la mère de Satan, car je suis las d'attendre!

Sacha écoutait, observait avidement et son cœur se pâmait comme au temps de son enfance quand il roulait dans le petit traîneau d'une montagne de glace, ou bien quand il rêvait dans son sommeil qu'on pouvait polissonner, casser les objets, briser les vitres et ne rien craindre, tout étant permis.

— Mais d'où, messieurs, nous viendra l'argent pour ravitailler les troupes? — demanda le colonel Vassili Karlovitch Tisenhausen, un Allemand élégant et blondasse, dont le visage exprimait un dégoût perpétuel, comme s'il respirait sans cesse une odeur nauséabonde.

— On pourrait en prendre dans le trésor du régiment, — suggéra quelqu'un.

— Et les caves de la comtesse Branitski, on les oublie donc? — hurla Artamon Zakharovitch. — Voilà de quoi faire sa pelote : cinquante millions en or, ce n'est guère à dédaigner!

— Un honnête conseil! — fit Tisenhausen avec une grimace de dégoût : — débuter par le pillage et le brigandage, nous promettrait une jolie fin. Non, messieurs, je n'en serai pas, je ne toucherai pas à l'argent des autres...

— Nous le savons bien : les Allemands sont un peuple d'honneur, — grommela Kouzmine.

— Ma parole, — reprit Vassili Karlovitch, — je donnerai plutôt ma dernière chemise, je vendrai les jupons de ma femme...

— Les hommes donnent leur vie, et lui, les jupons de sa femme!

Tisenhausen entendit et se piqua de cette remarque.

— Permettez-moi de vous dire, monsieur le lieutenant, que votre observation est inconvenante...

— Que voulez-vous, monsieur le lieutenant-colonel! Nous ne sommes pas ici dans les rangs, et je me moque de vos façons maniérées. Mais si vous désirez recevoir satisfaction...

— Allons, Mitritch, laisse...

On les entoura et on finit par les séparer. Mais un autre conflit ne tarda pas à s'élever. La conversation s'engagea sur les moyens de préparer les sous-officiers et les soldats à la révolution.

— Ces imbéciles ne demandent pas un long entraînement, — dit le capitaine Pykhatchev, commandant de la cinquième compagnie montée. — Je ferai avancer un tonneau d'eau-de-vie, j'alignerai les chanteurs et je crierai : « Mes gas, suivez-moi! »

— Et moi je leur ferai donner du lard dans la bouillie, et ça les rendra prêts à aller n'importe où. Je connais le soldat russe, — ricana Tisenhausen avec une mine de dégoût.

— Et mon régiment à moi, s'il refusait de me suivre, je le ferais marcher à coups de bâton! — tonna Artamon Zakharovitch, avec ce même bruit de chariot passant sur des cailloux.

— Libérer le peuple à coups de bâton, jolie démocratie! — clama Gorbatchevsky. — Quelle honte, messieurs, quelle ignominie!

— Engeance de seigneurs! Sacrés aristos! — siffla en pâlissant de rage le lieutenant Soukhinov; son visage atrabilaire et maladif exprima la douleur d'un homme à qui l'on aurait marché sur un cor. — Voilà comment sont ceux à qui nous nous associons!

Comme naguère à Vassilkov, tous ressentirent cette ligne de démarcation qui séparait les deux Sociétés, désunies dans leur union même, telles l'huile et l'eau.

— Au fait, qu'attendons-nous? — demanda Soukhinov. — La réunion devait commencer à 8 heures, et il est 9 heures passées.

— On attend l'arrivée de Serge Mouraviov et de Bestoujev, — répondit Spiridov.

— Pour un moine, l'abbaye ne chôme pas, — fit Soukhinov.

— Que faire? On ne saurait se passer d'eux.

— Eh bien, séparons-nous, voilà tout!

— Se séparer sans avoir pris une décision? Et à cause d'une bagatelle?

— L'honneur, monsieur, n'est pas une bagatelle! Celui qui se plaît dans le rôle de laquais, à son aise; moi, je ne veux pas! Vous m'entendez?...

— Ils arrivent! Ils arrivent! — annonça Gorbatchevsky en jetant un regard par la fenêtre.

Des pas, des voix résonnèrent sur le perron; la porte s'ouvrit et apparurent Serge Mouraviov, Bestoujev, le prince Golitsine et les autres membres de la Société du Midi, venus du camp de Lestchine.

Mouraviov présenta ses excuses : il était en retard car on l'avait mandé et retenu à l'état-major.

On s'assit, les uns auprès de la table, posée au milieu de la chambre, les autres sur les banquettes rangées le long des murs. Les sièges n'étant pas en nombre, plusieurs restèrent debout. Le commandant du régiment de Penza, Spiridov, fut élu président de l'assemblée. Sa physionomie était agréable, calme et intelligente, mais d'expression double : quand il parlait, il paraissait plein d'assurance; quand il se taisait, ses yeux exprimaient l'indolence, la faiblesse et l'indécision.

Après avoir expliqué brièvement le but de la réunion, la résolution dernière concernant la réunion des deux Sociétés, le président donna la parole à Bestoujev.

Bestoujev s'exprimait en termes obscurs, embrouillés et verbeux. Mais il y avait une force irrésistible de conviction dans sa voix sonore et frissonnante, dans ses grands gestes, dans la pâleur de son visage, dans l'éclat de ses yeux et le toupet roux de sa tête qui se dressait comme une langue flamboyante. Véritable tribun populaire, tentateur et charmeur des foules, petit, fragile, frivole, il se laissait entraîner par le tourbillon des paroles, sans discerner lui-même où ses discours allaient le porter, à quelle hauteur il allait monter. « L'enthousiasme fait du pygmée un géant », se souvint Golitsine.

Il serait vain de reproduire les discours de Bestoujev, comme il est impossible de rendre en paroles la musique. Mais le sens de ce qu'il disait était celui-ci :

« Les forces de la Société du Midi sont énormes. Moscou et Pétersbourg sont déjà prêts à faire la révolution, de même la seconde armée et plusieurs régiments du 3e et du 4e corps. Il ne reste qu'à saisir le moment favorable, et tout sera prêt à marcher. Les tribunaux de la Société se trouvent à Toultchine, Vassilkov, Kamenka, Kiev, Vilna, Varsovie, Moscou, Pétersbourg et dans plusieurs autres villes de l'empire. La Société Polonaise est nombreuse; ses membres sont dispersés non seulement dans le Royaume Polonais, mais aussi en Galicie et dans le duché de Posen; ils sont prêts à partager avec les conjurés russes le danger du coup d'État et à leur venir en aide de tous leurs moyens. La Société Secrète russe se trouve aussi en relations avec les autres Sociétés politiques de l'Europe. En 1816, notre constitution avait été communiquée par le prince Troubetskoï à nos amis étrangers, soumise aux plus éminents savants et entièrement approuvée par eux. On avait chargé le comte de Polignac d'informer les libéraux français que prochainement la régénération de la Russie allait s'accomplir. Le prince Volkonsky, le général Raïevsky, le général Orlov, le général Kisselev, Youchnevsky, Pestel, Davidov et plusieurs autres chefs de divisions et de régiments sont membres de la Société. Tous ces hommes distingués ont fait serment de mourir pour la patrie », dit l'orateur en terminant.

Golitsine savait que jamais personne n'avait porté la constitution dans les pays étrangers, que ni Kisselev ni Raïevsky ne faisaient partie de la Société et que Polignac s'y intéressait comme aux neiges d'antan; il savait que presque tout le reste du discours de Bestoujev était pur mensonge.

« Comment peut-il mentir si effrontément? » s'étonnait Golitsine.

— La parole est à Gorbatchevsky, — annonça le président.

— Nous, Slaves unifiés, qui avons prêté serment de consacrer toute notre vie à l'affranchissement des nations slaves, nous ne pouvons violer ce serment, commença Gorbatchevsky. Or, nous nous demandons si, en nous subordonnant à la Société du Midi, nous aurons la faculté de

réaliser nos vœux? Saura-t-elle reconnaître toute l'importance de notre dessein, et, sacrifiant l'avenir au bien présent, ne va-t-elle pas nous interdire le maintien de nos relations avec les autres nations slaves? Sont-elles, enfin, telles que vous l'affirmez, les forces de la Société du Midi?...

Tout ce qu'il disait était sensé, loyal, véridique; mais tant de bon sens après les mensonges de Bestoujev écorchait les oreilles comme le grincement d'un clou sur le verre après une mélodie.

— Non, Gorbatchevsky, vous faites erreur. La régénération de la Russie ouvrirait à tous les peuples slaves le chemin de la liberté. La Russie affranchie de la tyrannie, affranchirait la Pologne, la Bohême, la Moravie, la Serbie, la Transylvanie et les autres pays slaves, elle y établirait des républiques et les réunirait en une fédération, — reprit Bestoujev, et de nouveau retentirent les accents enchanteurs... Oui, notre but est le même, et nos forces vous appartiennent, à la seule condition que vous vous soumettiez en tout à la Douma Souveraine de la Société du Midi, — ajouta-t-il sans trop insister.

— Quelle Douma? Où est-elle? De quelles personnalités est-elle composée? — questionna Soukhinov.

— Selon les règlements formels de la Société, je ne puis vous le révéler, — répliqua Bestoujev. — Mais veuillez bien regarder ceci.

Il prit un crayon, une feuille de papier, dessina un cercle, écrivit à l'intérieur : *Douma Souveraine*, y traça des rayons, à l'extrémité desquels il fit d'autres cercles, plus petits.

— Le grand cercle central, ou le centre, est la Douma Souveraine; les lignes partant de ce cercle sont les intermédiaires, et les petits cercles, les districts qui communiquent avec la Douma, non pas directement, mais par les intermédiaires.

Tous s'attroupèrent, écoutèrent, et examinèrent le tracé avec respect, comme s'il représentait un symbole magique. Sacha tendit le cou et écarquilla les yeux.

— Y êtes-vous? — demanda Bestoujev.

— Je n'y vois goutte, — fit Soukhinov, et son visage reprit son expression douloureuse. — Allez au diable avec vos

hiéroglyphes! Veuillez vous expliquer, monsieur, convenablement! Il nous faut des preuves...

— Inutile! Inutile! Nous croyons sans preuves! — crièrent tous les assistants.

— Nous croyons, nous croyons! — clama Sacha plus haut que les autres. — Pourquoi cette défiance? Il faut se sentir heureux de participer à une affaire d'un si haut intérêt public...

Tous les assistants le regardèrent, et il rougit.

— Et la révolution militaire, dixième affaire, s'il vous plaît? — fit subitement Borissov, qui s'était tu jusqu'à ce moment. Demeuré assis, les yeux baissés, comme s'il ne voyait ni n'entendait rien, il fumait sa petite pipe, et, par moment, attrapait les papillons nocturnes qui traversaient la flamme de la chandelle; puis, avec un soin infini, pour ne pas froisser leurs ailes délicates, il les relâchait par la fenêtre. — L'autre jour, vous avez parlé, Bestoujev, de la révolution militaire, dixième affaire, s'il vous plaît?

— La révolution militaire, cela veut dire commencer par la révolte des troupes, — répondit Bestoujev; — une fois que les troupes sont prêtes à marcher, on peut jeter bas n'importe quel gouvernement. Nous avons en vue l'exemple de deux révolutions, l'une, la révolution française, qui fut accomplie par la populace avec toutes les horreurs de l'anarchie, et l'autre, la révolution espagnole, méthodiquement conduite par la force militaire, et s'appuyant sur le pouvoir royal. Chez nous tout irait mieux encore, car nous commencerions par la suppression du souverain...

— Lorsqu'un souverain sera supprimé, il y en aura un autre, — observa Gorbatchevsky.

— Il n'y en aura pas d'autre.

— Mais de par la loi d'hérédité...

— Point d'hérédité! Tout sera aboli! — clama Bestoujev en passant la main sur la table . . . . . .

. . . . . .

— Il importe de ne verser nulle goutte de sang humain,— fit le colonel Tisenhausen.

— Il n'y aura presque pas d'effusion de sang, — dit Bestoujev d'un ton rassurant.

— Eh, pourquoi dire des bêtises, dixième affaire, s'il vous plaît? Il n'y aura « presque » pas? Non, il y aura «beaucoup» de sang, beaucoup de sang! — fit Borissov et, ayant attrapé un papillon, il le relâcha par la fenêtre avec tant de soin, qu'il ne détacha pas même de ses ailes un atome de poussière.

— A vous en croire, Bestoujev, — reprit Gorbatchevsky, — la révolution serait militaire et le peuple serait écarté de toute participation à l'action. Quelles garanties donnerez-vous que l'un des membres de votre gouvernement élu par l'armée et soutenu par les baïonnettes, n'usurpera pas le pouvoir autocratique?

— Comment pouvez-vous admettre, — s'écria Bestoujev, — que ceux qui se sont résolus à tuer leur souverain pour obtenir la liberté, puissent tolérer la domination des usurpateurs?...

— Messieurs, je vous invite à revenir à la question essentielle. Il se fait tard, et nous n'avons rien décidé encore. L'union des Sociétés est-elle acceptée? — demanda Spiridov — Faut-il mettre la proposition aux voix?

— Inutile! Inutile! C'est accepté! — crièrent tous les officiers, Sacha plus haut que les autres.

— Monsieur le secrétaire, — fit Spiridov en s'adressant à un jeune homme doux et modeste, vêtu d'un habit vert râpé, fonctionnaire de l'intendance, Ilia Ivanovitch, servant de secrétaire aux Slaves, — notez au procès-verbal que les Sociétés ont décidé leur union.

Bestoujev demanda la parole et débuta solennellement :

— Messieurs! La Douma Souveraine propose, et j'ai l'honneur de vous communiquer cette proposition : commencer la révolution dès la prochaine année, 1826, et de ne l'ajourner sous aucun prétexte. L'empereur viendra passer la revue du 3e Corps au mois d'août, et c'est alors que le sort du pouvoir despotique sera résolu : le tyran tombera sous nos coups, nous arborerons l'étendard de la liberté et marcherons sur Moscou en proclamant la Constitution. Nous devons faire appel à l'élévation de notre âme pour nous animer et nous aider à accomplir ce grand acte. C'est trop de honte que cinquante millions d'hommes aient à souffrir du bon plaisir

d'une seule personne et s'abaissent à supporter son joug. Il faut détruire le mal et devenir libre. Nous assurerons à jamais l'indépendance et le bien-être de la Russie. Gloire aux libérateurs jusqu'aux générations lointaines, éternelle reconnaissance de la patrie!

Golitsine qui regardait attentivement les auditeurs, arrêta ses yeux sur le visage de Sacha : ce visage était beau comme celui d'une fillette de seize ans qui écoute pour la première fois de sa vie, sans connaître l'amour, des paroles d'amour. « Le mensonge de Bestoujev n'est-il pas justifié par l'aspect de ce visage? » pensa Golitsine.

— Acceptez-vous, messieurs, la proposition de la Douma souveraine?

— Acceptée! Acceptée!

— Je ne l'accepte point! — hurla Kouzmine en frappant du poing sur la table.

— Que voulez-vous donc?

— Commencer immédiatement!

— Voyons, Kouzmine, est-ce possible?

— Pas de hâte, Nastassiouchka : ouvrage hâté, ouvrage gâté! — disait Mazalevsky en cherchant à le calmer.

— Vous me faites languir, que le diantre vous emporte! Vous me tenez le bec dans l'eau, j'en ai assez! Mes bons amis, mes frangins, mes chers copains, fixez le jour, pour l'amour de Dieu, fixez le jour de la Révolution! — clamait Kouzmine, le regard égaré.

— Le jour, l'heure, la minute, fixée au chronomètre! — fit en riant le colonel Tisenhausen.

Mais les autres n'avaient nulle envie de rire. La folie de Kouzmine fut contagieuse. Comme si un cyclone s'était abattu sur l'assemblée, les assistants bondirent de leurs sièges, et commencèrent à pérorer, à s'agiter, à hurler. Il se fit un tel vacarme que le président, après avoir sonné à toute volée, dut renoncer à se faire entendre. Dans ce tumulte général, on ne pouvait saisir que des exclamations isolées :

— Kouzmine a raison!

— S'il faut commencer, commençons tout de suite!

— Il faut battre le fer pendant qu'il est chaud!

— Ajourner, c'est nous perdre!

— Nous mourrons sur les baïonnettes!
— Soulever tout le régiment, toute la division!
— Mettre sous les verrous le général Toll et Rott!
— S'emparer du quartier général du corps!
— Fonçons sur Jitomir!
— Sur Kiev!
— Sur Pétersbourg!
— La 8e compagnie commencera!
— Non, je ne le permettrai à personne, c'est moi qui commence!

Un gros bourdon dominait toutes les autres voix, répétait, monotone, comme un diacre à l'ambon : — Je jure d'acheter la liberté par mon sang!.... Je jure d'acheter la liberté par mon sang!

C'était Artamon Zakharovitch; mais tout d'un coup il s'arrêta, brandit en l'air ses deux mains et se tapa la bedaine :

— Cré nom, messieurs, vous plaît-il que je le jure sur l'Évangile? Demain, je pars pour Taganrog et je fais le coup!

— Écoutez, écoutez, Serge Mouraviov veut parler!

Comme il ne prenait presque jamais la parole aux assemblées, cela fut une surprise pour tout le monde et le brouhaha cessa du coup.

— Messieurs, ce n'est pas demain que nous commencerons, — dit Mouraviov d'une voix calme. — Commencer demain, ce serait compromettre à jamais la cause. On vous dit que les soldats ne sont pas prêts; mais que chacun de nous se demande si lui-même est prêt. Il est vrai que beaucoup d'entre vous paraissent résolus; qu'adviendra-t-il de leur courage quand sonnera l'heure de l'action? Pardonnez-moi si mes paroles vous blessent; mais en marchant à la mort, il faut conserver sa dignité; car ce que nous faisons à cette heure n'est pas digne d'hommes de sens. Non, nous ne commencerons pas demain; mais nous pouvons prêter dès maintenant serment d'accourir l'arme à la main au premier signal. Y consentez-vous?

Il se tut, et le silence devint si profond qu'on entendait bruire derrière les vitrages les cimes de sapins. Tout ce qui leur avait paru aisé dans leur agitation précédente leur deve-

nait pesant dans le silence et les écrasait soudain d'un poids redoutable, comme s'ils avaient compris, à cette heure seulement, que des paroles sortiraient des faits et qu'ils rendraient compte de chacune de leurs paroles. Le président demanda si la proposition de Mouraviov était acceptée ou refusée.

— Acceptée! Acceptée! — crièrent des voix peu nombreuses, mais les physionomies des assistants disaient nettement que la proposition était acceptée par tous.

Après avoir décidé de se réunir une dernière fois le lendemain pour prêter serment, dans la maisonnette d'Andréïevitch, les conjurés se séparèrent.

— Que c'est beau, mon Dieu, que c'est beau! Et moi qui n'en savais rien.. — disait Sacha.

On ne distinguait pas dans la pénombre son visage; mais au son de sa voix, on sentait qu'il souriait. Probablement, lui-même, ne comprenait-il pas ce qu'il disait; il délirait comme dans un rêve.

IX

Très honoré frère, écrivait le président du tribunal de commerce de Taganrog, Fédor Romanovitch Martos, *le souverain a daigné se rendre chez nous le* 13 *septembre. Il ne se passe pour ainsi dire pas un jour sans que l'ordre ne nous parvienne d'être en souliers et poudrés, ce dont je suis tellement harassé que c'est à peine si je tiens sur pied. On dit que Sa Majesté se plaît toujours à Taganrog, que tout l'enchante, qu'Elle compte y passer tout l'hiver et peut-être y demeurer plus longtemps. Pour la circonstance, on a établi une poste d'extra; des lanternes, soixante-trois lanternes, sont posées dans les rues de Moscou et de Grèce; une véritable illumination. Dans la journée d'hier, est arrivé le général Kleinmichel, et bientôt arrivera aussi le comte Araktchéïev. Que résultera-t-il de tout ceci? Dieu seul le sait. Néanmoins, la visite, si inopinée, de ces augustes personnages nous fait tourner la tête à tous.*

Les fenêtres de la maison Martos donnaient sur celles de la maison de l'ancien bailli Papkov, dans la rue de Moscou, à côté de la place de la Forteresse, où demeurait le tsar.

Bien que Fédor Romanovitch eût défendu aux gens de sa maison de se mettre aux croisées, madame Martossova était si curieuse, que, violant la consigne, elle grimpait au grenier, et regardait de temps en temps, aidée de sa longue-vue, par la lucarne. Il faisait chaud, les fenêtres du palais étaient toutes grandes ouvertes et il était aisé de voir tout ce qui s'y passait. Le souverain s'occupait de l'aménagement des appartements de l'impératrice. Il déclouait lui-même les caisses renfermant la vaisselle, déballait la porcelaine et le cristal, afin que rien ne fût brisé ou détérioré; il plaçait les meubles, les disposait selon son goût et s'écartait pour mieux juger de l'effet produit; il enfonçait lui-même les clous destinés à soutenir les glaces et les tableaux, et suspendait les rideaux.

— Voilà qu'il n'hésite pas à grimper sur une petite échelle et, tenant les clous entre ses dents, à taper de son marteau, tout comme un simple tapissier, contait par la suite madame Matrossova. Et son cher visage était si bon, si aimable que je ne pouvais le contempler sans verser des larmes! Un vrai ange!...

— Nous ne l'appelions pas autrement : un ange, se remémoraient d'autres habitants de Taganrog. Ponctuellement, chaque matin, de sept à neuf heures, il se promenait à pied dans la ville, en tenue de hussard de la garde impériale, avec les bottes et la casquette de campagne; et l'après-midi, il daignait chevaucher en uniforme de chevalier-garde avec le bonnet à panache; et presque chaque jour, cette promenade était marquée par un secours accordé à une pauvre famille qu'il recherchait lui-même ou par quelque autre bienfait. Il ne pensait qu'à une chose : améliorer le sort d'un malheureux, le soulager, et lui procurer un peu de joie.

On se rappelait que, pendant ces promenades, le souverain aimait à lier la conversation avec des gens simples : soldats, matelots, paysans et même ces mendiants chemineaux qui courent les grands chemins en quêtant pour la construction des églises. L'un de ces derniers eut le privilège de lui plaire, et l'Empereur daigna l'entretenir en particulier : c'était un vagabond sans feu ni lieu, sans pièces d'identité, qui s'appelait Fédor Kouzmitch [1].

1. Allusion à la légende, persistant parmi les masses populaires, et dont il sera question à l'épilogue.

Taganrog est un chef-lieu de district, situé au bord de la mer d'Azov; à l'ouest est le liman Mioussky; à l'est, l'embouchure du Donetz. La ville est bâtie sur le promontoire; de trois côtés, elle est entourée par la mer qui, à l'extrémité de chaque rue, apparaît bleue ou verte, comme le verre d'une bouteille trouble et poussiéreuse.

Triste et insignifiante petite ville. Des terrains vagues parmi des maisons, des entrepôts de marchandises, des halles, des maisonnettes dispersées, tels des pions sur un échiquier, basses, comme aplaties, décrépites, et leurs persiennes toujours fermées. Et tout autour, la steppe : « On aurait beau y galoper pendant trente ans, on n'arriverait nulle part. »

Mais toutes ces choses plaisaient à Alexandre, comme dans ce songe heureux qu'il avait fait au commencement de son voyage. C'était le même automne printanier, la même comète, son satellite inséparable, qui chaque nuit rayonnait, au ciel serein du Sud, d'un éclat plus radieux; c'était aussi, dans sa chute précipitée, le même appel mystérieux, la même espérance infinie.

Le 23 septembre, Alexandre se rendit au gué des Vaches, dernière station avant Taganrog, à la rencontre de l'impératrice Elisabeth Alexeïevna. Là, il quitta sa voiture, prit place dans la dormeuse de l'impératrice et arriva en ville à sept heures du soir. Après avoir assisté au Te Deum, à l'église grecque, Leurs Majestés prirent le chemin du palais.

Ce palais, simple construction de briques, à façade jaune et à toiture verte, à un seul étage, rappelait une maison de campagne d'un seigneur de médiocre aisance. Des fenêtres donnant sur la cour et le jardinet, on découvrait la mer; et de celles tournées vers la rue, on voyait la place déserte et les remparts de la vieille forteresse de Pierre.

La maison était divisée en deux parties par un grand salon à jour, qui faisait l'office de pièce de réception ou de salle à manger. Le souverain occupait, dans la partie de droite, deux petites pièces : l'une d'angle, plus spacieuse, lui servant à la fois de cabinet et de chambre à coucher; l'autre, toute petite, demi-circulaire, à une seule fenêtre, de cabinet de toilette; derrière ce cabinet, un corridor obscur, une sorte de chenil, plutôt, où logeait le valet de chambre, et un petit

escalier conduisant en bas, au vestiaire du sous-sol. A gauche étaient les appartements de l'impératrice, huit pièces, aussi petites, mais un peu mieux meublées; plafonds bas, petites croisées et énormes poêles à carreaux de faïence, comme il s'en trouve dans les maisons de marchands.

— Cela vous plaît-il, Lise? Vraiment, cela vous plaît? — demandait Alexandre en montrant les chambres. — C'est moi-même qui les ai arrangées, et j'avais grand'peur de ne pas réussir à vous plaire...

— Que c'est charmant, mon Dieu, que c'est charmant! — admirait-elle, ravie. — Cette chambre à coucher est exactement la chambre rouge de maman.

Chaque menu détail témoignait de tous les soins que l'Empereur avait pris pour lui rendre le séjour agréable. Voici son canapé favori du cabinet de Tsarskoïe-Sélo; au mur, les anciens paysages de ses collines natales de Carlsruhe et de Bade; il y avait longtemps qu'elle désirait qu'on les lui envoyât; et sur un rayon, les livres qu'elle se disposait à lire : les mémoires de madame de Genlis, Walter Scott, Pouchkine.

— Ah, le voilà aussi! Où l'avez-vous déniché? Moi qui le croyais perdu!

Elle éclata de rire et battit des mains comme une enfant.

C'était un petit berger en porcelaine, une pendulette de table du temps de son enfance, cadeau de sa mère. La menotte de ce minuscule personnage était brisée depuis trente ans, mais cela n'empêchait pas le mécanisme de continuer son tic-tac.

— Comme on est bien, mon Dieu, comme on est bien! — répétait-elle en se laissant tomber sur le canapé et en fermant les yeux, un sourire de béatitude aux lèvres.

Elle écouta dans le silence :

— Et qu'est-ce donc?

— C'est la mer. Elle est basse dans le port; mais plus loin, elle est profonde et forme, par endroits, un véritable ressac. Vous allez voir comme on dort bien bercé par ce bruit...

Il était assis à ses côtés et baisait ses mains.

— Eh bien, nous voilà ensemble, mon amie, ensemble tout seuls, ainsi que je vous l'avais promis, vous en souvient-il?

— Ne dites pas, il ne faut pas...

— Pourquoi?

Elle ne répondit pas; mais il comprit qu'elle avait toujours peur, qu'elle ne croyait pas à son bonheur.

Elle dormit, cette nuit-là, d'un doux sommeil comme elle n'en connaissait pas depuis de longues années; seul, le silence la réveillait de temps en temps, mais tout de suite elle se rendormait d'un sommeil plus doux encore, bercée par le bruit des flots.

Elle se sentait si mal à son départ de Tsarskoïe qu'elle n'espérait pas achever son voyage; or, dès les premiers jours de son arrivée ici, elle reprenait goût à la vie, s'épanouissait, et les médecins contemplaient cette cure merveilleuse et n'en croyaient pas leurs yeux.

Bien qu'on fût à la fin d'octobre, le temps demeurait presque estival : des journées douces, chaudes, des nuits calmes, étoilées. Quand elle aspirait l'air fleurant la mer et la steppe, chaque souffle lui apportait de la joie. Mais ce n'étaient ni le soleil ni l'air qui la ranimaient ainsi, c'était sa présence, sa présence à lui, calme, heureux, comme elle ne l'avait pas vu depuis longtemps.

Il ne la quittait pas un instant; il semblait qu'elle occupât toutes ses pensées, comme si, après trente ans de mariage, ils jouissaient d'un renouveau de leur lune de miel. Il était aux petits soins auprès d'elle, lui demandant dix fois par jour : « Êtes-vous bien? ne vous faut-il pas encore quelque chose? » Il devinait tous ses désirs.

Se promenant un jour avec lui dans le jardin de la ville, elle exprima le regret qu'on ne vît pas la mer; dans la matinée du lendemain, il l'amena à la même place et lui montra une magnifique échappée sur la mer : il avait ordonné d'ouvrir un sentier pendant la nuit. Un autre endroit, au delà de la ville, près du lieu de la quarantaine, également situé au bord de la mer, la séduisit tout de suite; il donna l'ordre d'y placer une banquette; il dessina lui-même le plan d'un jardin et fit venir de Ropscha un maître jardinier.

Nul personnage de la cour ne les accompagnait dans ces promenades solitaires; et même, si un quidam les apercevait fortuitement de loin, il se hâtait de s'éloigner, sans les saluer, afin de ne pas importuner « les jeunes époux ».

Une fois, ils s'assirent sur la banquette qu'aimait l'impératrice. La soirée était claire, le soleil venait de disparaître, et dans le ciel d'un rose doré flottait, comme un glaçon fondant, la faucille fine de la nouvelle lune. En bas, la houle mugissait; les vagues d'un vert trouble se brisaient, et les mouettes planaient au-dessus avec des cris plaintifs. De la falaise, un sentier descendait vers la mer; parfois, le couple impérial s'y aventurait et ramassait des coquillages. Le bord était élevé; la mer s'étendait à l'infini. La mer devant eux; la terre derrière; et entre ces deux déserts, ils se sentaient tout isolés dans l'immensité du monde.

— Ces perles roses vous vont si bien, Lise, — dit Alexandre.

Elle avait au cou le collier de perles roses, vieux présent du schah de Perse. Depuis de longues années, elle ne s'en parait plus; pourquoi donc l'avait-elle mis aujourd'hui? Était-ce coquetterie, pour lui plaire? Est-il possible qu'elle eût pris au sérieux cette illusion d'une nouvelle lune de miel, alors qu'elle était vieille, malade, à demi morte? En y pensant, elle eut honte et rougit.

— Le soir, les perles roses sont plus roses, plus belles; elles vous ressemblent, — dit son mari en la regardant, le sourire sur les lèvres; après une pause, il ajouta :

— Savez-vous comment nous appellent ces messieurs de la suite?

— Dites?

— Les jeunes époux.

Elle ne répondit rien, mais rougit plus fort. Son visage couvert d'une pâleur rosée avait, en effet, un dernier charme qui ressemblait au reflet vespéral de la perle rose.

— Vous le voyez, ils se moquent de nous, — fit-elle enfin. — C'est bien de votre faute, à vous... Prenez garde, vous allez vous en repentir par la suite!

— Quand ça?

— Quand vous serez parti.

— N'y pensez pas, Lise.

— Je ne puis n'y pas penser. Il faut m'y préparer comme les malades se préparent à une opération... Il y a longtemps que je voulais vous demander à quand vous avez fixé votre départ?

— Je ne sais. Je dis à tout le monde que je partirai vers le nouvel an, mais je n'y crois guère; il me semble que je ne partirai jamais. Attendez que je prenne ma retraite; j'achèterai en Crimée un petit coin qui est au bord de la mer, Oréanda, et nous nous y fixerons pour toujours...

Elle le regarda en silence, et dans ses yeux largement ouverts brilla une joie folle, qui s'éteignit aussitôt : la peur qui lui était coutumière, la peur du bonheur s'empara d'elle, aussi poignante que la peur de la mort. « Quand je suis heureuse, j'ai honte et j'ai peur, comme si j'avais volé ce bonheur et je sais que j'en serai châtiée... » pensait-elle, se souvenant de ce qu'elle avait écrit dans son journal.

— Ne le dites pas! Il ne faut pas! — fit-elle comme l'autre fois, et comme alors, il lui posa la même question :

— Pourquoi? Que craignez-vous? Pourquoi ne croyez-vous pas, Lise? Oh, si je pouvais dire! Mais voilà : je ne sais le dire... Il fallait le dire il y a trente ans. Et c'est seulement maintenant... Mais comment ne voyez-vous pas vous-même? Vous ne voyez pas? Vous ne comprenez pas?

Elle se taisait, et son cœur se pâmait de la crainte du bonheur.

D'une main, il prit sa main, et de l'autre il enlaça sa taille.

L'Amour, un jour, en folâtrant,
Voulut s'emparer de Psyché...

— O Lise, Lise, combien stupide j'ai été toute ma vie! Je dormais, et je voyais en rêve que je l'aimais, *elle*, mais je ne savais qui elle était! C'est à cette heure seulement que je le sais...

Ici, tout est rêve et songe, mais le réveil viendra;
Je t'ai connue ici dans un rêve charmant,
Je te connaîtrai en réalité...

— Il ne faut pas, il ne faut pas...

Elle se couvrit le visage de ses mains et fondit en larmes; elles coulaient irrésistibles, inextinguibles, infiniment amères, infiniment douces, les larmes d'amour qu'elle n'avait pas taries sa vie durant.

Il se laissa tomber à genoux devant elle, s'abandonnant aussi à ses larmes, et se prit à murmurer, comme le premier

aveu d'amour d'un gamin de seize ans à une fillette de quatorze [1] :

— J'aime, j'aime!...

Il répétait ce seul mot et ne pouvait rien dire de plus. Tout à coup, elle cessa de pleurer, se pencha sur lui, enlaça sa tête de ses deux bras et leurs lèvres s'unirent dans un baiser. Personne ne vit ce premier baiser d'amour, hormis la steppe, la mer, le ciel et la lune nouvelle.

Ne voulant pas s'en retourner, ils montèrent et s'en allèrent à l'aventure.

La steppe s'étendait tout autour, parsemée d'armoise d'un bleu noir poussiéreux, et de mauvaises herbes sèches; nul arbrisseau, nul petit buisson; seul, un moulin agitait ses ailes au loin, et une outarde se dessinait en noir dans le ciel serein, allant et venant sur un tumulus, telle une sentinelle. De temps à autre, traînait sur la route déserte un convoi de tchoumaki chargé de poisson désséché d'Azov ou de sel de Crimée; les Tatares de Pérékop cheminaient avec une caravane de chameaux chargés de pastèques; le berger Nogaï, mi-sauvage, chevauchant un bidet sans bride, chassait devant lui un troupeau de brebis; et tout haut dans le ciel, tournoyait au-dessus d'eux le huard des steppes lançant son cri de rapace. Et de nouveau, l'immense solitude, pas un être vivant, tout est désert, inanimé. Telle une fidèle complice, la steppe les isole, les protège contre les vanités du monde, où tous deux ils s'abîmèrent leur vie durant.

Le crépuscule approchait; un vent glacé se leva de la mer.

— Avez-vous froid, Lise? Je vous ai bien dit qu'il fallait prendre votre pelisse. Qu'arriverait-il, si vous preniez froid?

— J'ai chaud, au contraire. Voyez. Il fait beau, il fait bon, on ne saurait être mieux.

Il l'enlaça de ses bras, l'enveloppa de son manteau, et, sentant la chaleur de son corps à lui, elle se pressa contre lui dans un mouvement de pudique gaucherie. Oui, il faisait bon, on ne saurait être mieux. Qu'il en soit longtemps, longtemps ainsi, l'éternité!

— Dites-moi, mon amie, il y a quelque temps déjà que je voulais vous demander, commença-t-il à brûle-pourpoint,

1. L'âge qu'avaient Alexandre et Elisabeth lors de leur mariage.

comme se souvenant tout à coup : que pensez-vous d'Araktchéïev?

— D'Araktchéïev? — s'étonna-t-elle, et, par un retour à son habitude, elle s'effara, se mit sur ses gardes, ne répondit pas directement, mais avec une instinctive ruse féminine :

— Vous savez bien que je suis un piètre politicien, je ne comprends rien aux affaires d'État.

Elle avait toujours eu peur d'Araktchéïev, il lui inspirait une sorte de crainte superstitieuse. Du temps de feu Paul Ier, Araktcheïev avait l'habitude d'entrer dans leur chambre à coucher, de bonne heure, alors qu'ils étaient encore au lit : petit père exigeait que l'héritier fût sur pied avant l'aube; or, Sachenka [1] n'avait guère envie de se lever; il demeurait donc dans son lit, pour recevoir les rapports et les signer. Quant à Lise, elle se cachait tout entière comme si elle craignait qu'Araktchéïev allât instantanément se fourrer auprès d'elle comme un mille-pattes monstrueux.

— Eh bien, Lise, vous ne voulez pas me répondre?

— Je le connais si peu...

— Tout de même, que vous en semble? quel homme est-il, bon ou mauvais?

— Cela vous est bien nécessaire?

— Bien nécessaire.

— Tout de suite?

— Tout de suite.

— Je crois... Mais non, je ne puis. Aidez-moi... Que voulez-vous précisément savoir?

— Eh bien, pensez-vous qu'il me...

Sa langue ne put articuler : « aime ».

— Qu'il me soit dévoué?

— Dévoué? Oui... Non, je ne sais... Je crois qu'il ne vous aime pas; il ne peut aimer personne...

— Alors, méchant, faux?

— Non, ni méchant, ni bon : nul... C'est si difficile à dire!... Vous ne m'en voudrez pas?

Elle le regarda : un sourire étrange éclaira son visage, et elle comprit qu'il l'écoutait sans colère.

— Par lui-même, il n'est rien, — continua-t-elle avec plus

1. Diminutif d'Alexandre.

de fermeté; — il est votre ombre : là où vous allez, il va; ce que vous faites, il le fait; seul, il n'existe pas; il semble qu'il soit, mais il n'est pas... Vous voyez quelles sottises je débite...

— Non, Lise, ce ne sont pas des sottises! Seulement, je ne sais si votre jugement est juste. Car n'être que l'ombre d'un autre, est aussi un grand sacrifice...

Il se tut et pensa : « Oui, c'est mon ombre; il a pris de moi tout ce qui est mauvais, ténébreux, horrible. Quand mon soleil était à son zénith, l'ombre gisait à mes pieds; quand mon soleil s'est couché, l'ombre s'est étendue... »

Ce n'était pas sans raison qu'il se souvenait d'Araktchéïev : il avait beaucoup pensé à lui pendant ces derniers jours.

La maîtresse d'Araktchéïev, Nastasia Minkina, avait été assassinée à Grouzino[1], le 10 septembre.

Petit père, Votre Majesté, écrivait Araktchéïev deux jours après l'assassinat, *le malheur qui vient de me frapper, la perte de l'amie fidèle qui avait vécu dans ma maison pendant vingt-cinq ans, a tellement compromis et affaibli ma santé et ma raison que je ne désire que la mort; aussi, ai-je perdu d'un coup toute force et toute aptitude à m'occuper des affaires. Adieu, petit père, souviens-toi de ton ancien serviteur! Mon amie fut égorgée dans la nuit par des domestiques serfs et j'ignore encore où je vais poser ma tête d'orphelin, mais je quitterai ce lieu.*

Le souverain avait reçu cette lettre à Taganrog, le 22 septembre, la veille de l'arrivée de l'impératrice; il avait répondu le même jour :

Cher ami, il y a quelques heures à peine que j'ai reçu ta lettre et la triste nouvelle de l'horrible événement qui t'a frappé. Mon cœur ressent tout ce que le tien doit éprouver. Je plains au-dessus de toute expression ton âme sensible. Mais, mon ami, le désespoir est un péché devant Dieu. Remets-toi aveuglément entre ses mains. Tu m'écris que tu veux quitter Grouzino, mais ne sais pas où aller. Viens chez moi : tu n'as pas d'ami qui t'aime plus sincèrement. Mais, je t'en conjure par tout ce qui est sacré, souviens-toi de la patrie, n'oublie pas combien

1. Fief d'Araktchéïev.

tes services lui sont utiles et, je puis le dire, nécessaires; enfin, rappelle-toi que, de cette patrie, je suis inséparable. Adieu, ne quitte pas un ami, un ami qui t'est fidèle.

Après avoir expédié cette lettre, le souverain fit venir à Taganrog le général Kleinmichel, qui inspectait alors les colonies du sud, et lui ordonna de se rendre en toute hâte à Grouzino, de s'informer de tout ce qui s'y était passé et de décider Araktchéïev à venir à Taganrog.

En écrivant cette lettre, Alexandre ne doutait pas un instant qu'Araktchéïev ne vînt, mais, ne recevant pas de réponse, il expédia une seconde missive :

Est-il possible que la pensée ne te vienne pas des angoisses que j'éprouve à ton sujet, à une heure si grave de ta vie? C'est bien mal à toi d'oublier un ami qui t'aime si sincèrement et depuis si longtemps, et plus mal encore de douter de son attachement. Je t'en prie instamment, au cas où tu n'aurais pas la force de le faire, charge quelqu'un de m'informer en détail de a santé et de ton état. Je m'en inquiète fort.

De l'inquiétude, le tsar en ressentait, certes; mais il éprouvait plutôt une étrange insouciance, une absence de vraie douleur : de même un paralytique à qui l'on enfonce une aiguille dans le corps et qui demeure insensible, mais seulement éprouve de la peine à voir l'aiguille s'enfoncer dans sa chair.

Enfin la réponse arriva.

Petit père, Votre Majesté! Après avoir recu la sainte communion aujourd'hui même, je reçus votre lettre paternelle. Certes, je place mon espérance en Dieu, mais les forces m'abandonnent. Les palpitations de cœur, la fièvre quotidienne et une insomnie qui me torture depuis trois semaines, tout cela m'a mis dans une telle faiblesse que j'en ai perdu complètement la mémoire et ne me souviens ni de ce que je fais ni de ce que je dis. Que va-t-il advenir de moi? Dieu seul le sait! Ah, petit père! si vous pouviez voir l'état dans lequel je me trouve, vous ne reconnaîtriez pas votre fidèle serviteur. Voilà la destinée de l'homme en ce monde : un seul moment suffit à la volonté de Dieu pour bouleverser toute une vie!

De mon voyage à Taganrog, je ne puis encore rien vous dire pour l'instant; je vous remercie et je sens dans leur pleine mesure toutes vos bontés. Je prie Dieu, non pas pour moi, mais pour vous, afin qu'il conserve votre santé qui plus que jamais est nécessaire à la patrie par ces temps tumultueux.

Quant à la relation du fait abominable, je vous l'enverrai plus tard, si mes forces reviennent. Il est fort possible que ce fait soit l'œuvre d'influences étrangères poursuivant un but criminel, celui de me rendre incapable de vous servir et d'exécuter saintement votre volonté, petit père. De plus, on peut, semble-t-il, conclure d'après ce qu'on sait, que le meurtrier avait l'intention de m'égorger aussi; mais il a plu à Dieu de me conserver ici-bas, afin que je puisse souffrir encore et expier mes fautes...

En embrassant par la pensée vos genoux et en baisant vos mains, je suis votre serviteur malheureux, mais fidèle jusqu'à la fin de ma vie.

Le jour suivant, après son entretien avec l'impératrice au sujet d'Araktchéïev, le souverain, demeuré seul dans son cabinet, relut cette lettre, et devint tout pensif. Non, Araktchéïev ne viendrait pas! Il aurait beau l'appeler, le supplier, s'humilier, il ne viendrait pas. « Il ne peut aimer personne, ni méchant, ni bon, mais nul, futile, insignifiant. Il semble exister, mais il n'existe pas... »

Voilà donc celui que pendant trente ans il avait cru son unique ami!... Se sentait-il blessé? Non, aucun mal, c'est seulement pénible de voir l'aiguille s'enfoncer dans le corps insensible.

Oui, « le temps est tumultueux! » Cela, Araktchéïev le sait aussi. Et Kleinmichel qui mande : « J'apporte à l'instruction une attention toute particulière, afin de découvrir la trace initiale du forfait, étant sûr qu'il s'y cache beaucoup de choses. Le jour d'hier, j'ai reçu, par la poste de Pétersbourg, une note sans signature, portant ce titre : « Du vrai et de l'authentique ». Cette note contient l'opinion de gens bien intentionnés sur l'événement qui a eu lieu à Grouzino, et la conversation criminelle du lieutenant-colonel Batienkov. »

Batienkov, l'un *d'eux*, l'un des membres de la Société Secrète. « Ça vient d'eux, ça commence! » avait pensé

Alexandre dès la première nouvelle du meurtre à Grouzino.

Que cela commençât, il le savait par d'autres délations encore. On ne saurait plus attendre : un de ces jours, la révolution allait éclater. Il se disposait à ruiner le complot, et c'était dans cette intention qu'il faisait venir Araktchéïev; or voici qu'Araktchéïev était lui-même supprimé.

Alors qu'il espérait encore la venue d'Araktchéïev, il avait commencé à rédiger un mémoire à son intention sur la Société Secrète; il eut envie de le relire. Il le tira d'une cassette et se mit à le parcourir.

Il était trois heures passées; l'après-midi était ensoleillé et pur. Soudain, le temps s'obscurcit, comme si le crépuscule tombait d'un coup. Un brouillard épais d'un jaune noirâtre montait de la mer, et la pièce devint si sombre que l'empereur ne put plus lire. Il sonna son valet, ordonna d'apporter des chandelles. Pendant un certain temps, Alexandre était si absorbé qu'il ne s'aperçut point de la disparition du brouillard et du retour de la lumière. Et les chandelles continuaient à brûler, vaines...

Anissimov, le valet de chambre, entra.

— Que veux-tu, Yégoritch?

— Ne plairait-il pas à Votre Majesté que j'emporte les chandelles? Si on les voyait brûler, on croirait à un malheur...

A ces mots, le souverain leva les yeux vers la flamme que le jour pâlissait, et il sembla chercher quelque chose en sa mémoire. « Ah oui! les chandelles allumées pendant le jour annoncent un deuil »...

— Eh bien, enlève-les, si tu veux.

Yégoritch s'approcha de la table, les souffla et les emporta.

L'empereur voulut reprendre sa lecture, mais ne le put pas. Il se souvint des miracles et des apparitions de monstres grotesques qui s'étaient produits à Pétersbourg.

— Quel brouillard! L'avez-vous vu? On se serait cru à Pétersbourg, — fit l'impératrice en entrant dans la chambre.

— Oui, on se serait cru à Pétersbourg, — répéta-t-il rêveur; puis, la regardant avec insistance, il demanda :

— Qu'avez-vous?

— Rien... Je vous empêche de travailler? Vous êtes occupé?

— Lise, qu'avez-vous? Êtes-vous souffrante?

— Mais non; vraiment je n'ai rien. Ce matin j'ai fait une promenade à pied et je ressens sans doute un peu de fatigue...

Elle restait devant lui, les yeux baissés, sans le regarder, toute pâle, la tête penchée, les bras ballants, toute lasse. Il prit ses mains dans les siennes, les couvrit de baisers et la considéra un instant avec cette tendresse insinuante à laquelle elle ne savait résister.

— Dites-moi la vérité, Lise; soyez raisonnable!

— Vous allez en Crimée? — articula-t-elle, et son visage s'empourpra comme si elle était prise en défaut.

— En Crimée? Oui, peut-être... Justement!... Mais qui vous l'a dit?

— Volkonsky.

— L'imbécile vieille commère! C'est avec intention que je vous l'avais caché. Je ne sais pas au juste moi-même quand je partirai. Et maintenant, je suis sûr de ne pas partir.

— Pourquoi, maintenant? A cause de moi?

— Non, je n'en ai pas envie moi-même. Je ne sais pourquoi, je ne puis sans effroi penser à ce voyage.

Elle le regarda, crut et se rasséréna.

— Pourquoi donc vouliez-vous partir?

— J'ai fait une gaffe. Je l'avais promis à Vorontzov, et il s'était hâté de tout préparer. On m'attend, les levées sont faites, l'itinéraire est fixé...

Lorsqu'il prononça « l'itinéraire », ce terme sacré, elle comprit qu'il avait décidé de partir.

— Eh bien, partez alors, partez, — fit-elle en s'efforçant de sourire.

Lui paraître importune, s'imposer à lui comme un fardeau, non, tout plutôt...

— Et ce ne sera pas pour longtemps?

— Je pensais y rester dix jours, deux semaines au plus...

— Alors, ce n'est vraiment pas la peine d'en parler davantage. Vous partiez pour de longs mois, et je m'y accoutumais cependant; comment ne pourrais-je rester seule pendant deux semaines? Pas de gâteries! Vous devez partir, vous le devez absolument; je veux que vous partiez, entendez-vous?

— C'est bien, Lise; mais ce sera pour la dernière fois : je n'irai jamais plus nulle part sans vous...

Une ombre passa sur le visage d'Élisabeth : le mot « dernière », ainsi que tous les mots pareils au sens absolu et sans retour, lui inspirait une peur superstitieuse.

— Et savez-vous pourquoi encore je voulais me rendre en Crimée?

— Pourquoi?

— Pour acheter l'Oréanda, pour choisir l'emplacement de la maisonnette.

— Quelle bonne idée! Partez donc!... A la garde de Dieu!

Elle posa les mains sur ses épaules, se pencha, le baisa au front. Des larmes brillaient dans ses yeux. Il croyait que c'étaient des larmes de bonheur.

— Eh bien, je vous laisse, travaillez...

— Je vais à l'instant vous rejoindre, Lise; une lettre à finir seulement.

Il n'avait pas de lettre à finir; mais il ne voulait pas laisser traîner sur la table les notes sur la Société Secrète : il appréhendait que Dibitch ne les vît. Il cachait à tous sa détresse, comme on cache une plaie honteuse. A l'instant où il s'apprêtait à enfermer ses papiers dans la cassette, une idée soudaine, qui l'étonna lui-même, entra dans sa tête : conter tout à sa compagne. Il se souvint avec quelle sagacité elle avait parlé, la veille, d'Araktchéïev, combien elle s'était révélée énergique cette nuit terrible du 11 mars, quand tous l'avaient abandonné; elle seule avait conservé sa présence d'esprit; elle l'avait sauvé alors, peut-être bien le sauverait-elle à présent? Ne pas être seul, partager son angoisse avec n'importe qui, ce serait déjà la moitié du salut.

Il se rasséréna. Mais la honte et la peur qui lui étaient coutumières étouffèrent son élan. Non, pas tout de suite, plus tard, quand elle sera remise. Et encore une fois, il se laissait duper, comme il l'avait toujours fait.

Le départ de l'empereur était fixé au 20 octobre. Les derniers jours furent pénibles pour tous les deux. Elle-même ne comprenait pas ce qu'elle avait, pourquoi elle éprouvait de si graves appréhensions; elle s'efforçait de se convaincre que seule la maladie la tourmentait. Sa raison se laissait persuader, mais son cœur se refusait à croire. Et le pire, c'est qu'elle devinait que lui aussi avait peur.

La veille du départ, il y eut une si violente bourrasque que l'impératrice espéra un ajournement. Elle s'endormit sur cette pensée. Elle se réveilla de bonne heure. L'aurore commençait à poindre; elle sauta du lit nu-pieds et courut à la fenêtre interroger le temps. Un brouillard épais, d'un jaune noirâtre, tout comme celui de la veille; mais l'atmosphère était calme comme si la bourrasque n'avait pas existé. Elle prêta l'oreille aux bruits de la maison pour savoir si l'on partait. Mais l'heure était trop matinale. Elle se recoucha et se rendormit. Elle rêva de quelque chose d'horrible; son cœur cessa soudain de battre et, dans son cauchemar, elle se sentit mourir. Elle se réveilla, regarda par la fenêtre : le brouillard avait disparu, le ciel était bleu, le soleil radieux. Près du perron des grelots tintaient : probablement la troïka était avancée. Des pas derrière la porte, la porte s'ouvrit, il entra.

— Vous ne dormez pas, Lise?

Elle ne répondit rien, resta couchée, sans mouvement, le fixant de ses yeux largement ouverts, toute pâle, comme si elle était morte. Son cœur, comme tout à l'heure, cessa soudain de battre.

— Qu'avez-vous? — demanda-t-il plein d'effroi.

Elle fit un effort, recouvra sa respiration et sourit.

— Ce n'est rien, un léger mal de tête : la nuit était suffocante, après le brouillard, sans doute. Et maintenant, quel temps superbe!

— Lise, pour l'amour de Dieu, permettez que j'appelle Williers...

— Inutile, je vous en prie. Ne craignez rien, je serai sage et que Dieu vous garde! Venez que je fasse le signe de la croix sur vous. Encore un baiser; comme cela... Et maintenant, allez, il est temps que vous partiez, et moi, je vais essayer de me rendormir.

— Ah, Lise, vraiment il aurait mieux valu...

— Non, non, allez, allez!

Elle s'arracha de ses bras, le repoussa presque, s'affala sur les coussins et ferma les yeux. Il resta un moment, la regarda tendrement. « Elle dort », pensa-t-il, et doucement, sur la pointe des pieds, il se dirigea vers la porte, non sans s'arrêter et se retourner encore. Elle était couchée, sans mouvement;

de ses yeux largement ouverts, elle le fixait, aussi pâle qu'une morte. Tout d'un coup il se souvint comment il avait quitté Sophie agonisante; de même, elle le dévisageait ainsi à l'heure suprême, de même, une dernière fois, il se retourna et pensa : « Ne serait-il pas mieux de rester? »

Lorsqu'il eut disparu, l'impératrice se sentit soulagée; peu à peu, elle revint à elle, se remit de sa frayeur et s'étonna du trouble si profond qu'elle venait de ressentir. « C'est ma maladie », pensa-t-elle de nouveau; petit à petit, elle se calma; la peur s'évanouit; mais l'angoisse persista. Tous les objets qui l'entouraient lui semblaient soudain avoir pris un aspect terne et misérable. Elle ressentait une impression de ce genre, chaque fois que le tsar la quittait. « Tout est pour moi comme la soupe sans sel », disait-elle alors avec ironie.

Maintenant, elle s'apercevait que Taganrog était une petite ville horrible. Dans les rues, des mendiants déguenillés, des soldats fripés, des courtiers-marrons grecs à mufles basanés, et des matelots turcs aux allures sinistres. Dans le port, la mer était si basse que le vent de la steppe découvrait son fond vaseux, et l'air s'emplissait d'exhalaisons nauséabondes. Le vent du nord-est ressemblait à un courant d'air pénétrant. Même, pendant les jours calmes, s'élevait soudain de la mer un grand brouillard d'un jaune noirâtre. Et les cloches de l'église voisine retentissaient lugubrement, telles des cloches funèbres.

Deux jours après le départ d'Alexandre, l'impératrice reçut la nouvelle de la mort du roi de Bavière, le mari de sa sœur Caroline. Elle aimait cette sœur, s'affligeait de sa peine; mais dans le tréfonds de son âme, elle dissimulait une sorte de joie, comme un soldat dans le feu du combat, lorsqu'une balle a sifflé à son oreille et qu'un camarade tombe à ses côtés. « Dieu soit loué, c'est lui, et non pas moi! » Ce sentiment la remplit d'effroi. « Et que serait-ce si c'était? » ... elle ne put achever, son cœur cessa de battre, comme elle l'avait éprouvé tantôt en songe...

Le jour suivant, elle reçut de l'empereur une lettre venant de Pérékop :

La mort du roi de Bavière, si inattendue, écrivait-il, *nous rappelle encore une fois que chacun de nous doit être prêt à tout*

instant. Et dire que cette nouvelle vous atteint précisément alors que je ne suis pas avec vous! Je sais que vous êtes raisonnable; cependant, j'aurais préféré être auprès de vous. Je crains surtout que vous identifiiez votre sort avec celui de Caroline.

Puis, de Bakhtchisaraï, le 30 octobre :

Je ne serai rassuré que lorsque je vous reverrai de nouveau, ce qui aura lieu, je l'espère, dans une semaine.

Elle le suivait sur la carte dans son voyage : Pérékop, Simféropol, Alouchta, Gourzouf, Oréanda, Aloupka, Baïdary, Balaklava, le monastère Saint-Georges, Sébastopol, Bakhtchisaraï, Eupatoria, et, derechef, Pérékop, lors du retour. A mesure qu'il se rapprochait, tout se ranimait, s'illuminait, comme si le soleil se levait; tout redevenait savoureux : « On a mis du sel dans la soupe! »

« Non, il ne faut pas aimer ainsi, c'est un péché, Dieu punira cet amour! » pensait-elle avec effroi.

Le tsar devait rentrer à Taganrog le 5 novembre.

La veille, il y eut une journée presque estivale, comme à Pétersbourg à la fin d'août. Le jour, des nuages légers couraient dans le ciel et le soleil les traversait d'un éclat lunaire; vers la tombée de la nuit, les nuages se dissipèrent et le ciel devint étoilé et clair, comme il l'est dans l'automne tardif du midi.

Restée seule dans sa chambre à coucher, elle ouvrit la fenêtre avant de se mettre au lit et aspira à pleins poumons l'air frais, plus calme que le soupir d'un enfant endormi. Elle aspirait, aspirait toujours, comme si elle ne pouvait assez emplir sa poitrine de cet éther délicieux. Non seulement son âme, mais son corps éprouvaient un apaisement exquis... « Ma chair elle-même se repose dans l'espérance!... » Elle se souvenait du verset du psaume : « Que je suis heureuse, Seigneur Dieu, que je suis heureuse!... Et d'où me vient ce bonheur? » Est-ce parce qu'il devait être le lendemain auprès d'elle? Non pas de cela seulement, mais de tout le reste : du calme de la mer, du ciel et des étoiles, de tout ce qui l'enveloppait dans cette soirée divine... « Tout ce qui a été, est et sera... Tout est bon! » Et toute la souffrance de sa vie passée, et toute sa félicité présente, tout lui paraissait bon à jamais!

Elle se mit à genoux, leva les yeux au ciel, sourit et fondit en pleurs. Les rayons des étoiles se réfractaient dans ses larmes, bleus, allongés, comme si les rayons ne s'étendaient plus au-dessus d'elle, mais étaient en elle, comme si elle et eux ne faisaient qu'un.

Elle pleurait, elle priait, elle rendait grâce à Dieu. « Mais le mari de Caroline est mort », se dit-elle soudain. « Eh bien, c'est la volonté de Dieu. Le sien est mort... » « Mais le mien vit », allait-elle penser, et une frayeur la saisit : « Que m'arrive-t-il donc, ô mon Dieu! suis-je infâme à ce point? C'est bien parce que je l'aime trop; c'est coupable d'aimer ainsi; Dieu m'en punira... Eh bien, pardonnez-moi, pardonnez-moi mon Dieu! »

Elle sourit encore et pleura : elle savait que Dieu pardonnerait, qu'il avait déjà pardonné... « Tout est bon à jamais! »

D. MEREJKOVSKY

(Traduction HALPÉRINE KAMINSKI.)

(A suivre.)

UN GRAND FRANÇAIS A MADAGASCAR

JEAN LABORDE

L'Historique des dénominations des rues d'Auch contient la mention suivante : « Rue Laborde. — Laborde, Jean, surnommé le *Grand Français* par les Malgaches, ancien Consul et Industriel à Madagascar. »

En ces quelques mots se trouve résumée la vie de ce cadet de Gascogne, de ce héros d'un merveilleux roman d'aventures qui, jeté par le hasard sur les côtes de Madagascar, se fixe dans la grande île africaine, se trouve intimement mêlé à son histoire pendant cinquante ans d'une vie laborieuse et mouvementée et y rend à l'influence française plus de services que les ministres qui, pendant ce demi-siècle, se succèdent au pouvoir.

Faire revivre une physionomie si captivante, retracer une carrière si utilement remplie, tel est l'objet de cette étude.

Jean Laborde naquit à Auch, le 16 octobre 1805 « ... de Jean Laborde, charron, âgé de quarante-six ans, et de Jeanne Baron, son épouse ».

Après des études sommaires, l'enfant apprend le métier paternel. Mais l'horizon de l'atelier est trop étroit pour son imagination vagabonde. Il complète donc son instruction première et se décide à courir le monde. A vingt-deux ans, muni d'un certificat par lequel M. de Vic, maire d'Auch, atteste, à la date du 9 juillet 1827, « que le sieur Laborde Jean, étudiant, habitant de cette ville, s'y est toujours conduit d'une manière irréprochable », il part pour les Indes, emportant

avec lui un ballot de pacotille, cadeau paternel qui doit lui permettre de tenter la fortune.

Trois ans s'écoulent. Le jeune Gascon, intelligent, actif, confiant dans son étoile et très doué pour les affaires, vend habilement ses marchandises, fonde une maison de commerce et met de côté une petite fortune.

Vers la fin de 1830, il rencontre à Bombay un Français, M. Savoie, capitaine au long cours sans commandement et sans ressources, qui lui propose d'acheter un navire et de partir à la conquête d'un fabuleux trésor qui dort sur un récif du canal de Mozambique; il a vu lui-même le dangereux écueil sur lequel dix navires perdus laissent voir leurs carcasses béantes d'où s'échappent leurs riches cargaisons. Il suffit d'atterrir sur le récif pour y ramasser toutes ces richesses. Si l'opération réussit, la fortune des deux associés est faite, sinon le navire sera revendu sans perte sur la côte d'Afrique.

Cette proposition séduit Jean Laborde. L'expédition est décidée. Mais après un voyage mouvementé et sept mois de recherches vaines, le navire, pris par un coup de vent, est obligé de doubler le cap Sainte-Marie, et, le 8 novembre 1831, manquant de vivres et d'eau, vient s'échouer, avec toutes ses espérances, sur la côte est de Madagascar, dans le nord de Fort-Dauphin, en face de la rivière d'Ampasimelo.

A la vue du navire en perdition, les indigènes se réunissent sur la côte; leurs armes brillent au soleil à la grande frayeur de l'équipage qui se croit déjà tombé entre les mains des anthropophages. Impossible de mettre à la mer les canots, qui ont disparu dans la tempête. Alors Jean Laborde prend une décision héroïque :

> Je pris, raconte-t-il, le bout d'une corde qui avait 500 brasses de long, je sautai à la mer après avoir ramassé mon passeport et mes papiers de France dans un grand foulard que je me roulai autour du corps; enfin, un moment après, j'étais à terre avec mon bout de corde à la main gauche, mais criblé de blessures : le sang coulait partout. Ce fut cette corde qui sauva tout le monde, le peuple s'en servit pour haler le navire près de terre où tous débarquèrent sans danger.

Un moment après, une énorme vague s'abat sur le navire, le fait chavirer et les indigènes se précipitent pour enlever le cuivre et le fer et piller les provisions.

Les deux Français sont conduits sous escorte dans un petit fort en bois et l'on demande à la reine Ranavalo quel sort on doit leur faire subir. Un mois plus tard, l'ordre arriva de les remettre en liberté[1].

Un Français, établi à Madagascar, M. de Lastelle, les reçoit alors dans une grande sucrerie qu'il exploite à Mahela, sur la côte. C'est là que Jean Laborde, remis de ses blessures, rencontre plusieurs envoyés de la reine qui est elle-même intéressée dans les bénéfices de la sucrerie. Un jour, l'un des envoyés demande si quelqu'un ne serait pas capable d'installer une fabrication de canons. Sur l'indication de M. de Lastelle, Jean Laborde accepte l'emploi et arrive à Tananarive au mois de novembre 1832.

Entre temps, la Reine a changé d'idées; quelques mois auparavant elle a confié la fabrication des fusils à un autre Français, nommé Droit, qui n'a pu encore obtenir aucun résultat. La Reine propose donc à Laborde, moyennant une somme de 25 000 francs, de se joindre à Droit et d'activer la fabrication des fusils, en attendant qu'on entreprenne celle des canons.

Le marché est conclu; Laborde se met immédiatement à l'ouvrage, et dix-huit mois après son arrivée, la manufacture marche passablement bien et fournit un fusil par jour.

Ces résultats enthousiasment la Reine qui fait venir Laborde et prend plaisir à s'entretenir avec lui. Toutes ces visites au palais excitent des jalousies, car depuis la mort de Radama Ier son époux, en 1828, la Reine n'avait reçu aucun étranger; les missionnaires méthodistes anglais se plaignent de la faveur dont jouit le nouveau venu; circonvenu par eux, M. Droit fait à son associé une scène violente, en l'accusant de l'avoir trahi. Laborde quitte la fabrique qui, privée de celui qui en était l'âme, périclite. Chassé par la Reine, M. Droit gagne l'île Sainte-Marie, puis va mourir aux Comores.

A ce moment, la Reine prépare contre les Sakalaves révoltés une expédition dont l'objectif est la baie de Saint-Augustin, au sud-ouest de l'île. Se fiant au talent d'organisation et à l'esprit d'initiative de Laborde, elle le charge d'aller par mer, avec

1. M. Savoie, le compagnon de voyage de Jean Laborde, se fixa par la suite à Madagascar et épousa la sœur d'une princesse malgache.

un navire plein de vivres, jusqu'à la baie de Saint-Augustin, d'y attendre l'armée hova, de la ravitailler et de revenir avec elle par terre jusqu'à Tananarive. Le 24 mai 1835, Laborde quitte la capitale avec sept officiers hovas placés sous ses ordres, s'embarque à Mahela, relâche à Fort-Dauphin où il charge des vivres et se dirige sur la baie de Saint-Augustin.

Mais l'armée hova a renoncé à atteindre son objectif primitif. Esclave de la consigne, Laborde se décide à débarquer à Fort-Dauphin et à rejoindre l'armée par terre, à travers des régions qu'aucun Européen n'a encore parcourues. Surmontant des difficultés sans nombre, échappant à des embuscades quotidiennes, Laborde pénètre sur le territoire des Betsiléos et arrive à Fianarantsoa, à 450 kilomètres de Tananarive. Il y séjourne plusieurs jours, ramasse les malades et les traînards de l'armée principale qu'il a pour mission de ravitailler. Il en repart le 13 décembre et arrive le 28 à Tananarive. La Reine l'invite à se rendre le lendemain au Champ de Mars où elle a préparé une réception populaire magnifique, pour le récompenser de la hardiesse et du succès de son expédition; malheureusement Laborde ne peut s'y rendre, retenu au lit par la fièvre.

Le rôle militaire de Laborde s'arrête ici; à plusieurs reprises, la Reine lui propose de prendre part aux expéditions de l'armée hova contre les tribus révoltées. Elle lui offre même des commandements, marque de faveur très spéciale, par la confiance qu'elle dénote et par les bénéfices matériels qu'elle permet de réaliser; chaque chef d'expédition a, en effet, une part personnelle dans le butin. Mais Laborde refuse, dégoûté des violences et des massacres auxquels se livrent les Hovas en campagne.

D'ailleurs la Reine préfère le garder à Tananarive, car il est devenu l'homme indispensable.

Le 8 mars 1837, écrit-il, la reine manifesta le désir de me voir rester, parce qu'elle voulait avoir des canons et divers autres objets. Le 28 mars, je fis un second traité avec le gouvernement malgache pour créer une fonderie de canons en fonte de fer, une verrerie, une faïencerie, papeterie, sucrerie, raffinerie, indigoterie, savonnerie, magnanerie; je m'étais aussi engagé à faire plusieurs acides, l'alun, le sulfate de fer, le bleu de prusse, etc. Dix jours après le contrat, la reine m'envoya 20 000 hommes que je mis de suite à faire des

routes, des jetées, des canaux, un immense réservoir d'eau, à niveler les emplacements des usines et à préparer tout ce qui était nécessaire à la création de ce grand établissement.

C'est à la réalisation des entreprises colossales dont il vient d'assumer la direction que Jean Laborde consacre, pendant de longues années, toute son intelligence. C'est à Mantasoa, à 35 kilomètres de Tananarive, qu'il établit son quartier général autour duquel s'élèvent des ateliers de toutes sortes, véritable ville industrielle comptant 10 000 ouvriers permanents. Laborde dirige tout, dessinant les plans, surveillant la construction, indiquant les procédés de fabrication. Ses agendas portent au jour le jour la trace de son activité.

Le 6 septembre 1839, on pose la première pierre d'un haut-fourneau; pour surveiller les travaux, la Reine laisse sur place deux ministres qui font office de contremaîtres. Malgré leur présence, l'assiduité de la main-d'œuvre militaire est médiocre; Laborde oblige les officiers trop complaisants à prendre eux-mêmes la pelle et la pioche. A bout de patience, il va se plaindre à la Reine qui reconnaît que ses réclamations sont fondées, désigne un général pour l'accompagner et surveiller les travaux. Enfin, le 29 juin 1843, il écrit triomphalement : « J'ai allumé le haut-fourneau. » A partir de ce moment, la production de fonte est continue et l'on fait trois coulées par jour. Le 12 juillet 1844, le premier canon sort des ateliers. On y fond également des plaques de cuivre de grand poids et on y fabrique la poudre.

Simultanément, Laborde exécute les plantations de cannes à sucre et d'indigo, qui sont prévues à son contrat. Il fabrique du savon, il élève des vers à soie de la Chine et de l'Inde; il tisse annuellement 300 livres de soie de belle qualité, très appréciée des Hovas pour la fabrication de leurs vêtements et des trente ou quarante suaires dans lesquels ils ont coutume d'enrouler leurs morts avant de les ensevelir.

Il s'associe avec M. de Lastelle et le premier ministre Rainihiaro pour exploiter une sucrerie à Tsarahafatra.

La Reine elle-même est intéressée dans les affaires industrielles que monte Laborde et elle conçoit pour ce dernier une estime d'autant plus vive qu'elle voit ainsi à la fois se réaliser ses projets ambitieux et s'accroître sa fortune.

L'exécution de cette œuvre colossale n'épuise pas l'activité de Jean Laborde. Tantôt, il se montre ingénieur hydraulicien. Il découvre des sources d'eau chaude; il dirige les travaux d'adduction d'eau à Tananarive; il enseigne aux fonctionnaires malgaches à établir d'une façon plus scientifique ces énormes travaux d'irrigation qui permettent d'arroser convenablement les rizières et d'enrichir les hautes vallées.

Tantôt Laborde s'improvise architecte. Au milieu de la ville industrielle qu'il a créée à Mantasoa il se fait construire une résidence magnifique à laquelle il donne le nom de Soatsimananapiouvanana qui veut dire « lieu charmant qui ne changera pas ». A côté de sa résidence, il bâtit une villa pour la reine, et un pavillon pour son fils, le prince Rakoto-Radama. En installant un paratonnerre sur la maison de la reine, il émerveille les Malgaches. Il leur apprend à faire de la maçonnerie en pierre taillée au lieu de se contenter d'entasser des blocs de rochers. Il édifie pour le premier ministre un magnifique tombeau. Il bâtit sa propre sépulture, à côté de sa résidence.

Tantôt Laborde se montre viticulteur et distillateur; il plante et taille la vigne, fait du vin, produit de grandes quatités de rhum, du sirop de tamarin très apprécié par la reine, du curaçao, du bitter. Il entreprend la fabrication d'un fromage « genre gruyère » qui lui donne au début quelques mécomptes; il est expert dans la salaison des jambons.

Il fait également le commerce pour être agréable aux grands personnages de la cour; il fournit au premier ministre une perruque, au prince Rakoto quatre flacons « pour noicir les cheveux », au commandant en chef six chapeaux de paille. Quelquefois même, il prête de l'argent, et son journal indique parmi ses débiteurs les plus habituels le prince Rakoto.

Jean Laborde est d'ailleurs l'homme qui sait tout faire, à qui l'on peut tout demander et dont l'obligeance est sans limite. La Reine le charge de redorer sa litière, le premier ministre sa croix. Pour un ministre, il commande 10 boîtes de pilules, 5 vomitifs, 10 Leroy purgatifs; il pousse la complaisance jusqu'à donner lui-même « le remède de Leroy » à Rabodo, femme du prince Rakoto. Remarquable écuyer,

expert en l'art de soigner les chevaux, il donne des leçons d'équitation à cette jeune princesse et coupe la queue aux chevaux de son époux.

Il aime d'ailleurs étonner son public; le 12 mai 1851, il écrit « avoir fait plusieurs expériences avec la machine électrique en présence du prince Rakoto, sa femme et toute sa suite; je leur ai montré aussi la fantasmagorie ».

Il ne faudrait pas croire d'ailleurs à l'austérité excessive de la vie de Tananarive. Les distractions sont fréquentes; on y donne de très belles courses de taureaux et les bals ne sont pas rares au palais de la Reine. Laborde, jovial et bon vivant, ne manque aucune des solennités. Lui-même donne des fêtes à Soatsimananapiouvanana lorsque la Reine ou le prince Rakoto acceptent son hospitalité.

Quelquefois, sa vie laborieuse est coupée de distractions de plus longue haleine. C'est ainsi que, par faveur spéciale, il accompagne la Reine à une grande chasse au buffle et au cabri organisée dans la région de Manérinérina, à 200 kilomètres au nord-ouest de Tananarive. Cette partie de chasse prend les allures d'une véritable expédition; elle dure deux mois et mobilise 50 000 hommes, dont 5 000 officiers et 16 000 soldats. Au cours de cette promenade cynégétique, Laborde, sur la prière de la Reine, soigne deux officiers blessés par l'éclatement d'un fusil et construit un pont suspendu sur la grande rivière d'Ikopa pour le passage de la caravane.

Au milieu d'une vie aussi agitée et aussi mouvementée, Jean Laborde a su se créer de nombreuses relations et quelques amitiés fidèles.

D'une Malgache, un fils, nommé Clément, lui est né le 28 mai 1833, qui quitte Tananarive pendant plusieurs années pour faire ses études à La Réunion. Son frère cadet vient le rejoindre à Madagascar, mais y meurt encore jeune, le 5 septembre 1850, laissant un fils de quatre ans; on l'enterre dans le tombeau que Jean Laborde s'est construit pour lui-même.

Pendant de longues années, il ne compte parmi ses amis qu'un seul Européen. C'est M. de Lastelle, le même qui l'a naguère recueilli après son naufrage. Propriétaire de grandes

sucreries, c'est lui qui a introduit à Madagascar les machines à vapeur et les chantiers de construction maritime, les espèces animales ou végétales des Indes, de la Réunion, de Maurice et de France. M. de Lastelle, très respecté des Malgaches, avait été créé duc par la Reine.

Plus tard apparaît M. Lambert. Né à Redon le 14 février 1824, élevé à Nantes, il s'établit et se marie à l'île Maurice, rend à la reine des Hovas un grand service en ravitaillant ses troupes bloquées à Fort-Dauphin et se fait présenter à elle par Laborde. Nous verrons plus loin le rôle important qu'il a joué dans la politique malgache.

Enfin, quelques Jésuites viennent fonder une mission à Tananarive : le père Finaz y arrive le premier en 1857, puis le père Jouen qui prend le titre de Préfet apostolique de Madagascar, puis le père Weber. Laborde les loge chez lui, les soutient de son crédit, jugeant leur présence importante pour l'influence française.

Mais c'est surtout à la cour de Tananarive que vit Jean Laborde; ses notes et son journal nous renseignent complètement sur les personnes, les mœurs et les coutumes de la haute société hova.

La figure la plus marquante de la galerie est celle de la reine Ranavalo, surnommée le Caligula femelle. Née en 1780, elle épouse le roi Radama Ier qui monte sur le trône en 1810. Esprit ouvert, assez porté vers les idées de civilisation, Radama est plus favorable aux blancs que ses prédécesseurs qui n'admettaient leur présence à Tananarive que s'ils étaient marchands d'esclaves ou d'alcool. Il meurt à trente-sept ans, le 24 juillet 1828, n'ayant pas d'enfant. A sa mort, un parti hova très puissant, celui de Rainiharo, de Rainijohary et d'Andemiatza, fait égorger tous les princes de sa famille et proclame sa veuve Ranavalo, reine de Madagascar; un Conseil des ministres et des notables décide qu'elle ne peut se remarier, mais qu'elle a le droit d'avoir des amants et que tous les enfants qui naîtront d'elle, à quelque époque que ce soit, seront fils de Radama. La Reine s'incline devant les décisions du protocole et prend pour amant Andemiatza. Un an plus tard, celui-ci est assassiné par Rainiharo qui lui succède dans toutes ses prérogatives et fonctions; pendant vingt-trois ans,

c'est lui qui, sous le titre de commandant en chef, est le véritable roi de Madagascar. Sauf pendant les dernières années de sa vie, où il subit l'influence de Jean Laborde, c'est un esprit hostile aux Européens et à la civilisation. Quant à Rainijohary, après lui le ministre le plus influent, c'est un homme astucieux et cruel.

La cour de Tananarive est de nouveau livrée à la superstition et à la violence, et dans les plus graves affaires, la Reine ne se décide qu'après avoir consulté les sorciers. Elle remet en vigueur le tanguin, usage barbare supprimé sous Radama Ier et qui consiste, lorsque le juge est embarrassé, à faire boire du poison, soit aux individus soupçonnés d'un crime ou délit, soit même aux simples plaideurs, pour décider de quel côté est le bon droit. La Reine voit d'un mauvais œil les missionnaires de toutes les confessions; elle chasse les protestants en 1835; en 1849, elle ordonne une persécution des chrétiens où hommes, femmes et enfants sont brûlés en grand nombre.

La Reine est inféodée à tous les anciens usages, elle tient aux traditions et au cérémonial de la cour; le protocole règle les conditions dans lesquelles on peut assister à son repas ou à son lever et définit minutieusement les formes de l'hommage que doivent lui rendre les étrangers qui ont l'honneur d'être reçus au Palais. Lorsque, se conformant à une habitude malgache, elle prend du tabac pour le placer sous sa langue, chacun se lève et met chapeau bas, les soldats présentent les armes et la musique joue l'air national.

Jean Laborde retrace d'une façon pittoresque l'ordonnance de la fête du bain, qui marque le premier de l'an malgache. Ce jour-là, dans la salle des fêtes du palais, la Reine se présente, somptueusement vêtue et couverte de bijoux; autour d'elle, dans l'ordre de leurs titres et de leurs grades, viennent s'asseoir les nobles, les juges et les officiers, tous drapés dans des tapis rouge foncé. Au milieu d'un cercle, sur un réchaud allumé, sont placées trois grandes marmites de terre dont l'une contient l'eau destinée au bain, la seconde du riz, la troisième de la viande cuite, conservée dans la graisse depuis l'année précédente. Lorsque l'eau est chaude, la Reine passe derrière un rideau et prend son bain; quelques minutes après, elle verse de l'eau du bain sur la tête du prince héritier et

des autres membres de la famille royale qui sont venus la rejoindre; puis elle remplit d'eau une corne de bœuf, asperge les grands personnages qui se pressent dans la salle des fêtes et les premiers rangs de la foule qui s'écrase autour du palais. Elle reprend sa place et toutes les personnes présentes viennent lui rendre hommage en lui offrant une piastre et lui souhaitant mille ans d'existence. Pendant de longues années, Jean Laborde rend à la Reine l'hommage protocolaire, au nom de tous les blancs de Madagascar. Le canon tonne, et la journée de fête se termine par une hécatombe de 6 000 ou 7 000 bœufs que l'on distribue au peuple.

La Reine tient beaucoup à conserver la tradition des « honneurs » ou grades militaires. Le privilège des honneurs de grade élevé est de disposer, sous le nom d'aides de camp, d'un grand nombre de secrétaires qui font, à leur place, les rapports, et, pour leur compte, le commerce. La Reine réserve aux militaires toutes les hautes fonctions :

Toutes les affaires du Gouvernement, dit Laborde, sont traitées par des officiers militaires; les bourgeois ne sont rien, si ce n'est quand il y a quelque corvée à faire.

A côté du portrait de la Reine se place — formant une antithèse frappante — celui de son fils, le prince royal Rakoto-Radama. Né le 23 septembre 1829, quatorze mois après la mort de Radama Ier, il ne put être considéré comme son fils que grâce à la fiction très élastique du Conseil des notables dont nous avons parlé plus haut.

Jean Laborde ne tarit pas en éloges sur le jeune prince, qu'il a instruit et élevé et dont il est l'ami.

Le prince Rakoto, écrit-il, est doué d'un naturel entièrement bon et juste, il n'est ni fanatique, ni superstitieux; il a en horreur les idoles, il n'ignore rien du mal qu'elles ont fait au pays; il reconnait l'énormité des crimes occasionnés par les devins et le tanguin, et fait des efforts continuels pour les abolir. Quoiqu'il soit bien persuadé que la mort seule de sa mère pourra mettre un terme à tant de stupidité, de superstitions et de barbarie, il ne cesse déjà de faire son possible afin d'améliorer la triste situation du peuple.

Le prince Rakoto est très admirateur de la civilisation européenne, très convaincu de la supériorité des blancs et en particulier des Français.

La différence de caractères, d'idées, de mœurs, de la vieille Reine et de son fils, devait fatalement amener des difficultés politiques. Un parti important se constitue à Tananarive, dont le but est d'amener la vieille reine à abdiquer et à céder le pouvoir à son fils. En 1846, le premier ministre, Rainiharo, dont les idées barbares et rétrogrades se sont peu à peu modifiées au contact de Laborde, songe à l'envoyer en Europe avec deux officiers hovas pour négocier avec la France, d'accord avec le prince Rakoto, l'établissement d'un protectorat sur Madagascar. Peu après, Rakoto lui-même dit à Laborde :

Mon cher père, écrivez donc au roi de France, expliquez-lui bien la malheureuse situation des Malgaches, dites-lui qu'il y a un prince qui s'unira à lui de cœur et de tout son pouvoir pour l'aider à civiliser un peuple si intéressant. Vous pouvez lui dire que je serai satisfait, malgré tout ce qui peut inopinément arriver, pourvu que le peuple soit heureux; si vous croyez que ma signature soit nécessaire, je vous la donnerai volontiers.

En 1847, n'ayant encore que dix-huit ans, il écrit à l'amiral Cécille, commandant la *Cléopâtre* à Sainte-Marie de Madagascar, une lettre conçue dans des termes analogues. Il fait une deuxième démarche du même genre en 1853, auprès de M. Hubert Delisle, gouverneur de Bourbon.

En 1854, il écrit à Napoléon III une lettre qu'il confie à un Père de la Mission Catholique. Rappelant que son père Radama Ier était autrefois l'ami des blancs, que sa mère âgée est superstitieuse et incapable de gouverner, il prie l'Empereur de l'aider à tirer son peuple de la barbarie. Il lui demande de faciliter la création d'une grande Compagnie qui tirerait du sol les richesses qui y dorment et, par l'habitude du travail, régénérerait la population [1]. Il suffirait, dit-il, d'éloigner la Reine sans lui faire de mal ainsi que le vieux ministre Rainijohary qui abuse de sa faiblesse [2].

L'année suivante, n'ayant reçu aucune réponse, il charge

1. Nous voyons apparaître ici, pour la première fois, l'idée de la grande Compagnie de Madagascar, évidemment inspirée par M. Lambert.

2. A la mort du premier ministre Rainiharo, c'était son fils aîné Rainivoninahitriniony qui lui avait officiellement succédé dans son titre de commandant en chef; mais, en raison de son jeune âge, c'était le cruel Rainijohary qui exerçait le pouvoir.

M. Lambert d'aller trouver l'Empereur, de renouveler sa demande de protectorat et de lui faire remettre en même temps que sa lettre une adresse des principaux chefs hovas sollicitant l'intervention de la France.

Napoléon III est fort intéressé par les propositions de M. Lambert, mais refuse d'établir le protectorat de la France à Madagascar, désireux de ménager les susceptibilités de l'Angleterre qui vient de combattre à nos côtés en Crimée. Au contraire, l'idée de constituer une grande compagnie de Madagascar lui sourit à condition que cette Compagnie soit anglo-française. M. Lambert se rend donc à Londres, explique son projet au Ministre des Affaires étrangères, lord Clarendon. Celui-ci fait une réponse dilatoire; mais, considérant la création de la Compagnie comme une mainmise indirecte de la France sur Madagascar, il envoie immédiatement à Tananarive un émissaire secret qui jouera pendant de longues années un rôle très important, le missionnaire méthodiste Ellis. Il le charge de combattre, par tous les moyens, les projets du prince Rakoto, de Jean Laborde et de M. Lambert. M. Ellis arrive au mois de juillet 1856 à Tananarive et s'empresse d'aller dévoiler à la Reine et au premier ministre les intentions du prince Rakoto et de ses amis, qui sont désormais l'objet d'une surveillance étroite.

Le 30 mai 1857, M. Lambert revient de son ambassade, découragé par les maigres résultats qu'il a obtenus. Les mécontents estiment que, puisque la France ne se décide pas à intervenir, il faut se passer d'elle et agir sans retard. Une révolution de palais est préparée, mais elle échoue et le 20 juin 1857, Laborde note : « Pendant la nuit, l'affaire du prince a manqué. »

Les conjurés sont dénoncés. La Reine décrète que tous les Français seront expulsés de Madagascar, à l'exception du Père Weber. Jean Laborde lui-même est compris dans la proscription, ses biens sont confisqués et ses établissements détruits, par l'ingrate et cupide souveraine, oublieuse de tous les services rendus. Le 19 juillet, il quitte Tananarive au milieu d'une garde de 50 soldats et de 50 officiers. Le 29 septembre, il s'embarque sur la *Ville d'Alger* et débarque à la Réunion où il se retire. Les années d'exil s'écoulent pour lui

dans une vie très calme, partagée entre plusieurs résidences : La Ressource, Salazie, le Butor, chez le père Jouen; puis il s'installe à Saint-Denis. C'est là qu'il reçoit une lettre du prince Napoléon, ministre de l'Algérie et des Colonies, lui exprimant le désir de le voir à Paris, pour obtenir certains renseignements sur la question de Madagascar. Laborde décline l'invitation en ces termes [1] :

Des amis graves et judicieux pour lesquels je professe une déférence et une affection sans borne, m'ont fortement conseillé de ne pas m'éloigner de Madagascar dans les circonstances présentes. J'y ai laissé quelqu'un qui est pour moi un fils plus encore qu'un ami, c'est Rakoto, héritier présomptif de la couronne; c'est moi qui ai élevé ce jeune prince, qui ai ouvert son intelligence et son cœur aux premières idées du christianisme et de la civilisation, qui lui ai appris à connaître et chérir la France. Je sais tous les efforts qui seront tentés à la mort de la vieille Reine pour lui arracher la couronne et la placer sur une autre tête...

En présence d'une telle situation, il a semblé à mes amis et à moi qu'une absence pourrait être préjudiciable à l'œuvre civilisatrice que nous poursuivons depuis tant d'années, et au succès de laquelle nous avons voué tout ce que Dieu nous a donné de courage et d'énergie. Voilà pourquoi je suis resté, veillant nuit et jour comme la sentinelle, uniquement préoccupé de deux choses : de l'avenir d'un prince qui a toute ma sympathie, et des intérêts de la France pour laquelle je donnerais volontiers jusqu'à la dernière goutte de mon sang.

Toutefois, Prince, si Votre Altesse jugeait, dans sa haute sagesse, que ma présence auprès d'elle pût être de quelque utilité, je la prie de vouloir bien me le faire connaître et à l'instant je m'empresserai de me rendre à ses ordres, heureux d'aller plaider auprès de l'Empereur et de Vous, la cause d'un peuple qui m'est cher à tant de titres et dont la misère égale la servitude, heureux s'il m'était donné de voir briser ses fers et réunir à la France cette grande île déjà toute française par le cœur et le désir de ses habitants et si bien faite pour être un jour la gloire de nos colonies et l'un des plus beaux fleurons du diadème impérial.

Le prince Napoléon lui répond le 22 décembre 1858 qu'il se rend à ses raisons :

Je vous remercie de l'empressement avec lequel vous vous êtes mis à ma disposition; j'aurais désiré vous voir et recueillir verbalement les renseignements dont vous me parlez, mais je pense, comme vous, que votre présence à la Réunion est plus utile, en ce moment, qu'à Paris.

1. Lettre au Prince Napoléon du 27 octobre 1858.

L'année 1860 s'écoule pour Laborde, sans incidents notables, coupée par des voyages entre Maurice, où s'est installé M. Lambert, et la Réunion.

Une joie vient se mêler pour Jean Laborde aux tristesses de l'exil. Il reçoit en effet la lettre suivante du Ministre des Affaires étrangères[1] :

Monsieur, je m'empresse de vous annoncer que l'Empereur a bien voulu, sur ma proposition, vous nommer, par un décret en date du 27 février, Chevalier de son Ordre de la Légion d'Honneur. Cette marque de distinction est la juste récompense des services que vous vous êtes toujours efforcé de rendre, dans un sentiment de patriotisme, à la cause de la religion et de la civilisation, à Madagascar, et que je m'étais fait un plaisir de signaler à la haute bienveillance de Sa Majesté.

Dans la même promotion se trouvent compris M. Lambert et le père Jouen.

La fin de l'exil va sonner.

Le 16 août 1861, à onze heures du matin, la reine Ranavalo meurt à quatre-vingt-un ans. A quatre heures de l'après-midi, son fils Rakoto-Radama est proclamé roi, sous le nom de Radama II. Aussitôt sur le trône, le jeune roi fait appeler ses amis, Jean Laborde et M. Lambert. C'est à l'île Maurice que Laborde reçoit la nouvelle; il se rend d'urgence à la Réunion où il fait ses préparatifs de départ pour Tamatave et de là pour Tananarive. A mi-chemin, il rencontre les envoyés du roi Radama et 34 aides de camp chargés de lui faire escorte. Le 10 octobre, il arrive à Tananarive, en même temps que M. Lambert qui l'a accompagné.

Le Roi les accueille tous deux avec joie, les reçoit presque quotidiennement et les consulte sur la politique intérieure et extérieure.

Le 9 novembre, il confirme une charte importante déjà signée par lui le 28 juin 1855, lorsqu'il n'était que prince héritier. Cet acte de concession accordait à M. Lambert le droit d'exploiter les mines et les forêts et de cultiver les terrains inoccupés situés sur les côtes et dans l'intérieur de l'île; il comportait au profit du roi un prélèvement de 10 p. 100 sur

1. Lettre du 7 mars 1861.

les recettes et réservait à Laborde une part des bénéfices à laquelle il devait renoncer plus tard.

Quelques jours après, M. Lambert, créé duc d'Émyrne par Radama, est chargé par lui d'une mission auprès des souverains de l'Europe; à Napoléon III il doit exprimer le désir de voir les Français fonder des établissements et répandre la civilisation dans son royaume.

Le Gouvernement français, de son côté, juge le moment propice pour nouer des relations officielles avec le gouvernement malgache. Le baron Brossard de Corbigny, capitaine de frégate, chargé d'aller porter au roi les félicitations de l'empereur, arrive à Tananarive le 20 janvier 1862 et deux jours après, accompagné de Jean Laborde, va présenter les compliments d'usage à Radama, qui endosse pour la circonstance un uniforme copié sur celui de Napoléon III. Huit jours après, il repart, laissant à Jean Laborde les instructions du Gouvernement français.

Je regrette, lui écrit-il, que le Roi ne puisse, quant à présent, prendre aucun engagement écrit; peut-être d'ici peu comprendra-t-il les avantages qu'il pourrait retirer en s'appuyant sur la France, et alors vous auriez à accepter les propositions qu'il vous ferait dans l'esprit de ces mêmes instructions, en les faisant toutefois connaître le plus tôt possible au Gouvernement de l'Empereur, sans le consentement duquel aucun engagement définitif ne saurait être pris...

Ce sera avec une bien sincère conviction que je rappellerai au Gouvernement de l'Empereur les services que vous avez rendus jusqu'ici et surtout ceux que vous pouvez être appelé à rendre à la France sous le règne du nouveau roi de Madagascar.

Radama, très satisfait de la démarche de M. Brossard de Corbigny, écrit à M. le baron Darricau, gouverneur de la Réunion :

Je désire souverainement établir une amitié solide avec l'empereur Napoléon III et une bonne intelligence entre mon peuple et le sien, pour l'avantage des deux nations; je désire aussi tout ce qui peut procurer le bonheur de mon pays et voir l'augmentation du commerce, de l'agriculture et des arts civilisés et relever mon peuple.

Laborde aurait vivement désiré amener le Roi à signer un traité réservant à la France un traitement privilégié; mais les allusions qu'il tente dans ce sens ne paraissent pas comprises et le Roi invoque la nécessité de sauvegarder l'égalité de trai-

tement entre l'Angleterre et la France. Laborde commence à s'apercevoir que, pendant ses quatre années d'exil, l'esprit du jeune prince s'est sensiblement modifié. Il a toujours le cœur généreux et plein de sympathie pour la France; mais les méthodistes anglais ont affaibli son goût du travail, son ardeur pour les grandes et belles réformes en exploitant son amour des plaisirs. Aussi Laborde écrit-il tristement à M. Lambert[1] : « Notre jeune ami a beaucoup perdu », et plus loin : « Comment voulez-vous que la France puisse laisser dominer une autre puissance ou lui laisser une part égale à la sienne, dans un pays où elle a des droits incontestables? Ce n'est pas rationnel; si la France n'élève pas la voix en ce moment, c'est qu'elle est gênée par son alliée; voilà tout. » Il recommande également à M. Lambert de rapporter de riches cadeaux pour le roi Radama et sa femme : « Une ou deux robes de parade, faites d'après les mesures que vous avez, venant de l'Impératrice, feraient un excellent effet. »

Si Radama est devenu moins travailleur, du moins a-t-il conservé entière son affection pour Laborde dont il apprécie les connaissances et le jugement. Il veut même lui confier la direction des affaires malgaches. Le 4 avril, Laborde écrit à un de ses amis :

> Le Roi et la Reine ont voulu que je m'occupe des affaires du pays, je n'ai rien accepté et leur ai dit que le titre de père du roi me suffisait; malgré cela, je suis obligé de m'occuper de bien des choses.

De son côté, le gouvernement impérial désire utiliser plus complètement, au profit de la France, l'influence considérable de Laborde et projette de lui confier un rôle officiel à Tananarive. Le 15 mars 1862 M. Delagrange, commandant la station de Sainte-Marie de Madagascar, lui écrit que M. Brossard de Corbigny, en quittant Tamatave, l'a prié de se mettre en relations avec lui et de le considérer comme l'agent secret du Gouvernement français; il lui expose les réformes qui lui paraissent désirables pour le développement de la civilisation malgache : préciser les droits de douane, supprimer les prohibitions à l'importation ou à l'exportation, réprimer le vagabondage, permettre le rachat progressif des esclaves.

1. Lettre du 14 mars 1862.

Il lui envoie enfin 5 000 fr. pour lui permettre de remplir son nouveau rôle. Jean Laborde remercie M. Delagrange de ses conseils tout en se montrant quelque peu froissé du titre d'agent secret et de la rémunération qui y est attachée[1].

Quant à l'argent, je ne puis que vous exprimer ma surprise. Je n'ai jamais été l'agent secret du Gouvernement français; j'ai servi loyalement la cause de mon pays comme tout bon Français doit le faire, voilà tout. Je ne regrette nullement la fortune que j'ai sacrifiée pour les intérêts de la France, je ne me suis jamais plaint à personne de cela, je suis même toujours prêt à en faire davantage toutes les fois que l'occasion s'en présentera. Sans entrer dans d'autres détails, je vous annonce que la somme de 5 000 francs que vous m'avez envoyée est en dépôt ici; j'attends votre réponse pour vous la renvoyer à Tamatave à moins que vous n'en disposiez autrement.

Un poste plus digne de lui allait lui être confié.

Dès le 6 avril 1862, M. Brossard de Corbigny écrivait au Quai d'Orsay en lui proposant d'investir Laborde de fonctions officielles. Trois jours après, rendant compte de sa mission, il demandait des récompenses pour les collaborateurs dont il avait eu à se louer.

Je place en première ligne M. Laborde dont le dévouement, l'activité, les relations avec le Roi et les chefs ont été de la plus grande utilité. Il m'a constamment servi d'intermédiaire dans les circonstances où je ne voulais pas paraître et je n'ai pas craint de lui confier le secret de mes instructions pour le mettre à même d'en poursuivre le but final, dans les circonstances qui lui paraîtraient favorables.

D'autre part, M. Lambert, de retour à Paris, est reçu aux Tuileries et insiste sur la nécessité pour la France d'avoir un représentant officiel à Tananarive. Comme on lui propose de remplir lui-même cet emploi avec le titre de Commissaire de l'Empereur, il répond que Jean Laborde est mieux qualifié que lui pour cette fonction. Le Quai d'Orsay se range à ces indications concordantes et, le 24 avril 1862, adresse à Laborde la lettre suivante :

La distinction honorifique dont vous avez été récemment l'objet vous a déjà prouvé que le Gouvernement de l'Empereur savait apprécier le dévouement avec lequel vous vous efforcez depuis plusieurs années de servir les intérêts de la France à Madagascar. J'ai pensé que le moment était venu d'utiliser directement l'influence que vous avez

1. Lettre du 17 avril 1862.

acquise à la cour d'Emyrne et, d'après les excellents témoignages qui me sont parvenus de différents côtés sur votre personne et vos sentiments, je n'ai pas hésité à proposer à Sa Majesté de vous nommer Consul et Agent de la France à Tananarive.

La création du poste est réalisée par un décret du 12 avril 1862 qui fixe le traitement de Laborde à 30 000 francs auxquels s'ajoutent 30 000 francs de dépenses de service.

Napoléon III, dans une lettre personnelle [1] écrite à Radama, lui notifie la nomination de Jean Laborde, lui annonce l'envoie à Tananarive d'un ambassadeur extraordinaire pour les fêtes du couronnement et lui demande d'assurer dans ses États la liberté des cultes; il ajoute enfin que les idées civilisatrices du nouveau roi dispensent la France de revendiquer actuellement ses droits historiques sur Madagascar. Voici d'ailleurs comment le ministre des Affaires étrangères commente ce passage de la lettre impériale :

Quelque amicales que soient les dispositions du roi Radama, nous ne pouvons cependant oublier complètement les anciens droits de la France sur Madagascar. L'Empereur a donc dû, ainsi que vous le remarquerez, les réserver dans sa réponse; il l'a fait sous une forme bienveillante, mais d'une manière assez expresse toutefois pour que son gouvernement fût toujours à même de s'en souvenir, et de les faire valoir si quelques changements venaient à se produire à la cour d'Emyrne, ou si, contrairement à votre espoir, elle nous donnait quelque motif légitime de mécontentement.

Radama répond [2] :

Radama II, par la grâce de Dieu, Roi de Madagascar, et défenseur de la justice dans son pays, à Napoléon III, Empereur des Français.

Mon cher ami,

J'ai ouvert largement toutes les portes de mon royaume pour faciliter le commerce entre mon peuple et toutes les nations d'au delà des mers; je pousse, autant qu'il m'est possible, à l'enseignement dans les écoles, parce que je sais que le commerce et l'instruction procureront le bien-être et la civilisation à mon peuple; quant à la religion je voudrais que chacun puisse suivre celle qui lui plaît et que personne ne soit forcé d'en suivre une qui ne lui convient pas. Je vois avec plaisir que la France évitera de faire valoir des droits sur certains points de la côte de Madagascar. J'approuve aussi la nomination que vous

1. Lettre du 22 avril 1862.
2. Lettre du 24 juillet 1862.

avez faite de M. Laborde comme Consul et Agent résident à Tananarive.

Votre ami qui vous aime.

RADAMA II, roi de Madagascar.

Pendant les semaines qui suivent, les questions politiques passent au second plan, à Tananarive; une seule préoccupation subsiste : préparer dignement les fêtes du couronnement du roi Radama. Français et Anglais rivalisent d'activité pour se surpasser les uns les autres.

Le 5 juillet, le commandant Dupré, chef de la Mission officielle française envoyée pour le couronnement, débarque à Tamatave; le 27 juillet, il passe à Mantasoa, « ville, écrit-il, dont on devine encore la splendeur passée et dont les ruines attestent hautement la puissante et bienfaisante influence que M. Laborde a, avant son exil, exercée sur ce pays ». Le lendemain, salué par 21 coups de canon, il fait à Tananarive une entrée sensationnelle, et descend chez Jean Laborde qui sera le principal artisan de toutes les négociations qui vont s'ouvrir. Le jour même, le commandant Dupré reçoit, pour ses collaborateurs et lui-même, les multiples cadeaux, bœufs, porcs, volailles, etc., qui sont comme les cartes de visite que les principaux personnages hovas envoient aux étrangers de distinction. Le 29 juillet, il est reçu officiellement par le Roi et par la Reine et prononce un discours dont le style emphatique est approprié à l'auditoire; il se félicite d'avoir été choisi pour réaliser l'union étroite de Madagascar avec la France, « en faire par la paix, par une intime alliance deux sœurs heureuses de partager leur prospérité croissante ». Emporté par son éloquence, il conclut par cette considération d'une géographie un peu imprévue : « Dieu qui lit au fond des cœurs sait que mon unique ambition est d'être un des anneaux de la chaîne indestructible qui doit unir la France à Madagascar, la vieille Gaule occidentale avec la jeune Gaule orientale. » Au moment de se retirer, « j'ai été, dit-il, retenu par la Reine qui voulait m'offrir des fruits et qui a eu la bonté de m'envoyer une orange préparée de ses mains ».

Le 15 août, jour de la fête de l'Empereur, la mission et le Consul de France donnent une grande fête en l'honneur

de Radama. A la fin du banquet, le commandant Dupré porte un toast au Roi et à la Reine, auquel il joint un second toast à la reine Victoria. Laborde boit à la prospérité de Madagascar. Le roi, très flatté de la réception qui lui est faite, déclare : « Décidément, j'aime mieux les Français que les Anglais. »

Au milieu de ces fêtes, le commandant Dupré ne perd pas de vue le but réel de sa mission. Ses instructions lui prescrivaient à la fois de conclure un traité de commerce et de faire reconnaître les droits séculaires de la France sur la grande île. Or, il apprend, le 13 août, que le Quai d'Orsay, inquiet des susceptibilités que les négociations malgaches suscitent du côté de l'Angleterre, a résolu d'abandonner la partie. Désappointé et humilié, il écrit le 24 août au ministre des Affaires étrangères :

La dépêche adressée par Votre Excellence à Monsieur le Ministre de la Marine, en date du 6 juin, que M. le comte de Chasseloup m'a fait l'honneur de me transmettre, m'a jeté dans la plus grande perplexité; *elle me prescrit d'abandonner entièrement la question de nos droits sur Madagascar*, de ne conclure même de traité de commerce que si je le juge indispensable et de me borner, si je le puis, à une simple exploration. Perdre les fruits des efforts que j'ai faits pour mériter l'estime et l'affection du Roi et de la Reine, renoncer à une occasion peut-être unique de faire reconnaître par Radama, entraîné par la Reine, par MM. Laborde et Lambert, les droits que constitue en notre faveur l'ancienne possession de plusieurs points du littoral et un traité librement passé en 1846 avec un chef indépendant de fait et de droit, je n'ai pu m'y résoudre.

Il se décide donc, contrairement à ses instructions, à poursuivre la passation d'un traité de commerce permettant l'installation des entreprises françaises à Madagascar, et la signature par le Roi d'un traité secret reconnaissant les droits de la France sur certains points de Madagascar.

Je ne vois pas, ajoute-t-il, comment un pareil acte, surtout si on peut le tenir secret, pourrait gêner ou contrarier la politique générale du Gouvernement de l'Empereur...

Il ne sera pas dit que nous avons été évincés d'une île dont nous réclamions naguère la souveraineté...

Enfin, il resterait au Gouvernement la faculté de me désavouer en me blâmant d'avoir outrepassé ses instructions. Si ce blâme m'était infligé, je l'accepterais respectueusement, avec la ferme convic-

tion d'avoir, dans les circonstances toutes particulières dans lesquelles je me trouve, rempli loyalement et consciencieusement mon devoir envers l'Empereur et envers la France.

Admirons le fier langage et l'attitude courageuse de ce Français qui ne craignait pas les responsabilités.

Quelques jours après, arrive de France M. Lambert. On lui fait une réception magnifique.

Malgré toutes ces manifestations de sympathie française, Radama, en violation des droits conférés à M. Lambert, signe une charte en faveur de M. Caldwell, citoyen anglais. Le commandant Dupré aussitôt va se plaindre au Roi et proteste surtout contre l'intervention dans cette affaire du méthodiste Ellis, instigateur de cette trahison, qui continue contre la France sa politique de dénigrement, agent secret du gouvernement anglais, désavoué lorsque c'est utile par les agents officiels du même gouvernement. Sur les représentations énergiques du commandant Dupré et de Jean Laborde, le Roi se rétracte, reconnaît la priorité de la concession Lambert et accepte de la signer à nouveau solennellement, le 12 septembre. Dans son nouveau texte, la charte comporte au profit de M. Lambert des privilèges extrêmement étendus : droit exclusif à l'exploitation des mines, droit de choisir sur tout le territoire les terrains inoccupés et d'en devenir propriétaire, droit de libre exportation des produits minéralogiques ou agricoles, exemption de tout impôt, droit de créer des routes, des canaux, des chantiers de constructions; elle confirme, en faveur du Roi et de ses successeurs, un prélèvement de 10 p. 100 sur les recettes de la Compagnie[1].

Le même jour, après de longues discussions, le Roi signe avec la France un traité qui consacre la liberté religieuse, la liberté de commerce, de navigation et d'établissement, la reconnaissance des privilèges consulaires, l'assistance et la protection assurées à la marine marchande, le droit pour les Européens de posséder et de vendre, l'abrogation complète des droits de douane pendant la durée de son règne.

Les succès de la mission française irritent la mission anglaise

1. Laborde, estimant que sa situation officielle lui permettait difficilement de conserver un intérêt dans cette affaire, déclare renoncer aux droits primitivement stipulés en sa faveur.

qui cherche à circonvenir le Roi en exploitant les penchants du Roi pour la boisson et la débauche.

Quelques jours après les fêtes du couronnement, le commandant Dupré, profitant d'un moment d'expansion de Radama, lui présente à signer un traité secret portant la reconnaissance des droits spéciaux de la France sur Madagascar. Le Roi répond qu'il ne les conteste pas personnellement, mais qu'il ne peut les reconnaître officiellement sans se mettre en opposition avec tout son peuple : « Que l'Empereur prenne ce qu'il voudra, dit-il, je promets de ne pas faire marcher un soldat contre vos troupes. » Le commandant Dupré insiste et finit par obtenir la signature royale, en malgache et en français.

Le 4 octobre, sa mission terminée, le commandant Dupré quittant Tananarive porte sur l'ensemble de sa mission un jugement très exact :

Le rôle du Roi, dit-il[1], semble être d'ouvrir et de livrer Madagascar à toutes les influences étrangères; il a de la sympathie pour les Européens, mais il n'y a rien à attendre de son initiative; son gouvernement est anarchie et confusion. Il a fait table rase de toutes les institutions comme des superstitions du passé; il affecte de jeter le trouble dans la constitution sociale du pays. Sans la pusillanimité et l'extrême douceur des mœurs de sa population, sans leur superstitieux respect pour le sang royal, il n'y aurait aucune confiance à avoir dans la durée du règne de Radama.

Au contraire il estime que tout l'avenir de Madagascar repose sur la prompte mise en valeur de la concession Lambert.

Une Compagnie puissante, écrit-il, deviendrait en quelques années la maîtresse souveraine d'un pays sans Gouvernement, sans finances, par conséquent sans administration et sans armée. Si aisée qu'en soit la conquête violente, elle serait toujours beaucoup plus coûteuse que cette conquête pacifique... La Compagnie, quelle qu'en soit l'âme, ne tardera pas à régner souverainement sur Madagascar. Si la France n'a pas renoncé à ce but légitime de son ambition, cette Compagnie doit être l'instrument au moyen duquel elle y parviendra.

Le commandant Dupré n'a garde d'oublier dans sa correspondance ce qu'il doit à Jean Laborde :

L'influence de celui-ci, écrivait-il dès le 26 août au ministre de la Marine, sur le Roi, sur la Reine, et sur une grande partie de leur entou-

1. Lettre du 23 octobre 1862 au ministre de la Marine.

rage, est sérieuse; elle est basée sur le fondement le plus solide : une probité qui va jusqu'au désintéressement, une complaisance qui ne se lasse jamais, une générosité presque sans borne, une franchise qui — du temps même de la vieille Reine — n'a jamais pu être prise en défaut, et une noblesse de caractère reconnue de tous.

Dans sa dernière lettre il ajoute :

Les résultats que j'ai obtenus, je dois le proclamer hautement, sont dus principalement à l'influence personnelle et au concours sans réserve de M. Laborde qui, souffrant comme en bonne santé, n'a reculé devant aucun effort, devant aucune fatigue, et s'est associé à toutes mes démarches avec une intelligence et une abnégation dignes des plus grands éloges. Si le Gouvernement de l'Empereur, satisfait de la manière dont j'ai compris et rempli ses intentions, juge que j'ai quelque titre à une récompense, je demande instamment pour M. Laborde la croix d'officier de la Légion d'honneur.

Avec le commandant Dupré, s'éloigne M. Lambert; Jean Laborde se retrouve seul pour représenter la France à la cour de Tananarive. C'est l'époque où son influence est prépondérante. Le Roi et la Reine viennent constamment dîner chez lui. Le 22 novembre, Clément Laborde, fils de Jean Laborde et d'une Malgache, est nommé ministre des Affaires étrangères. Cette nomination provoque, de la part du Consul anglais, des réclamations qui sont transmises à Londres et à Paris. Le ministre français des Affaires étrangères, apprenant la nouvelle, manifeste sa mauvaise humeur.

Tout cela, dit-il, est exorbitant. Cet accaparement de Madagascar, cette mainmise sur le Gouvernement sont faits pour exciter à un point extrême la jalousie des Anglais. A force de tendre la corde on la rompra.

Quelques jours après, il écrit à Laborde :

Une semblable désignation ne laisse pas que d'offrir des inconvénients qui me portent à la regretter. En effet, si nous ne devons rien négliger pour tirer le meilleur parti possible de notre nouvelle position à Madagascar, *il ne saurait être prudent dans notre politique, de faire passer le Gouvernement du pays entre nos mains.*

Laborde obéit et son fils se retire.

Cependant, le commandant Dupré, de retour à Paris, fait ratifier par l'Empereur le traité malgache.

En même temps, sur la demande de l'Empereur, M. Lambert cède ses droits à la Compagnie de Madagascar, foncière, industrielle et commerciale, au capital de 50 millions, auto-

risée par décret du 2 mai 1863. Par un second décret en date du même jour, le baron de Richemond, sénateur, est nommé Gouverneur de la Compagnie, dont M. Lambert sera le représentant à Madagascar. Le Gouvernement impérial offre de nouveau au Gouvernement anglais de participer à l'affaire, mais cette proposition n'a pas de succès.

Quelques jours après, la nouvelle Compagnie envoie, sous la direction du commandant Dupré et de M. Lambert, une importante mission de spécialistes, d'ingénieurs et de savants, chargés de procéder à la reconnaissance du pays et de préparer sa mise en valeur.

Par dépêche du 14 mai 1863, M. Drouyn de Lhuys invite Laborde à favoriser de tout son pouvoir les opérations de la Compagnie de Madagascar, tout en expliquant aux Hovas le but pacifique qu'elle poursuit. Il lui rappelle d'ailleurs que les opérations de la Compagnie ne peuvent entraîner la responsabilité du Gouvernement français et que la prise de possession des territoires par celle-ci ne doit pas être assimilée à une acte de souveraineté de la part de la France.

Il lui annonce, d'autre part, que le Gouvernement, frappé des résultats considérables qu'il a obtenus en quelques mois, vient, par décret du 8 mai 1863, de le nommer lui-même consul de deuxième classe.

Au moment où, riche de promesses, s'ouvrait pour la France une ère de pénétration pacifique à Madagascar, se produisait un événement qui bouleversait tous les calculs et annihilait tous les efforts : la Révolution de Tananarive et l'assassinat du roi Radama II.

Les causes de la Révolution qui mettait fin si tragiquement au règne de Radama sont nombreuses. C'est tout d'abord le bouleversement des vieux usages et des traditions par le jeune roi, élevé à l'européenne. C'est en second lieu la rancune du premier ministre écarté du pouvoir et remplacé dans la faveur du prince par une trentaine de jeunes Malgaches, choisis parmi ses compagnons de plaisir. C'est enfin, l'action des méthodistes anglais et notamment d'Ellis, jaloux de l'influence personnelle de Laborde sur le Roi et des avantages qu'en retirait la France.

Les incidents provoqués par les mécontents, habilement

exploités par eux, exaspèrent la foule. Au cours d'une émeute le Roi est étranglé avec son écharpe.

Le Congrès désigne pour lui succéder sa veuve Rabodo, proclamée Reine malgré elle, sous le nom de Rasohérina. Le pouvoir effectif passe aux mains du premier ministre Rainivoninahitriniony, et de son frère Rainilaiarivony, commandant en chef.

Dès lors, sous l'influence des méthodistes et des Anglais, se manifeste une violente réaction contre la politique suivie par le précédent souverain. Le Gouvernement hova refuse de ratifier le traité de commerce revêtu de la signature de Napoléon III, et annule la charte consentie à M. Lambert.

En présence de cette attitude, Laborde amène le pavillon français sur le Consulat et rejoint à Tamatave le commandant Dupré et M. Lambert. Il conseille vivement une politique énergique. Dans sa lettre au ministre des Affaires étrangères, du 4 novembre 1863, le commandant Dupré insiste de son côté pour une « action immédiate ». Il préconise nettement une intervention armée.

A Paris, on fait la sourde oreille. Tandis que M. Lambert et le commandant Dupré quittent Madagascar, Laborde rejoint Tananarive en dépit des menaces de mort proférées contre lui et s'efforce, grâce à des influences qu'il entretient à prix d'or, de suivre de près les événements, les intrigues et les complots qui mettent aux prises le premier ministre et les partisans de l'ex-Roi.

Ce service de renseignements lui attire des observations du Quai d'Orsay, qui lui reproche[1] de dépenser trop d'argent pour les entretenus et de ne pas exiger leurs signatures sur ses états justificatifs. Jean Laborde répond qu'un haut fonctionnaire, même malgache, ne donne pas volontiers sa signature lorsqu'il émarge sur des fonds secrets. Devant de nouvelles observations du Quai d'Orsay, il décide de supprimer toute allocation aux entretenus.

J'ai l'honneur d'informer votre Excellence, écrit-il, que depuis que j'ai cessé, faute d'argent, de payer les entretenus secrets, trois d'entre eux, parmi lesquels deux influents, à savoir l'ancien ministre des Finances et l'ancien ministre de la Police, sont passés aux Anglais[2].

1. Dépêches en date du 28 juillet 1863 et du 13 août 1864.
2. Lettre au ministre des Affaires étrangères en date du 17 novembre 1864.

Laborde assiste dès lors, impuissant, à l'augmentation continue de l'influence anglaise, aux menées du missionnaire Ellis qui s'en va répétant que nous ne pouvons faire la guerre sans la permission des « Anglais ».

De 1864 à 1867, les méthodistes construisent à Tananarive des hôpitaux, des temples, distribuent des bibles et des livres d'école à profusion. Pour lutter contre l'influence anglaise, Laborde demande des subventions pour les écoles françaises, pour la mission catholique, mais il réclame surtout une action énergique du Gouvernement.

Il y a quelques jours, écrit-il, je me plaignais au premier secrétaire d'État des vexations dont nos nationaux sont victimes; comme je lui faisais entrevoir les conséquences d'une pareille conduite, il m'a répondu : que ne vient-il donc nous faire la guerre, votre Gouvernement ?... [1]

Et un peu plus tard [2] :

Ne serait-il pas temps, Monsieur le Ministre, d'appuyer mes arguments de preuves irréfragables et de leur faire voir enfin clairement ce que je ne cesse de leur répéter depuis si longtemps : que la volonté de l'Empereur n'est subordonnée à celle d'aucune puissance étrangère? Tant qu'on n'agira pas fermement à leur égard, on n'arrivera à aucun résultat satisfaisant, car l'esprit de conciliation dont notre Gouvernement leur donne de si grandes preuves est pris par eux pour faiblesse et impuissance.

Entre temps, le Gouvernement hova avait envoyé en Europe deux officiers, chargés de négocier, avec les cabinets de Paris et de Londres, un nouveau traité de commerce. Mais le Quai d'Orsay refuse de recevoir la mission malgache tant que le Gouvernement de Tananarive n'aura pas accordé à la Compagnie de Madagascar, pour le dommage qui lui a été causé, une indemnité bien modeste de 1 200 000 francs. On ne peut s'empêcher de taxer le Gouvernement français de faiblesse, en présence de la violation par le gouvernement malgache de cette concession sur laquelle tant d'espoirs de pénétration pacifique dans la grande île africaine avaient été échafaudés. Il est intéressant par contre de rappeler que le Consul anglais, M. Packenham, avait offert à M. Lambert de lui acheter ses droits pour 25 millions; il n'avait pas d'instructions pour cela,

1. Dépêche au ministre des Affaires étrangères du 16 septembre 1864.
2. Lettre du 1er mai 1865, au ministre des Affaires étrangères.

disait-il, mais il était sûr d'être couvert par son Gouvernement; il ajoutait que, s'il avait pu acheter la charte, six mois plus tard, vingt-cinq navires de guerre anglais auraient croisé sur les côtes de Madagascar.

La question de l'indemnité de la Compagnie de Madagascar occupe pendant plus d'un an l'activité de Laborde, qui se heurte à toutes les lenteurs et à tous les détours de la cour de Tananarive. Son énergie triomphe de tous les obstacles et obtient finalement le versement des 1 200 000 francs.

Cette question est pour lui une cause d'ennuis de tout genre. Il apprend qu'à Paris certaines personnes jalouses émettent l'idée que Laborde, ancien associé de Lambert, a une part dans l'indemnité. Laborde, indigné, écrit au Quai d'Orsay, le 20 avril 1866 :

Je n'ai rien reçu, ni directement, ni indirectement, je l'affirme sur l'honneur, et je proteste contre toute opinion tendant à établir le contraire. Je ne puis m'empêcher, en terminant, Monsieur le Ministre, d'exprimer un regret : je m'étais voué tout entier à l'intérêt de ma patrie et à la civilisation d'un peuple, j'avais tout sacrifié dans ce but; ce ne sont pas mes sacrifices que je regrette; s'ils étaient à refaire je les ferais encore; ce que je regrette, ce qui m'afflige profondément, c'est de voir mes efforts flétris par l'opinion qui semble les attribuer à un sentiment de basse cupidité.

M. Drouyn de Lhuis lui répond que son honorabilité et son désintéressement sont assez connus pour qu'il n'ait pas à se préoccuper davantage de ces racontars.

A Tananarive, la situation est plus grave. Elle excite le Gouvernement et la population contre Laborde dont l'énergie est venue à bout des lenteurs de la diplomatie malgache; des menaces de mort sont affichées à sa porte et le Gouvernement hova écrit à Napoléon III et à la reine d'Angleterre pour demander son rappel.

Le 29 novembre 1865, Laborde écrit au Quai d'Orsay qu'en plein Conseil le premier ministre a proposé officiellement de le faire assassiner. Le père Jouen envoie la même information dans une lettre privée au ministre des Affaires étrangères :

Cet homme (Laborde), dit-il, type de la délicatesse et de la probité, malgré les renseignements les plus formels qu'il reçoit journellement sur les dangers qu'il court, est prêt à rester à son poste et à y sacrifier

sa propre vie pour servir les intérêts de son pays et le Gouvernement de l'Empereur.

Quelques semaines plus tard, le baron de Richemond écrit :

La perte de M. Laborde est décidée. C'est par le poison que l'on doit s'en défaire, afin de donner à son décès l'apparence d'une mort naturelle et pour éviter le légitime châtiment que la France serait obligée d'infliger aux assassins d'un Consul.

Au dernier moment, les Hovas, craignant des représailles, renoncent à leur projet d'assassinat et, l'affaire de l'indemnité étant réglée, les relations de Laborde avec la cour redeviennent meilleures. Il obtient de la Reine qu'elle remette à la mission catholique ses enfants, qu'elle en avait retirés pour les confier à la mission protestante.

Le Gouvernement français estime que le moment est venu de reprendre les pourparlers pour la conclusion d'un traité de commerce. Entre temps, en effet, l'Angleterre avait signé, le 27 juin 1865, un traité dans lequel cette puissance déclarait abandonner tous les droits territoriaux qu'elle pouvait avoir sur Madagascar, et acceptait un rétablissement des droits de douane de 10 p. 100; le principal objet de ce traité était de rendre plus difficile la conclusion d'un traité avec la France qui ne pouvait accepter des conditions analogues. Le Gouvernement impérial se rend compte de la nécessité d'intervenir et envoie le comte de Louvières pour négocier le nouveau traité, avec le titre de Commissaire spécial.

Pour concentrer entre les mains de ce haut commissaire tous les services français à Tananarive, il est convenu que M. de Louvières gérera également le Consulat et que, pendant la durée de sa mission, un congé sera accordé à Laborde.

Le 1er mai 1866, le ministre des Affaires étrangères communique sa décision à Jean Laborde, en dissimulant ce qu'elle a de dur sous quelques fleurs et compliments d'une banalité tout administrative.

Laborde s'incline devant la décision du ministre et se borne à lui rappeler, le 5 septembre 1866, les services rendus par lui pendant trente ans à la cause française.

Votre Excellence, dit-il, a trop l'expérience des hommes et des choses pour qu'il soit besoin de lui rappeler qu'un Français, seul et sans appui,

n'a pu faire tout cela sans les plus énormes sacrifices. J'oserais l'avouer confidentiellement à Votre Excellence, il m'eût été facile de parvenir à une grande fortune, si j'avais un peu plus consulté mes intérêts, tandis qu'à l'heure actuelle il ne me reste en réalité que soixante ans d'âge et un dénûment à peu près complet... La seule grâce que j'ose demander à Votre Excellence, c'est de se souvenir qu'elle laisse à Tananarive un serviteur dévoué qui se recommande à sa bienveillance et qui, après avoir tout sacrifié pour l'honneur de son pays, serait trop heureux de pouvoir lui sacrifier encore le peu de vie qui lui reste.

Laborde se met d'ailleurs à la disposition du comte de Louvières, arrivé à Tananarive le 22 juillet 1866, pour lui faciliter ses négociations qui, après avoir progressé lentement, paraissent en bonne voie.

Brusquement, le 1er janvier 1867, le comte de Louvières meurt. On attribue officiellement sa mort à un accès de fièvre, mais les bruits qui courent au sujet de cette disparition soudaine à la veille de la signature du traité de commerce, bruits que confirme plus tard une enquête complète faite par un de ses successeurs [1], attribuent nettement sa mort à un assassinat par le poison.

Laborde est replacé en activité jusqu'à l'arrivée du nouveau Commissaire spécial, M. Francis Garnier, qui est désigné le 24 mars 1867 et arrive à Tamatave au mois de juin 1867.

Le 9 août, le Commissaire spécial de France, accompagné de Laborde, est reçu en grande pompe par la Reine à Andevourante. Il admire les gardes de la Reine, reconnaissables à leur ceinture rose, au chapeau rond européen, les aides de camp, revêtus de pantalons et de redingotes, et les dignitaires en habits brodés. La Reine s'enquiert surtout de l'Exposition Universelle à laquelle elle regrette de n'avoir pas été conviée.

Elle repart pour Tananarive où elle arrive le 6 octobre 1867. Francis Garnier la suit à quelques jours de distance et assiste avec Laborde à un déjeuner officiel où l'on sert entre autres mets recherchés des Malgaches « des sauterelles frites et des coléoptères grillés ». Après le déjeuner qui dure cinq heures, les négociations s'engagent et sont menées rapidement.

Garnier, qui avait d'abord vu sans plaisir la place importante

1. Lettre de M. Cassas, Haut-Commissaire à Madagascar, aux Affaires étrangères, le 9 janvier 1880.

tenue par Laborde à la cour de Madagascar, craignant que son propre rôle ne s'en trouvât diminué, ne tarde pas à revenir sur ses préventions premières et cherche à utiliser l'influence de Laborde sur la Reine et ses ministres.

Rasoherina, écrit-il aux Affaires étrangères, le 24 octobre 1867, s'est habituée depuis son jeune âge à considérer M. Laborde comme le plus dévoué de ses amis, celui dont les conseils méritent toute sa confiance et dont la présence est pour elle une raison de sécurité.

Les négociations se trouvent malheureusement ralenties par la maladie de Rasoherina qui souffre d'une dysenterie aiguë. Elle fait appeler Laborde pour la soigner. Sa santé s'améliore. Ce résultat éveille la jalousie du pasteur Ellis qui demande qu'un médecin anglais, M. Davidson, soit adjoint à Laborde.

Cette adjonction n'a pas été heureuse, écrit Francis Garnier, car ce médecin, loin d'avoir arrêté les progrès de la maladie, les a plutôt accélérés en suspendant la médication au moins inoffensive recommandée par M. Laborde, pour la remplacer par des médicaments dangereux [1].

La Reine s'affaiblit peu à peu. Laborde ne la quitte pas et assiste à son baptême par le père Jouen, supérieur à la Mission Catholique.

Elle meurt le 1er avril 1868. La Reine « a tourné le dos », disent les Malgaches. Le deuil public de trois mois est proclamé, pendant lequel il est interdit de mettre en mouvement les objets sonores, de donner des rendez-vous, de coucher sur des lits et de filer de la soie.

A Rasoherina succède sa cousine Ramona, sous le nom de Ranavalo II. Ce choix met d'accord les vieux Hovas, partisans de la politique des femmes, et les Anglais, car la nouvelle Reine a été élevée par les soins d'un pasteur protestant et est acquise à la secte anglicane.

La Reine actuelle, écrit Francis Garnier, passe pour avoir l'intelligence peu développée. On la dit adonnée à la boisson et déjà valétudinaire, quoique à peine âgée de quarante ans.

A l'expiration du deuil officiel, Francis Garnier reprend les négociations et obtient, le 8 août 1868, la signature du

1. Lettre du 24 mars 1868 aux Affaires étrangères.

traité franco-malgache, qui contient au profit des Français le droit de posséder, d'acquérir et de faire le commerce.

En écrivant le 11 août 1868 au Quai d'Orsay pour annoncer le succès de ses efforts, Garnier ajoute :

Je prie Votre Excellence d'attribuer une grande partie de ces résultats au concours aussi utile qu'empressé que m'a prêté M. Laborde... En cette circonstance comme en tant d'autres, ce digne et si recommandable compatriote n'a tenu compte que des intérêts de son pays et je ne fais que rendre hommage à la vérité en reconnaissant que c'est grâce à son active coopération que j'ai pu obtenir une solution satisfaisante sans avoir à recourir à des moyens extrêmes.

Il demande pour Laborde la croix d'officier de la Légion d'honneur.

Tandis que Francis Garnier attend l'échange des ratifications, le couronnement de la Reine a lieu le 3 septembre 1869, dans une cérémonie où pour la première fois ne paraissent ni idoles, ni talismans. Sur la table voisine du trône royal se trouve la Bible. La Reine prononce une allocution que l'on pourrait prendre pour un prêche. Enfin, le 21 février 1869, elle est baptisée dans la religion anglicane, ainsi que Rainilaiarivony, premier ministre, qu'elle vient d'épouser et qui joue, dès lors, le rôle de prince consort. Une chapelle anglicane est construite dans le palais; le protestantisme devient religion d'État; l'ordre est envoyé dans toute l'Emyrne de détruire les idoles familiales; seuls, contre la propagande protestante luttent les frères de la doctrine chrétienne.

Le 27 août 1869, Francis Garnier, malade, quitte Madagascar, laissant les services du Consulat à Jean Laborde, qui les reprend officiellement le 6 novembre. Au début de 1870, celui-ci songe à aller passer quelques semaines dans son pays natal qu'il n'a pas revu depuis 43 ans; mais il renonce à son projet lorsqu'il apprend la déclaration de guerre à l'Allemagne. A cette nouvelle, la reine Ranavalo lui remet une lettre pour l'empereur Napoléon III :

J'ai appris par votre Consul, dit-elle, que Votre Majesté était partie accompagnée de son fils, malgré son extrême jeunesse, pour se mettre à la tête des troupes françaises, tandis que Sa Majesté l'Impératrice avait la régence du royaume.

Je viens avec mon peuple saluer Votre Majesté; salut aussi à Sa Majesté l'Impératrice, au Prince impérial et au peuple français.

Que Dieu protège Votre Majesté et la Nation française, que cette guerre ait pour résultat le bonheur de la France; telle est l'expression de nos vœux. Les bonnes relations qui existent entre nous me donnent l'espoir que Votre Majesté voudra l'agréer.

Après la guerre, le Gouvernement français, dans un but d'économie, revise les postes de fonctionnaires et décide de supprimer le consulat de Tananarive. Contre cette mesure inopportune, s'élèvent vigoureusement Francis Garnier, qui soutient que ce serait livrer Madagascar à l'Angleterre et M. Grandidier, l'explorateur éminent qui a parcouru Madagascar dans tous les sens et est resté l'ami de Laborde. Ils gagnent à leur cause M. Thiers. Le rétablissement du poste n'est cependant réalisé que par un décret du 20 février 1873. Jean Laborde reprend possession de son ancien service dont le traitement est réduit par mesure d'économie à 15 000 francs.

Pendant les années qui suivent, le rôle du représentant de la France, vaincue et meurtrie, est forcément effacé; en dehors de l'expédition des affaires de chancellerie, Laborde dénonce dans plusieurs lettres les progrès du protestantisme dus à la propagande, et même à la violence. Il voit mourir à côté de lui, au début de 1877, sa sœur, madame Campan, qui était venue le rejoindre depuis plusieurs années avec son fils Jean. Lui seul garde son entrain, toujours actif et serviable, s'occupant des plus minimes réclamations de nos nationaux.

En 1877, une épidémie de variole désole Madagascar, interrompant presque entièrement les communications et suspendant la correspondance entre Tananarive et la côte. Le 7 novembre 1877, le ministre des Affaires étrangères écrit à Laborde :

Monsieur, la rareté de votre corespondance depuis plus d'une année m'a donné lieu de penser que votre âge et votre état de santé vous rendraient désormais difficile de suffire aux exigences du service dont vous êtes chargé : j'ai dû chercher, dès lors, les moyens de vous assurer un repos nécessaire dans des conditions qui témoigneraient de la satisfaction de mon Département pour vos anciens et honorables services ainsi que de l'intérêt bienveillant qu'il n'a cessé de vous porter. J'ai, en conséquence, proposé à M. le Président de la République de vous élever à la première classe de votre grade et de vous admettre dans le cadre d'inactivité. Cette double disposition a été sanctionnée par un décret en date du 30 du mois dernier.

Cette brutale mise à la retraite blesse Laborde qui écrit à un de ses amis, M. Soumagne, agent consulaire à Tamatave, le 15 février 1878 :

Me voilà, mon cher ami, bien avancé à mon âge, et bien récompensé de tous les sacrifices que j'ai faits de ma vie et de ma fortune; cependant je suis loin de regretter tous ces sacrifices et, si je le pouvais, j'en ferais encore autant et même plus, si l'occasion s'en présentait.

Les amis de Laborde, désireux d'atténuer l'amertume de cette mesure, réclament à nouveau pour lui, mais sans plus de succès, la rosette de la Légion d'honneur.

D'ailleurs, Laborde doit continuer à assurer provisoirement le service, car les successeurs qu'on lui donne [1] ne rejoignent pas.

Vers la fin de 1878, Laborde tombe malade d'une maladie de vessie compliquée de dysenterie. Jusqu'au dernier jour, il remplit ses fonctions et meurt le 27 décembre 1878, dans sa soixante-quatorzième année. On l'enterre dans le tombeau qu'il s'est lui-même bâti à Mantasoa et la Reine lui fait faire des obsèques presque royales.

La mort de Laborde ne marque pas la fin de son histoire; c'est au contraire à partir de ce moment que la France, pour laquelle il a dépensé tant d'activité et d'intelligence, commence à connaître son nom. Le règlement de sa succession fut en effet une des causes des difficultés diplomatiques et des expéditions militaires, qui se succédèrent à Madagascar à partir de 1880.

Laborde, en mourant, laissait pour héritiers, deux neveux : Édouard Laborde et Jean Campan, ce dernier chancelier de 3e classe à Tananarive.

L'héritage laissé par Laborde était assez important, quoique sa fortune eût subi des vicissitudes nombreuses au cours de sa carrière mouvementée. Avant son expulsion de Madagascar, il était plusieurs fois millionnaire; en 1857, tous ses biens sont confisqués, ses usines brûlées, ses établissements détruits, ses 10 000 ouvriers dispersés. Rentré à Madagascar, à l'avènement de Radama, il rentre en possession de ses propriétés, mais, absorbé par ses fonctions officielles, ne peut

1. M. Monge, puis M. Cassas.

rendre la vie à la ville industrielle dont il avait été le créateur et le génie bienfaisant; comme compensation, Radama lui fait don, le 26 mars 1863, de trois propriétés importantes. Telle quelle, au lendemain de son décès, sa succession est évaluée à 1 138 000 francs, non compris une vaste concession de mines.

Lorsque ses héritiers veulent entrer en possession, le Gouvernement malgache conteste la validité des dons faits par Radama, ainsi que les droits de propriété de Laborde sur les terrains qu'il a acquis de ses deniers. Il s'empare de tous les biens faisant partie de la succession.

Les réclamations des héritiers Laborde sont transmises au Quai d'Orsay, en même temps que celles d'autres Français victimes du gouvernement hova. L'amiral Galiber, puis l'amiral Miot, qui sont chargés de faire reconnaître par les Hovas le protectorat de la France sur la partie nord-ouest de l'île, ont mission d'obtenir une indemnité pour désintéresser les Français lésés. Cette satisfaction est accordée par le traité signé par l'amiral Miot et M. Patrimonio, le 17 décembre 1885; sur cette indemnité, 560 000 francs sont attribués aux héritiers Laborde.

Le premier ministre malgache cherche à se venger et obtient de l'amiral Miot la promesse formelle que M. Campan sera éloigné, pour le motif qu'un agent en fonctions ne peut avoir de difficultés d'ordre personnel avec le Gouvernement auprès duquel il est accrédité. L'amiral Miot a la faiblesse de souscrire à cette condition.

***

Au terme de cette étude, quel jugement porter sur Jean Laborde?

Trois qualités dominent en lui. D'abord, l'intelligence, une de ces intelligences vives et pratiques qui ne s'embarrassent pas des formules apprises, qui savent se plier à toutes les circonstances, s'adapter à tous les milieux, prendre des décisions rapides et graves; la variété de cette intelligence lui permet de tenir, avec le brio que l'on sait, les situations variées auxquelles l'appellent successivement le hasard, le

travail et la persévérance. C'est ensuite une profonde honnêteté, allant jusqu'au désintéressement, l'empêchant, à partir du moment où il fut investi d'une fonction officielle, de tirer un profit personnel quelconque des affaires qu'il avait contribué à édifier auparavant. C'est enfin surtout un patriotisme profond, de tous les instants, qui le guide; jeune homme, il essaie de faire pénétrer les idées de civilisation et l'amour de la France à la cour de la cruelle Ranavalo; ami du Roi, son ambition est de l'amener à souscrire au protectorat de la France; consul de France, pendant la période difficile, où les moyens d'action manquent, où s'affirme la mainmise sournoise et tenace des protestants et des Anglais sur la cour et sur le pays, il soutient une lutte sans merci, pied à pied, pour défendre des positions qui lui sont confiées.

En face de lui, on ne peut que juger sévèrement l'attitude du Gouvernement français, qui ne répond pas aux offres si tentantes que, sous l'inspiration de Laborde, le prince Rakoto fait à Napoléon III en 1854 et 1855; qui décide, en 1862, de renoncer à tous les droits de la France sur Madagascar, droits qui ne sont conservés que par la courageuse désobéissance de son plénipotentiaire; qui refuse d'intervenir à temps pour imposer aux Hovas l'observation du traité de commerce avantageux conclu en 1862 et le respect de la charte Lambert dont les stipulations étaient pour la France d'une valeur inestimable; qui ne donne pas à la mission et aux écoles françaises des moyens d'action comparables à ceux dont disposent leurs concurrents anglais.

Si le nom de Jean Laborde n'a pas la notoriété qui lui est due, on ne peut dire cependant que la postérité ait été injuste à son égard. Les 24 et 27 mars 1884, devant une Chambre surexcitée, M. de Lanessan développait son interpellation sur les affaires de Madagascar, où peu d'éloges étaient décernés aux hommes et aux Gouvernements qui avaient eu à connaître des affaires malgaches; mais il saluait brièvement en Laborde « un homme qui a rendu à Madagascar des services de toute espèce et qui a porté le drapeau de la France dans ce pays avec une dignité et une intelligence auxquelles tout Français doit rendre hommage ».

Un autre interpellateur, M. Georges Périn, ajoutait :

« M. Laborde appartenait à cette catégorie de colons qui pensent que c'est pacifiquement que la France doit étendre son domaine colonial et que le véritable moyen de civiliser ces races que nous appelons volontiers inférieures, ce n'est pas de commencer par les battre. Il croyait que l'on doit pénétrer chez elles avec des paroles de paix et qu'on doit leur faire sentir et apprécier les bienfaits de notre civilisation, en leur montrant comment cette civilisation sait augmenter le bien-être de l'homme, en développant ses facultés et en accroissant ses richesses. Il croyait que nous devions pénétrer dans ces pays encore inexploités pour y faire du commerce et non des conquêtes. M. Laborde a donc, pendant longtemps, maintenu à Madagascar la situation de la France dans les meilleures conditions. »

Associons-nous à ces hommages publics rendus à la mémoire de Laborde pour reconnaître que les Malgaches ont eu raison de lui donner pour surnom ce titre qu'il a si bien mérité, celui de « grand Français ».

LOUIS MARLIO

TROIS INTERVIEWS

D'HOMMES D'ÉTAT AUTRICHIENS[1]

AU PAYS DES DOLLARS ALPESTRES

Depuis que Frédéric V de Habsbourg imprima sur sa vaisselle, dans le cuir de ses reliures et au fronton de ses châteaux les initiales de l'orgueilleuse devise qu'il donnait à sa dynastie

A. E. I. O. U Austriae est imperare orbi universo,

bien des interprétations ont été substituées à celle où le grand-père de Charles-Quint promettait à sa maison l'empire du monde. La dernière, tendant à célébrer le remarquable résultat du grand programme d'assainissement appliqué, sous l'égide et avec l'aide de la Société des Nations, par le chancelier Seipel, constate l'engouement des nouveaux docteurs d'Europe et d'Amérique pour la « recette autrichienne » de secours international à un pays de monnaie effondrée et de finances en débâcle :

Austria exemplum in orbe universo.

« L'Autriche peut être un exemple dans le monde entier! » C'est un Polonais qui a imaginé cette formule; ç'eût été

1. L'étude de M. Zimmerman a déjà donné à nos lecteurs d'intéressantes précisions sur les conditions dans lesquelles s'effectue le relèvement de l'Autriche. Nous avons voulu compléter notre enquête et nous avons demandé à notre collaborateur M. Dunan, spécialiste des questions autrichiennes, de bien vouloir interviewer pour nos lecteurs les personnalités politiques les plus éminentes de Vienne.

aussi bien un Hongrois, voire un Allemand pour ne parler que des États où la crise des changes s'est traduite par des chiffres à plusieurs zéros. Sans vouloir exagérer la portée de « l'exemple autrichien », on ne saurait méconnaître l'intérêt qu'il comporte, par la mise en jeu de la première grande action de solidarité internationale. On nous permettra donc peut-être, après avoir, un des premiers en France, esquissé, au seuil de la crise, dans la *Revue de Paris*[1], les grandes lignes du problème de *la Nouvelle Autriche*, ses périls et ses remèdes, d'y faire résumer aujourd'hui par les trois hautes personnalités les plus qualifiées, les étapes de la maladie et l'encourageant état actuel de la convalescence politique, financière et économique. Nous avons nommé : le président de la République, M. Hainisch, le chancelier fédéral Mgr Seipel, et le gouverneur de la Banque d'Autriche, M. Reisch [2].

I

Tandis que de larges flocons de neige s'abattaient, selon la coutume nouvelle d'un hiver exceptionnellement rigoureux, sur le charmant jardin à la française du *Volksgarten* et ouataient le cheval de bronze de l'archiduc Charles et les lignes élégamment banales de l'aile François-Joseph de l'ex-palais impérial, je causais, dans son cabinet du ministère des Affaires Étrangères devenu à la fois l'Élysée et le Quai d'Orsay de la jeune république, avec le « chef de section Lœwenthal », secrétaire général de la présidence à qui la révolution a retiré sa particule et son titre de baron. Bientôt j'étais introduit dans le vaste cabinet de travail du président Hainisch.

Le docteur Hainisch, comme on l'appelle à Vienne en toute simplicité, du titre commun à tous les intellectuels diplômés des pays germaniques, est un grand, svelte, et robuste sexagénaire, dont la longue barbe carrée encadre

1. Du 15 mai 1920.

2. Nous aurions prié le Commissaire Général de la S. D. N. à Vienne, M. Zimmerman, de vouloir bien ajouter son témoignage à cette succincte enquête, si la *Revue de Paris* ne lui avait réservé directement la parole. (Voir le numéro du 1er Avril. N. D. L. R.)

un visage énergique, aux yeux marron tour à tour vifs ou méditatifs, sous le front réfléchi et volontaire. L'allure et la démarche dans la jaquette de bonne coupe, trahissent un curieux mélange d'homme de cabinet et d'homme des champs, de bourgeois et d'agrarien, d'universitaire et de *gentleman farmer* entraîné à tous les sports de la campagne et de la montagne. Né en 1858 à Aue près de Gloggnitz, dans le décor alpestre familier à tous les touristes qui hivernent ou passent l'été au tout proche col du Semmering, le président y possède et y exploite lui-même une terre où il se livre depuis trente ans à la fois à l'agriculture et à l'élevage du bétail, à l'expérimentation de ses doctrines d'économiste et d'agronome, à la pratique des hommes et à la solitude plus féconde. Ancien élève des Universités de Vienne et de Leipzig, il est docteur en droit, mais n'a fait qu'une courte carrière de fonctionnaire au ministère de l'Instruction Publique, pour se consacrer rapidement tout entier à ses travaux personnels et à une activité sociale et sociologique inspirée de l'exemple de sa mère, Marianne Hainisch, la plus marquante personnalité du mouvement féministe en Autriche. Tour à tour Michel Hainisch a été l'apôtre et le propagateur des bibliothèques populaires, notamment des bibliothèques circulantes dont l'usage est maintenant très répandu dans les villages des provinces alpestres, l'initiateur en Autriche du mouvement réformiste anglais des *Fabians*, le rapporteur de grandes enquêtes nationales sur des questions de travail et de prévoyance sociale, l'un des champions de la réforme de l'enseignement secondaire. En 1918 il était entré, comme délégué des caisses d'épargne d'Autriche, dans le Conseil d'administration de la Banque d'Autriche-Hongrie. Il a donné sa démission de toutes ses fonctions, comme de ses nombreuses présidences de sociétés ou d'œuvres, en acceptant celle de la République d'Autriche, dont il inaugurait la première magistrature[1].

1. Le président Hainisch a été élu en vertu de la Constitution du 1er octobre 1920, le 9 décembre suivant, par les voix unies de tous les partis non-socialistes à l'assemblée nationale (Conseil National et Conseil fédéral réunis). Marié en 1888, il est père de deux enfants.

D'une bibliographie des ouvrages et articles du président qu'a bien voulu me remettre son secrétaire-général, M. de Lœwenthal, j'extrais, des premiers,

Le président appartient à une famille d'industriels dont le fondateur, son arrière-grand-père, acheta la seigneurie de Winklmühl, près de Wiener Neustadt, et y transforma en une usine demeurée en possession de sa famille, la petite fabrique d'aiguilles qu'y avait créée l'impératrice Marie-Thérèse au temps où le « Despotisme éclairé » intéressait les têtes couronnées à l'aurore de l'industrie moderne. Le temps passe vite, à écouter un érudit aussi disert que le président quand il sait, par l'expérience de relations plus ou moins anciennes, pouvoir compter sur la discrétion de son interlocuteur, celui-ci appartînt-il à l'engeance redoutable des reporters dont il lui fallut démentir mainte fantaisiste « interview ». Tandis qu'en un français, parfois un peu hésitant mais toujours expressif et frappant, il veut bien aborder successivement toutes les questions dont nous lui avons soumis le texte, notre regard parcourt la vaste pièce où quatre grands miroirs de Bohême renvoient la lumière des trois hautes fenêtres louis-quatorziennes. Le mobilier est d'un assez pur style Empire, bibliothèques discrètement tendues de rideaux, large bureau d'acajou contemporain sans doute de Napoléon Ier, tandis qu'aux murs l'emporte le Napoléon III avec deux paysages du Viennois Josef Holzer. Sur des consoles de marbre blanc, les bustes d'Homère et de Gœthe. En face d'eux une immense toile d'un romantisme attardé, *Héro et Léandre*, hommage rendu à la mémoire du plus grand poète de l'Autriche, le tragédien Grillparzer. Au centre du bureau une charmante petite Française de bronze, languissamment accoudée sur un cadran de Lombard, contemple d'un air rêveur les fiches noires, blanches et rouges du poste de téléphone, seul anachronisme qui rappelle l'actualité moderniste dans le décor familier du travail du Chef

Der Kampf um's Dasein und die Sozialpolitik (La lutte pour la vie et la politique sociale), 1899, *Die Heimarbeit in Oesterreich* (Le travail à domicile en Autriche), 1906, *Einige neuere Zahlen zur Statistik der Deutschoesterreicher* (Nouvelles données statistiques relatives aux Allemands d'Autriche), 1909. *Ist der Kapitalzins berechtigt? Voraussetzungen und Grenzen des Sozialismus* (L'intérêt du capital est-il légitime? Hypothèses et limites du socialisme), 1919. La maison d'édition Gustav Fischer d'Iéna publie ces jours-ci le dernier volume du président Hainisch, grand in-8° de 400 pages; *Die Landflucht, ihr Wesen und ihre Bekämpfung im Rahmen einer Agrarreform* (La désertion des campagnes, sa nature et ses remèdes dans le cadre d'une réforme agraire), 1924.

de l'État... L'audience est terminée, mais je n'aurai que quelques jours plus tard le texte suivant de ses déclarations, rédigé dans sa langue nationale et dûment approuvé, comme l'exige la Constitution, par un ministre responsable, celui des Affaires étrangères.

***

« La formation de l'Autriche comme grande puissance remonte au succès de l'empereur Maximilien dans sa politique de fructueux mariages dynastiques, au début du XVIe siècle, que commémore l'hexamètre fameux

Bella gerant alii, tu felix Austria nube.

Il serait cependant tout à fait erroné d'attribuer seulement à la politique d'une maison la naissance de cette grande puissance. Il était facile de réunir en un État des territoires tellement liés les uns aux autres qu'ils forment une unité géographique naturelle. C'est plus tard seulement que des parties de la Pologne et de l'Italie furent soumises à la domination des Habsbourg, mais, comme la Bosnie acquise depuis, elles gardèrent toujours le caractère de quelque chose d'hétérogène et de surajouté. La Hongrie dut être disputée aux Turcs en plusieurs siècles de guerres, tandis que les pays des Alpes et des Sudètes avaient pendant trois cents ans un gouvernement commun, et, depuis Marie-Thérèse, fortement centralisé. Ils formaient aussi un domaine économique unique, auquel la Hongrie ne fut incorporée qu'en 1850, après la suppression de la frontière douanière intérieure. La guerre malheureuse de 1866 engendra le « Dualisme » : l'ancienne monarchie fut partagée en deux domaines approximativement égaux, Autriche d'un côté, Hongrie de l'autre. L'unité douanière subsistait, mais la Hongrie s'efforçait de plus en plus de développer une industrie à elle et de préparer sa séparation d'avec l'Autriche.

» Les pays des Sudètes et des Alpes avaient été, au XVIIe et au XVIIIe siècle, soumis comme le reste de l'Europe au régime des corporations. Pourtant les premiers avaient vu sur leurs confins, se développer, par suite du morcellement de la propriété, l'industrie à domicile de la filature et du tissage.

L'industrie du fer et du verre, de même que l'extraction du sel, étaient principalement concentrées dans les provinces alpestres où les grandes forêts fournissaient le combustible nécessaire. Les théories « mercantilistes[1] » des XVIIe et XVIIIe siècles firent éclater le cadre du système des corporations et, notamment, en Haute et Basse-Autriche certains industriels reçurent des concessions privilégiées qui se développèrent par la suite en entreprises de grande industrie. Mais au cours de cette évolution, en particulier après l'introduction des chemins de fer, un changement intervint. Une grande partie de l'industrie textile, spécialement celle du coton et de la soie, émigra de Vienne et de la Basse-Autriche dans la région des Sudètes. Les salaires y étaient plus bas que dans celle des Alpes où de nombreuses interdictions de mariage limitaient l'accroissement de la population; en outre l'industrie y trouvait le charbon qui remplace le bois. Il se produisit une certaine division du travail entre les diverses parties de la Monarchie. La grande production se développa principalement dans les pays des Sudètes où l'industrie du lin et du drap avait toujours joué un certain rôle. Le tissage du coton et l'industrie du fer s'y développèrent largement aussi. Dans le territoire de l'actuelle Autriche ne subsistèrent qu'une partie des filatures de coton, de l'industrie du fer et du papier, un peu enfin de celle du sucre. L'industrie de parachèvement et de luxe se concentra à Vienne, qui était aussi le centre de la Banque et du Commerce.

» Le traité de Saint-Germain a déchiré l'ancienne Autriche. Sans même tenir compte des frontières ethnographiques, il a détaché de l'Autriche des territoires qui avaient toujours fait partie des pays dont on constituait le nouvel État. De grandes gares de jonction lui ont été enlevées, certaines voies ferrées réduites à des tronçons : la principale artère du trafic avec le Midi, la ligne Marburg-Franzensfeste, est coupée en trois morceaux par les nouvelles frontières! Après coup le « Burgenland », à peine acquis, a été démembré par la perte de son chef-lieu Œdenburg. Au lendemain du traité de paix le plus grand pessimisme s'empara de l'Autriche. Elle semblait

1. Visant à développer dans chaque pays une industrie nationale le rendant indépendant de l'étranger, surtout en matière d'industries de luxe.

avoir perdu toute capacité de vie propre. La perte de la guerre avait eu pour conséquence directe la révolution politique. Les autorités de l'ancien régime apparaissaient gravement compromises aux yeux du peuple. La constitution monarchique avait été remplacée brusquement par une constitution purement démocratique. Pendant un certain temps la situation fut on ne peut plus critique. Vienne n'était-elle pas située entre le bolchevisme de Budapest et le spartakisme de Munich? Le bon sens de la population et la vigilance du président de police Schober firent échouer le mouvement communiste comme tel, mais l'excitation des masses était grande et il était difficile dans ces conditions de sauvegarder tout à fait l'ordre dans la gestion de l'État. On dut recourir sans trêve à la planche à billets. L'inflation offrit d'abord des avantages. Elle créa une prime d'exportation pour l'industrie et diminua par là le chômage. Mais les profits ainsi réalisés n'étaient qu'apparents, et, pour comble, faits aux dépens de plusieurs classes de la population elle-même. En août 1922 le pays était au bout de cette *Selbsttäuschung* (auto-illusion), l'État, à la veille de la catastrophe. C'est alors que le chancelier fédéral Seipel se résolut à une énergique démarche, et, au cours d'un voyage qui le mena successivement à Prague, à Berlin et à Vérone, présenta à l'opinion publique européenne les conséquences que ne pourrait manquer d'avoir l'effondrement de l'Autriche. Les puissances, avec lesquelles déjà son prédécesseur, le chancelier Schober, avait engagé avec succès les négociations nécessaires, consentirent définitivement à ajourner le règlement des réparations, et la Société des Nations se laissa gagner à l'idée d'une action de crédit. Les États européens, et tout spécialement la France, accordèrent leur garantie à cet emprunt de la Société des Nations. On commença par constituer en Autriche une nouvelle banque d'émission, grâce à laquelle on stabilisa assez rapidement la monnaie pour que notre couronne dépréciée méritât le surnom de « dollar alpestre » et ne subît plus aucun contrecoup des bouleversements du marché international des changes. Ainsi se ranima la confiance générale et renaquirent le calme et le sang-froid. On s'aperçut que Vienne était irremplaçable comme centre de commerce, de banque et de cul-

ture, et l'on en vint à la conviction que l'Autriche actuelle, si pauvre en apparence, dispose encore de richesses naturelles qui lui assurent une vie modeste, sinon brillante.

» La solution la plus simple de toutes les questions économiques eût été, à dire vrai, un rapprochement aussi étroit que possible sur le terrain de la politique commerciale avec les États voisins de nouvelle formation. Mais trop de préjugés encore s'y opposent chez ceux-ci, pour qu'on puisse penser à une réalisation immédiate de ce but idéal, quoique l'Autriche s'efforce sans cesse d'abaisser de son côté les barrières douanières : ce n'est pas nous qui avons détruit l'ancienne unité économique, et la dislocation s'est faite contre notre gré. Il ne nous reste donc d'autre ressource que de nous rendre aussi indépendants que possible de nos voisins. Par l'équipement de nos chutes d'eau, nous sommes en état d'épargner avec notre houille blanche 50 p. 100 du charbon qu'il nous faut aujourd'hui, presque en totalité, importer de l'étranger. Par un développement adéquat de l'agriculture, nous pouvons produire nous-mêmes la plus grande partie des vivres qui nous sont nécessaires. Des verreries, des tissages ont été créés, quelques fabriques de sucre sont en train de naître, outillées pour couvrir dans un délai plus ou moins rapproché, 60 p. 100 de la consommation du pays. Il est hors de doute que d'aussi petits domaines économiques que l'Autriche actuelle ne sont pas précisément un organisme idéal, et que l'avenir appartient aux grands. Mais plus le rattachement économique aux États voisins sera difficile, plus la division du travail qui s'était marquée dans l'ancienne Autriche, s'effacera. Nous espérons fermement que, malgré toutes ces difficultés, l'Autriche pourra mener une vie modeste.

» Encore faut-il que la paix soit sauvegardée, que l'autorité de l'État se fortifie de plus en plus, et que, condition étroitement liée à la précédente, tous les partis politiques tiennent compte des réalités de la situation. Ce n'est pas seulement la grande propriété foncière et la bourgeoisie qui doivent supporter les conséquences d'une guerre perdue, c'est la population tout entière. L'assainissement de l'Autriche n'est possible que si chacun augmente l'intensité de son travail et limite ses besoins. Ainsi seulement pourra être rétabli,

d'une façon stable et permanente, l'équilibre du budget de l'État et celui de la vie économique nationale. »

II

L'assainissement fut inauguré par la constitution d'une nouvelle banque d'émission grâce à laquelle on stabilisa rapidement la monnaie, m'avait déclaré le président de la République. Cet ordre de questions paraissait naguère un domaine réservé à quelques techniciens compétents, et dont le public profane devait être aussi bien tenu dans l'ignorance, que jadis les sujets des pharaons ou des radjahs, des mystères sacrés de l'ancienne Égypte ou de l'Inde. Elles sont, hélas! entrées dans l'actualité générale, d'un bout à l'autre de l'Europe, et c'eût été, je crois, méconnaître l'intérêt de « l'exemple autrichien » que de ne pas demander une consultation plus détaillée, à cet égard, à l'homme le mieux placé pour nous la donner avec toutes les garanties d'information et d'expérience, le gouverneur de la Banque Nationale d'Autriche. Préoccupés d'assurer l'indépendance complète du nouvel institut d'émission à l'égard du gouvernement, seul moyen d'arrêter l'inflation et de rétablir la confiance, la Société des Nations et en particulier les milieux financiers londoniens qui patronnaient l'action de secours à l'Autriche, avaient songé à en réserver la présidence à un étranger. L'opinion autrichienne se cabra contre cette exigence, et dans le Conseil des ministres tenu le 21 décembre 1922, le lendemain de la constitution de la banque, le ministre des finances, M. Kienböck fit agréer la candidature du docteur Reisch, vice-président du Crédit Foncier autrichien. « Je crois, écrivait ce même jour le chancelier Seipel au Commissaire général de la Société des Nations à Vienne, le docteur Zimmermann, qui venait d'inaugurer ses fonctions, je crois qu'on a trouvé en M. le docteur Reisch, qui est considéré comme une capacité remarquable dans toutes les questions financières et en particulier dans celles qui se rapportent aux banques d'émission, une personnalité dont le nom jouit d'une grande autorité dans tous les grands centres financiers. »

Le docteur Reisch, directeur du Crédit Foncier d'Autriche

avant d'en devenir vice-président, avait été dans l'intervalle secrétaire d'État aux finances (c'était le titre des ministres avant le vote de la Constitution définitive de la jeune république) dans le deuxième cabinet de coalition socialiste-chrétien-social, puis dans le cabinet de représentation proportionnelle qui fut au pouvoir jusqu'à la réunion du premier Conseil National, issu des élections de novembre 1920. Ses adversaires lui reprochaient d'avoir exagérément cédé aux exigences socialistes dans sa politique financière. On lui reconnaissait par contre unanimement le mérite d'avoir lutté avec une manifeste énergie contre la dévalorisation de la couronne, en résistant aux courants « inflationnistes » et en s'efforçant de couvrir les dépenses publiques au moyen d'impôts extraordinaires. Le principal, la *Vermögensabgabe*, impôt sur le capital (littéralement, prélèvement sur la fortune) qui fut d'ailleurs inégalement, j'allais dire, fantaisistement appliqué, n'obtint pas l'effet qu'on se proposait, mais attesta l'esprit d'initiative du ministre. Rentré comme vice-président dans la grande banque, où il avait fait sa carrière, le docteur Reisch a témoigné d'une véritable abnégation en acceptant le poste, beaucoup plus exposé et beaucoup moins rémunérateur, de président du nouvel institut national. Il me reçoit aujourd'hui avec la courtoisie que je lui connais depuis longtemps, son visage, barré d'une courte moustache grise et allongé d'une « impériale » poivre et sel, souriant de patiente obligeance.

***

« La crise où la guerre mondiale et la dislocation de l'ancienne Monarchie avaient plongé l'Autriche, me dit M. le Gouverneur Reisch, peut être définie comme une « crise de la couronne », provoquée elle-même par le déficit sans cesse croissant du budget de l'État pendant les hostilités et surtout après le désastre. Déjà, lors de la conclusion de l'armistice à l'automne de 1918, la couronne autrichienne était tombée à 40 p. 100 de sa valeur d'avant-guerre. La rupture de l'unité monétaire des pays de l'ex-monarchie par la création de monnaies nationales dans les États successeurs et par la liqui-

dation forcée de la Banque d'Autriche-Hongrie, précipita la chute de la couronne autrichienne. Elle ne perdit cependant sa dernière force de résistance que quand la banque d'émission fut contrainte par l'État autrichien d'escompter en nombre sans cesse croissant des bons du Trésor, pour couvrir avec leur montant le déficit du budget. A l'été de 1922, il n'était plus couvert qu'une faible part des dépenses publiques avec les recettes de l'État, tandis que le reste ne l'était que par le recours à la planche à billets. Plus de deux trillions (2 406 606 753 629 couronnes) de bons du Trésor furent ainsi escomptés jusqu'à la fin de 1922. La circulation fiduciaire, qui se montait le 1er janvier 1922 à 175 milliards de couronnes environ (exactement 174 114 746 833) avait, le 18 novembre 1922, jour où, en vertu des protocoles de Genève, l'État s'interdit le recours au crédit de la Banque, dépassé trois trillions (3 161 625 772 650)! La dévaluation de la couronne, causée par l'inflation constante d'une circulation sans couverture, se traduisait par un rapide progrès de la cherté. L'index était monté du 15 janvier au 15 août 1922 de 867 p. 100. La hausse de l'index entraînant celle des salaires des fonctionnaires, chapitre important du budget des dépenses de l'État, la dévalorisation de la couronne conduisait à l'augmentation croissante du déficit, celle-ci à un nouvel accroissement de la circulation fiduciaire, celui-ci, à une nouvelle dévalorisation de la couronne, — désespérante vis sans fin!

» La seule façon de sortir de ce cercle vicieux était d'assurer la couverture du déficit par un autre moyen que l'émission de billets, et de donner une base nouvelle à la monnaie. Il n'y a en pareil cas qu'une voie de salut, l'*emprunt étranger*. Nos socialdémocrates l'ont nié, en affirmant que l'Autriche pouvait se tirer d'affaire toute seule en réquisitionnant les devises étrangères existant dans le pays et en mettant sur « les riches » de nouveaux impôts. Ils oubliaient la preuve même que la *Vermögensabgabe*, décidée dans les premiers temps de la République, avait donnée de l'impuissance de l'État à organiser la rentrée d'un grand impôt sur le capital en période de dévalorisation de l'argent. Le procédé de drainage des devises étrangères du pays par un emprunt intérieur n'était pas moins aléatoire, et eût exposé l'industrie au péril

de ne pouvoir plus se procurer les matières premières qu'elle doit tirer de l'étranger. C'est d'ailleurs une donnée de la plus vieille expérience, qu'un grand déficit remontant à plusieurs années ne peut être couvert d'un jour à l'autre, ni par l'augmentation des impôts, ni par des économies ou des emprunts intérieurs; car toutes ces mesures, même quand le pays dispose des ressources nécessaires, sont paralysées par l'affaiblissement de l'autorité gouvernementale et l'ébranlement de la confiance de la population dans le crédit de l'État, ou du moins exposées à ne produire que de trop lents résultats. Quant au prétexte politique qu'a pris la social-démocratie pour protester contre les protocoles de Genève du 4 octobre 1922, base de l'assainissement autrichien, la présence d'un contrôleur de la Société des Nations et des États créditeurs peut être, du point de vue du sentiment patriotique, considérée avec quelque douleur; mais elle représentait une exigence trop légitime de la part de l'institution internationale et des gouvernements qui nous venaient en aide. La désignation particulièrement heureuse d'une personnalité comme le docteur Zimmerman, ex-bourgmestre de Rotterdam, l'a rendue tout à fait acceptable à l'opinion publique. Avec un grand tact et beaucoup de zèle, le commissaire-général s'est toujours montré sous les traits, non d'un dictateur mais d'un chaleureux ami de l'Autriche.

» Les idées directrices du programme d'assainissement, dit de Genève, sont nées de la claire perception de la source et de l'étendue du mal. Au centre de l'action a été prévu un emprunt de 650 millions de couronnes-or dont le montant permît de couvrir le déficit budgétaire des années 1923 et 1924 sans recourir à la planche à billets, et assurât au gouvernement autrichien le temps de rétablir, dans ces deux années, d'une manière durable, l'équilibre de ses finances par des mesures d'économies, des augmentations d'impôts et une réforme des entreprises publiques. Le programme d'assainissement ne s'est toutefois pas limité à cette mesure plutôt extérieure, mais a visé à guérir le mal dans ses racines. Il a stipulé en conséquence que la monnaie autrichienne, n'étant, grâce à l'emprunt étranger, plus menacée par les besoins d'argent de l'État, serait replacée sur une base saine par la

création d'une nouvelle Banque d'émission. Ce souci du rétablissement d'une monnaie saine me paraît le plus important élément des accords de Genève, parce que, sans monnaie saine, il n'est pas de vie économique prospère. Il eût été d'ailleurs irréalisable si le déficit de l'État n'avait pas dû être couvert par un emprunt extérieur.

» En ce qui concerne cet emprunt, je me bornerai à remarquer qu'il est plus que largement garanti par les gages qui lui sont affectés, le revenu des douanes et du monopole des tabacs. Cependant une force d'attraction plus grande encore lui a été assurée par la garantie assumée par plusieurs États étrangers, la France, l'Angleterre, l'Italie, la Tchécoslovaquie, la Belgique, etc., pour de plus ou moins fortes tranches. Les diverses tranches ont pu être ainsi placées sur les différents marchés d'Europe avec le plus grand succès, et il est particulièrement caractéristique que les États-Unis eux-mêmes se soient déclarés prêts à assumer de leur côté pour 25 millions de dollars. L'emprunt a été placé à un cours moyen de 84,042 p. 100 et à un taux moyen d'intérêt de 7,623 p. 100. Il constitue donc un bon placement sans imposer à l'Autriche une charge exagérément lourde.

» Plus importantes encore que l'emprunt extérieur pour l'assainissement de l'Autriche ont été, je l'ai dit, les mesures concernant sa monnaie. Les protocoles de Genève se bornaient à exiger la création d'un nouvel institut d'émission au capital-actions de 30 millions de couronnes-or, complètement indépendant de l'État et non autorisé à lui ouvrir un crédit quelconque. Cette banque nationale a effectivement été constituée le 20 décembre 1922 et a commencé à fonctionner le 1er janvier 1923. Par une décision qui mérite tout spécialement d'être signalée, l'Autriche renonça à ce moment à introduire une nouvelle monnaie et se contenta de redonner valeur et stabilité à l'ancienne, en prenant pour base de la relation permanente avec le dollar, le cours, par rapport à cette devise, de la couronne à cette date. C'est sur cette base que la Banque Nationale d'Autriche applique l'article 1er de ses statuts, la chargeant de veiller à ce que la valeur de ses billets ne subisse aucune dépréciation par rapport aux devises-or étrangères. Cela l'oblige à acheter tout l'excédent de monnaies

étrangères sur le marché autrichien, au lieu de laisser monter la couronne. Mais je suis convaincu que la stabilité de la monnaie est beaucoup plus importante pour l'industrie et le commerce que l'avantage modique et vraisemblablement passager d'une légère hausse; car seule une devise stable permet de sérieux calculs d'affaires.

» La Banque nationale a jusqu'ici complètement fait face à sa tâche, puisque, depuis septembre 1922, la couronne autrichienne n'a plus eu par rapport au dollar que d'insignifiantes oscillations, et que depuis mai 1923, la parité constante est de 71 060 à Vienne comme à New-York. Certains critiques reprochent à la Banque Nationale de n'avoir pu, en dépit de sa politique de stabilisation, empêcher la hausse des prix, l'absorption des devises étrangères par la Banque conduisant à une nouvelle forme d'inflation et celle-ci causant la cherté [1]. Il est certain que, du 7 janvier au 31 décembre 1923, la circulation fiduciaire a passé de 4 trillions (4 053 689 485 759) à 7 (7 125 755 190 000), c'est-à-dire augmenté de 76 p. 100. Mais dans le même temps le stock de devises de la Banque Nationale passait de 18 625 380 dollars à 61 014 636, soit une augmentation de 228 p. 100. Si bien que la couronne autrichienne qui, le 7 janvier 1923, n'avait qu'une couverture métallique de 29,5 p. 100, était couverte le 1er janvier 1924 à concurrence de 56,5 p. 100. L'index de cherté de vie avait entre temps augmenté d'un cinquième. Ces chiffres suffisent à démontrer qu'il n'y a pas corrélation directe entre l'augmentation de la circulation fiduciaire proportionnellement couverte, et l'élévation du niveau des prix.

» Quoi qu'il en soit des ombres diverses au tableau, et à l'exception de quelques critiques isolés, les indéniables progrès de l'action d'assainissement de l'Autriche, spécialement en

1. C'est le dernier gouverneur de la Banque d'Autriche-Hongrie, dont les idées mêmes sur la réforme monétaire avaient fait écarter la candidature à la direction de la Nouvelle Banque Nationale, l'ancien ministre des finances Spitzmuller, qui a soulevé, dans une retentissante conférence de janvier 1924, les objections auxquelles répond ici M. Reisch. Il l'avait fait plus longuement devant le même public et avait été soutenu notamment par son propre prédecesseur au ministère des finances, le professeur Schumpeter. M. Reisch fait remarquer qu'on ne saurait parler d'inflation quand la valeur-or de la part de circulation fiduciaire par tête d'habitant est de 16 dollars environ en Autriche, contre 40 en Suisse et 70 en France.

matière monétaire, ont été reconnus partout. Mais, dans ces derniers temps, devant le réveil de la nervosité politique, la stagnation de la Bourse, l'atonie du marché et le renchérissement continu de la vie, plus d'un sent naître en soi l'angoissante question : les résultats ainsi acquis seront-ils durables? En particulier on redoute que l'équilibre du budget ne puisse pas, en fin de compte, être tout à fait rétabli, qu'en ce cas l'État, après avoir épuisé l'emprunt de la Société des Nations, ne se rabatte à nouveau sur la planche à billets, ou encore que le stock de devises de la Banque nationale ne suffise pas à maintenir la relation actuelle de la couronne au dollar, si la balance commerciale de l'Autriche demeure indéfiniment passive.

» Je n'ai naturellement pas la prétention de soulever les voiles de l'avenir, mais je puis affirmer que je ne vois aucune raison justifiée de telles craintes, pour le moment du moins. L'assainissement du budget de l'État fait de réels progrès, tels qu'une part notable du produit de l'emprunt de la S. D. N. a pu être jusqu'ici économisée. De ce côté par conséquent aucun danger particulier ne menace; mais même en mettant les choses au pis, l'État ne pourrait forcer la Banque Nationale, indépendante de lui, à lui ouvrir de nouveau du crédit. Il n'aurait d'ailleurs pas besoin de l'essayer, car la mise en gage de ses revenus encore libres suffirait à lui assurer la faculté d'émettre un emprunt normal. Actuellement il dispose encore de plus de trois trillions en devises étrangères sur l'emprunt de la Société des Nations. Ce montant tôt ou tard viendra renforcer à la Banque Nationale le stock de devises. D'ores et déjà la balance des comptes s'est équilibrée jusqu'ici si favorablement, qu'elle a complètement compensé le déficit de la balance commerciale. La preuve en est que le stock des devises de la Banque Nationale s'est augmenté d'une somme sensiblement supérieure à la part d'emprunt déjà consommée. Sans doute cette favorable balance des comptes est due en grande partie à l'afflux du capital étranger, c'est-à-dire à un endettement de l'Autriche, mais ce phénomène n'a rien d'extraordinaire ni d'inquiétant. Si nous ne décevons pas la confiance de l'étranger, si nous arrivons à une production industrielle satisfaisante et si, par la mise

en exploitation de la houille blanche et le développement de notre agriculture, nous pouvons réduire l'importation, il paraît certain que nous atteindrons l'équilibre des trois balances économiques, celle du commerce, celle des comptes et celle des créances et des dettes.

» Aussi vois-je l'avenir avec pleine confiance, à condition que la politique européenne ne vienne pas troubler la reconstruction économique, et que les hommes, après les effroyables destructions des dernières années, reviennent de plus en plus au sentiment que seuls le travail le plus assidu et l'épargne peuvent créer la base matérielle nécessaire à l'épanouissement de la civilisation. En tout cas, en reportant les yeux sur l'année 1923, l'Autriche peut reconnaître, avec une grande satisfaction et une gratitude profonde, les importants progrès qu'elle a réalisés sous le régime du programme de Genève. L'idée fondamentale de celui-ci consiste à donner à un État ruiné la possibilité de se refaire par ses propres forces, en mettant à sa disposition l'instrument indispensable, le capital d'emprunt, en échange des compensations usuelles, et en faisant suivre les progrès de l'assainissement par un contrôleur complètement indépendant. Ce n'est pas une aide matérielle, du moins pas une aide gratuite, mais une aide morale qui est accordée. En quelque sorte une main tendue pour qu'en la saisissant, on réussisse à se relever soi-même. Cette idée est si simple et s'est démontrée si efficace que je serais étonné qu'on ne l'applique pas d'analogue manière en des cas analogues. »

III

« On a dit à propos de ma désignation que j'étais une feuille blanche », déclarait le 2 juin 1922, en se présentant pour la première fois devant le Conseil National, le ministre des finances du cabinet Seipel, comte Ségur, usant d'une métaphore dont l'exact équivalent n'existe pas en France pour désigner ce qu'on pourrait appeler la virginité politique d'un homme brusquement notable. « Permettez, ajoutait-il, que j'écrive en tête de cette feuille : *Je crois à la capacité de vivre de cet Etat, si son peuple le veut!* » C'est l'acte de foi même qui avait inspiré — en cette année où le pangermanisme d'extrême

droite et d'extrême gauche redoublait d'activité et d'audace pour décourager, parmi les difficultés croissantes de la crise financière et économique, l'Autriche de vivre libre, — la constitution par le chancelier Seipel [1] d'un gouvernement de coalition bourgeoise sur un programme de démocratie, d'ordre, de travail et d'économie. Le prélat (car, professeur à la Faculté de théologie de l'Université de Vienne, Mgr Seipel est protonotaire apostolique, en attendant la crosse d'archevêque qui sera, si j'ose dire, son bâton de maréchal), appelé à remplir les fonctions de quatrième chancelier de la jeune république, avait déjà exercé le pouvoir quand l'Autriche était encore un grand empire, mais trop tard pour donner sa mesure. Les événements lui devaient la revanche, qu'il a prise dans ces deux années.

La première fois que j'eus l'honneur de rencontrer à Vienne Mgr Seipel, c'était à l'été de 1919 quand les négociateurs autrichiens attendaient, dans l'élégant décor archaïque de Saint-Germain, l'arrêt des vainqueurs. Un projet de traité leur avait été remis, si dur que toutes les espérances de vie indépendante semblaient refusées à l'Autriche, en passe de compenser pour l'Allemagne pangermaniste ses pertes territoriales de l'est, du nord et de l'ouest. Ministre de la prévoyance sociale dans le dernier cabinet de la monarchie, Mgr Seipel avait été l'un des collaborateurs et amis de cet esprit d'élite, le professeur Lammasch, disparu depuis prématurément, pacifiste sincère et fédéraliste convaincu, à qui l'empereur Charles attendit, pour se confier, que la débâcle et la dislocation de son empire fussent inéluctables. Mgr Seipel, en me faisant hommage de son livre *Nation und Staat*, consacré au problème même à l'égard duquel sa position avait été justifiée par les événements, m'avait tracé avec une clarté lumineuse tous les points du projet qui exigeaient une revision si la France voulait réellement que puisse vivre une Autriche indépendante,

1. Le docteur Ignace Seipel, né à Vienne en 1876, chargé de cours de théologie morale à la faculté de cette ville en 1907, professeur, puis en 1912, doyen de la faculté de Salzbourg, revenait comme professeur titulaire à la faculté de Vienne en 1917. Ministre de la prévoyance sociale dans le cabinet du professeur Lammasch, au moment de l'effondrement de la monarchie, il était en 1919 élu à l'Assemblée Nationale Constituante, sur la liste du parti chrétien-social, puis envoyé en 1920 par le premier arrondissement de Vienne au Conseil National.

clef de voûte de la paix dans la région danubienne. Dès lors aussi, à côté de ces amendements dont fut corrigé plus ou moins le texte définitif, il m'affirmait la nécessité du concours moral et financier de l'Europe pour la république mutilée que Saint-Germain accablait de l'héritage écrasant des dettes impériales, mais aussi sa foi absolue, dans ce cas, en la réalité et l'avenir de l'idée autrichienne.

J'ai eu souvent par la suite l'occasion de m'entretenir avec le prélat-député, tour à tour, depuis ma première visite, chef de la fraction parlementaire, puis chef du parti chrétien-social, sorti numériquement le plus fort des élections législatives de 1920 et de 1923. Mgr Seipel, doué par une longue pratique de l'enseignement supérieur et de la direction spirituelle, d'une élocution facile, pleine d'autorité mais aussi d'onction aimable, rompu aux intrigues de couloirs et aux discussions de commissions parlementaires, est aussi courageux dans l'expression courtoise de ses convictions solidement établies, que conciliant et habile dans le maniement de ses coreligionnaires politiques ou de ses adversaires de bords divers. Il était, depuis les élections de 1920, le vrai directeur de la politique autrichienne, et c'est sa confiance et son amitié qui avaient déterminé le choix et consolidé l'action de ses deux prédécesseurs à la chancellerie fédérale, feu le professeur Mayr et le président de police Schober. En présence de la catastrophe menaçante, les divers partis estimaient également en mai 1922, que le pilote le plus autorisé devait prendre lui-même en main le gouvernail, et ce fut une étrange ironie de l'histoire que cet appel suprême fait par un Parlement des plus divisés à un Ministre d'ancien régime et, à un prêtre, pour gouverner, dans une capitale à municipalité marxiste, une république nouvelle, dont il semblait alors le seul homme d'État capable de sauver l'existence. Le chef du parti chrétien-social avait eu d'ailleurs à maintes reprises l'occasion — lors des tentatives de restauration monarchique en Hongrie ou lors du décès de l'ex-empereur Charles — d'attester le loyalisme de son adhésion au seul régime qui assure à l'Autriche la paix intérieure et extérieure.

Si l'on veut mesurer la portée des services que peut rendre personnellement à son pays un véritable homme d'État, il

suffit de rappeler l'émotion éveillée un peu partout alors en Europe par les premiers phénomènes de chutes brusques d'une devise dans un État de civilisation occidentale et de régime capitaliste, à l'exemple du rouble soviétique. La couronne autrichienne avait perdu quinze mille fois sa valeur d'avant-guerre, quand se réunit à Genève en septembre 1922, l'assemblée de la Société des Nations à laquelle la Conférence de Londres, sur l'initiative du président du Conseil français, avait, le mois précédent, renvoyé la question d'Autriche écartée de son ordre du jour par M. Lloyd George. Il s'agissait de mettre d'accord sur une action de secours immédiat les délégations de vingt nations aux intérêts contradictoires et aux diplomaties parfois machiavéliques. Il fallait comme base de cet accord, leur inspirer assez de confiance dans la possibilité du succès de l'œuvre pour les décider à la tenter. Ce résultat, j'en parle en témoin oculaire, fut atteint dès la première rencontre du chancelier Seipel avec le Conseil, dès son premier exposé qui commençait par la noble déclaration suivante : « C'est avec une émotion profonde que je me trouve aujourd'hui devant le Conseil de la Société des Nations pour plaider la cause de ma patrie. Je ne puis m'empêcher, en ce moment solennel, de me rappeler une époque où la Société des Nations était pour nous autres, pacifistes, un idéal cher mais lointain. Nous nous sommes réunis, nous autres pacifistes autrichiens, avec les meilleurs esprits des autres nations, autour de Henri Lammasch, nous avons lutté pour cette idée, par la voix et par la plume; nous l'avons fait parce que déjà cette époque était remplie de conflits latents, conflits dont nous avons vu avec terreur l'explosion que fut la guerre mondiale. Il est vrai que, pendant la guerre et après la guerre, les sceptiques semblaient l'emporter sur les idéalistes; il est vrai que l'idée de la Société des Nations n'avait pu empêcher la guerre. Ce scepticisme se voyait même confirmé, lorsque l'idée de la Société des Nations fut réalisée. Cette Société n'a-t-elle pas été créée par les mêmes traités, qui tout en mettant fin à la guerre, furent bien loin de nous apporter la véritable paix? Cette Société des Nations ne semblait-elle pas être autre chose qu'un instrument des vainqueurs? Cependant, après peu de temps, les ennemis d'hier ont été admis à la Société des

Nations et l'Autriche fut parmi les premiers. Et c'est ainsi que je puis aujourd'hui me présenter devant vous, Messieurs, pour vous prier de secourir mon pays, membre de la Société des Nations, moi qui n'ai jamais douté de la réconciliation des peuples et d'un ordre nouveau supérieur à l'individualisme des nations et comprenant le monde entier. »

***

Le chancelier Seipel me reçoit aujourd'hui dans son cabinet de travail du Ministère des Affaires étrangères. C'est l'un des salons de réception du ci-devant hôtel du Ministère de la Maison impériale et des Affaires extérieures, où dansèrent... sur le volcan mal éteint des guerres napoléoniennes, les hôtes du Congrès de Vienne. Au mur, entre deux cheminées d'angle que décorent d'agréables vases du Japon, un immense portrait en pied de l'impératrice Marie-Thérèse. Sa présence n'avait pas davantage gêné les ministres socialistes qui se succédèrent au Ballplatz au lendemain de la Révolution. En face, les trois hautes fenêtres analogues à celles du président de la République, dans son appartement du même étage mais de la façade opposée. Au plafond, le même lustre énorme de cristal de Bohême, mais sur les consoles de bois doré à pieds de griffons, deux simples photographies de modestes collaborateurs du chancelier, au lieu des bustes de marbre. La pièce est tendue de soie jonquille, les fauteuils, de soie bouton d'or. Le bureau, aussi inattendu dans ce décor historique que le téléphone posé sur un guéridon voisin, n'a pour tout ornements qu'un calendrier au chiffre monumental et qu'une pendulette, avec quelques papiers. L'image a, depuis Genève, popularisé les traits du chancelier, le visage au nez fortement busqué, que chevauchent des lunettes d'or ou d'écaille plus universitaires qu'ecclésiastiques, les yeux au regard direct, la bouche mince aux lèvres étrangement pincées pour un orateur aussi fécond, le crâne nu, puissamment modelé, dont la ligne nette facilite la tâche des sculpteurs et des médailleurs. Le chancelier porte immuablement la redingote qui constitue l'habit des prêtres catholiques en Europe centrale. C'est en langue allemande que nous nous entretenons.

« Il y a deux ans, me dit-il, il semblait que, dans un monde d'ailleurs rien moins que calme, l'Autriche était le point le plus instable et le plus inquiétant. On se cassait déjà la tête à se demander comment on pourrait combler le « trou béant », selon le mot dont je me suis servi à Genève, que creuserait au centre de la carte de l'Europe l'écroulement de l'Autriche, et dont le vide, par sa force d'attraction, eût risqué d'entraîner ses voisins dans le même abîme en compromettant tout l'équilibre européen. La reconnaissance de ce danger par les principales puissances, assez tard, nous sembla-t-il, mais encore à temps cependant pour éviter la catastrophe, et le fait heureux que la Société des Nations sut imaginer une méthode pour écarter de nous le danger, ont peu à peu transformé la situation jusqu'à lui donner un aspect presque opposé. Bien que l'instabilité n'ait pas diminué en Europe, bien que plusieurs pays voisins, la Hongrie, la Pologne et surtout l'Allemagne, aient à leur tour connu un effondrement de leurs devises qui dépassa de loin celui de la nôtre, l'Autriche s'est entre temps consolidée, tant au point de vue économique qu'au point de vue politique, jusqu'à représenter, comme je l'ai dit en diverses occasions et comme l'ont redit les observateurs étrangers les plus qualifiés, une espèce d'île calme dans un Océan battu par la tempête. Non seulement six mois après que la couronne autrichienne avait semblé n'être plus qu'un papier bon à jeter, elle apparaissait comme une devise de valeur stable, mais on parle déjà couramment, à propos d'autres États dont les finances exigent un assainissement urgent, de « l'exemple autrichien ».

» Et l'on n'a pas tort. Car l'Autriche enseigne comment la coopération internationale peut sauver *in extremis* un État ruiné et effondré financièrement; la méthode qui a été imaginée pour cela par les experts de la Société des Nations a fait ses preuves. Mais il y a peut-être encore autre chose à apprendre de l'Autriche. Pour notre assainissement, il n'y avait, en 1922, aucun précédent, aucun exemple. Il était d'autant plus malaisé de prévoir son idéal budget futur, que l'Autriche dans ses frontières actuelles n'existait pas auparavant comme État indépendant avec un budget éprouvé, et ne formait pas un domaine économique propre. Il a été

particulièrement difficile, d'une part, d'évaluer la capacité fiscale de la population de cet État, d'autre part, de fixer arithmétiquement le chiffre des dépenses qu'il pouvait assumer pour son administration ou le nombre de fonctionnaires qu'il pourrait employer, et de délimiter d'avance le ressort exact de leurs attributions éventuelles.

» Le gouvernement autrichien a cru pouvoir, à cette date, annoncer qu'il comptait, pour le début de 1925, sur des recettes publiques annuelles de 490 millions de couronnes-or. La délégation provisoire de la Société des Nations a accepté cette évaluation, mais cru voir alors la garantie d'un équilibre durable du budget dans la réduction des dépenses à une somme annuelle d'environ 350 millions de couronnes-or. L'expérience a montré aujourd'hui que le chiffre indiqué pour les recettes de l'État serait facilement atteint, tandis qu'il était extrêmement difficile de réduire l'immense machine administrative d'un État à bureaucratie hypertrophique, assez vite pour que la réduction trouve tout de suite son expression complète dans le budget. C'est là le point qui, au cours même de l'application la plus scrupuleuse des accords de Genève, devra, pendant la dernière phase de la période prévue pour notre assainissement, comporter une certaine revision des chiffres alors envisagés. Pour d'autres États au contraire, dont l'assainissement occupera la Société des Nations et le capital international, l'exemple autrichien fournira, dès l'origine, des bases beaucoup plus sûres.

» Encore faut-il avouer ici que la fidélité à la politique d'assainissement et son exécution en Autriche n'étaient, du point de vue politique, pas faciles. L'Autriche est un pays pourvu d'une constitution particulièrement démocratique sans les traditions des anciennes démocraties. C'est un pays qui ne compte que quelques partis politiques peu nombreux mais forts, habitués depuis des décades à se combattre avec la plus grande violence, et que ne séparent pas seulement des « plates-formes » électorales ou des programmes de politique pure, mais des conceptives diamétralement opposées quant à la solution des plus graves problèmes de la vie morale et sociale. Plus jeune est cette république démocratique et plus jalousement elle défend son indépendance, souvent davantage

dans la forme que dans le fond, et il y a en somme assez peu d'esprits assez enfoncés dans leur optimisme autrichien pour se confier sans réserve et sans inquiétude à un régime financier réglé par voie internationale. En outre les partis politiques aux prises sont assez sensiblement de force égale pour qu'il soit impossible à l'un d'entre eux de gouverner seul, ne fût-ce qu'une couple d'années. Les faits eux-mêmes excluent un régime de dictature qui, loin de servir à consolider l'ordre public, ne ferait que précipiter la guerre civile. Quand, pour comble, se trouve à la tête du gouvernement un chancelier qui écarte, comme prêtre et comme pacifiste, toutes les méthodes politiques touchant de près ou de loin à la violence, et quand son optimisme l'empêche de douter qu'il n'aboutisse, par la voie d'ailleurs fatigante et plus lente, de la négociation et de la persuasion, il est clair que peut-être toutes les mesures nécessaires à l'assainissement ne peuvent pas toujours se succéder coup sur coup et que chacun des délais prévus ne peut toujours être observé; mais j'ai la conviction que cette méthode assurera un résultat d'autant plus durable, qu'il aura été plus difficile d'établir de solides fondations. Et cet exemple encore peut avoir une action favorable dans les États qui ont besoin de s'assainir. Avec de la patience et de la ténacité, malgré toutes les difficultés suscitées par les conflits politiques, un pays peut être assaini quand d'autres plus riches lui font l'avance des crédits nécessaires en argent et aussi en confiance! »

MARCEL DUNAN

Vienne, février-mars 1924.

LES QUATRE-VINGTS ANS

DE

M. ANATOLE FRANCE

Il advient encore qu'un mortel soit aimé des dieux. L'événement est rare, mais il est d'importance. Ce sont d'ailleurs les dieux qui en ont le profit. Telle est la loi commune des bienfaits, qui tournent toujours à l'avantage du bienfaiteur. Le miracle des jours antiques se renouvelle pour un jour. Les Nymphes se réveillent, et conduisent des chœurs. Les montagnes se peuplent d'Oréades. L'aurore redevient déesse, et les nuées du ciel s'assemblent de nouveau pour louer Aphrodite. Voilà ce que le monde doit à un poète, quand un poète paraît. Quant à lui, les dieux lui font toujours les mêmes présents, la sagesse et la grâce. Encore leur arrive-t-il d'omettre la sagesse. Mais si ces dons sont réunis, leur pouvoir est un charme. Et c'est pourquoi l'univers civilisé, oubliant ses querelles, rend un commun hommage aux quatre-vingts ans de M. Anatole France. Rien n'est plus émouvant, rien n'est plus conforme à l'esprit et aux vœux de ce grand écrivain, que ce consentement pacifique des peuples, unanimes à honorer un vieillard ceint du laurier. Le respect pour un si beau génie concilie entre elles les nations. Les serpents de la discorde se sont enroulés, avec les vipères sacrées, aux pieds de Pallas.

***

M. Anatole France a conté l'histoire d'un enfant nommé Pierre Nozière. Mais on n'est l'historien que de soi-même,

et il est permis de chercher dans cette biographie les traits mêmes de l'auteur. Comme lui, Pierre Nozière est né dans les dernières années du règne de Louis-Philippe, en avril, disons le 16 avril 1844, à cinq heures du matin. Écoutons ce qu'il nous dit de ses parents :

« Mon père se faisait de l'âme humaine et de sa destinée une idée sublime; il la croyait faite pour les cieux; cette foi le rendait optimiste. Mais, dans le commerce ordinaire de la vie, il se montrait grave et parfois sombre. » L'esprit de Pierre Nozière se modela sur celui de son père, mais en changeant de signe. « En m'ajustant sur lui, je devins pessimiste et joyeux, comme il était optimiste et mélancolique. En toutes choses, d'instinct, je m'opposais à lui. Il se plaisait, avec les romantiques, dans le vague et l'indéterminé. Je me mis à aimer la raison et la belle ordonnance de l'art classique. »

Il a fait de sa mère un portrait charmant, et qui respire. Elle avait de l'esprit et même une gaîté naturelle, mais en même temps une sensibilité extrême et un caractère difficile. « Elle affligea mon enfance par des accès de mélancolie et des crises de larmes. Sa tendresse pour moi allait jusqu'à troubler sa raison, si lucide et si ferme en toutes choses. Elle aurait voulu que je ne grandisse pas pour mieux me serrer toujours contre elle. Et tout en me souhaitant du génie, elle se réjouissait que je fusse sans esprit et que le sien me fût nécessaire. »

L'admiration où elle tenait son enfant choquait en celui-ci un goût inné de la mesure, et sans doute fortifiait ce sens du juste et de l'exact, tout en le heurtant. A l'opposé, comme elle exagérait les torts de son fils autant que ses mérites, elle l'eût rendu scrupuleux, si l'enfant, organisant instinctivement sa propre défense, ne s'était fabriqué de bonne heure, pour son usage, une morale indulgente. « Loin d'en éprouver aucun regret, écrira-t-il, je n'ai point cessé de m'en féliciter. Ceux-là seuls sont doux à autrui qui sont doux à eux-mêmes. »

***

En 1893, M. Anatole France publia les *Poèmes dorés*. Entre ceux de ces poèmes qui sont datés, le plus ancien,

l'*Adieu*, est de février 1866. Le poète l'écrivit à vingt et un ans. Il est entré dans une église, le vendredi saint. Il y a surpris celle qui tient sa destinée. Jamais il n'avait vu de larmes si brûlantes, ni de regards si beaux.

> Sa bouche était en fleur comme pour un baiser,
> Son être palpitait d'une invisible étreinte.
> C'est pourquoi je fus pris de tristesse et de crainte :
> Je vis que désormais ce cœur m'était fermé
> Et qu'il se repentait de m'avoir trop aimé...
> Alors, pleurant sur moi, je reconnus, pensif,
> Que tu m'avais repris cette femme, ô beau Juif,
> Roi dont l'épine a ceint la chevelure rousse!

Qu'il ait amèrement médité sur les magies de la pénitence, douloureuse et agréable aux femmes, il nous le dit en vingt endroits. Il trouva une espèce d'analogie avec sa propre histoire dans les vers où Horace, à Baia, engage son amie Leuconoé à ne pas interroger la science des Chaldéens. Cette jolie fille, qui ne veut pas d'une mort irrévocable et que tourmente la curiosité des choses futures, ne lui est pas une inconnue. Elle est restée la même à travers les temps. « Toute femme, écrit-il en 1875, toute femme, à travers les plus folles aventures, garde un Dieu chéri dans le pli de sa robe. »

A voir Leuconoé et Délie s'asseoir, vêtues de lin, devant les portes de la déesse égyptienne, il a lui-même compris bien des choses. Il a décrit, en mots pénétrants, le mal qui les tourmente. « Ces créatures troublées, inquiètes, lasses de tout, parce que tout leur était facile, se sentaient prises d'un incurable ennui, d'un grand mal de cœur. Leur souffrance était la pire de toutes, le désir dans la fatigue. C'est le mal qui fait les grandes pénitentes. Rien n'était assez divin pour elles, rien assez hors de la nature; rien ne donnait assez d'ombre et de mystère à leur piété sensuelle. »

Ainsi, du premier coup, il a reconnu le plus profond mystère de la nature et le plus trouble, et comment la plus haute spiritualité, liée aux mouvements du corps, en conserve l'odeur. Il ne l'oubliera point. Il se divertira à montrer, à l'origine de l'esprit, la muqueuse et l'artère. La consultation que Félicie Nanteuil, à la première page de l'*Histoire comique*,

demande au docteur Trublet, pour ses vertiges, ses angoisses et pour les hallucinations qui lui montrent sous les meubles des yeux de braise, ne laisse point de doute à ce sujet. Il a pris plaisir à ramener l'éternel féminin dans les ordres de la nature. Il me semble même qu'il l'a vu, avec les années, toujours plus simple et plus soumis aux lois de la vie. Bien mieux, il a, dans un de ses derniers ouvrages, réduit les anges eux-mêmes à ressentir des mouvements peu conformes à la condition de purs esprits. Quant à cette Leuconoé, devenue pieuse parce que l'amour ne l'a point assouvie, elle a longtemps habité sa mémoire. Encore en 1881, son souvenir fera rêver à Naples M. Sylvestre Bonnard. « Il y a, dit le vieux savant, des âmes tourmentées d'un sublime mécontentement; ce sont les plus nobles. Vous fûtes de celles-là, Leuconoé; et, venu sur le déclin de ma vie dans la ville où brilla votre beauté, je salue avec respect votre ombre mélancolique. »

Lui-même cependant, frustré de ses amours par un dieu ravisseur, quelle plainte fera-t-il entendre? On le voit plus incertain qu'on n'eût pensé. Dans l'*Adieu*, il pleure celle qu'il a perdue, mais sa douleur est sans haine.

Les femmes t'écoutaient parler au bord des puits,
Les femmes parfumaient tes cheveux; et depuis
Elles ont allumé sur ton front l'auréole,
Dieu de la vierge sage et de la vierge folle!
C'est écrit : pour jamais toi seul achèveras
Les plus belles amours qu'on essaye en nos bras;
Toute femme qui pleure est déjà ton épouse;
Tous les cheveux mordus par notre dent jalouse
S'en iront à leur tour essuyer tes pieds nus;
Dégageant de nos bras leurs flancs mal retenus,
Jusqu'à la fin des temps toutes nos Madeleines
Verseront à tes pieds leurs urnes encor pleines.
Christ! elle a délaissé mon âme pour ton ciel,
Et c'est pour te prier que sa bouche est de miel!

Dix ans plus tard, en 1876, hanté encore du même sujet, M. Anatole France tirera d'un fragment de Phlegon de Tralles *les Noces Corinthiennes*. Là, sans doute, Hippias, à qui le Christ veut ravir Daphné, s'emporte et le défie.

Dieu des Galiléens! je ne te cherchais pas.
O fantôme! tu viens te dresser sur mes pas.

Je te connais enfin, Esprit gonflé d'envie,
Spectre qui viens troubler la fête de la vie,
Mauvais démon, armé contre le genre humain,
Qui fais traîner le chant des pleurs sur ton chemin,
Dieu contempteur des lois, puissant par la magie,
O Prince de la mort, dont la froide énergie
Ne vaut que pour glacer nos vierges en nos bras!

Mais Hippias se trompe : ce n'est pas le Christ qui réclame Daphné; seule la fanatique Kallista a dévoué son enfant pour son propre salut, et l'évêque Théognis délie la jeune fille de ce vœu que le ciel refuse. Enfin, dans la préface, M. Anatole France proteste du respect sincère qu'il porte aux choses saintes.

Sa pensée, autant qu'on puisse le démêler, coïncide sans doute avec celle de M. Sylvestre Bonnard qui trouvait l'inquiétude de Leuconoé plus noble, mais les conseils d'Horace plus sages. « La vie donne raison à l'ami Flaccus, et sa philosophie est la seule qui s'accommode au train des choses. » — Il parle du clair génie latin, et lui-même est nettement latin et grec avec une sorte d'horreur pour les religions de l'Orient, y compris la chrétienne. Les beaux vers qu'il adresse à Hellas, au début des *Noces corinthiennes*, en font foi assez clairement.

Moi, j'ai mis sur ton sein de pâles violettes,
Et je t'ai célébrée, alors qu'un dieu jaloux,
Arrachant de ton front les saintes bandelettes,
Sur le parvis rompu brisa tes blancs genoux.

Dans le monde assombri s'effaça ton sourire;
La grâce et la beauté périrent avec toi;
Nul au rocher désert ne recueillit ta lyre,
Et la terre roula dans un obscur effroi.

C'est le privilège des poètes de reconstruire le monde, et de refaire, dans leurs fictions, un univers à leur gré. Usant de ce privilège, M. Anatole France, affermi par les ans, n'a pas voulu laisser au dieu galiléen sa cruelle victoire. Et en 1891, il a écrit *Thaïs*. C'est encore, sous un autre nom, Leuconoé qui se convertit, ou, si l'on veut, l'héroïne de l'*Adieu*. Mais cette fois la vie se défend, et dans ce duel entre l'éternelle nature et le dieu des chrétiens, si celui-ci conquiert Thaïs, celle-là reprend Paphnuce. Le roman est la vengeance des Immortels. De 1866 à 1891, cette histoire sous ses formes diverses avait occupé l'écrivain pendant vingt-cinq ans.

***

En vérité tout cela est fort complexe, et l'écrivain se définit malaisément. Il rêve des marbres grecs, mais avec quel orgueil il regarde le Louvre des Valois! L'ardoise et le Paros lui plaisent également. Ciseleur au style d'or, on peut le croire réfugié dans un rêve indolent et sublime, hors des royaumes du temps. Et voici que tout à coup on le reconnaît curieux de science neuve, et des plus récentes hypothèses qui expliquent la machine humaine. Il publie en 1879 *Jocaste*, qui est la peinture hardie d'une suggestion. Il a lu sir Charles Lyell et beaucoup d'autres. Il aura de plus en plus le goût voluptueux; mais il vénère tendrement les vertus bourgeoises et l'austérité ménagère. Il est à la fois ancien régime et bourgeois libéral. Il est né, il le dit lui-même, sous le signe de Chateaubriand et sous le signe de Béranger. Il est païen et chrétien, de sorte qu'il apporte dans le culte des dieux le mysticisme des temps nouveaux, et dans le sentiment chrétien la douceur sensuelle des sages.

Je sais bien que plus d'un lecteur se récriera. Chrétien, M. Anatole France! Et en effet il a dit son aversion pour les dieux d'Asie. C'est qu'il est bourgeois de Paris. Au XVIIe siècle, maint de ces bourgeois, d'ailleurs chrétien rigoureux, professait la même horreur pour le catholicisme espagnol, tout mêlé de superstitions arabes. Pour haïr les fantômes syriens, il n'est pas nécessaire d'être athée; il suffit d'être gallican. S'il juge cette religion même bienfaisante ou funeste, c'est ce qu'il est malaisé de démêler. Car il a dit l'un et l'autre. Peut-être faut-il la mêler, comme le marbre noir au marbre blanc, au génie du paganisme. Ainsi fait l'abbé Coignard. On sait que M. France a toujours aimé à se cacher sous l'apparence de personnages qu'il modelait d'une argile pleine d'esprit, animée de son souffle : M. Bonnard, M. l'abbé Coignard, M. Bergeret. L'abbé Coignard fut, à son avis, le plus sage des moralistes : c'était, dit-il un mélange merveilleux d'Épicure et de saint François d'Assise. Et M. France ajoute : « Ce sont là, à mon sens, les deux meilleurs amis que l'humanité souffrante ait encore rencontrés dans sa marche désorientée. Épicure affranchit les âmes des vaines

terreurs et les instruisit à proportionner l'idée du bonheur à leur misérable nature et à leurs faibles forces. Le bon saint François, plus tendre et plus sensuel, les conduisit à la félicité par le rêve intérieur, et voulut qu'à son exemple les âmes se répandissent en joie dans les abîmes d'une solitude enchantée. Ils furent bons tous deux, l'un de détruire les illusions décevantes, l'autre de créer les illusions dont on ne s'éveille pas. »

Ce portrait de l'ancien bibliothécaire de M. de Séez est un miroir, où M. France apparaît. Lequel des deux s'y retrouve plus exactement peint, « avec son indulgente sagesse et cette sorte de scepticisme généreux où tendent ses considérations sur l'homme, si mêlées de mépris et de bienveillance »?

Au moment où il parle ainsi, M. Anatole France a achevé ce qui se pourrait nommer le cycle antique de son œuvre. L'*Étui de Nacre* a paru en 1892. Cette indulgente sagesse, ce scepticisme généreux règnent sur sa pensée. Il se plait à montrer de quel néant les hommes sont faits, et combien sont aventureuses les destinées. C'est ce sentiment qu'on a appelé l'ironie de M. Anatole France. C'est le pessimisme gai dont il parlait tout à l'heure. Ponce Pilate vieillissant se souvient de la Magdaléenne, et ne se souvient pas du Christ. Tout est illusion, valeur fausse et trompeuse apparence.

Entre tant d'erreurs, quelle vérité étreindre? La pitié et la justice sont vénérables, mais elles déçoivent aussi. Qui ne se rappelle la page mélancolique où M. Bergeret s'avoue que l'heure de la justice ne sonnera jamais pour Macbeth, qui fut un général fidèle, et qu'un grand poète a calomnié pour l'éternité? Il n'est pas d'équité chez les morts.

Tout ce que l'homme crée est mêlé de bien et de mal, et ne dure qu'un temps. Il n'est de stable que la nature elle-même, et c'est à elle que M. Anatole France demande une règle de sa vie. Cette règle, tout le monde la cherchait vers 1890. L'auteur du *Jardin d'Épicure* a ressenti, comme tous les esprits de ce temps, l'angoisse universelle. Mais il l'a ressentie, si l'on peut dire, avec sérénité, et il s'est réfugié dans la philosophie naturelle. Qui l'a amené à cette physique, qui porte le caractère de son génie? Bien des courants le poussaient vers ce havre. Il a pu subir l'influence de Vigny, qu'il avait étudié dans sa jeunesse, et répéter les strophes de la

Maison du Berger. Il a pu être épicurien à la façon de Gassendi, et par dégoût de l'idéalisme cartésien. Il a pu être séduit par l'exemple de quelques-uns des plus beaux esprits du XVIIe siècle, d'un Molière ou d'un La Fontaine. Ou tout au contraire, quelque lecture bien moderne sur des sujets de la science expérimentale a pu l'entraîner. Enfin il était enclin par nature à suivre la bonne loi naturelle. Enveloppé d'énigmes, il se reposait dans la religion de la vie. Cette vie se déroulait à ses yeux comme un fleuve varié, qui charrie le ciel avec l'alluvion et qui est parcouru de courants contraires. Il aimait la bizarrerie du hasard, le saugrenu de l'événement, le décousu des conventions, la dissonance entre l'apparence et le réel, la culbute des contradictions, le comique des disparates, les transparences des faux-semblants. Tout le divertissait, en vrai Parisien qui est né observateur. Et cette badauderie ou, pour lui donner un nom noble, cette curiosité, mêlée à une indolence naturelle, à une généreuse tendresse pour tout ce qui respire, aux souvenirs des lettres et aux sollicitations des sciences, composait cette doctrine de sagesse désabusée et de pitié clairvoyante qui est l'épicurisme de M. Anatole France.

***

L'Italie le retint un moment. Dès sa jeunesse il avait commenté les tercets de Dante sur la Pia. En 1881, il avait mené M. Sylvestre Bonnard de Naples à Girgenti. En 1894, il conduisit à Florence les personnages du *Lys rouge*. Le *Puits de Sainte Claire*, qui parut en 1895, contient des traductions de Dino Compagni et de Vasari. Ainsi il égayait de fictions et de paysages les pages de ses livres, évoquait le passé, ressuscitait les Pères du désert, et drapait la vérité pour avoir plus de plaisir en la retrouvant nue et pareille à elle-même. Car ce gracieux esprit, dans l'univers orné qu'il s'est fait, n'a point de volupté plus fine que de reconnaître sous l'ornement la simplicité immuable de la nature. Il sait que les effets contraires sont la fleur d'une cause unique. Si un manuscrit est orné de deux miniatures, il ne s'étonne point que l'une représente la Purification de la vierge et

l'autre le couronnement de Proserpine. Le cœur des hommes est pareil à ce manuscrit et l'univers est énergiquement maintenu par un réseau croisé de contradictions.

C'est dans cet esprit qu'il commença en 1897 la peinture de son temps. Au cours de quatre volumes il conduisit M. Bergeret, entre mille disgrâces, vers un triomphe honorable, qui était en même temps celui de la justice et de la raison. Autour de lui il fit voir nos contemporains. Il mêla à des figures exactes l'acanthe et le rinceau, et, au plaisir de peindre, l'agrément de philosopher. Cependant ceux qui auraient pu méconnaître jusque-là la générosité de cœur et la passion véritable qui animent ce prétendu sceptique, n'en purent plus douter quand ils le virent prendre parti dans les affaires publiques, et, quoi qu'il crût les hommes mauvais, souhaiter une société meilleure. Ce goût de la justice est commun aux amants de la nature. Le vieux Lucrèce a flétri d'un mot indigné le sacrifice d'Iphigénie. M. Anatole France s'en est-il souvenu quand il a écrit l'histoire d'une autre vierge, qui a été aussi, ou du moins il le pense, l'instrument des politiques?

Tandis que les années lui tressaient la couronne argentée, ses ouvrages plus nus et plus forts, et dépouillés des grâces trop aimables, laissaient mieux voir la bizarrerie et l'incohérence de la machine humaine. Les premières pages de la *Révolte des Anges*, en 1914, contiennent une généalogie de la famille d'Esparvieu, gravée à l'acide. Les contrastes, qui avaient toujours amusé l'écrivain paraissaient maintenant dans ses œuvres comme le blanc et le noir dans une eau-forte. Tantôt il mêlait les anges avec les hommes. Tantôt il résumait toute la sanglante folie de l'histoire dans les chroniques de l'île des Pingouins. Tantôt choisissant entre ces folies une convulsion plus tragique, il écrivait l'histoire d'Évariste Gamelin, artiste peintre, membre de la commune, et guillotiné avec Robespierre.

***

La guerre était venue, balayant le vieux monde, féconde en horreurs, en mouvements d'héroïsme, en misères vivaces, en écroulements lointains. M. Anatole France, reportant sa pensée aux jours innocents où la vie commence, a tracé de ses

souvenirs deux livres délicieux, le *Petit Pierre* et la *Vie en fleur*, qui ont paru en 1918 et en 1922. Vous y retrouverez reportées aux jours du roi Louis-Philippe, les idées que nous avons reconnues depuis 1890 dans le génie de l'auteur arrivé à sa force parfaite. Il est difficile de démêler si vraiment, autour de l'enfant qui grandissait dans la maison du quai Malaquais, des hommes merveilleusement sages, et sujets à de grandes faiblesses, ont prononcé les paroles qui nous paraissent maintenant la fleur même de son esprit; — ou si, par une fiction pleine de grâce, mêlée aux vapeurs du souvenir, il a tracé sur le fond de sa mémoire des figures de bons génies. Écoutez M. Dubois expliquer à madame Nozière la morale, qu'il définit la science des lois naturelles. « Elle est toujours la même, ajouta-t-il, parce que la nature ne change pas. Il y a une morale pour les animaux et même pour les végétaux, puisqu'il y a pour les uns et pour les autres une conformité et une non-conformité avec la nature, et par conséquent un bien et un mal. La morale d'un loup est de manger des moutons, comme la morale des moutons est de manger de l'herbe. » — M. Dubois a-t-il parlé ainsi devant un enfant dont il déterminait à jamais la pensée, et a-t-il écrit par avance une page du *Jardin d'Épicure*, ou M. France a-t-il, sur la pente de ses jours, reporté les idées de son âge mûr à son enfance, en les attribuant à des êtres fabuleux, qu'il tire des ténèbres du passé?

La critique serait bien vaine qui tenterait de capter un si libre esprit. Il se joue de ceux qui voudraient le saisir. Comme le vieillard Protée, et sage comme lui, il a mille apparences. Il se conforme à ce qu'il peint, par sympathie et par exercice. « J'ai refait le rêve des âges de foi, dit-il dans la préface des *Noces corinthiennes*; je me suis donné l'illusion des vives croyances. C'eût été trop manquer de sens de l'harmonie, que de traiter sans piété ce qui est pieux. » Refaire des rêves, se donner des illusions, un artiste fait-il autre chose? C'est pourquoi il demeure inaccessible, étant caché par son ouvrage. De ces illusions et de ces rêves, naissent des figures ailées, éternel enchantement des humains.

HENRY BIDOU

TABLEAUX DE PARIS

Je déménage. — « ... Et comment trouvez-vous celle-là?... Dans le cimetière de Saint-Point, à côté de la petite chapelle où est enterré Lamartine, une tombe récente, que j'ai vue lors de mon voyage en Haute-Saône, celle d'un jeune poilu tombé pendant la guerre et qui, par testament, avait expressément demandé, s'il était tué et que son corps fût retrouvé, qu'on l'apportât dans le cimetière de Saint-Point pour l'y enterrer, le plus près possible de la place où reposent les cendres du poète des *Harmonies* et des *Méditations*. C'est un superbe hommage!... Et notez bien que ce jeune homme n'était pas originaire de la Haute-Saône... Ce n'est pas une affaire électorale... C'était un ad-mi-ra-teur!... »

M. Léon Bérard excelle à raconter avec un organe chaleureux des histoires qui vont de l'improvisation et du plus grand pittoresque, à la simplicité et l'émotion réelle, humaine.

Depuis avant-hier, M. Léon Bérard n'est plus ministre de l'Instruction Publique et des Beaux-Arts. Il semblait qu'il fût inamovible à ce poste qu'on n'imaginait point privé de son entrain, de sa facilité à discourir et de cette charmante fantaisie qu'il garde pour ses amis et où se retrouvent aimablement mêlés, de compagnie, comme les convives à la table d'un épicurien, les aspects différents de son esprit.

— Je déménage! a-t-il dit avec un sourire, aux premières questions qu'on lui posait et en insistant sur la complaisance de son successeur.

Mais, grâce aux facettes de son humour et aux différents aspects de son caractère, M. Bérard n'est pas de ceux qui

insistent longtemps avec eux-mêmes sur leurs petits ennuis. Il prend son parti. Il n'est point de ces ambitieux qui, un poste occupé, n'envisagent que le suivant et y tendent de toutes leurs heures, de tous leurs muscles, de toutes leurs amitiés, pour ramener l'univers à la proportion de leur soleil. La vie lui semble offrir d'autres satisfactions, que n'alimentent pas exclusivement la vie politique. Il aimerait à musarder, il se plaît à entendre de beaux vers, une jolie voix chanter et rien ne lui plaît davantage, ses électeurs le savent, que d'entonner d'un cœur franc un refrain sonore, à la fin du couplet.

La nuque entraîne le crâne sous les cheveux noirs, il lève le menton, pendant que ses yeux s'amusent comme ceux d'un collégien à suivre les impressions de l'assistance et sa voix est subitement devenue celle d'un vieux maître de l'Université qui fait des frais. Sa mémoire a retenu toutes sortes d'anecdotes qui ont l'air empruntées à un conte d'Alphonse Daudet et à une nouvelle de Tristan Bernard. Et puis, il redevient grave, il n'a pas oublié son rôle, sa fonction d'homme politique... Il cesse d'évoquer M. Ribot à la tribune et, comme la conversation vient à Chateaubriand, à son tombeau menacé par la mer :

— Je suis... j'étais, dit-il avec un accent intraduisible où passe à la fois comme un regret et une allégeance, j'étais président des Amis du Tombeau de Chateaubriand!...

***

Arrivée. — Il y a quelque chose de très anciennement parisien dans le fait d'aller voir « arriver des souverains ». Il semble qu'on fasse comme son grand-père et d'autres grands-parents avant lui. On accomplit une sorte de rite, presque sacré, celui de l'hospitalité, de la bienvenue... Il faut être *de Paris*, peut-être, et se sentir Parisien, bien en deçà de la naissance, pour mettre cette espèce de sentiment quasi religieux dans un acte où le commun des badauds n'éprouve que curiosité. Mais c'est tout un office et qui pourrait offrir quelque grandeur, dans une ville qui ne serait pas cette cité cosmopolite que Paris est devenu, dans le

quartier précisément où les souverains abordent rituellement la population soi-disant parisienne et où le recensement donnerait un invraisemblable pourcentage d'étrangers.

Je suis allé me poster sur le terre-plein de la Concorde, au pied de l'Obélisque, afin d'être « aussi près de Paris » que possible. J'ai pourtant devant moi deux grands Teutons qui fument la pipe; à ma gauche, un jeune ménage du Lincolnshire ou du Yorkshire, qui offre l'aspect terrien de l'Anglais du centre. Derrière, parmi les passants, un ignoble Levantin portant une sacoche, offre des cartes postales. Des Américains du Nord, des gens vomis par les hôtels de la rue de Rivoli en grand nombre, sont venus voir cette arrivée comme s'ils étaient à Nice, le jour du mardi gras. Je suis sûr qu'ils regrettent, en attendant le passage de la reine Marie de Roumanie, que celle-ci n'ait pas été remplacée par Carnaval XLII.

Et puis, comprennent-ils, comme nous-mêmes, qui jadis avons vu « entrer » Édouard VII et, avant lui, Nicolas II et l'Impératrice de Russie, comprennent-ils à quel point sont vivement marquées, à nos yeux exercés, les différences d'après et d'avant-guerre? Jusqu'à l'Arc de Triomphe, qui semble dans la brume d'un matin de printemps menaçant, un velum de gaze fumée, les troupes alignées tracent deux lignes parallèles, bleuâtres, grises. Nous ne sommes peut-être pas séparés du soleil par tant de nuages qu'il semble, mais le rayon qui voudrait percer demeure sans prise, sans appui, lui qu'on voyait jadis se poser à la courbe d'un casque d'or, pareil à quelque insaisissable et tremblante libellule.

La Guerre est encore assez prochaine et déjà suffisamment éloignée pour que l'on se demande si ces uniformes, cette artillerie, ces canons, ne sont point ceux d'une campagne qui recommence. L'ombre d'un passé chargé de tant de nuages obscurcit l'avenir. Cette entrée de souverains qui furent de loyaux alliés dans une guerre où nous gagnâmes la partie, ne s'accompagne d'aucune apparence de victoire ou d'allégresse.

L'avenue déserte n'est plus traversée qu'à la hauteur du Rond-Point et de la rue de La-Boétie, par des tramways ou des taxis, qui paraissent lilliputiens et empruntés à quelque

diorama mécanique. Puis le vide complet se fait et tout en haut du ruban de l'avenue paraît un groupe noir, entre les haies vaporeuses des soldats et la bordure inconsistante des arbres, comme esquissés, à peine frottés de cinabre et pourtant avec ce quelque chose de compact que donne l'éclosion des bourgeons éclatés et qui évoque les duvets tassés au fond d'un nid.

Le quadrilatère obscur avance lentement sur l'avenue; il mettra dix minutes interminables pour atteindre la place de la Concorde. Il s'est précisé, peu à peu, chemin faisant. La Garde Républicaine aux casques dorés, aux culottes blanches, évoque enfin quelque réminiscence du passé et de la paix. Les trompettes jouent. Les troupes présentent les armes. Voici dans la première daumont le Roi et le Président, puis, dans la seconde, madame Millerand et la Reine dont le chapeau est de velours bleu de roi et qui répond aux acclamations soudaines de la foule par un geste au-dessus de la tête de la main levée, qui se balance deux fois sur le poignet, tandis que le visage sourit.

Et ce sourire saisi dans les yeux me fait souvenir de cette anecdote d'une amie qui en fut témoin, lorsque la reine Marie de Roumanie vint suivre un traitement, dans le plus grand incognito; elle demeurait alors, sans dame d'honneur, rue de Varenne, chez une amie anglaise. La souveraine sortait en taxi, ce qui l'amusait beaucoup et la personne qui l'avait vue sauter de voiture et demander de la monnaie au chauffeur en lui souriant, l'interrogeant sur sa famille, me disait qu'elle n'avait jamais rencontré, sur un visage de jolie femme, plus vif désir de plaire et de charmer. La Reine semble s'être souvenue toujours de ce conseil de sa mère, alors qu'elle n'était que toute jeune fille et que le duc d'York, depuis George V, mais alors frère cadet du duc de Clarence que l'on croyait destiné à régner, songeait à l'épouser :

— Il vaut mieux être la première n'importe où que la seconde à la Cour d'Angleterre!

« ... La Reine, avez-vous vu la Reine?... » Il semble que le cortège n'ait été composé que d'une personne. Tandis que les groupes se dispersent, c'est ce mot, *Reine*, qui erre sur la foule disséminée.

Une demi-heure après, le pont de la Concorde est toujours encombré; les gardes qui reviennent de l'Élysée ne peuvent le franchir à travers les voitures immobilisées et s'engagent sur le quai. Il flotte sur le mouvement de la foule cet air de fête qui ne change guère à travers les années... Et, pendant ce temps, dans le fond d'une cour, il y a toujours une vieille femme, un enfant, qui n'ont rien vu, qui ne savent rien et qui écoutent avec indifférence sonner avec midi, à l'horloge du Palais Bourbon, la dernière minute de cette heure qu'ils n'ont pas vécue.

***

Les six jours. — Loin, la nuit, le long des quais, vers le pont Mirabeau. Une petite pluie piquante, une pluie de mars en retard commence à tomber. Des files d'autos grises et noires dans la pénombre piquée de lumières se confondent avec le sol luisant. Puis, à un brusque tournant, une face d'acier ronde et triangulaire, sous un diadème d'ampoules électriques, ces mots tronqués, schématiques, embryonnaires : *Vel d'hiv.* Le Vélodrome d'Hiver.

Il est bientôt minuit. Devant les portes basses de la rue Nélaton, des gens qui sortent; d'autres maintenus par des agents attendent sous la pluie de pouvoir entrer... Un vestibule de cirque, traversé de courants d'air, de reflets et dont l'atmosphère opaque est ardoisée.

Et le vaste hall dans une brume septentrionale, qui est peut-être celle de la Tamise ou de l'Hudson, lourde poussière de caoutchouc, comme l'haleine des pneus. Dans cet air, des constellations géométriques d'ampoules électriques répandent une régulière et homogène clarté, qui n'existe pas seulement à l'état impondérable de lumière, mais comme un fluide, une matière grise, impalpable qui enveloppe et dérobe, qui est comme l'eau. Dans les hauteurs, aux deux étages superposés, des têtes, des visages pressés, blafards, troubles, voilés, qu'on distingue à peine, derrière le tissu mouvant et lourd de l'air, sur des rangs infinis sans un vide, sans une place inoccupée...

Quel spectacle, dit artistique, quelle représentation théâtrale dérangeraient pendant cette nuit pluvieuse, aussi loin

dans Paris, une foule si dense, douze ou quinze mille spectateurs, je suppose? Plusieurs milliers vont demeurer une partie de la nuit, immobiles, à suivre ainsi le tour interminable de ces quinze coureurs cyclistes, que les habitués traitent d'*écureuils*, de *derviches tourneurs* et qui semblent, avec leurs maillots de couleur différente, des billes vernies sur un plat de bois. Au centre de la piste, sur le plancher, appelé *pelouse*, et où l'entrée coûte vingt-cinq francs, dans ces limites cernées de barrières sur lesquelles se sont accoudés les spectateurs du premier rang, c'est une sorte de vaste promenoir du monde sportif. Au centre de ce cratère baigné de vapeur viennent se retrouver, dans une atmosphère qui leur est chère, les vedettes du *foot-ball* et de la boxe. On voit passer là, comme sur une plage, des équipes entières, habillées par le même tailleur, coiffés de la même casquette anglaise et dont la cravate montre le même tour de main. Ces groupes de frères d'élection en rencontrent d'autres et se mettent à parler, sans faire beaucoup de gestes, car un signe particulier de ces réunions, c'est le silence qui les accompagne. Parfois, des régions élevées s'élancent des rumeurs. Les spectateurs assis trouvent la course lente ou monotone et réclament des privilégiés de la pelouse une *prime* pour une course de deux tours de piste qui ranimera les concurrents engourdis qui avancent à moins de dix kilomètres à l'heure.

A l'extrémité de la pelouse, après la partie réservée au restaurant, le camp des coureurs. Une sorte de cap étroit, au ras de la piste, une mince tranche de continent au bord de ce chemin luisant qui va s'évasant à pic et sur lequel les cyclistes se lancent avec cette sage, prudente et intense frénésie qui évoque le mouvement d'acier d'une horloge et la souple extension du muscle.

Ces champions font la course de six jours par équipes de deux. La couleur de chacune des quinze équipes doit toujours être représentée sur la piste; c'est-à-dire que, pendant que l'un des deux hommes est à bicyclette, l'autre se reposera. Mais, comment se repose-t-il, prêt à sauter en selle lorsqu'on viendra le réveiller pour lui dire que son co-équipier va s'étendre ou bien qu'il a fait une chute et qu'il doit se substituer à lui, à la place même où il est tombé? Repos

précaire, demi-sommeil inquiet qu'une grande jeunesse, un long entraînement peuvent seuls supporter. La couche n'est qu'une paillasse dans une armoire basse, sur laquelle sont placés des accessoires de rechange, une bouteille de champagne, un *thermos*, des oranges. Derrière l'armoire, des bécanes toutes prêtes, fines et luisantes et deux autres placards au centre de ce campement, l'un pour le docteur, l'autre réservé au téléphone. Sur chaque armoire se lit le nom des deux équipiers qui viennent y prendre quelque repos par alternance : Émile Aerts-Georges Sérès, Alfred Beyl-Aloïs Persyn, etc., ou bien deux fois le même nom répété, comme pour les frères Camille et André Narcy, Georges et André Vandenhove ou Marcel et Lucien Buysse...

Toutes les tables du restaurant sont occupées, les consommateurs debout sur leurs sièges. Les tintinnabulements précipités de la sonnerie électrique annoncent un *sprint*. Ces *sprints* forment dans la continuité de la course ininterrompue des six jours comme une autre course momentanée, qui renouvelle l'ardeur des concurrents, change quelque peu leurs places respectives pour le nombre de tours déjà exécutés, et ajoutent des points pour le classement final. A l'annonce d'un *sprint* et tant qu'il dure, la foule devient nerveuse, communicative. Le frottement des pneus sur la piste produit une sorte de roulement plus accusé qui signale l'approche du peloton, même lorsqu'on ne peut l'apercevoir. Accoudé à la balustrade, on sent passer sur le visage l'air déplacé par cette trombe humaine, dans laquelle sur quinze équipes qui tournent sans répit une seule parvient à gagner péniblement un tour!

Lorsqu'il atteint l'une des extrémités relevées de la piste, le groupe coloré des coureurs se disjoint; après être monté plus haut que ses concurrents, le noir Neffati au maillot rouge redescend, couché en avant sur son guidon, avec une prodigieuse violence. Un adjectif qui est sans cesse aux lèvres de la génération nouvelle et qu'on entend ce soir est le mot *formidable*, qui semble à sa place chez les sportifs.

Les cuivres de l'orchestre luisent au centre d'une tribune. Ils viennent d'attaquer un de ces airs bien français du compositeur viennois Franz Lehar, qui chantent dans toutes les têtes, sans parvenir à étouffer ce grondement de l'équipe qui

passe sur la piste et qui a tant de sourde impétuosité. Un son de cloche en annoncera la fin dans un instant, mais, au virage, deux coureurs viennent de faire une chute — sans que la course se soit ralentie, ni qu'un d'entre eux ait tourné la tête... Là-bas, dans le camp, le téléphone prévient les remplaçants et déjà, le tableau lumineux qui tourne en silence, au centre de la pelouse, annonce par des chiffres les quatre premiers arrivants du *sprint*...

***

Povla Frijsh. — Entre les marronniers dont les bourgeons viennent d'éclore, c'est aux branches emmêlées un tissu de jeunes feuilles blanchâtres crémeuses, sur un fond de gazes lamées qui alternent, l'une des traits d'argent de la pluie, l'autre des rais de vermeil du soleil.

Au piano, une jeune femme blonde et rose, aux épais cheveux, au beau profil apollonien, avec une grâce qui évoque la force et les promesses de ce printemps. Elle joue, devant le jardin qui s'éveille, les différentes parties d'un ballet qu'elle vient de terminer; le profane y reconnaît difficilement, dans la complication de certains rythmes, la force de certains accompagnements, l'intelligence et les dons d'une femme. Mademoiselle Germaine Taillefer, qui fait partie de la phalange des six avec Darius Milhaud, Poulenc, Georges Auric, Honneger, doit jouer ce ballet demain au directeur de l'Opéra et l'inquiétude trouble l'iris de son large regard si bleu... M. Rouché se laissera-t-il tenter? Nous sommes à l'orée de la saison *Ballets*. On en attend de mirifiques, pour lesquels les artistes les plus modernes de ce temps ont été rassemblés, il y en aura même d'olympiques, il serait triste que l'Opéra ne parût pas dans ce mouvement... Il a donné cet hiver quelques nouveautés, sans doute, mais, quand juin pointe, tout ce qui le précéda ne saurait plus compter, il faut l'inconnu, à des yeux et des oreilles avides de nouveau.

Mais, que ces assoiffés d'inentendu sont longs à reconnaître le talent, qu'ils en adoptent péniblement la nouveauté!... Comme ils craignent de se tromper, d'être ridicules!.. Que

leurs oreilles sont routinières! Les *jeunes* ne risquent de parvenir à quelque notoriété qu'après bien des récidives et lorsque, lassés peut-être, ils commencent à faire des concessions et ne paraissent déjà plus très modernes.

Ailleurs qu'en France, où nous possédons tant de talents indépendants, originaux et réels, une Germaine Taillefer verrait sa jeunesse couronnée de fleurs et de renommée.

Devant les arbres printaniers, nous songeons à des fêtes de jadis, d'avant la guerre. Quelque chose de restreint et de choisi a disparu de la face du monde, depuis dix ans. Nous nous souvenons d'un soir du Grand Canal, à Versailles, arrangé par Robert d'Humières, dont on se plaît à réentendre le nom de temps à autre, mêlé à des souvenirs précieux et artistes. Sur des gondoles passaient des musiciens parmi des lanternes et une voix, celle de madame Povla Frijsh, est restée fixée à cette nuit, comme un astre au velours du ciel... Voix émouvante qui parle au sommet du cœur et qu'on n'a sans doute plus entendue depuis. Précisément, madame Povla Frijsh vient de revenir à Paris où elle va se faire entendre de nouveau, après huit années passées en Amérique, huit années d'ardente propagande pour la France. Ces brusques souvenirs nous sont apportés par les premières fleurs des jardins, leurs feuilles qui s'épanouissent et qui ramènent on ne sait quel besoin de musique et de chants, tandis que Germaine Taillefer évoque au piano les magots de porcelaine de son ballet et les danses amoureuses d'une Chloé du temps des Fermiers Généraux.

« Saison » qui commence toujours par des chants d'oiseaux dans un jardin et nous fait connaître tantôt un ténor noir, tantôt une scandinave, comme vous, Povla Frisjh à la belle voix troublante, qui rapportez d'Amérique de vieilles mélodies indiennes et nègres, souriantes et pathétiques, évoquant le rire trempé de larmes des filles coiffées d'un madras... Et l'on sait en France qu'à Paris, où le monde entier s'approvisionne de chapeaux, jamais on n'a résisté à un madras!

***

Le Paradis a l'Ombre des Épées. — Pendant un repas, dans le petit salon jaune d'une amie, où l'on dîne à quatre

sur un guéridon, peut-être plus dînette que dîner et qui a le charme de l'intime et de l'improvisé.

M. Henry de Montherlant a laissé à l'antichambre un achat qu'il fit dans l'après-midi. Il y pense, il en parle et à la fin se lève pour l'aller prendre et nous le montrer.

C'est une tête de divinité égyptienne, grandeur naturelle, sculptée en plein bois, jadis polychromée et qui ne porte plus que de vagues traces de peinture rose sur le mystère de son masque poli par les ans... L'auteur du *Paradis à l'Ombre des Epées* voudrait savoir si le collectionneur étranger auquel il a fait l'achat de ce masque aux lèvres égales, au regard absent dans le vide des paupières, ne l'a point trompé sur son authenticité, si cette tête mélancolique et si noble dans sa vétusté, émerge réellement des millénaires et sommeilla quelques dizaines de siècles dans la nuit d'une hypogée.

La tête est construite dans la manière de celles que le granit nous a conservées, mais le bois, que ronge le ver, peut-il échapper après tant de siècles à la destruction? Celui-ci paraît aussi impénétrable que l'essence la plus résistante... Mais, lorsque le doute nous a effleurés, échapperons-nous à ses insinuations? Le mystère d'ignorer si la belle tête provient ou non des vallées consacrées à la mémoire des rois n'ajoute-t-il pas au charme qui émane d'elle? Quelque égyptologue renseignera promptement M. de Montherlant; mais ne vaudrait-il pas mieux vivre dans l'illusion? L'imagination nous montre les choses telles que nous désirons les voir, c'est la meilleure manière de les considérer. S'il n'y avait derrière ce masque la supposition de quatre mille ans de durée, le silence de tant de siècles, l'évocation d'une civilisation puissamment outillée pour régner et qui n'ayant existé que pour la domination entretint jalousement l'art du merveilleux, verrions-nous autre chose sur cette face qu'un schéma, insuffisamment modelé?

— Elle me plaît, dit son nouveau propriétaire, qui préfère ignorer s'il fut trompé ou non.

Le champion de l'athlétisme de la jeune génération, l'écrivain joueur de foot-ball, a fixé par de nobles et vivantes images dans le *Paradis à l'Ombre des Épées*, la mentalité de cette jeunesse d'après-guerre, ardente et qui peut aider par

les sports aux transformations logiques de la vie. Ceux qui n'ont fait la guerre que les dernières années en ont rapporté une inquiétude qu'elle a éveillée sans l'assouvir. Henry de Montherlant ne prétend pas que l'humanité entière sera régénérée par les sports, mais il constate que si le sportif ne renonce pas à ses passions, il les utilise... Il a observé chez ses camarades un esprit de simplification, un courage discipliné, le sens de l'harmonie intérieure, qui veut le développement de toutes les parties du corps parallèlement, pour lui faire une base solide, en assurer l'intégrité. Il est certain que trop de gens souffrent de leur organisme, qui pourraient avec un peu de volonté, de persévérance, de culture, vivre en bonne harmonie avec eux-mêmes et assainir l'âme par le corps...

Peut-être son prochain volume, sa seconde Olympique, paraîtra-t-elle en octobre; après quoi, il partirait pour Rome où il compte passer six mois à affronter les dogmes et en discuter avec les personnalités les plus averties, avant d'écrire un nouveau livre.

— ... quelques vérités éternelles, autour desquelles j'ai mis ma musique...

Cet ouvrage-là sera écrit en prose rythmée, en phrases de quatorze à dix-huit pieds...

Le visage rasé, large d'épaules, les yeux souriants, la parole vive, vêtu de noir comme sur le portrait de M. Blanche où le ciel s'emplit d'enseignes romaines, — le Paradis à l'Ombre des Épées! Henry de Montherlant a combattu des taureaux dans les arènes d'Espagne. Il connaît les termes de la lutte et il sourit aux interrogations de notre amphytrionne, qui a reçu beaucoup d'écrivains et d'artistes dans sa vie, mais jamais de toréador!

Et puis, la conversation change, il dit à un moment qu'il est plus catholique que chrétien... Et que les sports, après l'éducation, lui ont fait une âme demi-païenne et demi-religieuse.

Mais la maîtresse de maison possède un beau livre illustré sur la sculpture égyptienne, nous le feuilletons, car la tête ciselée dans le bois épais est demeurée sur la cheminée, promenant son sourire énigmatique sur le salon Empire... Et nous demeurons à contempler la reine Mout aux belles

lèvres épaisses et similaires et Aménophis IV au facies de tuberculeux élégant, prince mélancolique, qu'on imagine en morose habit noir au dîner tardif d'un palace méditerranéen...

***

L'Exposition Edgard Degas. — Il vivait silencieux et solitaire, n'exposait point, ne montrait sa peinture à personne, ne la vantait jamais et ne la vendait guère qu'à certains marchands et strictement pour vivre. Rarement après la mort d'un peintre, il s'est produit ce fait que ses cartons aient été vidés, si l'on peut dire — et jamais on ne le dira suffisamment — avec tant d'opiniâtreté,

L'Exposition de la Galerie Georges Petit, au profit de la *Ligue Franco-Anglo-Américaine contre le Cancer*, offre un ensemble sélectionné, qui montre un novateur que le métier des autres ne satisfaisait point pour ce qu'il avait à dire et qui semble, sur chaque toile nouvelle, chercher à s'exprimer différemment, à inventer son métier, à l'adapter, tout en conservant la même qualité d'originalité, la même sévérité envers soi-même, la même absence de concession ou de faiblesse.

Ce qui plaît toujours plus particulièrement en Degas, c'est de le trouver si exactement de son temps et qu'il ait peint ses contemporains, comme les Hollandais peignaient les leurs, avec quelque chose d'appliqué, de restreint, qui évoque l'homme des cavernes traçant à la pointe d'un silex la silhouette d'un renne sur le rocher. Jamais il n'obéit à la moindre fantaisie, il ne succombe au travestissement. Ni la danseuse, ni la chanteuse de beuglant, ni la repasseuse, la modiste ou le jockey ne sont interprétés, adaptés, transposés. Ils sont ce qu'ils étaient, à l'instant même où ce terrible objectif les a saisis, emprisonnés dans sa pupille impitoyable.

Une oisive charmante me disait un jour cette phrase qui marque assez la manière imposée par Degas :

— Il m'a fait aimer mon cabinet de toilette.

Il est sans doute le premier de son temps qui ait présenté autour de la personne l'accessoire vulgaire, le flacon de phar-

macie, la cuvette, l'éponge, picturalement. Il a vécu parallèlement avec Zola. Mais l'un descend à l'abjection et l'autre plane, au contraire au-dessus de cette humanité matérielle, sensuelle, dont il sait extraire la poésie par la couleur, le rapprochement de deux tons, une ombre portée — cette *ombre portée* que le Japonais n'a jamais osé tracer et qu'il n'a peut-être jamais vue.

Devant un si grand nombre de toiles, nous retrouvons ce sentiment si marqué d'une volonté qui ne permet point à l'imagination de vagabonder. Elle la domine, la contraint sans répit, elle ne tolère pas d'empiètement sur son indépendance. Tout ce qui charme un autre, elle la répudie. Elle ne veut point qu'on la séduise. Elle hait l'enguirlandement, l'affadissement, la mièvrerie, le sourire. Une grande lassitude de vivre accable ces personnages; il ne nous les montre qu'accidentellement détendus, danseuse vêtue de tulle rose ou repasseuse au ventre gonflant le tablier, qui bâillent en s'étirant, écœurées, lasses. Lorsqu'un trait lui semble nécessaire pour accuser l'expression qu'il veut fixer et gagner en indication psychologique, même si ce trait est lourd, s'il doit faire perdre certaine homogénéité à l'aspect général de la toile ou du pastel, il ne craint point d'y revenir et d'appuyer; c'est le chirurgien qui fait mal en auscultant; mais qui sait ensuite où enfoncer le bistouri.

Aussi, comme ils laissent le souvenir d'êtres vivants, matériels, surpris à leur insu, non pas quand ils posent, pour la galerie, pour un spectateur, mais lorsque, portes fermées, ils se sont crus seuls avec eux-mêmes et que la bête respirait et les dominait. Et c'est peut-être la raison pour laquelle Degas affectionne si particulièrement le cabinet de toilette, le coin de bar, la chambre à coucher le matin, au jour cru qui frappe à travers les rideaux blancs, lorsque, son compagnon parti, la femme est enfin seule.

Je me souviens, un soir à dîner, avec quelle précipitation M. Degas, qui prétendait ne plus voir clair, avait foncé en entrant dans la salle à manger, sur une demi-douzaine de fleurs de capucines placées par la maîtresse de maison, dans deux petits vases minuscules au milieu de la table. Ceci se passait, chez une artiste au talent solide, robuste, dont

Marie Bahkirtseff jadis, raconte dans son *Journal*, la valeur, le talent, la seule qu'elle redoutait, pour laquelle elle s'efforçait de lutter, Louise Breslau, qui fuit la réclame, le bruit et que, pareillement à Miss Cassatt, Degas estimait. Mademoiselle Breslau, sachant que le peintre détestait les fleurs mêlées aux plats, avait cependant cueilli dans son jardin ces quelques capucines sans grand parfum pour en garnir le centre de la table. Mais Degas se précipite et emporte dans la pièce voisine les six capucines... Il exigeait que les fleurs n'empiétassent point sur le repas et ne voulait point confondre en mangeant la nourriture avec les fleurs...

Je n'ai jamais oublié, depuis, la silhouette de ce vieillard dont la vue baissait déjà, qui s'éloignait dans le salon voisin, ses fleurs à la main, pour avoir raison vis-à-vis de lui-même et qu'il ne fût pas dit qu'il eût transigé un seul jour avec ses théories. Je le revois ainsi aujourd'hui encore, à l'Exposition de la Galerie Petit, avec son intransigeance et sa réserve, sa sévérité, sa hauteur : l'homme qui ne voulait pas d'une capucine sur le couvert, qui n'aimait point les fleurs et n'appréciait, dans toute sa vie secrète et diverse, que la femme, la femme que ni l'éducation, ni la sélection n'ont embellie, — parfumée!

***

Autres Expositions a la mode. — Il en est de nombreuses avant les *Salons* et la grande cohue mondaine que les sports vont agrémenter et bouleverser pendant trois mois. Il y a l'Exposition de la *Jeune École française*, Galerie Barbazanges, à laquelle chaque artiste n'a modestement envoyé qu'une toile et où l'on en trouve cinq ou six remarquables, dont une nature morte de Bonnard admirable, un Boussingault, un petit Matisse, perspective de deux pièces en pleine lumière, de valeurs éclatantes, où le personnage principal a le visage dans la main... Un charmant Laurencin, une fillette en bleu sur un cheval noir auprès d'une mère voilée et vêtue de rose, l'enfant semble un peu plus développée que la mère, « à cause de l'amour maternel »... dit l'auteur.

Il y a, rue Royale, l'Exposition Bonnard et, au Musée des

Arts Décoratifs, celle de M. Maurice Denis. Les premiers ans de M. Denis s'avançaient sur un vert tapis fleuri d'asphodèles. Il fit danser de petits pas isadoresques à des premières communiantes, sous des pommiers en fleurs, qui enchantèrent notre vingtième année. Depuis, il a versé dans le rouge de Sienne, il travaille à l'ombre de la tour de Pise et l'inclinaison du monument influence l'équilibre de ses personnages. Une mauvaise graisse gonfle la peau de ce troupeau d'enfants toujours divins et de ces vierges atteintes d'emphysème. Leurs caracos de pilou gris ou rose sont plus de l'arrondissement des Buttes-Chaumont que de la campagne romaine... Le procédé, le métier imposé par une certaine clientèle nuit à des artistes qui pouvaient, avec le désir de peindre la nature et lui imposer certaine domination, ne point recommencer indéfiniment, la même toile, dans le même coloris. Le sentiment religieux est au-dessus du sujet. Il peut se produire avec une intensité singulière sans qu'il soit besoin d'accessoires, acclimatés davantage par la place Saint-Sulpice que par la foi elle-même...

ALBERT FLAMENT

LES RÉPARATIONS

ET

LE RAPPORT DES EXPERTS

L'attention du monde diplomatique est tout entière concentrée depuis quinze jours sur le rapport des Experts et sur les négociations qui doivent suivre. La procédure adoptée a été très rapide. Dès que la Commission des Réparations a été en possession du rapport, elle a commencé par avertir le gouvernement allemand qu'il avait à dire s'il considérait ce rapport comme une base pratique afin de résoudre le problème des réparations. L'Allemagne ayant répondu affirmativement, la Commission a pris acte de l'adhésion du Reich et a aussitôt décidé d'approuver en ce qui le concerne les conclusions des experts, de les transmettre officiellement en les leur recommandant, aux gouvernements intéressés, et elle a invité en même temps l'Allemagne à préparer sans retard les décrets et les mesures diverses destinés à appliquer les méthodes des experts. Il était difficile d'être plus clair et de perdre moins de temps. Le terrain est déblayé : la discussion et la négociation commencent.

Cette procédure a eu l'avantage de montrer une fois de plus notre bonne volonté et de prouver en outre qu'à la veille des élections générales, nous n'éprouvons aucun embarras à faire le suffrage universel juge de la situation. Pendant longtemps, l'illusion de l'Allemagne et peut-être d'autres pays a été de croire qu'il y avait en France des opinions diverses touchant le problème des réparations et que les

élections pourraient modifier notre politique. L'offensive menée contre le franc n'a pas eu au fond d'autre cause : c'était un moyen de pression, contre lequel nous avons su réagir à temps. En réalité, en dehors de l'extrême-gauche communiste, il n'y a qu'un sentiment dans notre pays sur le problème des réparations, et l'opposition socialiste elle-même, bien qu'elle critique les méthodes, a toujours tenu à dire que sa politique avait aussi pour objet de nous faire payer ce qui nous était dû. Toute la France veut que justice soit faite et que le traité soit exécuté. Les élections ne modifieront en rien cette situation : elles confirmeront notre volonté sur ce sujet et donneront aux gouvernements qui se succéderont, quels qu'ils soient, toute l'autorité nécessaire pour poursuivre la politique d'application du traité.

La phase actuelle du problème des réparations est l'aboutissement logique de ce qui a précédé. Cette histoire de quatre ans, que plusieurs de nos lecteurs nous demandent de rappeler, longue et un peu confuse dans le détail, peut être résumée, si l'on se tient aux traits essentiels, en quelques lignes. Toute l'année 1920, après la signature du traité de paix, a été consacrée à étudier ce que l'Allemagne devait payer aux termes du traité. En avril 1921, l'état de paiement a été fixé : la dette de l'Allemagne était évaluée à 132 milliards de marks-or, divisés en deux portions, l'une de 52 milliards marks-or sur lesquels la part de la France était de 26 milliards marks-or, l'autre de 80 milliards, représentés par des bons dont les modalités étaient réservées à un examen futur, et qui par une coïncidence où l'on ne peut voir un simple effet du hasard, concordait à peu près avec le montant des dettes interalliées. En mai 1921, après l'occupation interalliée à Dusseldorf, Duisdorf et Rurhort sur la rive droite du Rhin, l'Allemagne s'est inclinée. Du mois de mai 1921 à la fin de la même année, elle a payé les annuités qu'elle s'était engagée à verser. Dès la fin de 1921, elle s'est déclarée incapable de continuer, et a demandé un moratorium. Toute l'année 1922 a été consacrée à la recherche d'une solution interalliée qui n'a pas été trouvée. En janvier 1923, les troupes franco-belges ont occupé la Rhur et ont attendu que l'Allemagne négociât. Toute l'année 1923, jusqu'au mois de septembre a été remplie

par la révolte de l'Allemagne et la résistance passive. L'Allemagne a fini par se déclarer battue, et a consenti aux accords industriels de la Rhur, qui commencent à être productifs. Mais tout le problème des réparations demeurait en entier. C'est alors que la Commission des réparations est rentrée en scène et à confié à un comité d'experts le soin d'examiner la situation de l'Allemagne.

Pour achever de fixer les idées sur cette histoire de quatre années, rappelons quelques chiffres [1]. L'Allemagne aurait dû payer aux termes du traité entre l'armistice et le 30 avril 1921 (date de l'état de paiement) la somme de 20 milliards de marks-or : elle en a versé sept milliards et demi. Après l'état de paiement, entre le 1er mai 1921 et le 31 décembre 1922, elle aurait dû payer cinq milliards : elle a versé deux milliards sept cents millions, dont 1 milliard en nature et le reste en espèces. La France a touché pour sa part un milliard sept cents millions, dont 143 millions en espèces, et tout le reste en nature : encore faut-il ajouter que cette somme a été presque entièrement consacrée au coût des armées d'occupation et au remboursement des avances de Spa. L'Allemagne a-t-elle du moins fait un effort pour s'acquitter? L'État a gaspillé ses ressources, multiplié les subventions, négligé les impôts : il a préparé la catastrophe financière; il n'a rien fait pour diminuer les dépenses et accroître les recettes; il a prémédité la faillite. C'est en vain qu'il met sur le compte des réparations et du traité de paix ses déficits budgétaires. Les chiffres répondent : en 1919 les dépenses du traité de paix représentent 14 p. 100 des dépenses allemandes, en 1920, 33 p. 100, en 1921, année où l'Allemagne a fait quelques versements aux alliés, 46 p. 100. A partir de 1922, la dépréciation du mark a été si rapide qu'il devient difficile de faire une évaluation budgétaire. Il résulte cependant des chiffres fournis par l'Allemagne même, que le déficit budgétaire, entretenu par des dépenses insensées, a été beaucoup plus grand que le montant même des paiements de réparations. Ces constatations suffisent à expliquer la politique suivie par la Chambre et les gouvernements au cours de la

1. Nous adoptons les chiffres donnés par M. Pierre Noël, ancien attaché à la Délégation française à la Commission des Réparations, dans son intéressant ouvrage : *l'Allemagne et les Réparations.*

législature, et l'unanimité de la volonté nationale que les élections manifesteront certainement.

***

Le rapport des Experts a eu un tout autre effet en Allemagne. Il a décontenancé l'opinion dirigeante; il a fortement gêné le plan des nationalistes. Il règne en Allemagne à la veille des élections qui ont lieu le 4 mai une excitation pangermaniste extravagante. Après quatre années d'existence, le premier Reichstag de la République allemande, qui avait succédé en juin 1920 à l'Assemblée Constituante, a été dissous le 13 mars 1924. Le Président Ebert a essayé de retarder le plus possible l'exécution qu'on lui demandait; mais il a dû s'incliner devant les menaces de démission du gouvernement Marx-Stresemann. Il faut reconnaître que le Reichstag avait perdu toute autorité, tout crédit. Il ne vivait plus, il végétait. Plus encore qu'un Reichstag impérial, il s'était laissé reléguer dans l'ombre aux heures graves; il partait en vacances au moment où l'on avait le plus besoin de lui. Cependant, le « père de la Constitution de Weimar », Hugo Preuss, déplore la dissolution. Il ne faisait pas partie du Reichstag et son opinion paraît indépendante. Il écrit que les inconvénients d'une dissolution qui se produit à un moment défavorable et sans raison politique sérieuse, sont évidents. Sauf les démagogues d'extrême-droite et d'extrême-gauche, qui vivent de désordre et d'agitation, personne, ajoute-t-il, n'avait intérêt à la dissolution. C'était vrai du gouvernement, non seulement parce qu'il envisageait les élections françaises, mais parce qu'il ne pouvait pas vouloir favoriser la démagogie réactionnaire. C'était vrai aussi des partis modérés bourgeois et de la social-démocratie. La situation étant telle, et tous les intéressés la sachant telle, chacun pensait que les autres ne voudraient pas pousser la résistance à l'extrême, et céderaient à temps. Chacun le pensant des autres, personne ne cédait. « La situation est ainsi devenue inextricable. Le bluff a conduit à la dissolution. » Les grands procès politiques, notamment celui de Munich, ont ajouté encore à la surexcitation. D'après une correspondance d'Allemagne, écrite par

un témoin des événements, la campagne électorale déchaîne la fantaisie germanique, et fait disparaître la réalité dans le rêve. Pleins de foi dans le succès prochain, les nationalistes soulignent le côté négatif de leur programme. Les derniers discours de Hergt et de Helfferich, tous deux anciens Ministres des Finances, l'un en Prusse, l'autre dans le Reich, sont des chefs-d'œuvre de démagogie. La puissante Union des agriculteurs, le Reichslandbund, demande officiellement l'abrogation du Traité de Versailles. Le grand journal agrarien, la *Deutsche Tageszeitung*, écrit : « Du haut du ciel, notre Fredericus Rex peut contempler les paysans d'Allemagne avec un sourire rassuré; ils n'oublieront ni la Haute-Silésie ni Strasbourg. » Le recteur de l'Université de Berlin, le professeur Rôthe, lance une proclamation orgueilleuse : « Nous autres Allemands, nous avons senti notre solitude dans les dernières années. Elle a éveillé en nous des sentiments de fierté, qui, par bonheur, ont pénétré notre peuple... » Cette perversion s'étale partout. A Munich, le docteur Albrecht Hoffmann publie un discours qu'il a prononcé devant les étudiants et dont il est apparemment très satisfait. Après avoir tonné contre les ultramontains, il prédit le triomphe du racisme et ajoute avec allégresse : « Nos vieux dieux sortiront alors de leur tombe, et le marteau du Thor frappera les hommes qui, naguère, ont abattu dans la forêt de Wotan les chênes antiques, que nos ancêtres ont entendu frémir. » Ce nationalisme, ainsi poussé jusqu'à l'extravagance, fleurit dans les Universités, les collèges, les écoles, est entretenu par une foule de professeurs, de magistrats, de pasteurs, d'officiers, anciens et nouveaux, vieux et jeunes. Leur politique étrangère est évoquée dans ces lignes de l'un des principaux journaux pangermanistes, *la Deutsche Zeitung* : « 1813. La nation en armes. Le Rhin, le Rhin allemand. Des fanfares. La chevauchée de Lutzow. Theodor Körner. Arminius. Les vêpres siciliennes. Schlageter. Pirmasens. L'appel à mon peuple, 1914. » La démagogie des Hergt et des Helfferich pâlit devant celle de l'extrême-droite, qui va envoyer au Reichstag prochain le général Ludendorff. Tout en criant à tue-tête afin de ne pas se laisser étouffer par le vacarme que déchaînent les ultranationalistes, les nationaux allemands espèrent fermement

qu'à la suite des élections un « bloc bourgeois » devra être constitué pour le gouvernement du Reich, semblable au nouveau gouvernement de la Thuringe et du Mecklembourg, les nationaux allemands collaborant avec les populistes et le centre, et flanqués des ultra-nationalistes à droite, des démocrates à gauche, pour mener le bon combat contre le « marxisme ».

Tout ce tapage, qui ne nous intimide pas, avait besoin pour être entretenu que les élections puissent se faire contre le traité de paix, contre les accords industriels de la Ruhr, contre le rapport des Experts, contre l'impérialisme français et en faveur de la réorganisation militaire. L'unanimité de la Commission des réparations, l'adhésion rapide de la France, l'accueil fait partout à l'œuvre des experts ont déconcerté les nationalistes : ils n'osent pas prendre parti contre les experts; ils sont privés d'un argument contre la France; ils n'ont plus de prétexte pour invoquer l'appui de l'Angleterre. Un événement significatif s'est produit, après les manifestations pangermanistes et protestantes de Ludendorf qui ont ému le parti catholique et le Saint-Siège. Le Centre a rompu avec le parti populaire bavarois, qui avait refusé de former, pour les prochaines élections au Reichstag, des listes communes avec le Centre. Le parti directeur du Centre a résolu de présenter des candidats à lui dans les quatre circonscriptions électorales bavaroises. Ainsi, contrairement à ce qui s'était passé en 1920, on verra le Centre et le parti populaire bavarois se faire de la concurrence électorale et lutter l'un contre l'autre. Pour expliquer sa décision, le comité directeur du parti du Centre fait valoir que le parti populaire bavarois s'est, de plus en plus, mis à la remorque du parti populaire allemand; que c'est sa politique qui a fait de Munich la pépinière des extrémistes de droite; qu'il est impossible de laisser le Reich devenir « le domestique de la Bavière ». Le parti du Centre, déclare le manifeste du comité directeur, n'a jamais caché sa désapprobation à l'égard du mémoire rédigé par le gouvernement bavarois sur la Constitution de Weimar. Au reste, ajoute-t-il, « il n'est rien moins que certain que le parti populaire bavarois fasse preuve de la fidélité au Reich nécessaire pour collaborer à la solution de la tâche difficile

de l'heure présente et pour reléguer au second plan ses tendances particularistes ».

Un autre fait intéressant est le renouvellement des accords industriels de la Ruhr qui expirent le 15 avril. On sait que l'Allemagne fait depuis deux mois une campagne effrénée contre les accords : elle les accuse de compromettre l'économie germanique, et les déclarait inexécutables. La Commission des six de l'industrie minière de la Ruhr avait, on le sait, rédigé dans ce sens un mémoire. Le 11 avril dernier, la *Kölnische Zeitung* prétendait encore démontrer que l'exécution des conditions posées par la Micum entraînait pour les exploitants de mines une perte de 4 à 7 marks-or par tonne de charbon vendu. Or, à la dernière heure, les industriels se sont décidés à céder. Les autorités franco-belges avaient déjà, dit-on, reçu l'ordre d'interrompre les relations des usines et des mines avec le réseau ferré extérieur à la Ruhr, au cas où l'accord n'aurait pu se conclure. M. Poincaré aurait en outre, au cours de sa dernière conversation avec l'ambassadeur d'Allemagne, déclaré que, en cas de résistance nouvelle, la reprise de l'exploitation directe par les autorités franco-belges serait ordonnée. Il est hors de doute que l'industrie de la Ruhr est actuellement hors d'état matériellement et moralement de recommencer l'aventure de la résistance passive. Ses représentants ont accepté le renouvellement pour deux mois des accords antérieurs. Les mêmes journaux allemands qui ont protesté sans répit depuis tant de semaines sauvent la face en affirmant que la prolongation des accords avec la Micum a eu pour but d'éviter de produire une catastrophe économique dans le bassin de la Ruhr, au moment où l'acceptation du rapport des experts permet d'espérer une solution rapide et définitive du problème des réparations. On pense même que, à la date du 15 juin, il ne sera plus nécessaire de discuter au sujet d'une nouvelle prolongation, les négociations internationales ayant chance d'aboutir d'ici là.

S'il y avait en Allemagne une opinion moyenne, des partis démocrates suffisamment forts, ils auraient une bonne occasion de se manifester. Mais il ne faut pas se faire d'illusion sur le pouvoir qu'exercent malgré tout en ce moment et pour longtemps peut-être en Allemagne tous les fidèles de

l'ancien régime, les nationalistes et les pangermanistes. Ce mouvement est si fort et si apparent que l'Angleterre elle-même commence à s'en inquiéter et que l'opinion britannique, même la plus indulgente à l'Allemagne, est troublée. Il suffit de parcourir la presse anglaise. Les manifestations des nationalistes, la propagande électorale des partis de réaction, les révélations faites en France sur l'activité des organisations de volontaires en Allemagne occupée comme en Allemagne non occupée, et tout ce qu'on sait enfin du camouflage gigantesque auquel se livrent les Allemands pour tourner les clauses du traité de Versailles sur le désarmement, voilà ce qui continue à préoccuper sérieusement le public anglais. Le bruit s'est même répandu que l'on venait de faire parvenir à M. Ramsay Mac Donald toute une série de documents, qui prouvent formellement que les Allemands éludent sans cesse les clauses de désarmement du Traité de Versailles et qui attirent tout spécialement son attention sur le fait que le Gouvernement allemand organise minutieusement l'entraînement militaire d'énormes contingents de volontaires. Quant à la presse libérale, si elle continue à rejeter sur la France la responsabilité première de ce qui se passe aujourd'hui en Allemagne, elle n'en cache pas moins son désappointement profond et sa crainte de voir dans quelques semaines l'Allemagne tout entière convertie au nationalisme : « Un des pires effets de la paix mauvaise, écrit encore samedi le *Daily News*, est qu'elle a presque complètement tué tous les espoirs qu'on pouvait fonder en une réelle démocratie allemande.... Ce n'est pas qu'il y ait à craindre une victoire irrésistible de l'extrême-droite. Une telle victoire est improbable et, en tout cas, l'extrême-droite allemande est si inintelligente, qu'elle ne pourrait constituer un péril pour personne dans l'État actuel du pays. Mais le fait déplorable et réellement dangereux est que le bloc solide de l'opinion responsable, qui devrait servir de base à une politique raisonnable de paix, est en train de se laisser dévorer par le plus fanatique des nationalismes. Il est pratiquement certain par exemple que la Social-Démocratie, qui, malgré toutes ses fautes, représente le noyau de tout gouvernement démocratique effectif en Allemagne, va souffrir de sérieuses pertes.

Les 160 ou 170 députés qui la représentent actuellement au Reichstag ne reviendront peut-être que 100 ou même que 60 : en tout cas, il est sûr que leur nombre diminuera considérablement. Et les partis qui en profiteront seront d'une part les communistes (que la politique française a convertis en une espèce de nationalistes-rouges) et d'autre part les partis de la droite qui se recrutent aussi bien dans la classe moyenne ruinée que dans la classe ouvrière irritée, et qui, dans les deux cas, ne trouvent d'adhérents qu'en faisant violemment appel aux sentiments nationalistes. » La politique du premier ministre anglais paraît aussi menacée par les excès des nationalistes allemands.

***

C'est qu'en effet le problème posé par le rapport des Experts n'est pas seulement d'ordre technique et financier : il est d'ordre diplomatique et finalement il s'agit toujours de savoir comment les Alliés seront assurés de la bonne volonté de l'Allemagne et se garantiront contre les retours de sa mauvaise foi ou de sa révolte.

Tel qu'il est, le rapport des Experts représente certainement l'effort le plus complet qui ait été fait pour serrer de près les difficultés. Il s'agit non pas seulement de l'esquisse ou du programme d'un système, mais d'un projet étudié dans ses détails et qui apporte aux diverses questions qui se posent autour d'un problème essentiellement vaste et complexe autant de solutions positives. La comparaison avec les projets antérieurs, état des paiements, plan britannique du 1er janvier 23, est des plus instructives. Où ces projets restèrent dans le vague et l'indétermination, les experts de 1924 entrent dans les précisions et serrent de près des difficultés à peine reconnues ou soupçonnées, il y a un ou deux ans. Le document que nous avons sous les yeux est ainsi le résultat, non seulement de l'effort patient et consciencieux que les membres distingués de la Commission ont poursuivi pendant près de trois mois, mais encore de tout le travail d'enquête, de documentation et de réflexion auquel ont concouru des esprits et des organismes très divers et qui

a eu pour effet d'amener peu à peu le problème du financement des indemnités demandées à l'Allemagne hors du domaine purement théorique où les auteurs du Traité de Versailles l'avaient volontairement placé, pour l'introduire dans celui de la réalité politique et économique. Mais du côté allemand, on voit déjà sur quoi le gouvernement du Reich s'apprête à faire peser tout son effort. Les experts supposent l'unité économique et administrative du Reich entièrement rétablie. De là, l'Allemagne déduira que l'évacuation totale de la Ruhr est une condition de l'application du plan.

C'est ce qui ne saurait être admis et ce n'est pas d'ailleurs ce que les experts ont voulu dire. Tout leur rapport manifeste qu'ils laissent place à une occupation militaire et au mantien dans la Ruhr d'organes techniques de surveillance. Il ne peut être question, bien entendu, de nous retirer de la Ruhr, avant le paiement de la part qui nous est due, il ne peut être question davantage de desserrer notre emprise sans garder les moyens de la rétablir, en cas de besoin, avec certitude et rapidité. Le rapport prévoit même que des sanctions politiques destinées à garantir l'exécution du plan proposé pourront être considérées comme désirables. Les Experts déclarent avec raison qu'elles ne rentrent pas dans leur compétence et qu'il dépend des gouvernements alliés d'en déterminer la nature et d'en assurer l'efficacité. Nous aurons donc à conférer sur ce point avec nos alliés et, puisque les organismes créés par nous sont entre nos mains, il nous sera plus facile qu'en 1922 de nous entendre et de sauvegarder nos intérêts. On voit ainsi comment le rapport des Experts, limité à l'objet qu'il s'était fixé, est lié nécessairement à des conversations diplomatiques. Le problème financier ne peut être traité sans qu'apparaisse le problème politique sous son triple aspect, réparations, sécurité, dettes interalliées : mais c'est le grand mérite du rapport des experts de servir de point de départ à cette négociation générale.

ANDRÉ CHAUMEIX

Les communications relatives à la Rédaction doivent être adressées à M. André CHAUMEIX, Directeur de la Revue de Paris, 85bis, *Faubourg Saint-Honoré. — Paris (VIIIe).*

L'Administrateur-Gérant : MARCEL THIÉBAUT.

CHRONIQUE BIBLIOGRAPHIQUE

Le dernier recueil de nouvelles de M. **René Bazin** est intitulé **le Conte du triolet.** Un triolet en Normandie est un valet de ferme qui s'occupe des bestiaux. Le triolet avec lequel nous sommes mis en relations ne se soucie pas, lui, que de son troupeau, mais aussi d'une jeune Normande qu'il demande en mariage et se voit refuser car il n'a pour toute fortune qu'une vieille maisonnette plus ou moins délabrée. « Le jour où tu pourras me montrer trois boisseaux de blé récoltés de ton bien, — lui dit la mère de l'aimée — tu auras ma fille, mon garçon. » Et voilà notre triolet qui sème du blé sur le toit de chaume de sa maison. Ainsi il obtient les trois boisseaux et la fille. Dirait-on pas un conte du moyen âge pour le sujet du moins, car pour les grivoiseries qui farcissent les récits de nos vieux conteurs, il est inutile de dire qu'il n'y en a pas chez M. René Bazin. *Le regard d'amitié* est l'histoire d'une jeune Alsacienne qui fait de l'espionnage pour le compte de notre pays pendant la guerre. Divers autres récits nous promènent de-ci, de-là, au travers de la France, chez des gens qui aiment la terre, savent le prix du travail, ont une nature droite et de bons sentiments. Cela est infiniment séduisant est nous sort un peu de l'humanité à laquelle nous sommes habitués. La nature elle-même que M. René Bazin sent en poète chrétien a, dans ses ouvrages, un aspect bienséant et reposé. On a l'impression — enfin! — que tous les êtres et toutes les choses sont à leur place, que les théories de Bernardin de Saint-Pierre sur le finalisme universel sont vérifiées par les faits. Cette conception l'emporte largement en somme sur celle qui ne voit partout que vice et désordre. S'il nous faut un système, au moins qu'il soit aimable. M. René Bazin, qui se prive des facilités des antithèses et se limite à certaines nuances, sait nous toucher et nous émouvoir : est-il plus bel éloge de son talent?

Le Félibrige de M. **Émile Ripert** est un exposé d'ensemble du mouvement littéraire de langue d'oc au XIXe siècle. On appréciera la forme concise et nette de ce travail appelé à rendre au grand public de réels services. Depuis le XVIe siècle on avait cessé d'écrire la langue d'oc, mais on avait continué — dans le peuple surtout — de la parler. Quant aux poèmes des troubadours ils avaient été à peu près complètement oubliés : Lacurne de Sainte-Palaye commença bien de les étudier à la fin du XVIIIe siècle, mais il fallut les grands travaux de François Raynouard au XIXe siècle pour que les études romanes fussent remises en honneur. Très vite un nombre relativement important de savants français et étrangers s'y adonnèrent. Que tous les romanisants dussent applaudir à une renaissance de la langue d'oc, cela ne faisait point de doute, mais il fallut un ensemble de circonstances d'ordres bien différents pour assurer le succès du félibrige. M. Ripert signale celles-ci : vers 1830 tous les patois furent l'objet d'une curiosité sympathique, ce fut réellement une « mode »; dans le midi des poètes populaires, le boulanger de Nîmes Jean Reboul, le perruquier d'Agen Jasmin, des ouvriers, etc., répandirent dans le peuple le goût de la poésie; un groupe de poètes marseillais (Pierre Bellot, Victor Gelu) travailla activement à réhabiliter le parler provençal; sous l'influence de certains historiens (Guizot, Fauriel) les partisans du régionalisme littéraire grandirent en nombre : on recommença de maudire la croisade des Albigeois qui avait tué la civilisation provençale, etc. Quoiqu'il en soit, le fils d'un jardinier de Saint-Rémy, Roumanille, auteur d'un recueil de vers délicats : *li Margarideto* (les Pâquerettes) travailla à grouper les efforts jusque-là dispersés des poètes provençaux. En 1872 il publia un recueil : *li Prouvençalo*, où se trouvaient réunis les vers de nombreux poètes régionaux; puis à Arles et à Aix ce furent les poètes eux-mêmes qu'il rassembla pour manifester en l'honneur de la langue d'oc : discours, banquets, ce furent les deux Roumavagi. En 1874 enfin sept poètes provençaux (Roumanille, Anselme Mathieu, Alph. Tavan, etc...) décidèrent, à Font-Ségugne (dans la propriété d'un ami, poète également : Giera) de restaurer la langue provençale, de lui donner une orthographe, une grammaire et un grand éclat. Les « sept de Font-Ségugne » s'intitulèrent « félibres. » Plus tard (1876) Mistral (qui était des sept) devait donner au félibrige une organisation imposante : consistoire de mainteneurs et majoraux, présidé par un capoulié. L'organe de propagande des félibres fut une sorte de revue : l'Armana Prouvençau. Mais le plus beau succès des félibres restera Mireille. *Mireio* travailla bien plus utilement pour leur cause que ne put jamais le faire aucun majoral. Le reste de l'œuvre de Mistral : *Calendau, lis Isclo d'Or, la Reino Jano* n'a pas connu le même succès. Quant aux autres félibres, sauf Aubanel, ils sont à peu près ignorés de ce côté-ci de la Loire. Mais dans le Midi le succès des félibres fut considérable; il provoqua la floraison de nombreuses écoles locales à Toulouse, en Camargue, dans les Pyrénées, etc. Noter que ce mouvement félibréen est souvent un mouvement fédéraliste, quelquefois séparatiste. Pendant vingt ans Mistral a rêvé de former un bloc autonome provençal-catalan... M. Emile Ripert qui connaît parfaitement les œuvres des félibres et en goûte les beautés souhaite, dans sa conclusion, de voir admettre la langue d'oc dans les lycées, les écoles, les casernes. Pour lui l'enseignement de la littérature félibréenne serait préférable à celui du grec et du latin. Sur ce terrain nous doutons que M. Ripert obtienne un vif succès. Il n'y a rien à gagner à propager le bilinguisme dans le Midi. Qu'on apprenne le français dans les écoles : cela n'est déjà pas si aisé; quant aux lycéens leur programme n'est que trop chargé. Souhaitons que les poètes de génie qui naîtront demain à Arles et à Toulouse écrivent en français : cela simplifiera les choses. Il nous semble fort peu raisonnable de vouloir rendre à la langue d'oc une existence officielle.

M. **Claude Anet**, avant d'aborder l'étude des jeunes filles russes, a fait, à la recherche d'antiquités, de longs séjours en Perse. Le Journal de voyage qu'il écrivit à cette époque paraît dans les *Cahiers Verts* sous le titre de **Feuilles persanes.** Quelques scènes de la vie populaire y sont décrites avec un art minutieux et délicat qui nous fait songer aux enluminures des vieux maîtres persans. Une petite étude sur l'esprit persan, des digressions humoristiques sur l'administration du pays, le récit de longues étapes au travers d'une contrée à peu près désertique, complètent cet ouvrage d'une lecture aimable et facile.

Madame **Caroline Franklin-Grout** a refait le voyage que son oncle Gustave Flaubert a exécuté en 1847 avec Maxime du Camp et elle a illustré d'excellentes aquarelles une nouvelle édition de **Par les Champs et par les Grèves.** Cette œuvre de Flaubert, il faut le reconnaître, on la lit assez peu. Pourtant dans son exubérance elle nous montre mieux que toute autre le romantique forcené que fut Flaubert. Il est assez curieux de saisir en toute leur spontanéité des impulsions qui, par la suite, ont beaucoup perdu de leur amusante véhémence.

M. **Ernest Prévost** est un véritable poète, à qui la richesse de l'inspiration ne fait point oublier les dures nécessités du « métier ». Son dernier recueil **le Livre de l'Immortelle Amie** contient de belles pages.

Deux recueils à signaler encore : **Dernières rêveries de Jean Mazeau** et le **Coeur ardent et grave de Marie-Louise Vignon.**

MARCEL THIÉBAUT

LA REVUE DE PARIS

Paraît le 1er et le 15 de chaque mois

PRIX DE L'ABONNEMENT

	UN AN	SIX MOIS	TROIS MOIS
PARIS, SEINE ET SEINE-ET-OISE	80 »	41 »	21.50
DÉPARTEMENTS ET COLONIES FRANÇAISES	86 »	44 »	23 »
ÉTRANGER	98 »	50 »	26 »

LA LIVRAISON — 240 pages — **4** fr. **50**

On s'abonne à la Revue de Paris, *3, rue Auber, dans toutes les librairies, dans tous les bureaux de poste de France et de l'Étranger et aussi en utilisant le compte de* Chèques postaux *de la* Revue de Paris, n° 360-50, *rue Saint-Roch, Paris.*

Sans aucuns frais supplémentaires, la Revue de Paris *est fournie rognée aux abonnés qui en font la demande.*

Les abonnements partent du 1er ou du 15 de chaque mois.

Les mandats ou valeurs à vue doivent être adressés à la Revue de Paris, *3, rue Auber.*

La reproduction et la traduction des œuvres publiées par la Revue de Paris *sont, à moins d'indication spéciale, complètement interdites dans tous les pays y compris la Hollande.*

La Revue de Paris *décline la responsabilité des manuscrits qui lui sont confiés*

Première Table Décennale (1894-1903). *Prix* . . . . . **2 fr. 50**
Deuxième Table Décennale (1904-1913). *Prix* . . . . . **3 fr. 50**

P. BRODARD, imprimeur de la *Revue de Paris*, 85bis, faubourg Saint-Honoré, Paris.